ÉTATS-UNIS: comment gérer le déclin?

(Pages 20 et 21.)



DÉBATS ÉLECTORAUX ET EXPLORATION DE L'AVENIR

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Futilités

ORNE similitude de campa-gaes électorales où, sur les deux rives de l'Atlantique, l'abondance de candidats ne sanrait compenser l'absence d'idées. Aux Etats-Unis, ce modèle s'épanouit dans sa plénitude et, le jour du scrutin, inquiétant symptôme d'une démocratie anémiée, il entraîne près de 50 % d'abstentions. En France, il s'esquisse encore timidement, mais non sans brio. Combien de temps encore faudra-t-il pour qu'il amenuise le nombre de votants? À peine le temps nécessaire pour passer de l'espoir à la résignation. Ce délai se trouve abrégé lorsque, dans une com-plicité qui devrait les horrifier, la plupart des politiques et les médias s'accordent pour éviter les débats, fuient les plus graves problèmes, préférent cultiver les «petites phrases» et l'«image». Les électeurs ne sont pas dupes : ils savent que jamais le «look» d'un président ou d'un premier minis-tre n'assurers la sécurité de l'Europe, n'éliminera l'anarchie des finances internationales, n'éteindra les foyers de violence au Proche-Orient ou ailleurs, n'assurers can reprise de la production, n'offrira des ressources décentes à ces chômeurs et à ces « nouveaux pau-vres», si sombreux que nui s'ose plus

Pourtant, les politiques se gardent bien de trop penser et, avec une belle constance, s'appliquent à soigner les apparences. Cela ne va pas sans frais. Les électeurs savent aussi que les dizaines de millions engagés dans une campagne électorale leur présenteront des portraits flatteurs et des slogans vides, mais ne leur apporteront aucune lumière, ne leur ouvriront aucune perspective. Tel n'est d'ailleurs pas le but ressement est sans limite : il serait superflu de leur expliquer ce qui les distingue d'une société de bienfaisance.

ÈS l'été 1980, on pouvait écrire ici que le parti démocrate, aux Etats-Unis, n'était plus porteur d'espérance pour ceux qui en avaient le plus grand besoin, et que paradoxalement l'espoir s'incarnait en M. Reagan comme, un demi-siècle plus tôt, il avait pris les traits de F.D. Roosevelt, - et que cet espoir serait déçu.

Les résultats du scrutin confirmèrent avec éclat la prédiction, comme le bilan du reaganisme eut tôt fait de jus-

tifier le sombre diagnostic, même si l'opinion, médusée, attendit plus de cinq ans pour mesurer les effets désastreux des déficits accumulés. L'aberrante magie du «grand communicateur- avait embrumé toute raison, un sourire que l'on peut aimer ou détester avait enjolivé les réalités, des plaisanteries d'assez mauvais goût avaient, diton, enchanté les chaumières (1). Telles qu'elles sont pratiquées, l'informationspectacle n'est plus qu'une contreinformation et la politique-spectacle dissimule les options décisives. Aussi les candidats républicains n'ont-ils aujourd'hui de plus brûlant souci que de se démarquer du président qu'ils ont si longtemps adulé (2).

AIS il est entendu que, en France, les citoyens s'intéressent à Madonna plus qu'à Eurêka, tant ils sont inaptes à comprendre les lois sauvages de la compétition internationale, les mystères de la finance, les jeux subtils de la concentration d'un capital non productif, les éléphantesques pas de denz d'une diplomatie tout en finesse...

Seules les «élites» savent. Leur cientie, ieur expérience, leur savoirfaire seraient, hélas! incommunicables (3). Pour recueillir des suffrages, ces élites doivent pourtant communi-quer. Non sans condescendance, elles se mettent donc à la portée d'un peuple ignare, que seules séduiraient des recettes simples: formules crouses, charmes surgelés, coupe de menton volontaires, optimisme préfabriqué, compassion imitée à la perfection (4). Fort peu hiérophantes, de tels acteurs feraient merveille dans un modeste théâtre de patronage, s'il ne coûtait si

(Lire la suite page 16.)

(1) L'une des plus récentes : « Un jeune omme comme moi ne peut s'irriter de ce que dit un vieux comme inui», répond M. Reagan (76 ans) lorsque le seul Noir ayant jamais siégé à la Cour suprême, M. Thurgood Marshall (79 ans), lui reproche de n'avoir rien fait pour promouvoir la justice raciale. Cf. U.S. News and World Report, 21 septembre 1987. (2) Voir pages 20 et 21 l'article de Pierre

(3) Voir pages 18 et 19 l'article de Chris-(4) Car, disait M. Giscard d'Estaing, « la

che п'а раз le monopole du cosur »...

Le libéralisme autoritaire

Dans une atmosphère d'intense affairisme, de spéculation et de troubles intrigues, l'accélération des privatisations en France coîncide avec le démarrage précipité de la campagne pour l'élection présidentielle. Les prétendants - avoués ou non – à la magistrature suprême et leurs hommes liges occupent la scène médiatique, en premier lieu les écrans de

Cette course de vitesse engage le pays tout entier dans un effort de concentration des pouvoirs économiques. De gigan-tesques groupes industriels – autour des « noyaux durs ». notamment – refaçonnent l'économie, de même que la res-tructuration des médias voudrait servir au façonnage des esprits. A la télévision, la privatisation de TF I répondait à la logique libérale, mais la suppression de l'émission de Michel Polac montre que cette logique peut conduire à resd'Ignacio Ramonet).

Secteur privé et secteur public continuent donc de faire preuve d'intolérance et de sectarisme, face à l'irrespect dont témoignent heureusement les esprits libres. Aux cimes du pouvoir, maîtres et serviteurs (voir pages 18 et 19 l'article de Christian de Brie), sont bien persuadés de faire partie de l'élite quand les limites de leur propre culture les maintiennent isolés, murés dans d'obsolètes certitudes.

treindre des « espaces de liberté » (lire page 28 l'article

A la faveur de telles équivoques, à coups de décisions contradictoires dans la poursuite d'un illusoire gigantisme économique et dans une fièvre d'activités lucratives pour les amis du pouvoir, s'élabore la nouvelle idéologie dominante, celle du « libéralisme autoritaire », que décrit, ti-dessous,

I une formule devait définir le nouvel ordre qui se met en place, on parlerait de « libéralisme autoritaire ». Il y avait pourtant quelque paradoxe à voir proposer un projet « libéral » par l'ancien état-major de Georges Pompidou. Mais le masque est vite tombé et l'on peut aujourd'hui décrypter ce libéralisme sélectif anquel on veut doucement habituer les citoyens. Libéral-autoritaire, c'est-à-

- libéral sur le plan économique, sauf à protéger quelques chentèles ; - autoritaire sur le plan des libertés individuelles, sauf à protéger certains intérêts particuliers.

Dans cette optique, le projet libéral s'inscrit d'abord dans un débat idéolo-gique et prend pour référence le modèle américain, réduisant en principe le plus possible le domaine d'intervention de l'Etat.

Selon ce modèle idéal. l'Etat doit assurer seulement les fonctions de souveraineté qui le légitiment : sécurité extérieure, police, justice, trois missions fondant la notion même d'Etat. Les mécanismes du marché, les initiatives individuelles, l'autorégulation sociale, devront progressivement réduire les autres domaines d'intervention, telles la solidarité, la culture, l'éducation...(1).

Véhiculée à longueur de médias, ce modèle culturel américain est aussi présenté comme la référence obligée en matière de protection des libertés. Pro-fondément inégalitaire, la société américaine utilise comme mythe fondateur les principes constitutionnels touchant aux libertés. La réalité est bien diffé-

Par JEAN-PAUL JEAN *

rente, gérée par une corporation très influente de professionnels du droit tirant un profit maximum d'un marché qu'ils développent à l'envi. Elle suscite un système policier peu contrôlé dans ses pratiques quotidiennes, souvent corrompu, concurrencé par des agences de protection privées, un appareil judi-ciaire profondément influencé par la situation sociale et financière des individus, un monde carcéral hypertrophié et violent.

Ainsi, avec sept cent cinquante mille détenus, les Etats-Unis sont le troisième pays au monde en nombre de personnes incarcérées par rapport à la population, juste derrière l'URSS et l'Afrique du Sud. Cette population car-cérale a doublé depuis 1970, le nombre de femmes détenues ayant, quant à lui, augmenté de 65% entre 1978 et 1983. Le surpeuplement est tel que l'espace moyen dont dispose chaque prisonnier dans sa cellule est inférieur à 2 mètres сагте́з (2).

La surreprésentation des populations précarisées, les Noirs en particulier, est patente. Au 1= juin 1987, sur 1 901 prisonniers condamnés à mort, 787 sont de race noire. An 1s octobre 1986, * Magistrat, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature.

étaient mineurs au moment des faits ayant motivé leur condamnation, 18 prisonniers ont été gazés, électrocutés ou empoisonnés par des injections mortelles en 1986. Amnesty International estime que ce chiffre pourrait être porté à 40 en 1987 (3). C'est la violence entretenue par la société américaine qui produit de façon consubstantielle la violence de son système répressif. Plus les inégalités sociales s'accroissent, moins les mécanismes d'aide et de redistribution sont efficaces. Aux solidarités se substituent répression brutale et charité-spectacle.

32 détenus en attente d'exécution

(Lire la suite page 16.)

(1) Tous oes éléments ont été développés à l'occasion du colloque « Un an de libéralisme, mythes et réalités », organisé à Paris le 2 juin 1987 par la Fédération CFDT des finances et des affaires économiques. Voir aussi, sur ce thème, le numéro spécial de la revue Justice, réalisé en commun avec la Ligue des droits de l'homme, le Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés (GISTI) et la revue Actez (Justice, n° 114, avril 1987, 30 F. – BP 155, 75523 Paris Colex 11.) - BP 155, 75523 Paris Codex 11.)

(2) Selon le ministère américain de la jus-tice, le Monde, 5 février 1987. Voir anssi Claude Julien, « Vers un reaganisme à la fran-çaise. La guillotine, l'enfant et la licorne », le Monde diplomatique, décembre 1985.

(3) Amnesty International, conference de presse du l= juin 1987 à Londres.

DANS CE NUMÉRO:

L'heure des « battants »

Les prévisions du Fonds monétaire international viennent confirmer une sombre réalité : la crise est là pour longtemps, avec son douloureux cortège de chômeurs et sa litanie d'indices alarmants. Pourtant, autour de nous, les « battants » claironnent à l'envi leur enthousiasme de « gagneurs » et, à la faveur des privatisations, continuent, dans les médias, de matraquer l'opinion avec les vieux mots d'ordre néolibéraux.

LES GRIMACES DE LA LIBERTÉ

Pures incantations lyriques, simples arguments pour les campagnes électorales qui démarrent en France et aux Etats-Unis ; en somme, des « FUTILITÉS » (pages 1 et 16). Car, tandis que, en France, les citoyens constatent chaque jour les fortes contradictions d'un « LIBÉRALISME AUTORITAIRE » (pages 1, 16 et 17), aux Etats-Unis, les défauts du reaganisme paraissent tellement criants que « L'AMÉRIQUE S'INTERROGE SUR LA MEILLEURE FAÇON DE GÉRER SON DÉCLIN » (pages 20 et 21). Ces pays, comme tant d'autres, mesurent aujourd'hui ce qu'il peut en coûter de s'abandonner à « LA TENTATION DÉFLATIONNISTE » (pages 22 et 23).

Les gouvernants, encore une fois, ont fait aveuglément confiance aux experts, aux spécialistes; « AUX CIMES DU POUVOIR, MAITRES ET SERVITEURS », tristes élites, peuvent constater, une fois de plus, les risques induits par « DES POLI-TIQUES MALADES DE LA CULTURE » (pages 18 et 19). Une culture



plus que jamais broyée par de risibles paris de gigantisme économique; comme en témoigne l'actuelle grande « MISERE DE L'AUDIOVISUEL > CHAINE DE CONFLITS

Même misère intellectuelle dans des domaines de très haut risque; en matière stratégique, par exemple, des responsables de premier plan continuent d'évoquer la supériorité de l'URSS en armements classiques quand les arguments abondent qui démontrent le très réel « ÉQUILIBRE MILITAIRE CONVENTIONNEL DES DEUX BLOCS a en Europe (pages 14 et 15).

Et dans le Golfe ? Les flottes occidentales vérifient, avec le temps, qu'une canonnière sans pilote ne saurait atreindre un but précis. Il demeure indispensable, pour apprécier à juste titre « LES ENCHÈRES DE LA GUERRE DU GOLFE » (pages 3 à 8) de mettre en perspective d'autres conflits qui, des rives de la Méditerranée à l'Afghanistan, dessinent aujourd'hui le vrai profit des menaces.

LE SURSAUT DES HOMMES

D'autres guerres, plus confuses, se livrent ailleurs contre des ennemis plus soumois ; en particulier aux « CARAIBES, ZONE SINIS-TRÉE » (pages 10 et 11) où des Etats forts différents, de langue et de statut politique très divers, font face à un adversaire commun ; l'indéracinable sous-développement.

Comment en sortir ? Comment fonder des régimes démocra-tiques stables lorsque, par exemple, « L'ARMÉE PHILIPPINE DÉFIE OUVERTEMENT LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES » (page 9) OU QUE « LE BURUNDI EST SECOUÉ PAR UNE RÉVOLUTION DE

PALAIS » (page 12) ? Comment vivre, tout simplement, en Afrique du Sud, se demande l'écrivain Mewa Ramgobin alors que le héros de son roman s'efforce de garder espoir en rêvant à « QUAND DURBAN SERA LIBRE » (page 13).

Voir le sommaire détaillé page 28.

ECONOMICA

Œuvres économiques complètes

AUGUSTE et LEON WALRAS

Uniquement en souscription Vol. I. Richesse, liberté et société (printemps 88).

Vol. IL La vérité sociale (printemps 90). Vol. III. Cours et pièces diverses (printemps 91).

Vol. IV. Correspondance (automne 89). Vol. V. L'économie politique et la justice (printemps 89).

Vol. VI. Les associations populaires coopératives (printemps 89). Vol. VII. Mélanges d'économie politique et sociale (juin 87).

Vol. VIII. Eléments d'économie politique pure ou Théorie de la richesse sociale (à paraître déc. 87).

Vol. IX. Etudes d'économie sociale : théorie de la répartition de la richesse sociale (automne 88). Vol. X. Etudes d'économie politique appliquée : théorie de la production

de la richesse sociale (automne 90). Vol. XI. Théorie mathématique de la richesse sociale (et autres écrits

mathématiques et d'économie pure (printemps 89). Vol. XII. Cours d'économie sociale et d'économie politique appliquée

Vol. XIII. Œuvres diverses (printemps 91). Vol. XIV. Tables et index (automne 91).

> Souscription pour les 14 volumes reliés des Œuvres économiques complètes d'Auguste et Léon WALRAS

5 600 FF avant le 15 novembre 1987; 7 500 FF après

49, rue Hericart, 75015 PARIS - Tel. 45-78-92

RE ABELARD ET SON ÉCOLE pe parritaire, buit siècles de pensie. Mercon, car nous sommes an in

Neston, cai nous sonnes au matheman destressire des Principia matheman destine naturalis, clé de voite de la matheman destifique occidentale.

il ne suffira pas de l'inscrire au me L'action qui devrait également comme les pour les sciences de la pense, 0 pour les sciences de la pense, 0 projet discret et essentiel, comd'autres, celui d'un centre d'inde ses compagnes de déportain dans les états stationnaires de la fois le commencemen a estre univers. Mais qu'en estate Appair, dans une societé, come possit à institution d'une institution nouel e lait que les decouvents el se sciences sociales et de la san andifié aussi profundement na attendre les postulats et l'appale

aion utile de la France asim cette conquête des manes de la Nous entendors Rouse gogramme la réplique de suiterairent de son exécula. pruple, et pour toutel Euro. On ne peut rien dre dep Realises sa seul joue, den et en a durer eternoliement - Cours den cette voic ! En refolsant z it a Line within concrete, a Breatte mais descript pout chap indique actuel. Il jaut une action pe delle: introducte et dramatique s e cores. Le jumelage de l'est Montales — Badas Fredericas es es estados — Badas Fredericas es estados Geneviêve, — voita una ser et récite en sue de cette same tien l'Europe unie, dans toute leure des l'Europe unie, dans toute leure des des deures, selon la definant

dens son génic. Minister de conseil d'administratif

CHICHES MOLES Paniversalité, par Jean Vart le Des atouts pour une eine Bounes de Kerret. Augre de la lungue fractie

e des langues africaines: Die

Remps on fragilité, par Victori Cahiers He Carole He Erouard-Siad, par de S Province du jaguar .

de mos de paíse 1987 122 000 energians

Dans les coulisses des palais ministériels

THIERRY ACOUES FOURNIER a tenté l'impossible dans son nouvel ouvrage (1) : faire comprendre le fonctionnement d'une équipe ministérielle et des administrations centrales qui prolongent son action. Décortiquant la structure gouvernementale, introduisant son lecteur an sein du conseil des ministres, comme dans les innombrables réunions techniques qui l'ant précédé, pistant les décrets et les textes législatifs des services ministériels jusqu'au Parlement, sans oublier le délicat passage devant les sages du Conseil d'Etat, l'ancien secrétaire général du gouvernement n'élude aucun des points de son itinéraire obligé : le rôle des cabinets ministériels et des directions d'administration centrale et l'instable équilibre entre la haute fonction publique et la politique qui en résulte. Une pertinente compa-raison du modèle français avec le fonctionnement des exécutifs américain, britannique et allemand vient compléter la documentation du lecteur et élargir sa réflexion.

Ni la chronique des péripéties politi-ciennes ni la simple description des règles administratives ne peuvent suffire à faire vivre la complexité de tout exécutif d'une grande nation industrialisée. Trop d'essais universitaires prétendent traiter le sujet en paraphrasant les textes réglementaires ou en accumulant des statistiques de réunions à la

* Ancien membre du cabinet du premier ministre Pierre Mauroy (1981-1984), direc-teur de la Revue politique et parlementaire.



LE CONSEIL DES MINISTRES DU ROI LOUIS-PHILIPPE

signification douteuse, sans offrir au lecteur les matériaux suffisants pour appréhender la réalité de la pratique quotidienne. Se plonger dans un manuel d'arbitrage n'a jamais permis d'imaginer à quoi pent ressembler un match de football.

La démarche de Jacques Fournier échappe à ce reproche, tout en demeurant d'ordre universitaire. Il est vrai que l'auteur possède l'avantage de pouvoir parler aussi en praticien. Conseiller d'Etat, il a été secrétaire général du gouvernement durant la législature de ganche, avant de prendre la présidence de Gaz de France. Il restitue donc,

avec une rare minutie et une véritable intelligence des hommes et des situations, la complexité de rouages qui se sont accumulés au fil des aus sans que leur cohérence soit toujours apparente ou réelle. Toutefois, il s'est refusé les ontils du chroniqueur - auxqueis son prédécesseur à Matignon, M. Marceau Long, avait su parfois recourir dans ses conférences sur les services du premier ministre (2) - pour se cantonner à son statut de haut fonctionnaire. Il en résulte que si le Travail gouvernemental constitue la source de références la phis actuelle et sans doute aussi la plus complète sur le sujet, l'ouvrage demeure plus descriptif que prospectif.

Même lorsque des difficultés sont mentionnées, comme l'abus des ministères à géométrie variable ou l'excessive dispersion, par rapport à des pays comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni ou la République fédérale d'Allemagne, des structures administratives argées de coordonner le travail goumental, les réformes souhaitables, les réorganisations nécessaires, ne sont pas esquissées. C'est sculement dans trois brèves pages de conclusion que Jacques Fournier prend le risque d'évoquer, sans les traiter, les problèmes des équilibres constitutionnels français ou de l'indispensable revalorisation des directions d'administration centrale par rapport aux cabinets ministériels.

En se fixant d'aussi contraignantes limites, l'anteur devrait rassurer ceux qui avaient voulu voir dans sa nomina tion à Matignon, en 1982, l'aveu d'une rupture avec les traditions administratives nationales. Par ses écrits, Jacques Fournier montre bien qu'il n'a nulle envie d'échapper au moule du Conseil d'Etat d'où sont sortis tous les secrétaires généraux du gouvernement depuis la création de l'institution en 1935. Et pourtant, son profil de carrière fait plutôt de lui une exception dans l'histoire de la fonction. D'abord par la relative brièveté de son mandat (moins de cinq ans), par rapport à ses prédécesseurs depuis la Libération, ensuite par un engagement politique officiel renouant, certes, avec les origines du secrétariat général du gouver-nement, mais tranchant sur les habitudes prises depuis des décennies.

Une situation qui suscitait d'autant plus de gloses que, dans l'univers administratif français, le secrétariat général

du gouvernement peut presque appa raître comme une structure de type britannique en ce sens qu'il repose bien pius sur une coutume, une pratique, que sur des textes. Ce qui ne l'a pas empêché, au fil d'un demi-siècle d'imposer un rituel pour les séances du conseil des ministres, un code pour l'organisation du travail intermi riel, bref, une même méthode de travail aux gouvernements successifa

La démarche de Jacques Foarnier illustre, plus profondément, l'ampleur du processus révisionniste dans lequel se sont engagés les socialistes, comme si les charmes des palais ministériels avaient à ce point agi sur leur conscience que, pour y goûter à nou-veau, ils étaient prêts, à leur tour, à communier dans l'idéologie administrativo-conformiste actuelloment dominante. Ce qu'un homme comme M. Pierre Bérégovoy incarne, par exemple, dans le domaine économique, Jacques Fournier l'exprime en matière institutionnelle. Son hymne au Conseil constitutionnel, que M. François Mitterrand souhaitait supprimer lorsqu'il n'était que chef de file de l'opposition, trahit l'irrépressible penchant des gouvernants d'hier pour cette «juste moyenne» qui fait le bonheur de l'administration mais qui n'a plus grand-chose à voir avec un projet politique ayant prétendu changer, sinon la vie, du moins le société.

 Jacques Fournier, le Travail gouverne-mental, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques et Dalloz, Paris, 1987, 287 pages, 140 france. (2) Marcan Long, les Services du premier ministre, Presses universitaires d'Aix-Marseille.

THERRY PRISTER.

CORRESPONDANCE

Carl Schmitt, théoricien du national-socialisme

M= Anne-Marie Minola Bosonnet, professeur de philosophie à Aix-les-Bains, nous écrit à propos de deux annonces publicitaires parues dans notre numéro de juin dernier :

Dans votre numéro de juin, on trouve à la page 27 une publicité pour la revue Nouvelle Ecole, Comme chacun sait, cette revue est dirigée par Alain de Benoist, figure célèbre du GRECE, mouvement des intellectuels de la nouvelle droite.

Ontre le fait que la présence de cette publicité surprend, étant donnée l'orientation de votre journal, on ne peut manquer d'être choqué lorsqu'on y lit que cette revue est consacrée à Carl Schmitt, qui fut le théoricien du national-socialisme. D'autant qu'à la page précédente (p. 26) figure une autre publicité pour un ouvrage du même Carl Schmitt : Terre et mer, dont le chapeau, se référant au Volksgeist nazi, est à lui seul très éloquent. (...)

Carl Schmitt [est le] seul théoricien « sérieux » (1) du national-socialisme. Il a posé l'esprit du peuple, le Volksgeist, comme valeur suprême, en l'opposant à la tradition des Lumières. Contre la suprématie de la raison et des valeurs supérieures proposées par le dix-huitième siècle, contre le droit de

المركز الخريج التوثيق والإعلام

0

DÉCOUVREZ

« ACTUALITÉ

ARABE»

l'humanité, la liberté inaliénable de droits de l'homme, issue du dixpante de Carl Schmitt, le jour où Hitler a pris le pouvoir : « On peut dire que Hegel est mort (1) . . (...)

S'il y a des ennemis de la tradition

(1) Cité par Herbert Marcuse dans Raison et révolution, 6d. de Minuit, Paris, 1960 (pp.459-464).

chaque individu issue des pouvoirs de la raison en tant que pouvoir de connaissance, contre l'individualisme de la tradition idéaliste, il a valorisé avec Otto Dietrich et Rosenberg le « génie national », la communauté comme « entité naturelle » de la race, réalité naturelle, qui doit son unité au * sang * et au * sol *. A la culture Bilduntg idéaliste, il s'agit dès lors d'opposer la virilité guerrière de l'attitude hérolque. Pour les nationauxsocialistes, l'ennemi à abattre, c'est bien la conception universaliste des huitième siècle, dont Hegel représente l'achèvement. D'où la formule frap-

enropéenne des droits de l'homme, ce sont bien les Européens du III. Reich, dont Carl Schmitt est le théoricien le plus sérieux. L'intérêt qu'on lui porte aujourd'hui n'est pas innocent : il s'inscrit dans la lutte contre la modernité de l'esprit des Lumières,

Lawrence d'Arabie. le lévrier fatal

M. Omer Nami, de Pully (Suisse), nous écrit à propos de l'article de Georges Buis publié dans notre numéro de juillet et apporte une précision :

Dans la présentation de M. Georges Buis du livre de V. M. Monteil, Law-rence d'Arabie, le lévrier fatal, je relève que Guillaume II aurait fait construire par ses ingénieurs, de 1901 à 1908, le chemin de fer Damas-Médine. N'ayant pas encore lu le livre de M. Monteil, je ne sais si cela est son opinion ou celle de M. Buis, Mais afin de rendre à César ce qui lui appartient, je tiens à dire que ce chemin de fer a été l'œuvre de mon grand-père, le sul-tan Abdul Hamid.

Construit sous la direction du maréchal Kazim Pacha grace à l'argent récoité par souscription publique, il devait lier entre elles les parties arabes de l'Empire ottoman et être continué jusqu'à La Mecque. Il correspondait à la politique arabe et islamique du sul-

Un premier soin de Lawrence dit d'Arabie ne fut-il pas d'ailleurs de le faire détruire pour la plus grande gloire de l'Empire britannique ?

Francophonie: vaste chantier,

M. Robert Chaudenson, responsable du programme « Français, lanzues nationales et développement » de l'unité associée 1041 du CNRS à l'université Aix - Marseille-I. conteste le chiffre de 200 millions de locuteurs francophones avancé dans le dossier paru dans le Monde diplo-matique d'août 1985:

Le chiffre de 200 millions de francophones, le plus souvent retenu, est le total des populations des Etats regardés généralement comme franco-phones, c'est-à-dire ceux dont, en principe, le français est la langue officielle ou une des langues officielles (en fait, les choses sont plus complexes, mais le

teurs dont la langue maternelle est le français, on peut penser que le nombre tombe à 70 millions au maximum (les 55 millions de Français n'ont même pas' tous le français comme langue maternelle et une partie non négligeable de la population des DOM, par exemple,

Ces 70 millions de locuteurs sont, pour la très grande majorité, dans les pays du Nord : France, Belgique, Suisse, Luxembourg, Monaco (État francophone représenté au sommet), Canada. Si Pon admet, généreusement que les autres pays francophones (Afrique les autres pays francophones (Afrique noire, Maghreb, Proche-Orient, monde créole) totalisent 130 millions d'habitants (pour arriver à 200) et que 20 % de leur population parle réellement le français (ce qui est, de toute évidence, très exagéré), on arrive à 96 millions de leurement formes à 96 millions de locuteurs franco-

Cette exigence est d'autant plus impérieuse que beaucoup de ces pays consacrent une part importante de leurs faibles ressources à des systèmes éducatifs dont le rendement est évi-



ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

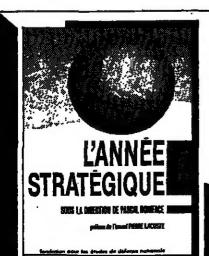
3° CYCLE SPÉCIALISÉ D'ÉTUDES STRATÉGIQUES ET POLITIQUES DE DÉFENSE

sous le parrainage du centre DROIT et DÉFENSE de l'université de PARIS-V et avec l'appui du secrétariat général de la défense nationale.

CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR

Cursus sanctionné par diplôme (convention avec le doctorat de sociologie politique de l'université de PARIS-X)

Renseignements à l'E.H.E.I. (directeur : M. Pascal CHAIGNEAU) 4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 PARIS. Téléphone: 42-22-68-06.



FEDN

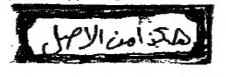
Hôtel National des Invalides Parts 7°

> Pour s'orienter sur l'échiquier International: des analyses, des chiffres, des cartes.

195 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire 75007 PARIS

 Un bulletin de références, d'unelyèse et d'Informations sur l'essemble des pays du Moyen-Orient et de l'Akrique du Nord. able à tous coux qui s'insirement à l'évolution des pays arabse. O Cinq Inflotus on un sud : Politique - Économio -Érangio - Armemento - Busquet, piur dan des-siers, des appais d'olires, des biographics... Existo aussi en écition emplaine, ARAB MENIS AND REPORTS « ACTUALITÉ ARABE » est écité par le CENTRE ARABE DE DOCUMENTATION ST D'INFORBATION (C.A.D.)
ST D'INFORBATION (C.A.D.)
Sirector général : Georges El Rand
Ivenue des Champe-Élysées, 75006 Paris
12-25-41-00 Têinz CADI 842-824F



chiches moyens Branch and Markey Co. pre- prest Telegrap . 4 Frances profit on the state of the state of The matter on v. co. Tanta.

détail importe peu ici). Si, en revanche, on parle de locu-

ne parle pas le français).

Le vrai problème du français dans le monde n'est pas celui de l'illusoire menace d'un « métissage linguistique», qui n'est qu'un tigre de papier, mais celui de la réalité comme de l'efficacité de sa diffusion et de son enseignement. Dans les pays en développement des mondes africain et créole, tous les citoyens « francophones» (au sens géo-politique) ont le droit de devenir «francophones» (au sens de la compé-tence linguistique).

demment très réduit.

year of Apprention four le Appreciation pour le The Complexite des relathe de IT RSS, sur près de Detres de frontière com-

Périlleux

envoye special ALAIN GRESH VONCENTE STITING GIVE spinite are are manual Section 18 18-1 ANN 2 Visite 2 garage de Cauffa 13 1 THE 1 LANS 1 The same and the street erte tra feranser intradite Bergen er geren e feite assessment to the street TENNEST TO STATE

TERM WILL GO TO . 25 TYLEROW SERROWERDED TO . 2 TYTE 60 & Sandra Control of the Control ple me sur Te men apris thrangs mainten, the fire and imitte regeren bei ein de Beg-THE SHAPENT OF LITTERSTORE Poplar Arena Broutern icht geneschie 三位 teranoment in manage marie du Partir de michaele de morecule, a con a 1 per quete administration of management TERRETARIAN CONT. P. AFEK week the continuent to de aleftetatt en mare, miest coeffe. reporting to the professional transfermit PCLS must rependent Range de Caracte 🕠 la miente a senti THE MANUEL OF LANDS THE PRINCIPAL PR manife Grown and Address was there is a fact on the restance. the prince for the most actuber. America tares et dantes . entere enter entere entract de man de toutes des 15 des estate

alle lecercit

Et ser pays . in liberit de Energia demande per dentaie de and anadates, tra fire interta-Seminary of the seminary seminary the toute to charge - in media will reference your less ma gon to-Suestanger le part, an la paux den a diten au ministère des distinction of the se felicite de des visites dans la capitale THE SEA BLOS CE SELE OF SOUT OFF SEN Jose Accessor, member den aplomatic designation of the states autosel Reproduce of Amiche - 1 de ce paratoras y positionas -All Referedient - se rendre A

Se Contact Sections to 2 1/8-4-4 Priest raprorte di-meine The Cueiter, secretaire general Minds les lemmes étaient de de cuiques séverement l'Irak Se la legace de la guerre des gell despute on the ton the deches de la mine en An es d'eches de la mise es alles de la mise es refus de la mise de la m spine templement l'une on suite de l'une volonté de prisones à accepter de l'une prisones à accepter de l'une prisones de l'une volonté de l'u

App are strate contra deux de la ripera de l to tidence du cas du l'Iran comspoque, eile informait delle and comments de sa crainte de distinction de sa craime de Bagdad. the arec de have dignitares Fiblique is amique se sont Signature of the state state

eriels

Stro comme une structure de lyke Extra country of the insigne en ce sens qu'il report des est une coutume, une par les textes. Ce qui ne la suppliché, au fil d'un denimie de ministres un rituel pour les seus de ministres une coutume, de ministres de ministr mell des ministres, un cote construction du travail internal de la construction du travail internal de la construction de la constructio Self sux Bouvernements success La démarche de Jacques Fo Mestre, plus profondement, P

processus révisionniste dans se sont engagés les socialistes si les charmes des palais min avaient à ce point agi let le possessee que, pour y gotter le possessee que, pour y gotter le pesse, ils étaient prêts, à leur les gotternes dans l'idéolte ment dominante. Ce qu'un he pomuse M. Pierre Bérégovoy is per exemple, dans le domaine éte atière institutionnelle. Son lymi Conseil constitutionnel, que M h Mitterrand souhaitait sopha Popposition, trahit l'irrépressite chant des gouvernants d'hier parce Tadministration mais qui ria grand chose à voir avec un proje p

me ayant prétendu changer, sing

(3) Isognes Fournier, le Travell passionelle, Presses de la Fondation seronal Section 9 of the Policy Price of Policy Price com Long, les Services de pro-

Francophonie: aste chantier. chiches movem

M. Robert Chaudenson, 1895. du programme «Franças» motionales et développes Fundté associée 1041 du CIB matversité Aiz - Marselle Conseilers francophones events de donnier para dans le Mondre manione d'août 1985 :

- La chillre de 200 millions de la these des populations des populations des s MOR. C'EST-A-Cire ceux dont as ches, le français est la langue din is these sont plus complete, at diesti immorte peu ici).

revanche, on park & k rangais, on peut penser que k wegais, on peut penser que le Membe à 70 millions au maxima 33 millions de Français n'on me in the français comme lange of population des DOM, par des partie par le français).

Cas 70 millions de locatons millions de locatement de l'Americant de Nord : France, Bellione Lexembours, Monard : Sances de l'On actuel, générale : Si l'on acmes, général moire, Magareb, Problem of Control of Contro de leur population per mes (...).

Le erai probième du français west pas celui de fi ales qu'un usre de pane. de la réalisé comme diffusion et de son encor-les pays en développes africain et croite Sancophenes (au sens de la Marietique).

Come exigence of district data perior of a series our occurrent une part impatie Arbies ressources à de s matth deat le rendement The reduit

Les enchères de la guerre du Golfe

Tout devient plus clair quand les idéologies cèdent le pas au pragmatisme. L'active participation de l'URSS aux négociations en vue d'un cessez-le-feu dans le Golfe rappelle soudain l'importance stratégique exceptionnelle de l'Iran, quelle que soit la nature du régime à Téhéran. Dès lors, de Suez à l'Afghanistan, d'autres conflits régionaux et les contradictions entre les politiques pétrolières s'ajoutent aux faiblesses des sociétés locales pour alimenter un vaste marchandage entre l'Est et l'Ouest. Bien entendu, l'emploi des forces navales ne peut que faire monter les enchères. S'esquisse un remodelage des alliances, qui cependant ne tient nul compte de la force explosive d'aspirations populaires trop longtemps ignorées (pages 3 à 8).

Périlleux dilemmes pour la politique soviétique

Par notre envoyé spécial **ALAIN GRESH**

ONCENTRATION d'une véritable armada, risques d'affrontement avec les Etats-Unis : vue de Moscou, la guerre du Golfe prend des dimensions d'autant plus inquiétantes qu'elle affecte une région très proche, déjà fortement perturbée par le conflit afghan et l'insoluble pro-blème israélo-arabe. Assurer la sécurité aux frontières est pour les Soviétiques un impératif vital, qui peut expliquer leurs atermoiements face à l'Irak et à

S'apprétent-ils aujourd'hui à risquer

toute leur mise sur Téhéran, après avoir longtemps maintenu deux fers an fen, armant le régime bassiste de Bagdad tout en ménageant les dirigeants de la révolution islamique? Pour M. Karens Broutens, responsable adjoint du département de politique internationale du Parti communiste de l'Union soviétique, il n'en est pas question : « Nous avons toujours maintenu une position équilibrée entre les deux belligérants, nous continuerons à le faire. » Pariant en russe, mais corrigeant an besoin l'interprête, le principal responsable de la politique proche-crientale du PCUS maiste cependant sur le danger de l'heure : « En envoyant quarante navires et vingt-cinq mille soldats dans le Golfe, les Etats-Unis ont envenimé la situation. Ils renforcent leur pression sur les pays arabes pour obtenir des bases militaires. » L'objectif prioritaire est le « retrait de la région de toutes les flottes étrangères », ainsi que Moscou l'a proposé de concert avec Téhéran. « A l'exception toutefois des démineurs », préciset-il pour bien mettre en valeur l'attachement de son pays à la liberté de navigation.

Réfutant la demande occidentale de sanctions immédiates, tous nos interlocuteurs soviétiques ont affirmé vouloir « donner toute sa chance à la médiation des Nations unies ». « Il faut laisser un délai suffisant pour les négociations et encourager le parti de la paix à Téhéran », dit-on au ministère des affaires étrangères, où l'on se félicite du succès des visites dans la capitale iramenne, aux mois de juin et août derniers, de M. Iouli Vorontsov, numéro deux de la diplomatie. N'a-t-il pas rétabli le contact avec les plus hautes autorités de la République islamique - à l'exception de l'ayatollah Khomeiny -

et invité le puissant président du Majlis, M. Rafsandjani, à se rendre à Moscou, courant novembre? N'a-t-il pas, surtout, rapporté lui-même à M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, que les Iraniens étaient disposés à le recevoir? Tout en critiquant sévèrement l'Irak

pour sa rupture du cessez-le-feu et en déplorant la relance de la guerre des tankers, tel diplomate admet que, toutefois, en cas d'échec de la mise en œuvre de la résolution 598 des Nations unies. Moscou « ne serait pas hostile à l'adoption de sanctions ». Signe supplémentaire de neutralité? Le refus de condamner unilateralement l'une ou l'autre partie témoigne d'une volonté d'équilibre. Mais, en avril 1987, l'URSS avait été la première des grandes puissances à accepter de repavillonner » trois pétroliers kowertiens. Après une attaque contre deux de ses navires, elle menaçait de « riposter avec violence au cas où l'Iran commettrait une nouvelle agression (1) >. A la même époque, elle informait différents gouvernements de sa crainte de voir s'effondrer le régime de Bagdad. Or, durant l'été, le ton s'est modifié; les tête-à-tête avec de hauts dignitaires de la République islamique se sont multipliés et la presse a mis une sourdine à ses critiques.

Peut-on alors parler d'un « nouveau demi-tour >? Appréciation pour le moins hasardeuse mais qui met en lumière l'extrême complexité des relations avec l'Iran, dont le territoire jouxte celui de l'URSS, sur près de 2000 kilomètres de frontière com-

mune. L'ancien empire perse, comme l'Afghanistan et la Turquie, touche à cette Asie centrale si vitale pour la défense rapprochée de l'URSS. Eviter l'installation de régimes hostiles, contrecarrer les « tentatives impérialistes - d'y édifier des bases militaires, voilà, en dehors de toute considération idéologique, les deux invariants de la diplomatie régionale de Moscou depuis Lénine. Ils ont dicté l'intervention soviétique en Afghanistan, même si aujourd'hui des responsables confessent que le Kremlin s'est trompé en 1979 dans son évaluation de la situation dans or pays (2). Ils astreignent aussi la « patrie du socialisme » à ménager son voisin islamique.

Surpris, comme les Occidentaux. par la chute du chah avec qui ils entretenaient des relations cordiales, les Soviétiques surveillèrent attentivement une révolution qui ne coïncidait avec aucun de leurs schémas. Le dynamisme de la gauche islamique (moudjahidines, fedayines...), la virulence des sentiments anti-eméricains et l'agression irakienne - à un moment où Bagdad accumulait les gestes hostiles à l'encontre de son « allié » soviétique ~ incitèrent l'URSS à esquisser un rapprochement avec l'imam Khomeiny.

Elle suspendit ses livraisons d'armes au régime bassiste. Soumit-elle au même moment une offre d'alliance en bonne et due forme à la fragile et jeune république islamique (3)? Quoi qu'îl en soit, ces ouvertures avortèrent. Dès 1982, l'Iran reprenait l'initiative dans la guerre qu'il portait sur le territoire ememi, et le flot des armes soviétiques

s'écoulait à nouveau vers Bagdad, après que M. Saddam Hussein eut décidé le repli de ses troupes sur la frontière internationale. L'année 1983 voit l'élimination du parti communiste Toudeh, l'expulsion de nombreux diplomates soviétiques de Téhéran - à partir d'indications fournies par la CIA - et le reflux des échanges commer-ciaux entre les deux pays, prélude au départ des experts économiques soviéti-ques. Le mirage d'une alliance entre l'islam et le communisme s'est dissipé.

Il faut patienter jusqu'en 1986 pour que s'ébauche une timide reprise du dialogue entre les deux pays limitrophes. Mais le tournant véritable remonte à février 1987 - bien avant la crise actuelle, mais en pleines révélations sur l'« Irangate » - lorsque le chef de la diplomatie iranienne se rend en personne à Moscou, - pour la première fois depuis cinquante ans.

Accueilli amicalement, M. Ali Akbar Velayati peut annoncer : « Nous avons jeté les fondements de relations globales avec l'URSS. » Malgré la persistance de désaccords substantiels sur la guerre du Golfe comme sur le conflit afghan, - le Kremlin répond positivement aux a souhaits iraniens en matière de coopération bilatérale (4) ». D'importants projets sont mis à l'étude (voir l'article de Francis Beaujeu, page 6) qui témoignent bien de la volonté de l'Union soviétique de consolider ses relations de bon voisinage et d'enrayer un rapprochement irano-américain dont le scandale de l'« Irangate » a confirmé qu'il n'était pas du domaine des chimères.

Les clès du conflit aighan

ES Afghans qui ont fui le régime de Kaboul n'ont pas tous trouvé refuge au Pakistan. L'Iran en accueille entre 1 et 2 millions - dont de nombrenx chiites, - et son engagement croissant aux côtés des rebelles préoccupe Moscou. D'autant que la poussée islamisto ne s'arrête pas à ses frontières. En sévrier dernier, à Moscou, M. Andrei Gromyko, - attira l'attention » de M. Velayati, en termes diplomatiques mais fermes, sur l'utilisation de son pays comme base arrière par les

contre-révolutionnaires » afghans (5). Plus récemment, les médias soviétiques se faisaient l'écho d'incidents le long des 850 kilomètres de frontière qui séparent l'Iran et l'Afghanistan. Pour Moscou, Téhéran, tout comme

Islamabad, détient certaines clés du conflit afghan. Une constatation que M. Abdoul Wakil, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Kaboul, entérinait début septembre en suggérant « la participation de l'Iran à un règlement politique dans la région (6) ». Même si les chances d'une solution rapide et négociée s'estompent : « Le retour des Etats-Unis en Iran reste pour eux une priorité régionale, nous expliquait un commentateur soviétique; tant qu'ils n'y seront pas parvenus, un accord entre eux et nous sur l'Afghanistan demeure bien hypothétique. » Bien que l'Iran puisse difficilement abandonner à leur sort les moudjahidines afghans (7), Moscou s'efforce de se concilier Téhé ran afin de s'épargner au moins les déboires d'une escalade militaire.

Autre facteur de circonspection mais aussi de trouble, - le « retour » à l'islam perceptible parmi les 50 millions de musulmans soviétiques. Jusque-là nié - la religion n'est-elle pas « l'opium du peuple » destiné à dispa-raître avec. l'avènement de la société sans classes? - le phénomène suscite anjourd'hui des polémiques publiques. Les instituts de recherche, dont les cadres servent souvent de conseillers politiques au pouvoir, ont remis ce sujet à leur ordre du jour. Et la presse s'en est emparée.

Dans deux articles retentissants publiés par l'hebdomadaire Litteratournala Gazeta (8), le journaliste Igor Belisev s'inquiétait de l'indifférence de certains comités du parti face à la diffusion de l'islam. Citant un journaliste allemand, il évoqueit même un complot fondamentaliste contre l'URSS et relatait une attaque armée des douchmans (les rebelles afghans) contre le Tadjikistan. Pour sa part, M. Vitaly Naumkin, chef du départe-ment arabe à l'Institut d'Orient, admet que « certains pays encouragent cette poussée : les cassettes et les prédicateurs franchissent les frontières; les ordres soufis prolifèrent à partir de l'Iran », qui a installé des haut-parleurs le long de la frontière afin de déverser sa propagande religieuse. Pourtant, M. Naumkin ne croit ni à la gravité de la contagion - l'un de ses collègues parle à ce propos de « simple phénomène de mode » - ni à l'influence que cette fièvre islamiste pourrait exercer sur la politique de Moscou à l'égard de

Il est vrai que la question religieuse dépasse largement les frontières de l'Asie centrale. Le discrédit qui ronge les valeurs officielles a encouragé une renaissance du fait religieux, percepti-ble même en Russie, en particulier dans la littérature et le cinéma. La très forte corruption qui a touché certains cadres communistes, parmi les plus haut placés, au Kazakhstan on en Ouzbékistan, l'effritement des valeurs morales, l'absence de grands idéaux, l'emprise de relations claniques, créent cependant en Asie un terrain particulièrement propice.

Il faut donc éviter de provoquer l'Iran pour ne pas inciter les ayatollahs à intensifier leur prosélytisme - sans pour autant légitimer la révolution islamique auprès des musulmans soviétiques (9). Pour le Kremlin, la voie est étroite (10), et cela devrait favoriser la modération. Au demeurant, le même doigté sera nécessaire dans les relations avec l'Irak, dont l'URSS demeure le principal pourvoyeur d'armes.

« Les Iraniens ont transfiguré M. Saddam Hussein, qui, de dictateur trakien, est devenu un héros national défendant la terre arabe. » Cette assertion d'un dirigeant communiste libanais a soudain pris plus de relief au len-

demain des massacres de La Mecque qui ont en pour effet d'isoler encore davantage les « Perses » et les chiites. Même le colonel Kadhafi, qui reste avec le Syrien Hafez El Assad l'un des deux alliés proche-orientaux de Téhéran, a trouvé son chemin de Bagdad. Dans ce climat d'unité arabe retrouvée face à l'« ennemi héréditaire », Moscou ne peut que s'inquiéter des critiques qui s'expriment désormais dans la presse du Golfe à l'égard de son « donble jeu »:

Le 22 août dernier, deux journaux kowestiens, Al Raay al Am et Al Siyassah, mettaient le Kremlin en garde contre toute politique d'« apaisement » à l'égard des ayatollahs. Le 5 septembre, c'était an tour du quotidien irakien Al Joumhourrtyah de critiquer publiquement, pour la première fois, une déclaration de l'agence Tass. Par ailleurs, une campagne hostile se déve-loppe dans les mêmes milieux à propos de la reprise de contacts entre l'URSS

Sur la scène arabe, c'est le résultat des laborieux efforts menés par les Soviétiques ces cinq dernières années qui risque ainsi d'être aboli. Alors qu'en 1980, au début de la guerre entre l'Iran et l'Irak, l'influence soviétique à l'est de la Méditerranée frôlait dangereusement le zéro de l'étiage, le rétablissement d'aujourd'hui prend des allures de miracle. L'URSS a noué des relations diplomatiques avec Oman et les Emirats arabes unis, entamé un dislogue - assorti de transactions commerciales - avec la dynastie wahhabite (11). Elle a obtenu un prêt de 150 millions de dollars grâce aux banques koweitiennes, renoué ses attaches avec l'Egypte du président Monbarak, qui est à nouveau l'un de ses principaux partenaires commerciaux. Et même avec l'Irak, après une phase de dépression en 1980-1982, l'alliance s'est normalisée. Près de six cents projets de développement, présence de milliers de coopérants, 5 milliards de roubles d'aide programmée dans les prochaines

(1) Le Monde, 3 juin 1987. (2) Voir les déclarations de l'académicient Primakov, un proche de M. Gorbatchev, rap-

portées par Newsweek, 7 septembre 1987.

(3) Voir Francine Lecours, « L'URSS face à la guerre du Golfe, une stratégie singu-lière », Etudes internationales, p° 4, Québec,

(4) Pravda, 15 février 1987. (5) Pravda, 14 février 1987. (6) Dépêche de l'agence Tass, 3 septembre 1987.

(7) Par contre, l'URSS a pu obtenir un retournement de la position irakienne sur le conflit alghan, comme en témoigne la visite officielle à Bagdad du premier ministre de Kaboul, M. Sultan Ali Keshmand, du 4 au 7 juin 1987.

(8) Articles publiés dans les numéros des 13 et 20 mai 1987.

années : le Proche-Orient a repris sa place vitale dans la politique étrangère de l'URSS, dont les diplomates sillonnent désormais le Golfe et la péninsule Alors, sacrifier ces bénéfices à une

alliance doutcuse avec l'Iran? . Autrefois, l'établissement de relations avec un pays nous entraînait à rompre avec un ou plusieurs autres, rappelle M. Alexandre Krasnov, responsable des questions du Moyen-Orient à l'agence de presse Novosti. Aujourd'hui, nous avons renoncé à cette conception. >

De fait, le tiers-monde; ne semble plus tenir la même place dans la formu-lation de la politique étrangère. L'URSS accorde la priorité au désar-mement et à son dialogue avec les Etats-Unis; elle regardera donc à deux fois avant de s'engager dans un conflit régional qui risquerait de déboucher sur une épreuve de force avec

Car Moscou ne vit plus à l'heure de l' « optimisme historique » argumente le professeur Mirsky, l'un des experts soviétiques du monde en voie de déve-loppement. Après la défaite américaine en Indochine, l'effondrement du colo-nialisme en Afrique lusophone, les expériences éthiopienne et sudyéménite, la victoire sandiniste au Nicaragua, « nous avions cru que le socialisme allait se répandre dans le tiers-monde. A présent, nous sommes contraints de reconnaître que la majo-rité des pays en voie de développement ont choisi la voie capitaliste. Ceux qui se sont engagés dans la voie socialiste n'ont pas toujours obtenu des résultats encourageants ». Et « l'aide puissante du camp socialiste », indispensable pour le succès de ce type d'expérience, dit de la surestimer. Les Soviétiques ne viennent-ils pes d'informer Managua qu'en aucun cas le Nicaragua ne deviendrait un deuxième Cuba - pour eux, un boulet financier de plusieurs milliards de dollars par an?

(9) Curiousement, l'URSS fut confrontée à un dilemme comparable dans ses relations avec le jeune Etat juif qu'elle avait totalement sonteun dans les premiers mois de son tence. L'accueil fervent réservé en septe ers mois de son exis-1948 par les juifs moscovites au premier ambassadeur israélien, Golda Meir, fut un facteur non négligeable du refroidissement de le position soviétique.

(10) L'URSS a réussi à briser l'estracisme des puissances islamiques après son interven-tion en Afghanistan. La tense à Bakou, en octobre 1986, d'une conférence internations musulmane – en présence de représentants seoudiens, pakistanais, tures, iraniens, etc. –

(11) Voir Olivier Da Lage, « L'URSS amorce ane percée diplomatique dans le Golfe », le Monde diplomatique, novembre 1986.



BALEOZ: PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE

SATISFACTION ET VIGILANCE

Comment Israël tire parti d'une guerre prolongée

CANDALE aux Etats-Unis, scandale en Autriche, fermeture du bureau d'achat d'armes à Londres...

Les livraisons de matériel de guerre à l'Iran provoquent un peu partout des remous. En revanche, l'aide militaire d'Israël à Téhéran, en dépit des diatribes antisionistes des dirigeants iraniens, n'a guère agité l'opinion. Il est vrai que Jérusalem n'entrave en rien l'approvisionnement massif de l'armée irakienne.

Cette Realpolitik s'accommode fort bien de la poursuite de la guerre du Golfe, laquelle retarde d'autant le règlement des autres problèmes du Proche-Orient.

Par AMNON KAPELIOUK

☐ I la poursuite de la guerre entre l'Irak et l'Iran et les risques de débordement militaire dans le Golfe peuvent susciter bien des inquiétudes, un Etat au moins a lieu de s'en féliciter et ne se prive pas de le faire ouvertement : Israël, dont la stratégie régionale se trouve confortée par les diverses implications du conflit. « Mieux vaut pour Israël que cette guerre continue le plus longtemps possible », écrivait, il y a quelques mois, le quotidien indépendant Haaretz (1), résumant ainsi l'opinion de l'establishment à ce sujet. Le spécialiste des questions militaires du même journal, M. Zeev Schiff, réputé pour ses analyses, apportait cette précision : « Notre intérêt réside dans la survie de Saddam Hussein et de Khomeiny. Tant qu'ils resteront au pouvoir, on peut être sûr que la guerre du Golfe ne s'arrêtera pas (2). » Dans l'éventualité même d'une fin des hostilités, les Israéliens souhaitent qu'il n'y ait ni vainqueur ni vaincu, comme l'a clairement affirmé M. Yit-zhak Rabin, ministre travailliste de la défense : « Israël aspire à ce qu'il n'y ait pas de vainqueur dans cette guerre (3). » A quoi fait écho ce propos du premier ministre, M. Itzhak Shamir, chef du Likoud: « Une victoire iranienne ou irakienne dans la guerre du Golfe représentera une

L'une des conséquences de cette politique fut les ventes d'armes et de matériel de guerre à l'Iran, dès le début des hostilités, alors que le pays était privé de ses approvisionnements traditionnels. Les services de renseignements militaires israéliens estimaient d'ailleurs, à l'époque, que l'Irak pou-vait gagner la bataille assez vite. La première transaction avec l'Iran remonte à 1981, alors que le général Sharon était ministre de la défense. Principal intermédiaire, le « marchand de canons » Yaacov Nimrodi avait été attaché militaire israélien à Téhéran au temps du chah. Et les fournitures se sont poursuivies sans qu'aucun des deux pays les avoue. Ce sont les dépêches parues dans la presse internationale qui en ont informé l'opinion sana parler du rôle de l'Etat juif dans le scandale de l'« Irangate ».

Le soutien ainsi prêté par Israël à l'Iran correspondait à une règle d'or qui consiste, pour ce pays, à toujours se ranger, d'une manière ou d'une autre, du côté de l'adversaire des Arabes lorsque éclate un conflit. Ainsi, lors de la révolte kurde en Irak ou dans la guerre qui oppose, dans le sud du Soudan, des tribus négro-chrétiennes au pouvoir arabo-musulman de Khartoum. Et si un différend surgit entre Arabes musulmans et Arabes chrétiens, ces

« Empêcher l'expansionnisme soviétique »

Palestinien nos

AUSOMMAIRE DU Nº 25

CAMILLE MANSOUR

Le mouvement palestinien après le CNP

MOHAMMED SID-AHMED

Egypte-OLP: les raisons d'une crise

ROBERTO MESA

L'Espagne, les Espagnols et la question palestinienne

Témoignage Un romancier israélien en Cisjordanie

SARA ROY ET GARY TAUBES

Gaza hors des regards

Reportage

Photographies de Joss Dray

EDWARD SAID

L'irangate, une crise aux multiples facettes

Le Nº 70 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 180 F

Etudiants (sur justificatif), 155 F

Règlement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

L ES dirigeants israéliens ont plu-sieurs arguments pour justifier l'aide apportée à l'Iran, dont le régime actuel prône pourtant la destruction de l'Etat juif. Tout d'abord, ce soutien était censé consolider le camp des modérés au sein de la révolution islamique, dans la perspective de la succession de l'imem Khomeiny. Dens la revue mensuelle Skira Hodchit, destinée aux officiers de l'armée israélienne, le député Simha Dinitz, dirigeant travailliste, ancien ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, explique qu'« Il ne faut pas négliger l'Iran, car ce pays et Israel sont des Etats non arabes du

Proche-Orient qui, dans certains cas, ont des options stratégiques susceptibles de se rejoindre un jour. Cela ne se produira pas, il est vrai, sous le régime actuel en Iran, mais ce pays ne va pas à l'abandon pour toujours (5). » M. Yitzhak Rabin, l'un des partisans des transactions avec les Iraniens, s'est fait encore plus précis: « Dans trois, cinq ou dix ans, se renouvellera l'amitié entre Israël et l'Iran car les deux pays out un intérêt commun : em cher l'expansionnisme soviéti-

Autre argument invoqué, surtout depuis l'affaire des otages américains an Liban : la nécessité d'aider l'ami américain. Israël, entend-on de la bouche des responsables, ne pouvait pas refuser de donner un « coup de main » à ceux qui, chaque année, lui apportent quelque 3,5 milliards de dollars d'assistance militaire et économique ; il existe d'ailleurs entre les deux Etats un accord de coopération stratégique qui convre aussi les affaires de ce genre.

Des considérations d'ordre économique sont également entrées en ligne de compte, puisque les livraisons à l'Iran permettaient de se débarrasser d'une partie des armes et du matériel de guerre démodés, évalués à plusieurs milliards de dollars, qui s'accumulaient dans les arsenaux. L'Etat d'Israël est aujourd'hui au cinquième ou au sixième rang des grands exportateurs d'armements (les ventes d'armes se montent à environ 1,2 milliard de doilars par an, elles constituent aujourd'hui la première recette d'exportation, devant les diamants). A la place des pièces de rechange pour les Phantom et autres matériels, ainsi que des munitions et missiles vendus à l'Iran, Israël a reçu des Etats-Unis des armes et des munitions plus sophistiquées. Le pays en sort gagnant. Toutefois, ses ventes à l'Iran n'ont pas modifié l'équilibre des moyens militaires entre les deux adversaires : l'Irak conserve une supériorité en chars (quelque six mille, contre mille à Plran) et en chasseurs-bombardiers (quelque six cents, contre cent).

Le sort des juifs iraniens dans la République islamique fournit un autre argument à ceux qui défendent la politique de vente d'armes. Selon eux, non ment les juifs iraniens ont été peu affectés par le cours des événements, mais les autorités de Téhéran ont même fermé les yeux devant l'émigration d'une partie d'entre eux à la suite de tractations. Les Israéliens se montrent pourtant déçus qu'une grande majorité de ces émigrants n'aient pas choisi l'Etat juif pour refuge.

Enfin, les membres du lobby proiranien en Israël ont vainement prétendu que l'aide à l'Iran pouvait inciter sation militante chiite du Hezbollah (Parti de Dieu) an Liban à modérer ses activités contre Israël et ses agents dans le sud du pays. Le Hezbollah est en effet devenu l'ennemi numéro un d'Israël au Liban, et les Iraniens ont investi des millions de dollars dans le Sud pour l'aider à se renforcer,

Les Israéliens out donné une preuve manifeste de leur volonté de laisser se prolonger la guerre en fermant les veux sur l'acheminement des armes et des équipements militaires destinés à l'Îrak. L'une des principales voies de passage de ces fournitures est en effet le port jordanien d'Akaba, d'où elles traversent ensuite la vallée d'Araba, qui longe la frontière israélienne, avant passer dans le désert jusqu'en Irak. Il est été facile aux dirigeants israéliens de mettre fin à ces convois géants, soit en faisant un signe aux Jordaniens,

soit même en créant un incident à la frontière. Or, chaque jour, on peut voir à Akaba de vingt-cinq à trente-cinq navires dont le chargement est constitué à 80 % de matériel de guerre destiné à l'allié irakien de la Jordanie.

Un autre trafic se déroulait en même temps, à partir du port voisin d'Eilat, en Israël, à destination du port iranien de Bandar-Abbas. Selon des informations de presse, douze cargaisons d'armes out été acheminées d'un port à l'autre entre août 1985 et novembre 1986 (7). On remarquera aussi que l'Egypte, signataire des accords de Camp David avec Israel, n'en fournit pas moins, elle aussi, une aide considérable à l'Irak.

Ainsi donc se concrétise la conception israélienne voulant que les guerres déchirant ses adversaires soient une chose positive puisqu'elles les mênent à l'épuisement. De surcroît, c'est le potentiel économique de tout le monde arabe qui subit les conséquences de cette guerre sans fin dans le Golfe. Selon le ministre égyptien de la défense, M. Abou Ghazala, les pays arabes producteurs de pétrole ont fourni à l'Irak, pendant ces sept années de conflit, 181 milliards de dollars pour financer son effort de guerre, ce qui a eu des conséquences fâcheuses pour leurs économies (8).

Finalement, la prolongation des hostilités détourne l'attention de l'opinion publique du conflit israélo-arabe et du problème palestinien, tout en favori-

sant les efforts des dirigeants israéliens qui cherchent à provoquer de nouvelles alliances au Proche-Orient, avec le concours des Etats-Unis. M. Yitzhak Rabin l'a souligné sans ambages : « Tant que la guerre trano-trakienne fait rage, la Jordanie a plus de liberté d'action [pour arriver à un règlement de paix avec Israel] au regard de ce qu'elle pourrait faire après la fin des hostilités (...). Donc toute initiative de nature à rassembler l'Egypte, la Jordanie et Israël avant que ne change la situation dans la région représente le seul espoir de renforcer la paix israélo-égyptienne, pour ensuite ap fondir le processus de paix en l'élar-gissant au-delà de ces deux pays (9). » Selon M. Rabin, les Soviées ont au Proche-Orient des objectifs diamétralement opposés à coux d'Israël et des Etats-Unis, et il est à craindre que la fin de la guerre ne leur permette d'y renforcer leur influence.

En attendant, Israël trouve un climat propice pour agir à sa guise, en particulier dans les territoires arabes occupés. Survenant après la neutralisation de l'Egypte par les accords de Camp David, la guerre du Golfe a pesé d'un poids considérable dans la déci-sion d'envahir le Liban en 1982. La revue Skira Hodekit constate ouvertement qu'Israël a profité de la guerre du Golfe « pour agir dans une relative liberté afin d'atteindre ses objectifs stratégiques dans la région, comme, par exemple, le bombardement de la centrale nucléaire irakienne Osirak, en juin 1981, et la guerre du Liban (10) ».

L'ennemi irakien, aguerri au combat

EPENDANT, les responsables militaires de l'Etat juif s'inquiè-tent du développement de la force mili-taire de l'Irak. L'armée de ce pays est en effet devenue, à la faveur de cette longue guerre, la force arabe la plus importante, la mieux équipée et, de loin, la mieux entraînée. Il est évident que, après la fin des hostilités, l'Irak conservera une puissance militaire capable de faire face à toute éventualité, et cela lui conférera aussi un poids politique. Aujourd'hui, cette armée compte une quarantaine de divisions, dont trente ont un niveau opérationnel très élevé. Qu'adviendrait-il en cas de nouvelle guerre israélo-arabe si l'Irak devait y participer? Pendant sept ans, le Golfe a servi de formidable champ de manœuvres. Aucune autre armée arabe au Proche-Orient n'aura eu l'occasion de « s'exercer » ainsi, dans les conditions d'une guerre véritable. Les Irakiens en tirent une expérience militaire unique en son genre, du point de vue stratégique. Il ne s'agit pas senlement de combats de blindés, d'artillerie on d'infanterie, mais aussi d'organisation logistique, avec le transfert de corps d'armée géants lors des opérations, avec la construction de ponts et de fortifications tandis que les combats

Pour ce qui est de l'aviation, les experts israéliens estiment qu'elle a atteint un niveau professionnel et opérationnel impressionnant. Les pilotes irakiens des chasseurs-bombardiers et des hélicoptères d'assaut (d'une manière générale, ces derniers représenteronit une arme très importante dans les guerres à venir) ont déjà plus d'heures de combat que leurs homolo-gues israéliens. Certes, la qualité du pilote israélien est supérieure à celle du pilote irakien, de l'avis de tous les experts militaires ; mais l'expérience de combat des Irakiens, qui passent immé-diatement de l'école de pilotage aux opérations militaires en utilisant des

avions du type Mig-21 ou Mirage-2000, diminue cet écart. Enfin, l'armée de l'air irakienne a prouvé l'année dernière qu'elle était capable de bombarder des objectifs stratégiques lointains - comme les complexes pétroliers iraniens dans les îles près du détroit d'Ormuz - tout en ravitaillant les bombardiers en vol.

En outre, pour la première fois, constatent les Israéliens, un commandement militaire arabe acquiert une expérience de combat qui dépasse celle de l'armée israélienne. L'état-major irakien prend ses décisions dans les conditions d'une véritable guerre et il en tire des leçons. Ces sept dernières années, ce sont les meilleurs officiers supérieurs irakiens qui ont avancé dans la hiérarchie militaire, alors que, dans le passé, la fidélité au parti Bass au pouvoir était un atout important pour gravir les échelons. Enfin, l'utilisation per l'Irak de gaz toxiques (« l'arme nucléaire des pauvres ») cause de véti-tables inquiétudes à l'état-major israé-

Sans un règlement de paix au Proche-Orient, l'Irak représente donc pour Israël une menace militaire grandissante dont il faut tenir compte. Bien que les partisans de l'aide à l'Iran disposent d'une écrasante majorité au sein de l'establishment, quelques dirigeants, surtout des personnalités origi-naires d'Irak, disent ouvertement leur désapprobation du soutien à l'Iran de l'imam Khomeiny et conseillent, en revanche, d'encourager l'Irak à se rap-procher de l'Egypte et de la Jordanie. Ce courant a surtout pris naissance à la suite du développement des activités du Hezbollah contre Israël dans le sud du Liban, et l'on trouve parmi ses partisans le ministre travailliste de l'én M. Moshe Shahal, originaire de Bagdad, pour qui il vaut mieux, pour faire avancer la paix dans la région, veiller aux relations avec les Arabes et non pas avec un ennemi dont l'éventuelle victoire causerait un cataclysme politique et idéologique au Proche-Orient. Ce lobby très timide a trouvé un encouragement certain dans les propos que tint l'ambassadeur d'Irak à Washington, M. Nizar Hamdoun, devant des leaders juifs américains: « Nous me voulons pas une autre guerre entre Israël et les pays arabes, a-t-il affirmé, surtout pas après l'épreuve sangiante avec l'Iran au cours des sept dernières années (11).»

(1) Hauretz, 27 novembre 1986. (2) Hearetz, 28 septembre 1986. (3) Discours an Washington Institute for Near East Policy, le 13 juillet 1987.

(4) Haaretz, 16 janvier 1987, (5) Skira Hodekit, revue mensuelle s'adressant aux officiers de l'armée israé-lienne, éditions de l'état-major, vol. 33, décem-bre 1986, p. 10.

(6) Haaretz, 4 jauvier 1987. (7) Baarets, 27 mars 1987.

(8) Al Moussmear, La Caire, 28 août 1987. (9) Discours au Washington Institute for Near East Policy, 13 juillet 1987. (10) Skira Hodehit, vol. 34, férrier 1987,

(11) Yedioth Abaronoth, 23 wolt 1987.

'Arabie sa

ECONFORTE par le depar Beginen des pass arabes an les ge La Viceque. le roi Falle pariranien. Vian l'evalution h contestation religieuse of que partagent les autres ma is mines contradictions.

Cartaniani -

-

galant to at

george dus et s

MIN TO THE PARTY OF THE PARTY O

mark that the

15 Table 2 Table 2

24 Sec. 25 1

(\$5°4)5. 23°

a Property

T - 1000

22 - 28 Cm 2 - 1

:===::

The Market of the Board of the 1.10 002 $(\gamma_1,\gamma_2)_{i=1}^{n} =$ The the read of the time la-1000年 1000年 据4. 18 Th 1. 1 1 E NH and the second second

Turber unter er eine de granter and a series of in %್ಗಿರಾಗ್ **ಕರ್** A STATE OF THE LAND 1000 ्राप्त के अस्ति । जनसङ्ख्या

« Ine dynastie lache et d

PRINTED FOLLOWING STUDIES Without the same of the court ATTEMPT OF STREET TO SEE DIME. Morning to the common existing Francisco de la companya della companya della companya de la companya de la companya della compa Remater de la samt gibe until ferm The first and the series with Burg harmon in and make Continue of the same of the continue of ning that a product charges Marabasta, Sallar learned to be a significant Pagament dur errichte die

Beign bei eine fer i not the many out of him. Same & ready or substanta Mar comer ... common . gen STREET AND THE PARTY PRO Propriet service de la companya de l Patrone wather to lathe et has be recommended to the applicable

amadianes a sifteme. gelinie and geschen te 40 persone and to ove te As Com presents distance par 4-ca province un come dans le

CONVERGENC

Meriane Abtout explana dii Bendjedid acception reversencepetres, as ne pourtant pursue les politiques économies entre lesquelles !

do ser a conserver, OMAR BONCO

Philippe Decraene. etudes sur l'Afrique effectiville les confident doven des chefs d'Bouch du Gahem

LE RETOUR DE PRODICUE

Saguere puissance Egypte a eté rédelle cene arabe, après la come bre de l'International Londrest, l'Egyptes' coalition, à la favour au con de la famille p

LE BOYCOTT AL

UNE INVENTABLE
Chedli Klibi, meretaka souligne que le bayant

Arabics, 78, rue los



tes efforts des dirigeants isra-par cherchent à provoquer de tont descripte au Proche-Orient au descripte des Etats-Unis, M. Vista "a souligné sam antes Autories des Etats-Unis. M. sei seine l'a souligné sans antentrage, la Jordanie a plus de la faction [pour arriver à un rèche paix avec Israël] au regad à l'action [pour arriver à un rèche paix avec Israël] au regad à l'action [pour arriver à un rèche paix avec Israël] au regad à l'action [pour arriver à un rèche pourrait faire après le fait partités (...). Donc toute initiant de le frassembler l'Egypte, le le l'action dans la région représentation de le frassemble renforcer la respection de le processus de paix et la respection de la respectio gissant au-delà de ces de contra a Proche-Orient de contra a Proche-Or es out su Proche-Orient des de diametralement opposit a raindre que la fin de la guerre Re motte d'y renforcer leur infine En attendant, Israel trouve met propice pour agir à se les lerricires dans les terrinoires de Survenant après la manufacture de la company de Camp David, la guerre du Golfe per les aconsidérable dans la considérable dans la considérabl The poids considerable dans la Skira Hodchit consists one spart qu'israël a profité de la many contra de la pour agir dans une rea comme de la consiste de la completiques dans la région de exemple, le bombardemen in la comparade mucléaire implimante in la comparade mucléaire mucléaire mucléaire in la comparade mucléaire in la comparade mucléaire mucléair irale mucléaire irakienne On

cerri au cembat

jula 1981, et la guerre (10) -.

sisteme du type Mig-21 ou Minus me cet écar. Enfin, l'amé. francienne a prouvé l'amés an'elle était capable de bes des objectifs stratégiques ha dans les iles près de de tomas — tout en ravitaillant le le

cetre, pour la premie t ent les Israeliens, un one emilitaire arabe acquin; ce de compat qui dépend innece de comitat qui depare innece ismaéhenne. L'enqui de prend ses décisions des cidess d'une véntable gums as d'une : émuble grent des leçums. Ces sept designations de sont les meilleus die Therebie militaire, alors que Jack la fidélité au parti les figule était un atout important for échelons. Enfin, l'uiter Fleak de gaz toxiques (de deler des pauvres ») came de itas inquiétudes à l'état-mies

Same un reglement de par Principe Orient, l'Irak représent toward une merure military les partisans de l'aide à fini tem d'ane écra-une majoritar Pastablishment, quelqua pornis, sartout des personnilles. Managerobation du soutien à l'as Manager Khomeiny et consessi manche, d'encourages l'inkiss Command a surface pris raises Harbollan contre land dank Lann, et l'on trouve parmiss te ministre : availliste de la Moste Shanal originate The relations are: les Andel Abendre estiserati un catachan et kicologique su Proche S libby très timide a transitio Fundamadeur d'Irak Mizar Hamdoun, had juifs américains pas une autre port et les pays trans. modes (11).*

(i) Secret, 27 awembre 18th Manyor, 28 september | 9th Discours an Washington less Boat Policy, ie : 3 juillet 157. (4) Hourst, 16 :saver 1967. (5) Stire Hoddil, total Manuell, 4 person 1987. Mountain 187. Discourt on Washington

Bon Policy, 13 miles 191

Side Hadeler, vol. 34, 56 (61) Yoursk Akeronik, light

FRAGILITÉ DES MONARCHIES PÉTROLIÈRES

L'Arabie saoudite, gardienne d'un ordre menacé

ÉCONFORTÉ par le déploiement de l'armada occidentale et par le soutien des pays arabes au lendemain des sanglants événements de La Mecque, le roi Fahd s'est désormais rangé dans le camp anti-iranien. Mais l'évolution de la guerre, la crise économique et la contestation religieuse et politique menacent la stabilité du royaume, fondée sur le pétrole et la légitimité islamique. Une fragilité que partagent les autres monarchies du Golfe, enserrées dans les mêmes contradictions.

Par OLIVIER DA LAGE et ALAIN GRESH

UI parie du roi Fahd d'Arabie ne doit plus dire, désormais, «Sa Majesté» - cet attribut n'appartient qu'à Dieu, mais « Gardien des deux Lieux saints. La Mecque et Médine ». Cette appellation, comme le nom du royaume, a au moins le mérite de situer parfaitement la nature du régime : une théocratie familiale. Elle constitue aussi la ponse de la dynastie aux menaces qui lui sont lancées par la révolution islami-que iranienne de 1979 tant sur les plans intérient au'extérieur.

Les insurgés qui, le 20 novembre 1979, à l'aube du quinzième siècle de l'Hégire, s'assurèrent le contrôle de la Grande Mosquée de La Mecque en plein pèlerinage, défiaient la maison Saoud accusée pêle-mêle d'être cor-rompue et de trahir sa fonction de gardienne des Lieux saints. Le chef des rebelles, Djouhayman al Oteiba, se réclamait d'un wahhabisme (I) encore plus rigoureux que celui qui prévaut dans la péninsule arabique. Au nom de la pureté de la foi, il s'attaquait ainsi

aux fondements mêmes du pouvoir, à sa légitimité religieuse.

Puissance tutélaire de La Mecque et Médine, la famille régnante s'en est attribué le titre lors de la conquête du Hedjaz par Ibn Saoud en 1924. Se proclamant fidèle défenseur de l'orthodoxie, le royaume pose sa candidature à la direction de l'Oumma, la communauté des crovants.

Sous l'étendard de l'islam, il asseoit son pouvoir à l'intérieur et étend son influence à l'extérieur. La création de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) en 1969 - elle regroupe aujourd'hui une quarantaine d'Etats -et les activités de la Ligue mondiale islamique, qui coordonne l'activisme de nombreuses organisations non gouvernementales, témoignent de cette place centrale de la religion.

Bien que ses orientations « inté-gristes » ne le cèdent en rien à celles des groupes les plus radicaux, le Ligue suscite peu d'ammosité en Europe, sans doute parce qu'elle est financée par de loyaux alliés de l'Occident, en particulier l'Arabie saoudite et le Maroc (2).

« Une dynastie lâche et dépourvue de raison »

CET activisme permet à la famille régnante à Ryad de neutraliser maints mouvements extrémistes tout en confortant son image pie. Le plus ancien réseau de relations entre l'Oumma et le royaume passe par le pèlerinage, une des cinq obligations fondamentales de l'islam, que tout bon musulman doit accomplir au moins une fois dans sa vie. Avec près de deux millions de pèlerins arrivant de l'étranger - 60 000 en 1946 - le Hajj annuel assure le prestige des Saoud.

C'est donc au fondement de la légitimité de la dynastie que s'est attaqué Oteiba en 1979; c'est cette légitimité que remet en cause l'ayatollah Khomeiny quand, à la suite des violences du 31 juillet dernier, il demande « aux oulémas de trouver une solution au problème de la garde des Lieux saints que la dynastie wahhabite, lâche et dépourvue de raison, est incapable

Incontestablement, les affrontements du 31 juillet, au cours desquels plus de 400 personnes ont trouvé la mort - dont plusieurs dizaines par balles - ont provoqué un choc dans le

monde islamique, et les messages de soutien ou de condoléances ont afflué à Rvad. L'un d'entre eux n'est pas passé inaperçu: c'est le coup de téléphone que le président syrien Hafez el Assad a adressé au roi Fahd pour lui faire part de son émotion, alors que son pays s'est rangé depuis le début des hostilités aux côtés de l'Iran. Tout compte fait, le drame semble avoir plutôt bénéficié politiquement à l'Arabie saoudite grâce au sursant de l'islam sunnite. De plus, jusqu'à présent du moins, les 300 000 chiites saoudiens (sur 6,5 millions de nationaux et 11,5 millions d'habitants au total) (3) ne paraissent pas avoir été sensibles aux appels enflammés de Radio-Téhéran. Concentrés dans la province orientale du Hasa

où se trouve l'essentiel des ressources « Irangate » : la filière de Ryad

L B gouvernement a diminué les investissements, gelé les salaires des fonctionnaires et réduit les subventions à la consommation, tandis qu'une partie de la main-d'œuvre étrangère

était expulsée (5). Durant les années 70. l'Arabie saoudite, comme l'Iran du chah, avait connu une folle croissance; firmes occidentales et intermédiaires saoudiens se sont enrichis sans vergogne. Désormais, anx déséquilibres d'un pseudo-développement s'ajoutent les incerti-tudes de la récession. Le mécontentement risque de gagner non sculement les plus démunis - avec 50 % d'analphabètes parmi ses nationaux et une mortalité infantile de 60 %, le royaume possède bien des caractéristiques d'un pays sous-développé - mais sussi les couches moyennes.

Celles-ci, malgré les promesses du roi Fahd lors de son accession au pouvoir en juin 1981, restent écartées des centres de décision politique. Elles subissent aussi, en plus de l'érosion de leur pouvoir d'achat, le durcissement des autorités en matière religieuse : face à la contestation islamiste, la famille royale a ressuscité les lois les plus rétrogrades et a étendu l'autorité des organes dits « d'encouragement de la vertu et de condamnation du

Bien entendu, la crise économique trouve sa source dans la chute des recettes pétrolières (24 milliards de dollars en 1986 - moins qu'en 1974 contre 100 milliards en 1982) et la « guerre des prix » déclenchée l'année dernière par le ministre saoudien du pétrole. M. Yamani. Le baril se négocisit alors à moins de dix dollars. En congédiant M. Yamani, en octobre 1986, le roi Fahd prenait en main le dossier de l'er noir et changeait radicalement de politique. Désormais, la priorité était accordée à la stabilité des prix - 18 dollars le baril - et à la limitation de la production. Comme le remarquait un observateur attentif, « cette nouvelle orientation va (...) dans le sens des préoccupations d'un grand nombre de responsables des compagnies pétrolières et des pays consommateurs qui s'inquiètent du maintien du prix du role à un niveau bas et de nature à

pétrolières du royaume, ils ne représentent apparemment plus le même risque politique qu'en 1979.

Cette année-là, au moment même où les fondamentalistes sunnites conduits par Djouhayman al Oteiba s'emparaient de la Grande Mosquée de La Mecque, l'agitation gagnait les chiites du Hasa. Les manifestations de l'Achoura, qui commémorent le mar-tyre de Hussein, fils d'Ali, le gendre du prophète, à Kerbela en 680, strictedégénéraient. D'autant que l'exemple tout récent de la révolution iranienne encourageait la révolte des chiites saoudiens, traités en citovens de seconde zone par le gouverneur Djilouwi, dont la famille accapare la charge depuis 1913. La répression fut sans pitié. L'année suivante, de nouveaux troubles endeuillent l'Achoura. Dès lors, le pouvoir rechercha l'apaisement et procéda à d'importants investissements dans le Hasa afin de rattraper le retard accumulé. Mais surtout, en 1985, le roi Fahd décidait d'écarter M. Abdel Mohsen Djîlouwi pour le remplacer au gouvernorat par l'un des ses fils, Mohammed. Ce dernier s, depuis, multiplié les gestes de bonne volonté à l'égard de ses administrés, bridant en particulier le zèle excessif de la police religieuse, les redoutables moutawa, qui se sont maintes fois signalés par les brimades infligées aux chiites. Depuis 1981, l'Achoura n'a plus donné lieu à des incidents, tandis que le niveau de vie dans le Hasa a progressé. Il n'en demeure pas moins qu'un efficace quadrillage policier accompagne cette politique d'apaisement et que la méfiance entre chiites et sunnites est loin d'avoir disparu.

La crise économique qui s'installe pourrait d'ailleurs raviver les tensions religieuses et sociales. Ce n'est qu'en décembre 1986, avec près de dix mois de retard, que furent dévoilées les grandes lignes du hudget 1987 (4). Pour la première fois, les autorités reconnaissaient l'existence d'un < trou > de 14 milliards de dollars - en fait, le budget, comme la balance des paiements, est déficitaire depuis 1983 - qu'il faudra combler en puisant dans les avoirs saoudiens à l'étranger. Ces biens, évalués à 80 milliards de dollars (contre 150 milliards en 1982), sont en partie bloqués: prêts au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, créances donteuses sur l'Irak, investissements dans des sociétés étrangères, etc. Au rythme actuel des prélèvements, la fraction disponible de ces richesses sera épuisée en trois ans. Le pouvoir prêche donc l'austérité bien que l'armée et la sécurité continuent d'absorber un tiers des dépenses de

décourager les investissements dans le domaine de l'exploration pétrolière ainsi que des autres sources d'énergie (6) ». Il est trop tôt pour juger des effets de cette politique, d'autant que la guerre du Golfe fait naître bien des

Alors que les dirigeants des Emirats arabes unis, d'Oman et de Qatar poursuivent leur dialogue avec Téhéran (7) - ils n'ont pas hésité à recevoir durant le mois de septembre des envoyés de la République islamique, - la politique du roi Fahd a connu, après les événements de La Mecque, une réorientation fondamentale, parallèle à celle de Washington. La presse de Ryad, jusque-là très prudente, se déchaîne ormais sans retenue contre les ayatollahs dont les turpitudes sont dénoncées à longueur de colonnes.

Cette hystérie contraste sensiblement avec le ton adopté précédemment, en particulier depuis la fin 1986. lorsqu'il existait au sein de l'OPEP un accord tacite - seulement tacite ? entre Saoudiens et Iraniens. Les révélations de l'« Irangate » éclaboussaient alors la famille royale et l'on sait que le milliardaire saoudien, M. Adnan Khashoggi, a joué un rôle clé dans les ventes d'armes américaines à l'Iran et l'aide aux « contras ». Si les médias saoudiens soutiennent que « le citoyen Khashoggi ne saurait engager la res-ponsabilité du gouvernement », l'opinion prévaut dans le Golfe qu'il n'a pu agir dans une affaire de cette importance sans le feu vert des autorités.

Sujet tabou: tel journaliste occidental ayant obtenu un entretien avec le souverain wahhabite s'est vu clairement mettre en garde contre toute question ayant trait à cette affaire. Mais l'un des chefs de la Contra, M. Adolfo Calero, a reconnu en mai dernier, devant une commission du Congrès américain, que son mouvement avait reçu, entre l'été 1984 et octobre 1986, une somme de 32 millions de dollars; durant cette période, le Congrès avait interdit à M. Reagan d'aider financièrement les rebelles nicaraguayens. Au mois de juin, le New York Times révélait que ce type de transactions entre Ryad et la Maison Blanche était courant (8).

Chaque fois que cela a été nécessaire, utilisant ses capacités financières et l'absence de tout contrôle démocratique, la famille royale saoudienne s'est subsituée au gouvernement américain défaillant : dans l'aide à l'UNITA de M. Jonas Savimbi; dans le financement du transport des troupes marocaines au Shaba en 1977; dans l'acheminement de fonds aux insurgés afghans - 500 millions de dollars par an, - dans le soutien au dictateur soudanais Nemeiry... Elle a rarement été payée de retour.

Un mauvais feuilleton

ES ventes d'armes américaines au L royaume wahhabite pourraient constituer le scénario d'un mauvais feuilleton à rebondissements. Après avoir arraché au Congrès, en 1981, la fourniture de cinq avions Awacs à l'Arabie saoudite, le président Reagan a dû renoncer en 1985 à y exporter des chasseurs F 15. En juin 1987, il a aussi abandonné le projet d'équiper l'armée saoudienne de 1 600 missiles air-sol Maverick. D'autres contrats ont connu un sort plus heureux, mais les polémiques étalées dans la presse américaine, la pression du lobby pro-israélien à Washington et les déclarations antiarabes de nombreux membres du Congrès out imtilement humilié la famille royale et choqué l'opinion publique à Ryad.

Sur un autre plan, l'incapacité de l'administration républicaine à relancer le processus de paix au Proche-Orient a alimenté les oppositions islamistes et affaibli les régimes arabes modérés -Arabie saoudite, Egypte, Tunisie... qui misent sur l'alliance occidentale pour résondre le drame palestinien.

(1) Les wahhabites, qui préférent s'appe-eux-mêmes les mouwahhidoun (units-(1) Les wahhabites, qui préférent s'appeler eux-mêmes les mouwahhidoun (unitaristes), sont des disciples d'un réformateur musulman du dix-huitième siècle dont la lecture du Coran est particulièrement austère. Ses descendants, la famille Al Cheikh, ont fourni au royaume les principaux oulémas. Les Al Cheikh et les Al Saoud sont unis par de nembreux liens matrimoniaux – la mère du roi Fayçal était une Al Cheikh – censés renforcer la légitimité religieuse de la famille régnante.

(2) C'est le cas aussi pour certaines acti-vités de l'OCI. Voir Bruno Etienne, l'Isle-misme rudical, Hachette, Paris, 1987, pp.

(3) Chiffres de source officielle. Selon cer-tains centres de recherche, la population de l'Arabic seoudite ne dépasserait pas 6 millions

(4) Middle East Economic Digest, 10 jan-(5) Estimée à environ 5 millions d'indi-vidus, la force de travail est constituée pour les

Certes, le roi Fahd continue de jouer la carte américaine. Il a souscrit au stationnement dans son royaume de quatre Awacs et de plusieurs centaines de « conseillers » venus d'outre-Atlantique. Mais il hésite à aller plus loin et à fournir des bases permanentes à un allié dont la fiabilité lui paraît douteuse. Au sein même de la dynastie, certaines personnalités - dont le porteparole semble être le prince héritier Abdallah – s'interrogent sur le bien-fondé d'une amitié aussi peu récipro-que que compromettante. La présence navale massive des Occidentaux ne risque-t-elle pas de fournir de puissants arguments aux fondamentalistes?

En conclusion d'un ouvrage consacré à l'Arabie saoudite dans les années 80, M. William Quandt, ancien conseiller du président Carter, prédisait : « Si les Etats-Unis passaient pour faibles, incertains, maladroits, arrogants, ils pourraient sérieusement compliauer les affaires du royaume. Dans ce cas, les Saoud seraient tentés de prendre leurs distances par rapport à Washing-ton et de s'adapter au mieux à leur environnement immédiat (9). » Une prophétie qui, jusqu'à ce jour, ne sem-ble pas émouvoir la Maison Blanche.

deux tiers d'étrangers. Parmi ces derniers, les Araba sont anjourd'hui minoritaires; leur proportion a tendance à diminuer car on pré-fère les remplacer par une main-d'œuvre indienne, pekistanies, philippine ou confenne, consistal à merci

(6) Nimias Sarkis, dans Pétrole et gaz arabes, 16 novembre 1986.

(7) Sur la politique du Kowelt, voir Olivier De Lage, «L'Emirat du Kowelt en première ligne», le Monde diplomatique, septembre 1987.

(8) Reproduit par International Herald Tri-bune, 22 juin 1987. Voir aussi les révélations du journaliste Bob Woodward dans un livre qui vient d'être publié aux Rusts-Unis, Vell: The secret Wars of the CIA et dont l'Interna-tional Herald Tribune a readu compte le 28 septembre 1987. mbre 1987.

(9) William B. Quandt, Saudi Arabia in the 1980s, The Brooking Institution, Washing-ton, 1981, pp. 158-159.

(Publicité) -

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Affaires - Commerce - Gestion - Communication

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE **BTS COMMERCE INTERNATIONAL ACTION COMMERCIALE** BUREAUTIQUE ET SECRÉTARIAT

Ces examens sont ouverts à tous et se déroulent dans la plupart des grandes

villes de France, et à l'étranger. Etudiants, cadres tous secteurs, ingénieurs, techniciens, secrétaires... peuvent en profiter pour compléter leur formation et augmenter leur compétence ou assurer leur

Langues & Affaires assure par correspondance des cours tous niveaux et des préparations complètes à ces examens.

Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix et à votre rythme. Documentation gratuite sur ces diplômes et sur les cours à : Langues & Affaires, service 4659, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois (France). Tél.: (1)42-70-81-88. Etablissement privé fundé en 1947. Sous contrôle Education nationale.

CONVERGENCES MAGHRÉBINES

Méziane Abtout explique pourquoi le président Chadli Bendiedid accepterait des liens intimes avec la « Jamahiriya ». Paul Balta scrute les causes des revers enregistrés, au Tchad, par des troupes libyennes pourtant surarmées. François Pargny dissèque les politiques économiques du Maroc et de la Tunisie, entre lesquelles il relève bien des affinités. Un dossier à conserver.

OMAR BONGO À BÂTONS ROMPUS Philippe Decraene, directeur du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM),

recueille les confidences du numéro un gabonais, doyen des chefs d'Etat d'Afrique centrale. Il analyse également l'évolution socio-économique et politique du Gabon.

LE RETOUR DE L'ENFANT PRODIGUE

Naguère puissance régionale omniprésente. l'Egypte a été réduite à un pénible isolement sur la scène arabe, après la conclusion avec Israel des accords de Camp David. Pour Gihad Auda, membre de l'International Institute of Strategic Studies (Londres), l'Egypte s'apprête à animer une nouvelle coalition, à la faveur de sa prochaine réintégration au sein de la famille arabe...

LE BOYCOTT N'EST PAS UNE INVENTION ARABE

Chédli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe. souligne que le boycott arabe est un dreit légitime. dont le but est d'inciter Israël à la paix.

dans le numéro d'octobre 1987 en vente en kiosques et en librairies Arabies, 78, rue Jouffroy, 75017 Paris. Tel.: 46.22.34.14 Abonnement: 300 FF. Etudiants: 250 FF.

A PARIS COMME A WASHINGTON ET TÉHÉRAN

Diplomatie et contraintes intérieures

atteint le seuil de l'intolérable. D'où

ENÉES de manière expéditive et périlleuse, les négociations entre le gouvernement de M. Chirac et la République islamique étaient vouées à l'échec. La rupture des relations diplomatiques et l'envoi d'une force navale française dans le Golfe ont marqué le ralliement de Paris à la stratégie de la Maison Blanche. La mise en quarantaine de l'Iran par l'Occident risque de déboucher sur de graves affrontements, alors que les contraintes de la politique intérieure sont aussi fortes à Paris et Washington que, sans doute, à Tébéran.

Par FRANCIS BEAUJEU

ES explications du gouvernement français tendant à justifier son retournement à l'égard de l'Iran suscitent d'emblée quelques interrogations (1). A-t-il poursuivi quinze mois durant le processus de normalisation, d'amènes tractations avec les « avatollahs » en ignorant que ceuxci télécommandaient des actions terroristes au Liban, en France et ailleurs? Pourquoi s'était-il empressé, au lendemain des attentats meurtriers à Paris, en septembre 1986, de mettre hors de cause la République islamique? Quelles certitudes l'autorisaient à en faire porter la responsabilité au clan « marxiste » des Abdallah, avant d'accuser avec la même assurance, neuf mois plus tard, un « réseau islamiste » d'obédience iranienne ?

Tant d'aplomb incite à une grande prudence dans l'examen de l'« affaire Gordji» qui a conduit à la « guerre des ambassades», puis à la rapture des relations diplomatiques entre les deux pays. Un bref rappel des péripéties de l'escalade permet de relativiser l'événement et, partant, de tenter d'éclairer certaines zones laissées dans l'ombre.

M. Wahid Gordji, considéré par tout un chacun comme le numéro deux de l'ambassade d'Iran à Paris, bien que figurant comme un «administratif» sur la liste diplomatique, est convoqué en juin par le juge Boulouque comme simple «témoin» dans l'instruction ouverte sur les attentats de l'automne

dernier. Comme il est d'usage dans les relations internationales — surtout quand on a le souci de ménager l'avenir, — l'affaire aurait pu être régiée dans la plus grande discrétion. Or, c'est le contraire qui se produit.

Les salles de rédaction sont alimentées d'abondants « renseignements » destinés à accréditer la thèse de la culpabilité de M. Gordji, alors que celle de ses complices supposés n'est toujours pas établie. Le domicile du fonctionnaire iranien ainsi que les appartements de ses collègues sont perquisitionnés. L'ambassade de la République islamique, où s'était réfugié M. Gordji, est assiégée par d'imposantes forces de police. La mise en scène est tout autant spectaculaire que tapageuse. La diplomatie est évacuée au bénéfice de l'épreuve de force médiatisée.

Sur les instructions de son gouvernement, M. Wahid Gordji refuse obstinément de répondre à la convocatipon du juge d'instruction. Non seulement il a été averti par un diplomate français du « piège » que lui tendaient « les adversaires de la normalisation francoiranienne », mais il estime encore qu'il est couvert par l'immunité diplomatique (2). Le Quai d'Orsay, cependant, finit par emboîter le pas au ministère de l'intérieur. Pourtant, nombre de hauts fonctionnaires doutent fort de la culpabilité de celui qui fut longtemps pour eux un précieux interlocuteur. l'impasse – le « palier » selon l'euphémisme de M. Jean-Bernard Raimond – dans laquelle avait échoué le processus de « normalisation » dès décembre 1986. La dramatisation de l'affaire Gordji, six mois plus tard, débouchant sur la rupture des relations diplomatiques, est intervenue à point nommé pour dispenser le gouvernement de s'expliquer sur les véritables raisons de son impuissance (5).

Etait-il absolument indispensable de prolonger la politique de « fermeté » par celle de la canonnière? L'envoi dans la région du Golfe de trois forces navales - l'une d'intervention, l'autre de soutien et la troisième destinée an déminage - a de quoi étonner. Trois mois durant, de mai à fin juillet, Paris avait résisté aux sollicitations pressantes de Washington qui souhaitait que des unités françaises se joignent aux navires américains pour escorter des pétroliers dans le Golfe. Au moins trois raisons motivaient le refus de la France. Primo, le nombre de bâtiments français empruntant cette voie d'eau

« vérifications et entretien », le Clemenceau, ainsi que la flottille de frégates qui l'escortait. Il est vrai que M. Giraud ne faisait que suivre l'exemple de son homologue américain qui retirait du Golfe plusieurs navires de l'US Navy pour les positionner plus loin, dans la mer d'Oman. Reculade ou repli tactique, une bonne partie de l'armada occidentale était ainsi provisoirement à l'écart de la poudrière...

S'était-on rendu compte, d'autre part, à Paris et à Washington, que les gesticulations martiales contribuaient à radicaliser le régime islamique, et servaient les intérêts de l'Union soviétique? Les observateurs avertis de la scène politique iranienne ont pu constater depuis le début de la « guerre des ambassades » la remontée à Téhéran du clan des « jusqu'au-boutistes » au détriment des « pragmatiques » dont le chef de file est M. Hachemi Rafsandjani, le puissant président du Parlement. Artisan de la politique de normalisation avec la France, il avait tenté, mais en vain, d'enrayer la détérioration des relations entre Téhéran et Paris.

« troisième voie » qu'il cherchait à se frayer entre les Etats-Unis et PURSS Le massacre des pèlerins iraniens le 31 juillet à La Mecque - vraisembleblement le fruit d'une provocation rompit les ponts qu'il avait patiemment construits avec l'Arabie saoudite et d'autres Etats arabes « modérés ». La concentration de navires de guerre occidentaux à l'horizon des côtes iraniennes, les coups de boutoir des forces irakiennes, la menace de sanctions brandie par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'indignation de l'opinion iranienne, la proximité des élections législatives, prévues pour février prochain, ne lui laissaient d'autre choix, pour assurer sa survie politique, que d'enfourcher le cheval de bataille de ses adversaires. Il se métamorphosa alors en « radical ». Dans la République islamique, tout comme en France et aux Etats-Unis, des préoccupations de politique intérieure l'emportèrent sur des considérations d'intérêt natio-

Le président du Parlement s'est distingué dès fin juillet par sa « fermeté » révolutionnaire. Au nom de la « masse des mostazafin » (les déshérités, les laissés-pour-compte), il déclare la guerro an Bazar, aux « profiteurs de guerre », fait arrêter des dizaines de riches commerçants, confisquant leurs biens. Dans la foulée, il parvient à mobiliser cinq cents brigades supplémentaires de volontaires pour « défendre la patrie en danger ». Il dénonce la duplicité de la « droite » au pouvoir en France, appelle au renversement de la monarchie « wahhabite » d'Arabie saoudite, fustige l'agressivité de l'impérialisme américain, tout en ménageant l'autre - grand satan » de la planète. l'Union soviétique.

Un curieux ménage soviétoislamique paraît, en effet, se former entre deux Etats que tout sépare, une histoire conflictuelle, des idéologies opposées, des alliances régionales contradictoires. Cependant, des intérêts différents mais convergents, et surtout une conjoncture internationale propice, incitent la République islamique et l'Union soviétique à engager un processus d'étroite coopération. Malgré son alliance avec l'Irak, dont elle est le principal pourvoyeur d'armements, l'URSS s'était toujours soigneusement appliquée à entretenir un dialogue avec Téhéran, estimant, tout comme les Etats-Unis, que l'Iran demeure une pièce maîtresse dans l'Asie du Sud-Ouest. Il lui a suffi dès lors d'« exiger » le retrait des forces navales occidentales de la région du Golfe ainsi que l'arrêt définitif de la guerre maritime (menée essentiellement par l'Irak contre l'Iran) pour surmonter les réticences des dirigeants iraniens, aux



(Dessin para dans l'International Herald Tribune du 27 août 1987)
LES ABERRATIONS D'UNE SURENCHÈRE MAL MATTEISÉE.

est insignifiant. Secundo, la prévention d'une attaque surprise étant pratiquement impossible, les représailles qui devraient être exercées contre le pays agresseur impliquerait la France dans une guerre régionale, aux conséquences imprévisibles. Tertio, la France aurait tout à perdre d'assimiler son rôle à celui des Etats-Unis dans une région où toute initiative américaine, quelle qu'elle soit, eat perçue avec méfiance, voire hostilité. Personne n'oubliait le désastre sur lequel avait débouché, en 1984, l'entreprise de la force multinationale au Liban.

Aucune de ces raisons n'avait perdu de sa pertinence quand le porte-avions Clemenceau appareillait début août pour se rendre à la lisière du Golfe, Au contraire, les incertitudes et les risques s'étaient entre-temps singulièrement accrus.

La flotte des Etats-Unis se déployait dans un climat politique trouble, rendant son éventuelle intervention plus problématique. Une centaine de parlementaires américains, républicains ou démocrates, des chroniqueurs de la presse écrite ou audiovisuelle, critiquent la décision du président Reagan, prise sans l'assentiment du Congrès, prévu par le War Powers Act, prêtent au chef de la Maison Blanche des calculs de politique politicienne et font valoir les dangers encourus par les marines ».

D'évidence, l'armada occidentale
— une cinquantaine de bâtiments, des dizaines d'avions de combat, quelque trente mille hommes — est à la merci, dans une conjoncture éminemment explosive, d'un incident fortuit, d'une provocation délibérée, d'un implacable enchaînement de violences. Toute riposte pourrait conduire à l'embrasement des monarchies pétrolières, réputées vuinérables, sans qu'elle puisse ébranler le régime khomeiniste, revigoré par le sursaut patriotique de la population.

Ainsi, « oubliant » que leur présence dans la région est officiellement motivée par le souci de « défendre la liberté de navigation », les escadres occidentales demeurent figées quand l'aviation irakienne coule, le 29 août, des bateaux transportant du pétrole iranien, en violation de la trêve instaurée quarantetrois jours plus tôt. Mieux, M. André Giraud, ministre de la défense, ne partageant nullement l'embarras de Washington, justifie implicitement l'initiative guerrière de Bagdad en expliquant que la trêve « servait

davantage les intérêts de l'Iran (6) ».

L'absurdité de la situation, et surtout les périls qu'elle recèle, n'échapent cependant pas au ministre. Prudent, M. Giraud renvoie début septembre au port de Djibouti, pour

Ses adversaires ont mis à profit la « fermeté » des autorités françaises à l'égard de M. Gordji, son protégé, pour impulser l'engrenage de l'escalade jusqu'à la rupture.

M. Hachemi Rafsandjani était, l'été dernier, dans une situation singulièrement délicate. Sa stratégie destinée à favoriser une « solution politique » de la guerre du Golfe s'était progressivement effritée. Le scandale de l'« Irangate », révélé par un clan rival, torpilla le dialogue secret qu'il avait engagé avec le président Reagan. La cassure avec la France lui barra l'accès à la

Une dynamique dangereuse

E N prévision d'un blocus empêchant l'écoulement du pétrole iranien ainsi que la livraison de matériel militaire par voie maritime, Téhéran et Moscou ont conclu en août des accords portant sur la construction de deux oléoducs - pouvant véhiculer l'un sept cent mille barils/jour, l'autre un million cinq cent mille barils/jour jusqu'aux rivages ukrainiens de la mer Noire - ainsi qu'une voie ferrée reliant le port de Bandar-Abbas, dans le Sud-Est iranien, à la Turkménie (7). En prime, les dirigeants iraniens ont accordé à M. Gorbatchev ce que leurs prédécesseurs avaient obstinément refusé à Staline en 1947 au prix d'un affrontement soviéto-américain : une concession offshore pour la recherche pétrolière en mer Caspienne. Bref, des liens solides commencent à être tissés entre les deux pays.

Cherchant à éviter l'irréparable, à laisser la porte ouverte à la reprise du dialogue avec les puissances occidentales, desquelles il se méfie moins que de l'Union soviétique dont le voisinage inquiète, M. Hachemi Rafsandjani a tenu, à la mi-septembre, des propos qui se voulaient rassurants. Il a affirmé qu'il n'était pas question de remettre en

(1) Cf. Claude Julien, « La canomière sans pilote », le Monde diplomatique, septembre 1987.

(2) La controverse sur ce complexe sujet aurait pu être tranchée (et pourrait l'être encore) par la Cour internationale de justice, habilitée à veiller à la stricte application de la convention de Vienne.

convention de Vienne.

(3) Il n'est pas air que Téhéran aurait mis sa menace à exécution. L'Iran, tout comme la France, a comme tradition d'éviter une coupure totale avec les Étais. Ainsi, il n'a rompu ses relations diplomatiques ni avec l'Arabie saoudite, après le massacre de quatre cents pèlerins iraniens à La Mecque, en juillet dernier, ni avec l'Irak malgré une guerre qui fair rage depuis sept ans.

(4) Voir le Monde diplomatique, de mai 1987.

(5) Le chantage n'a pas pris lin pour

vigueur le traité irano-soviétique de 1921, qui donnerait à l'armée de Moscou le droit d'intervenir pour défendre la République islamique contre une agression étrangère

Cependant, la volonté du président du Parlement pèse moins que la dynamique d'une conjoncture qui lui échappe. Nasser, comme tant d'autres leaders du tiers-monde, n'était pas moins anticommuniste et antisoviétique que les dirigeants iraniens. Cela ne l'avait pas empêché de devenir l'un des alliés les plus fiables de l'URSS, réagissant devant l'incompréhension et l'agressivité que lui témoignèrent dans les années 50 les États-Unis, la France et le Royaume-Uni, ceux-là mêmes qui font patrouiller leurs navires de guerre à proximité des rivages iraniens.

Mais au-delà des considérations dites stratégiques, des rivalités Est-Ouest, et des intérêts mercantiles, la fin de la guerre du Golfe — un carnage qui a déjà coûté la vie à plus d'un million d'Iraniens et d'Irakiens — ne mérite-t-elle pas une attitude plus responsable de la part des dirigeants occidentaux, une véritablé neutralité à l'égard des deux belligérants ?

autant. Dans des déclarations à l'hebdomadaire parisien Jeune Afrique (23 septembre 1987), M. Rafsandjani menaçait de révéler l'identité de l'émissaire de la droite française qui, à la veille des élections de mars 1986, aurait bloqué la libération des otages. A moins, ajoutait-il, qu'il ne réussisse à s'entendre avec la France. Paudrait-il en conclure que les tractations se poursulvaient dans les coulisses entre Paris et Téhéran?

(6) Dans ses déclarations à TF I, le 2 septembre 1987.

(7) Les doux oléoducs, dont le premier devait être opérationnel dès cet autonne, ont une capacité suffisante pour évacuer la totalité de la production iranienne actuelle, environ deux millions barils/jour.

Nouv

A Méditerrance a change a discretaire et sovietique.

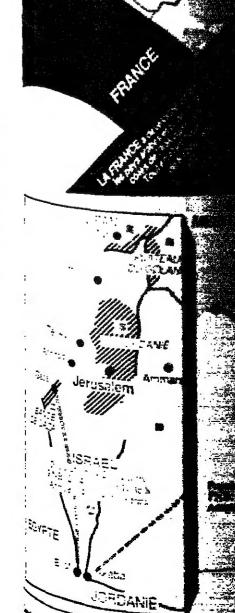
al feorges Buis, ne se jour des conflits et tensions des conflits et tensions de gerres israelle arabes, en gerres israelle arabes, en gebranlent en profossion de méditerrance.

All Méditerrance de remettre en la miliante avec celat la rabes de librar arec celat la rabes de porrage Vienaces de porrage Vienaces de la fortelli, qui ont implication de chercheurs s'é litre, auquel renvoient les affelexion d'une grande impossible de chercheurs affelexion d'une grande impossible de la fortelle de chercheurs affelexion d'une grande impossible de la fortelle de la fortelle de chercheurs affelexion d'une grande impossible de la fortelle de la

PAGE OF STATE OF THE PAGE mente, er ette in du eine STATE OF STATE STATESTICS trett mera it et m eur \$.40 and who are und a debut de STATE OF STATE OF STATE September 1 - September 200 man a Mas terr, that may have Enter marten von Flade toute Sent auf antimer jat 🍇 THE CAPT OF STREET, AND moralette Maria, New gram das und in tre trum aphilire AND THE PARTY OF A COMPANY AND PARTY. graphic alverticular to its Wester MEN I SACIO DUE NOUE GAR GERRAR adda febba ar ar en en elema 🌬 man de promot call of CE 200 popula modernea (l. lig. silentar attacks. agest at referri valent une die de semstraparate turn ten. Dien gelein, wille mastematur mame in se residen Executative out in a least with life TEST COLLEGE POLICE OF STR. Bengt. lability retent for the imperables.

ATTEMED PLAY TO DO AND A CO. AND

L'ENCHAINEM



Les feux de la rampe et les honneurs de l'ombre

PARFAITEMENT francophone, il traitait, en effet, avec le Quai d'Orsay, la DST et même - dit-on avec le ministère de la défense pour l'acquisition de matériels militaires ; il fréquentait les milieux d'affaires pour les intéresser au marché iranien : il servait à l'occasion d'interprête aux diplomates iraniens lors de leurs entretiens officiels, notamment avec MM. Jacques Chirac et Jean-Bernard Raimond; des hommes politiques, et non des moindres, s'entretenaient volontiers avec lui des perspectives d'une normalisation entre les deux pays, dont il était un chaud partisan. Bref, ses multiples activités - font remarquer les sceptiques - l'exposaient trop aux feux de la rampe pour qu'il puisse être chargé, de surcroît, d'activités terroristes que des hommes de l'ombre pouvaient accomplir avec beaucoup moins de risques. A moins que l'on admette le postulat que M. Wahid Gordji, comme naguère les frères Abdallah, soit capable d'exploits dignes d'un James

Quoi qu'il en soit, l'affaire déclenche l'engrenage des représailles. L'ambas-sade de France à Téhéran est, après celle d'Iran à Paris, assiégée par les forces de l'ordre. Une semaine plus tard, le 5 juillet, le ministre des affaires étrangères annonce la « suspension » du processus de normalisation et, le lendemain, M. Jacques Chirac, dans une déclaration au Monde, est le premier à brandir la menace de la rupture des relations entre les deux pays. Le 11 juillet, un incident - unique, sauf erreur, dans les annales diplomatiques françaises - conforte la « prédiction » du premier ministre : des douaniers français interpellent un diplomate iranien à l'aéroport de Genève, le malmènent et se saisissent de sa malette et des documents confidentiels qui s'y trouvaient. Téhéran exige des excuses, mais en vain. Deux jours plus tard, un bâtiment français naviguant non loin des côtes iraniennes est atteint par des obus, avant que M. Jean-Paul Torri, le consul général de France à Téhéran, ne soit accusé d'« espionnage » et sommé de comparaître devant un juge d'instruction. La République islamique menace à son tour, le 16 juillet, de rom-pre les relations diplomatiques si le siège de son ambassade n'est pas levé dans un délai de soixante-douze heures. Mais c'est la France qui, dès le lendemain, on prend l'initiative (3).

A-t-on cherché délibérément à trancher les liens avec la République islamique? La question mérite au moins d'être posée. L'étroite coopération entre les divers services de sécurité français, d'une part, les services irakiens, palestiniens, les officines de renseignement des phalangistes libanais, ceux de l'opposition anti-khomeiniste, de l'autre, n'exclut pas des opérations d'intoxication visant à isoler davantage le régime de Téhéran. Ce qu'il est convenu d'appeler le lobby pro-irakien, dont l'influence diffuse n'est plus à démontrer dans les milieux industriels, bancaires, militaires, politiques, n'a jamais cessé de peser sur les rouages de l'Etat pour prévenir une normalisation qui risquait de porter un grave préjudice à ses intérêts en Irak et dans

divers pays arabes (4). M. Jacques Chirac, qui avait luimême instauré les relations priviligiées avec l'Irak il y a douze ans dans les domaines militaire, nucléaire, économique et politique, était passé de la désillusion au dépit devant l'inconsistance de l'entreprise de « normalisation » avec l'Iran. Il avait cru pouvoir concilier l'inconciliable, gagner les bonnes grâces des dirigeants de Téhéran sans rééquilibrer pour autant la politique française à l'égard des deux belligérants dans la guerre du Golfe. Tandis qu'il visait essentiellement - pour répondre à l'attente de l'opinion libération des otages du Liban, le principal objectif des Iraniens était de distendre les liens entre Paris et Bagdad.

Sous-estiment cette discordance fondamentale, impatients de démontrer l'efficacité de leur politique, les responsables français ont adopté une procédure de négociation tout autant expéditive que périlleuse. Elle consistait à consentir, au coup par coup, des concessions d'intérêt secondaire en échange de la libération d'otages. L'expulsion déguisée de M. Massoud Radjavi, le chef de l'opposition antikhomeiniste, le versement d'un «àvaloir » sur la dette de l'Eurodif, la pudique discrétion observée à l'égard du terrorisme iranien, et peut-être aussi d'occuites ventes d'armements à Téhéran, ont été payés de retour par la restitution de cinq des dix captifs français au Liban. Résultat dont se vantait volontiers le chef de la diplomatie fran-

Mais en fragmentant ainsi le contentieux, qui aurait dû être négocié et réglé comme un tout indissociable, le gouvernement de M. Jacques Chirac s'était laissé prendre au piège d'un marchandage permanent qui avait

المكذامن الأمل

res

SÉCURITÉ NAVALE ET TENSIONS A LA PÉRIPHÉRIE

Nouvelles menaces en Méditerranée

Transiture voie » qu'il cherchit in sur entre les Etats-Unis et Pur massacre des pèlerins iranna massacre de fruit d'une provoction de massacraits avec l'Arabic saudin de massacraits avec l'Arabic saudin de massacrait de navires de massacratation de navires de saudin massacratation de navires de saudin massacratation de l'opinion de massacratation de l'opinion de massacratation de mass

Le président du Parlement s'aut ringué des fin juillet par sa · lens rechaionnaire. Au nom de la · mostazafin - (les déshénia) ses-pour-compte), il déclar ere au Bazar, aux - profiten serve -, fait arrêter des dizinat Dans la foulée, il parie, abilises cinq cents brigades and staires de volontaires pour in la patrie en danger . Il describilità de la - droite - au pour Amee, appelle au renversement wabhabite - d'An indise, fustige l'agressivité de l'a me eméricain, tout en mes desere - grand satur - de la pla iteios soviétique.

> a curieux menage sonis ten deux Erats que lout seine e confinctueile, des dies es, des allances régions dictoires. Cependant, de e Therents mail convergent de conjuncture intermed incitent la République it Chan soviétique à engage d'étroite coopération Mé ance avec l'Irak, dont éles gest bentadient gamess s'était toujours soigneise ande à entrateur un dialogae. esurranti tout commet maltresse dans l'Asie de i remeralt des forces navales one de la région du Golfe amit ich definitif de la guerre me essentiellement par fa en Piran) pour surmonter las क केंद्र चेल्लाहरणाय प्राथम ।

in miereuse

121, qui dennetur a l'armé d'acon le droit d'intervenir pour des La Papablique miamique muet

Parlement per mons que la la la composita de l

des consideres des consideres des maints des maints des maints mercanis de maints de la guerre du Golfe - mora de la vie à plus de la coute de la part des dirigions de la part des dirigions des des deux beliggérans.

Pam des declarations | fuir
partiers Jeune Africa | 17 cc.

Principal de l'errissant de l'erriss

(7) Les deux cièndens, trat i per la company des cares estratament des cares estratament des cares estratament est

A Méditerranée a changé de visage. Malgré la présence des flottes américaine et soviétique, son destin, comme l'explique ici le général Georges Buis, ne se joue plus sur mer. Du fait de la portée des armements modernes, les menaces viennent plutôt de la terre, d'où s'exercerait aussi un contrôle stratégique. D'où l'importance accrue des conflits et tensions à la périphérie, et notamment des crises — guerres israélo-arabes, éclatement du Liban — qui depuis si longtemps ébranlent en profondeur la rive orientale de la Méditerranée. Il convenait de remettre en lumière cet aspect « terrestre » de la sécurité en Méditerranée, surtout en un moment où le conflit Irak-Iran en illustre avec éclat la validité de la mer d'Oman au Golfe.

Dans sa réflexion, le général Georges Buis s'appuie sur le remarquable ouvrage Menaces en Méditerranée, de Claude Nigoul et Maurice Torrelli, qui ont inspiré et coordonné les travaux d'une importante équipe de chercheurs militaires, universitaires, scientifiques. Ce livre, auquel renvoient les appels de note (1), marque un point d'inflexion d'une grande importance.

N dépit de sa prépondérance évanouie, la Méditerranée demeure, en cette sin du ving-

tième siècle, un espace stratégique d'un intérêt immédiat et majeur. Elle

peut même retrouver dès le début du

prochain millénaire l'importance

C'est un fait que, si la position géographique de la Méditerranée n'a, bien

entenda, pas changé, ses Etats riverains se sont laissé dépasser par de

nombreux autres, dont certains ont

dimension d'empire. Mais si l'on

regarde nou pas une carte planisphéri-

que du monde mais un globe terrestre

en se plaçant à la verticale de la Médi-

terranée, il saute aux yeux que cette

mer, même réduite par les moyens de

transport, de communication et les

armements modernes à la dimension

d'un grand lac, se trouve encore au cen-

tre de la planète habitée. Bien plus, elle

se situe à l'endroit même où se recou-

pent les invariants durables que sont les

stratégies militaires globales des deux

A cela s'ajoutent les innombrables

tensions entre pays riversins, les anta-

qu'elle a perdue depuis trois siècles.

— Par le général GEORGES BUIS

gonismes nés de millénaires de rivalités et de guerres.

La petitesse de la Méditerranée au temps des missiles et des satellites est telle, relativement aux autres grands espaces maritimes du monde, que les États riverains n'ont pas encore océ faire valoir, dans une démarche d'ensemble, les droits d'exploitation exclusive de la mer que leur ont recomms les Nations anies et qui étendent ce privilège jusqu'à 350 kilomètres des côtes. A peu près partout, en effet, en Méditerranée, les droits des uns recoupent les droits des autres. Dès qu'un Etat a voulu sortir unilatéralement de cette réserve générale, une situation bien proche de la guerre — s'est créée. Les Tunisiens par exemple ont perçu la leçon, avec les initiatives de la Libye en la matière.

sur le golfe de Syrte ont conduit aux affrontements en armes que l'on sait entre les Etats-Unis et la Libye en 1981, 1985, 1986 (1). Faire valoir leurs droits sur le plateau continental de la mer Egée a conduit la Grèce et la Turquie, pourtant alliées militaires

Les prétentions du colonel Kadhafi

dans le cadre de l'OTAN, à adopter chacune un déploiement de ses forces qui correspond davantage à un éventuel affrontement entre les deux pays qu'à la bonne exécution de leur mission commune et complémentaire dans le cadre du «théâtre sud» de l'alliance face au pacte de Varsovic (1). Conséquence : ces deux pays vivent en état de prébelligérance.

La Méditerranée en tant que voie de communication n'a plus l'importance qu'elle avait reprise avec le percen du canal de Suez. Elle n'a jamais été non plus un lac de paix, sauf peut-être un siècle ou deux dans une très longue histoire, an temps de la Pax Romana. Et encore... Depuis l'ouverture du canal, à une époque où l'Europe dominait le monde et découvrait les richesses de l'Arabie, de l'Asie du Sud-Est et de l'Extrême-Orient, la Méditerrance était devenue une route Est-Ouest contrôlée essentiellement par le Royaume-Uni et aussi, de façon non négligeable, par la France. Cette route qui n'est plus contrôlée par ces deux issances est devenue secondaire dans le trafic mondial (1). Le canal de Suez a été aménagé, et les porte avions eux-mêmes peuvent l'utiliser pour passer de la Méditerranée à l'océan Indien et vice versa. En temps de guerre et de crise, ils ne s'y hasarderaient certainement pas. A allure très modérée, les pétroliers transitent par le canal et d'assez nombreux cargos transporteurs de marchandises sèches utilisent cette même voie d'eau. Il reste que le transit Est-Ouest à travers la Méditerranée s cédé le pas, irrésistiblement et pe être irréversiblement, depuis 1967 - date de la fermeture du canal par le président Nasser, - devant le trafic atlantique.

La Méditerranée est donc redevenue, pour l'essentiel, un lac. Un lac très dangereux. Là se heurtent Etats-Unis et URSS, qui ont pris sur ces eaux le relais de la France et du Royaume-Uni. Là est le lieu privilégié des tensions Nord-Sud qui mettent face à face les pays du Nord relativement riches et les pays du Sud pauvres ou très pauvres. Ces tensions vont s'aggravant (1). Les retards dans le développement et dans la maîtrise des technologies de pointe que connaissant les pays du Sud vont grandissant (1). Une démographie galopante leur crée, à l'intérieur, des problèmes très inquiétants qui vont parfois jusqu'à menacer leur stabilité. Les mouvements de population ont tendance à déborder sur les pays de la rive nord, créant ainsi des tensions graves parce que ce sont des problèmes humains, entre les pays des deux bords d'une mer dont les eaux out permis l'échange des hommes et des biens pendant plus de deux millénaires.

Enfin et vu de l'extérieur, une autre question se pose s'agissant de la stabilité des sociétés et des régimes des pays de la rive sud : celui de la poussée de l'Islam (1). C'est là un problème qu'um observateur européen n'a pas à traiter sur le plan de la transcendance. Il ne peut pour autant ignores l'importance sur le plan stratégique d'un phénomène qui secone à des degrés différents les pays d'islam depuis Téhéran jusqu'à Casablanca — au moins.

Le contrôle par les rivages

L'A partie maritime centrale de l'ensemble méditerranéen est plus facile à contrôler militairement depuis ses rivages, au temps des missiles même modestes, que ne l'auraient été, si nécessaire, les caux du lac de Genève en 1914. Or, paradoxalement, ce petit monde de Méditerranée est un modèle d'anarchie (1). Autour de cette mer qui, pendant des millénsires, a relié des peuples de même degré de civilisation, règne un désordre assez décourageant. Ancune organisation internationale (1) à fin politique ou de défense n'englobe tout ou partie de l'ensemble méditerranéen constitué d'une bonne vingtaine de souverainetés étatiques qui, de plus, ne sont pas elles-mêmes organiquement homogènes. An contraire, elles sont en général violem-ment antagonistes. Certains de ces Etats, qui sont nés récemment dans des conditions de décolonisation difficiles, apparaissent même incapables de réaliser l'intégration des communautés ou des nationalités qui cohabitent à l'intérieur du pays (1). Ainsi en va-t-il du Liban, de Chypre, et ce sont là deux évidences étalées par l'atroce guerre civile libanaise. Ainsi en va-t-il de façon rampante de la Yougoslavie, et c'est là un fait porteur de menaces.

Le célèbre stratège américain du début du siècle, l'amiral Alfred Mahan, théoricien de la stratégie du « maître des mers » (qui est toujours la stratégie militaire globale des Etats-Unis), écrivait en 1902 : « La Méditerranée appartiendra à un seul maître (...) ou sera le théâtre d'un conflit permanent. » Il va sans dire que nous ne

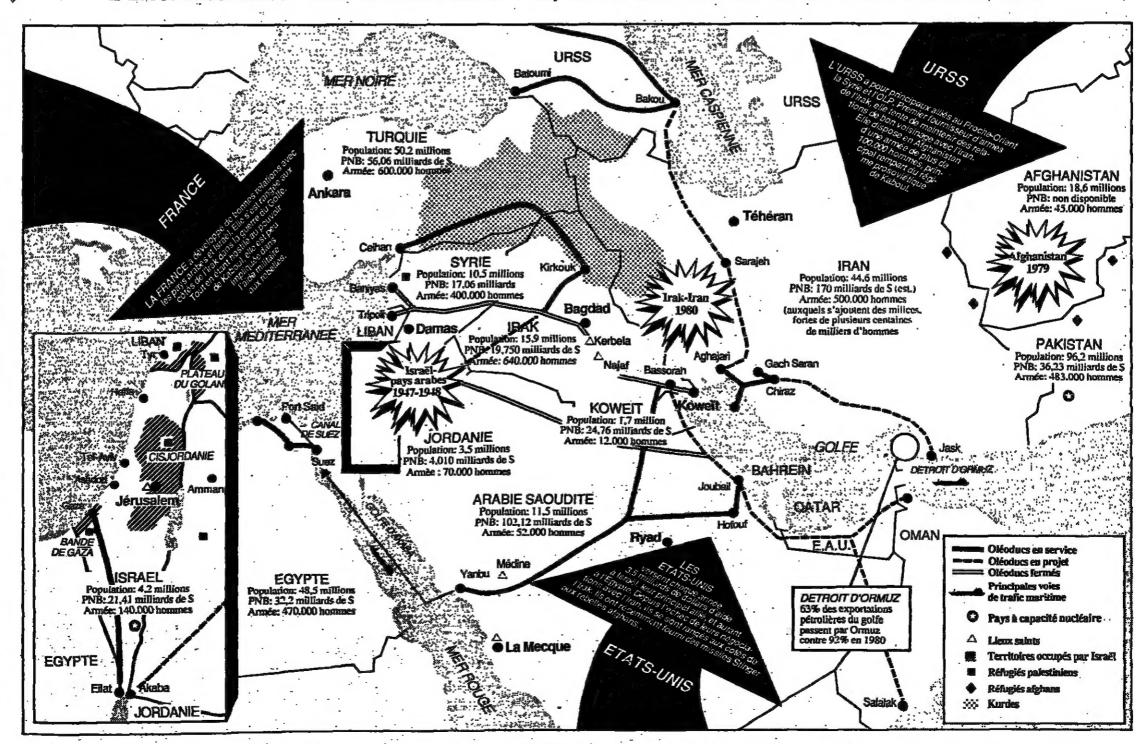
plaidons pas pour l'instauration d'on ne sait quel ordre impérial méditerranéen, ni pour un quelconque ordre européen comme celui qui s'est dessiné an dixneuvième siècle. Pendant un peu plus de cent ans, les flottes britannique et française - surtout la flotte britannique qui s'appuyait sur Gibraltar, Malte et Chypre - se sont assuré la maîtrise totale des eaux méditerranéennes. Le contrôle des rivages était le résultat d'un partage, - entre le Royaume-Uni et la France, et un peu aussi l'Empire ottoman déclinant - des zones d'influence sur les pays riverains. Deux guerres mondiales et la décolonisation mirent fin à ce système dont la disparition ouvrit la voie à la rencontre des stratégies militaires de l'Amérique et de l'URSS.

Ce « maître » que l'amiral Mahan souhaitait à la Méditerranée pour que la paix y règne, nous sommes loin d'imaginer qui pourrait l'être alors que les deux superpuissances s'y tiennent en situation — très prudente — de « gesticulation militaire ». Le refus d'une autorité impériale ne retient pas, toutefois, de regretter que l'ensemble méditerranéen n'ait pas voulu, n'ait pas su sécréter un mécanisme de sécurité collective dont il aurait lui-même assuré le fonctionnement.

(Lire la suite page 8.)

 Cf. Claude Nigoul et Maurice Torrelli, Menaces en Méditerranée, Fondation pour les études de défense nationale, diffusé per la Documentation française, Paris, 280 pages, 98 F

L'ENCHAINEMENT DES GRANDS CONFLITS, DANS UNE RÉGION STRATÉGIQUE CONVOITÉE



Depuis quarante sun, pardire l'affrontement levalle-acabe. A l'exil des l'alesthicias, s'ajoute aujourillui le cortège des millions d'Afghans réfugiés sur Pakisian et es Iran. Sons l'exil des grandes puissances et en toile de fond à la guerre du Gellie ; les enjeux du pétrole, le demos du Envilon, les lieux saluts de l'alam déchiré, les rapports de force luignem entre les Etats de la région.

Nouvelles menaces en Méditerranée

(Suite de la page 7.)

Compte tenu de la géographie qui fait de la Méditerranée une série d'étranglements, y compris pour ce que l'on pourrait appeler ses annexes (les géographes disent ses « diverticules » : l'Adriatique et la mer Noire) certains, dont Xavier Sallantin, ont pensé que si les Etats riverains s'étaient entendus pour une extension à toute la Méditerranée de la convention de Montreux qui régule l'utilisation du détroit des Dardanelles, la question de la sécurité sur ses eaux aurait pu être résolue et les escadres américaine et soviétique n'auraient plus intérêt à imposer leur présence excessive dans cette mer. Il ne s'agirait pas d'interdire la libre cir-

culation dans les divers bassins de la Méditerranée, mais de la réglementer et de se mettre en situation de sanctionner les contrevenants à des règles internationalement reconnues. La sanction serait facile à appliquer sur le plan technique. La géographie commande, et point n'est besoin d'être une puissance navale, avec les armements solmer ou air-mer en service de nos jours. pour interdire les détroits de Gibraltar. de Messine, d'Otrante et des Dardanelles. C'est là le problème qu'a connu la noria logistique américaine de 1973 en direction d'Israel pour le franchissement du détroit de Gibraltar par ses avions lourds ravitailleurs sans qu'ils violent les espaces aériens espagnol et marocain qui leur étaient interdits.

L'insuffisance des organismes régionaux

D'AUTRES organismes de régulation proprement régionale des tensions et des conflits ont été envisagés. Aucun n'a connu de début de réalisation (1).

La Communauté économique européenne (CEE), qui a passé des accords préférentiels avec divers pays de la rive sud, s'est essayée à une approche globale. Elle n'a pu aboutir, ne serait-ce que parce que ses compétences sont essentiellement économiques.

L'Organisation des Nations unies (1) n'a pas tenté autre chose en Méditerranée que de s'efforcer d'y faire respecter une paix sans cesse remise en question par les riverains. S'intercaler entre les combattants - quand on y réussit, ce qui n'est pas toujours le cas (Israël, FINUL) - n'est certes pas négligeable. Ce n'est pas là une démarche positive qui résout un problème politique.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (1) a constitué un « théâtre sud » dont le commandement est en Sicile et la plupart des souscommandements en Italie. De fait, c'est un théâtre méditerranéen. Force est de constater que ni le besoin de sécurité, qui a fait demander à la Grèce et à la Turquie leur adhésion à l'OTAN, ni le commandement unique sous lequel elles ont accepté de se placer, n'ont pu réduire le degré d'hostilité entre ces deux pays.

En Méditerranée, d'ailleurs, l'OTAN est faible (1). Le Maghreb échappe à sa compétence. Deux des verrous que la géographie a offerts à la Méditerranée sont douteux : celui de Malte et celui de Gibraltar. Depuis le départ des Britanniques et son accession à l'indépendance, Malte s'est donné un régime hostile à l'Occident. En ce qui concerne Gibraltar, la situation est ambiguë. Le Rocher est depuis 1713 (traité d'Utrecht) dans les mains des Britanniques. Les Espagnols le réclament. Sa valeur stratégique estelle d'ailleurs aussi grande que par le passé? On peut se demander, au temps des sons-marins nucléaires, si le passage de l'Atlantique à la Méditerranée et vice versa n'est pas mieux commandé par Kenitra au Maroc et la base

américano-espagnole de Rota, que de Gibraltar (1).

Plus important encore est le fait que les deux grandes puissances maritimes que sont toujours la France et l'Espagne, si elles adhèrent à l'alliance atlantique, out refusé l'intégration militaire de leurs forces dans le système militaire de cette organisation. Certea, la collaboration est bonne en Méditerranée entre ces deux pays et l'OTAN, mais la situation politique (1) ainsi créée n'est pas favorable à une action cohérente. Un exemple récent est donné par le refus de l'Espagne, de la France, de l'Italie et de la Grèce, de suivre les Etats-Unis dans l'application de sanctions à la Libye. Auperavant, la France et l'Espagne avaient déjà refusé le survol de leur territoire aux avions américains allant bombarder Tripoli.

Sur la rive sud, au moment où le pacte de la Ligue arabe (1) a été signé en 1945 par l'Egypte, l'Irak, l'Arabie saoudite, la Syrie et la Transjordanie, il ne s'est pas donné pour vocation d'assumer l'harmonie des Etats arabes dans toute la Méditerranée. La Ligue n'a trouvé ses dimensions maghrébines que par les adhésions successives de la Libye (1953), de la Tunisie (1958), de l'Algérie (1962) et de la Mauritanie (1973). Même si son siège s'est transporté en 1979 du Caire à Tunis en raison de la reconnaissance d'Israël par , la Ligue, privée de moye réduite financièrement à la portion congrue, ne peut prétendre dans l'état actuel des choses à se fonder en facteur déterminant dans la mise sur pied d'un système de sécurité valable pour la Méditerranée occidentale et orientale.

Enfin, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ne mobilise que peu (1) les Etats arabes méditerranéens, l'Algérie mise à part. Le continent noir est monolithique, et sa frange nord, que constituent le Maghreb et le Machrek. l'intéresse peu. Depuis que les Etats de la rive nord out définitivement mis aux poubelles de l'Histoire leurs tentations colonisatrices, et sont demandeurs de paix et d'accords interméditerranéens, le danger, si danger il doit y avoir pour les pays africains, ne semble plus devoir venir de la mer mais du sud, c'est-à-dire du continent africain lui-

Un espace dilaté et morcelé

SUR le plan de la stratégie militaire, la Méditerranée, en dépit de la dimension de grand lac à laquelle l'ont réduite les armements et les transmissions modernes, ne peut être tenue pour une unité maritime homogène (1). C'est par exemple une évidence que le détroit de Sicile coupe la Méditerranée en deux bassins fort différents. L'Occident domine le bassin occidental. Il n'en va pas de même du bassin oriental. Là, les Soviétiques entendent ne pas laisser les Occidentaux en général, et les Américains en particulier, régner sur ses eaux et disposer seuls de bases on d'alliés sur les rivages (1).

Il est assez remarquable que les pays méditerranéens agissent comme s'ils ne se sentaient pas responsables d'une situation qui permet aux forces aéronavales de lointaines puissances étrangères de sillonner en maîtresses la mer qui les baigne. Les riverains, en dépit de millénaires de contact, en dépit d'une civilisation qui, fondamentalement, leur est commune au nord et au sud de la vicille mer, ne veulent pas voir que la Méditerranée n'est pas le flanquement « sud » du théâtre d'opération Centre-Europe qu'en a fait l'OTAN (ce qui a pu expliquer sur le plan militaire le face-à-face de la VI flotte américaine et de la V flotte soviétique) mais qu'elle est le centre de gravité d'un théâtre d'opérations qui, du nord au sud, va des Alpes et du Taunus jusqu'au Sahara et court de Gibraltar à l'ouest jusqu'à l'Euphrate à l'est. Sans cette vision, il ne peut exister une pensée stratégique méditerranéenne qui ferait « imploser » la pensée politique des riverains ou groupes de riverains vers leur centre marin. Au contraire, ces pays tournent en quelque sorte le dos à la mer pour exploser vers la périphérie (1).

Ce que constatent avec force et étudient avec soin les auteurs de Menaces sur la Méditerranée est que le bassin méditerranéen présente trois stratégies bien typées:

- l'axe atlantico-méditerranéen;
- l'axe russo-balkanique: l'axe arabo-méditerranéen.

Les pays de la rive nord estiment, apparemment à juste titre, que pour eux la menace militaire vient du nord par la terre et par les airs, et non du sud par la mer. Aussi voit-on ces pays rester fidèles aux conceptions que s'est forgée l'OTAN des théâtres d'opérations et se raccrocher à celui de ces théâtres qui dispose de la force et de la richesse : le théâtre Centre-Europe, Ce rattachement à la ligne de force atlantique (Washington, Paris, Londres, Bonn) est la caractéristique, selon des modalités diverses, de la stratégie globale des nations méditerranéennes de la rive nord, de l'Espagne jusqu'à la Turquie.

Il en va de même pour la Yougoslavie et l'Albanie que borde l'Adriatique. Pour ces deux pays, la menace ne vient plus de la mer mais du nord tant il serait bénéfique aux forces du pacte de Varsovie d'avoir accès, en soumettant ces deux pays, aux eaux de la Méditer-

En première conclusion de cette vision globale de l'espace stratégique méditerranéen, Claude Nigoul et Maurice Torrelli constatent qu'il est à la fois dilaté et morcelé par la diversité de ses contours. Dilaté parce que les systèmes d'armes ont gagné considérable-ment en portée. Ainsi la VI- flotte américaine ent sa présence en Méditerranée justifiée pendant vingtcino ans parce qu'elle permettait aux

armes nucléaires équipant les appareils des porte-avions d'atteindre les points vitaux du pacte de Varsovie. Plus tard, la portée et la précision accrue des missiles de tout type ont fait de la même mer, pour remplir les mêmes missions, un nid de sous-marins nucléaires lanceengins (SNLE).

Dans le même temps, et pour les mêmes raisons, les opérations peuvent y être conduites en temps réel, ce qui a considérablement rétréci cette surface maritime. Sans les satellites, sans les radars d'acquisition et de poursuite, sans l'électronique, c'est-à-dire sans la mise en œuvre de ce que les Améri-cains appellent le C3 I (Commande-ment, Communication, Contrôle, Intelligence), l'avion égyptien transportant les Palestiniens auteurs du détournement de l'Achille-Lauro n'aurait pas été mis dans l'obligation, par les Américains, d'atterrir en Italie. De même le bombardement de Tunis par des avions israéliens n'aurait pu être réalisé sans la mise à la disposition d'Israël du C3 I américain. Ce raid a souligné l'évolution de la stratégie militaire en Méditerranée et les dimensions réduites que

cette zone a prises. La Méditerranée, constatent Nigoul et Torrelli, est un espace stratégique ambigu. Elle est trop grande pour être contrôlée par un seul, trop petite pour que les flottes y manœuvrent librement, sans compter qu'elles y sont mélées à un important trafic marchand. Les bâtiments de surface y sont

en danger constant, danger qui vient davantage de la terre et des airs que de la mer. Qui vient aussi des sous-marins auxquels la Méditerranée est exceptionnellement propice : les fonds sont grands, la pénétration des couches d'eau y est particulièrement difficile aux ondes émises à la surface, la configuration en falaises de nombreuses côtes y rend la propagation acoustique particulièrement malaisée, donc difficile la détection sous-marine (1).

De plus, cette mer est faite de bassins successifs commandés par des détroits que Menaces sur la Méditerranée passe soigneusement en revue : le Bosphore et les Dardanelles, par lesquels peut se manifester la menace du pacte de Varsovie (mais un passage en force y paraît impossible), le canal de Suez, Gibraltar (très praticable aux sous-marins, même en temps de guerre, alors que radars de veille et missiles à terre en interdisent le passage en force par les navires de surface), le détroit de Sicile (où les navires de surface sont soumis à la surveillance sérieuse de Lampedusa, de Pantellaria et de la Sicile, tandis que le passage sous-marin peut être rendu très difficile par le minage et la mise en place de réseaux fixes de détection acoustique), le labyrinthe des îles : mer Egée et Crête (un aménagement relativement modeste de la défense côtière et anti-aérienne suffirait pour rendre la mer Egée impraticable et pour priver d'appui sérien la flotte ennemie qui s'y aventurerait).

La bataille qui ne se gagne plus sur mer

DE ce coup d'œil général, il résulte que la Méditerranée n'est pas faite pour offrir un théâtre d'opérations maritimes et qu'elle convient mal à une bataille navale. Sa défense n'apparaît donc point affaire de flottes de guerre mais de détermination politique des riverains. C'est pourquoi, tout en maintenant l'une la VIº Flotte, l'autre la Ve Eskadra, l'Amérique et l'URSS ne comptent pas sur ces forces pour remporter une bataille. En les montrant, elles s'efforcent de tisser des alliances on de s'implanter chez les pays riverains. Dorénavant, une bataille de la Méditerranée se gagne de la terre et de l'air et non plus sur mer (1).

Faire une pareille constatation revient à dire qu'il ne faut à aucun prix céder aux conceptions, enracinées, de la stratégie militaire classique qu'i mesure la valeur d'un théâtre d'opérations à l'une des possibilités de manœuvre des forces qui y sont engagées et au nombre comme aux caractéristiques techniques de ces forces. C'en est fini de l'affrontement des forces navales ou terrestres en une bataille de Navarin qui décidera qui, de l'Occident ou de l'Orient, est maître, pour un temps, de la mer Méditerranée ou qui en est chassé. Des Grecs aux Britanniques en passant par les Carthaginois, les Romains, les Turcs, Venise, jusqu'à la féroce bataille pour le ravitaillement de Malte de 1941 à 1943, une épopée maritime s'y est déroulée où se sont joués le sort de peuples et même celui de civilisations. Cette ère est terminée.

En nos jours, qui voient les bâti-ments de la VI Flotte et de la V Eskadra fendre les caux d'une mer mythologique, il n'apparaît pas que ce soit l'affrontement direct de ces deux forces qui puisse décider du sort du théâtre au cœur duquel elles évoluent. En cas de crise aiguē, ces flottes auraient sans doute intérêt à déguerpir du traquenard des eaux méditerranéennes, en laissant derrière elles leurs sous-marins nucléaires lance-engins ou

d'attaque. Si le problème stratégique de la Méditerranée se joue dorénavant ail-leurs que sur ses eaux, il ne se joue point pour autant en terme de confrontation sur le sol de ses riverains (il s'agit ici de e grande guerre », de « théâtre d'opérations » et non de conflits locaux). Il semble au contraire que le problème se pose en termes d'affaiblissement des positions de l'adversaire. De fait, la VI-Flotte et la Ve Eskadra ne sont pas stationnées en Méditerranée en outils d'une double stratégie de dissuasion mais pour participer de façon plus déterminante que d'autres moyens, mis en œuvre par les Soviétiques et les Américains (économiques, financiers, culturels, etc.), au développement de la politique de chacun des deux supergrands.

Menaces en Méditerranée met en évidence combien les rives de cette mer se prêtent particulièrement à ce jeu de bascule fait d'aides diverses et de

En dépit d'une immense aspiration à l'union au sein d'un grand Maghreb, la confrontation - voire la guerre - perturbent de façon endémique les relations entre les Etats maghrébins : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Mauri-

C'est ainsi que le conflit du Sahara occidental oppose depuis plus de dix ans le Front Polisario aux forces armées royales marocaines. Après de nombreuses, ruineuses et sanglantes péripéties, un mur - ruineux lui

aussi - long de 2 500 km, protégé par des barbelés et des champs de mines, bourré d'artillerie et d'électronique, isole 200 000 kilomètres carrés de Sahara dit « utile ». Il n'est pas possible de voir le fin de cette guerre, et la recherche d'une solution politique empoisonne les rapports du Maroc, de l'Algérie, de la Mauritanie et de la Libye. La Tunisie œuvre, elle, en vain, pour une solution politique... L'affaire perturbe l'OUA. Que peut le peuple sahraoul, pris entre l'Algérie et le Maroc ? Sans compter que le contentieux de Tindouf n'est pas réglé dans l'esprit des Marocains et qu'on oublie un peu trop que la frontière entre l'Algérie et le Maroc ne traduit qu'un armistice, n'est qu'un trait tracé sur la carte par le président Ben Bella et par le roi Hassan II en solution provisoire de la guerre de 1962, au cours d'une rencontre à Ifrane. Ce tracé n'a à ce jour été soumis à aucune reconnaissance officielle nationale ou internationale. Le flou de cette frontière facilite aux combattants du Polisario l'approche du « mur » pour leurs opérations offensives, et elle limite considérablement la « reconnaissance » et la « poursuite » par les forces royales maro-caines. Militairement, à court et à moven terme, il appareît comme impossible que le Maroc perde la guerre, et la République arabe sahpent la poursuivre, ne peut la gagner.

La solution, pensent C. Nigoul et M. Torrelli, ne peut donc être trouvée que par la voie diplomatique où, d'ailleurs, le Polisario a remporté un succès non négligeable en faisant reconnaître la RASD par l'OUA et, à ce jour, par soixante-trois Etats.

Quelle solution diplomatique? Un référendum? C'est évidemment pour C. Nigoul et M. Torrelli la solution idéale si l'on croit possible que les conditions minimales en soient réunies. Elles ne le sont pas. Qui participerait au référendum? Les cent soixantequinze mille Sahraouis recencés par les Espagnols lorsqu'ils ont passé la main en 1975? Leurs descendants? Les émigrés? Quelle valeur attacher à un vote fait à Tindouf? A un vote fait derrière le « mur » ? Est-ce que le Maroc et l'Algérie, ne pensant qu'à leurs intérêts supérieurs, pourraient s'entendre pour que soit organisé un référendum qui ne serait qu'un camouflage de leur accord?

Les conflits de voisinage ne manquent pas au sud de la Méditerranée, au-delà de la tension algéro-marocaine. Si l'Algérie connaît un sérieux problème à son ouest, elle subit également à l'est les effets d'une tension due aux visées expansionnistes du colonel Kadhafi. Une frontière établic de concert et internationalement reconnue n'a pu être tracée entre l'Algérie et la Libye. Le colonel Kadhafi ne reconnaît pas la frontière héritée de la période coloniale et prétend étendre la souveraineté de la Libye sur une partie du Tassili.

Un lourd contentieux existe, du fait de la Libye, dans les rapports libyo-

C'est un fait également que les Tunisiens ont été à juste titre frappés de stupeur et de douleur par le raid de l'aviation israélienne sur Tunis, même si les Israéliens ont pris soin de préciser que leur action visait les Palestiniens et non la Tunisic.

Même si les Maghrébins ressentent au fond d'eux-mêmes le désir très fort d'un « Maghreb des peuples », les affrontements de voisinage ont encore

de beaux jours devant sux. Les coups d'arrêt à l'agressivité du colonel Kadhafi n'ont pas manqué de venir. D'une part, la double baisse du prix du pétrole et du dollar l'a privé d'une bonne partie de son trésor de guerre. D'autre part, le terrorisme, alimenté, protégé par les diverses représentations libyennes dans le monde a été sévèrement contrôlé, sanctionné et quasi éliminé. Sur le plan militaire, la Libye a subi de sévères coups de semonce de la part des forces américaines et de non moins sévères coups d'arrêt dans sa marche vers l'hégémonie saharienne : Tchad, Sud-Algérien, Sahara occidental. Sur le plan militaire, les FANT d'Hissene Habré viennent de lui infliger une série de défaites qui demourent humiliantes même si le colonel a réagi ponctuellement et victorieusement à Aozon.

Points faibles au sud de l'Europe

OUANT à la « porte » ouest de la Méditerranée, contrôlée à la fois par le Royaume-Uni (Gibraltar), le Portugal, l'Espagne et même le Maroc, Menaces en Méditerranée en offre une vision neuve.

raouie démocratique, (RASD) si elle

Portugal et Espagne, encastrés dans une même péninsule, n'ont jamais formé un tout politique et stratégique. Bloquant au Portugal les directions de l'Europe et de la Méditerranée, l'Espagne l'avait toujours repoussé vers l'Atlantique. En conséquence, le Portugal a jusqu'ici centré sa stratégie sur le triangle : pointe sud de la Péninsule, Madère, Acores. Fait nouveau, en une démarche qui ne fut ni simultanée ni symétrique, le Portugal et l'Espagne ont adhèré à l'OTAN, et à la CEE. Pour la première fois de leur histoire, ces deux pays se sont donné une politique internationale commune dont l'évolution va être un facteur très important de la sécurité du théâtre méditerranéen. La nouvelle orientation stratégique fait de l'Espagne et du Portugal une charnière atlanticoune charnière atlantico-méditerranéenne qui n'avait jamais existé à ce jour.

En sus, l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN va poser à nouveau, et sous un jour beaucoup plus favorable aux thèses espagnoles, l'épineux problème de Gibraltar. Si Gibraltar retourne à l'Espagne, il sera très difficile au gouvernement de Madrid de refuser à celui de Rabat que la souveraineté marocaine ne soit restaurée sur Ceuta et sur Melilla. L'armée espagnole a pris position de façon déterminée pour le maintien de la souveraineté ibérique sur les deux presidios maghrébins, et l'opinion publique marocaine ne pardonnerait pas un échec du palais si, par Gibraltar interposé, s'ouvrait plus vivement encore qu'il ne l'est déjà le problème des enclaves de Melilla et de Centa.

Les Américains disposent - entre autres - d'une base navale considérable pour leurs sous-marins nucléaires à Rota, sur la côte espagnole, à quelques encâblures de Gibraltar. Par ailleurs, ils ont probablement passé des accords officieux avec Rabat pour effectuer des escales techniques aur certains aéroports de la côte marocaine car ils n'ont pas oublié la leçon de 1973.

Dans ce coup d'œil circulaire sur le panorama méditerranéen, Menaces sur la Méditerranée considère le flanc balkanique dont on ne parle pas assez. Les pays qui le constituent - Yougoslavie, Albanic, Grèce, Turquie - représentent à la fois une zone de résistance (de moindre résistance) pour l'Occident et plus précisément pour l'OTAN, et d'autre part un véritable obstacle politique et physique pour le pacte de Var-

La faiblesse des pays balkaniques a pour cause tantôt de graves dissensions intérieures - c'est le cas de la Yougoslavie, - tantôt une animosité cong tale, organique - c'est le cas de la Grèce et de la Turquie. La Grèce y ajoute les manifestations d'une méfiance de plus en plus grande à l'égard des Etats-Unis. C'est là la raison principale pour laquelle l'Amérique, leader de l'OTAN à laquelle appartient la Grèce, hésite à déployer sur le « théâtre sud » de cette organisa-tion tous les moyens opérationnels et logistiques qui seraient nécessaires à une défense sans recul. Quant à l'Albanie, qui se drape dans un splendide isont, elle a modernisé son réseau routier et ses ports, au point qu'elle peut devenir une voie de passage.

Et, bien entendu, la rive orientale de la Méditerranée est, à elle seule, l'archétype de la turbulence.

GEORGES BUIS.

recident semainer is sin Philippines Lies in in carburants, le sun ple declenchement d'ane RAVI se lançait dans une to gan grave. Profitation namuniste a multiplie est gen gewernent. Le 19 distinguant de Rayan - la manue alors qu'il sensit Camina de la constitución de la conservation sele en place d'un regime appoi alcatorite.

STATE OF THE PROPERTY.

grand to the second straight

general to the read to

The second second

100 mg

market market and the second

2000 to 100 to 1

16 to 12 to 15 to 1

BREE to ottomation of the law

Angelein er in en inna

The state of the state of

The state of the second

See A control of the see

Martine eta eta la cour

Bundan array e-socials

and of the state of

The control of - de

the state of the s

Parties of the state of the state

A STATE OF THE STA

3.0 - 30. - 30. TERMS

A Maria

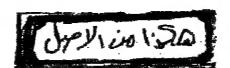
was been and the Mr. Mark Street Street As Ast. Biblioteck of the state and the state of the CAMP TO A CONTROL OF A CONTROL OF galan under him ber den die Ster magnitude to the majority of #

me, who is related to the Agriculture. many representations and the second manager of the state of the September 2010 Annual Contract Emeration of the second of the West Applied to the first tree Hampital Colors and Milliand Control of Television 30, 855 And the second of the second of the a bound of the great of

AM STATE

LEMONDE diplomatique

COMPREMI ENVIRONNEMENT IN ANTICIPER L'EVEN



Forrelli, ne peut donc être in diplomatic la voie d per la voie diplomatique di la per la per

négligeable en laisant reconstants Pour l'OUA et, à ct jour le laisant reconstant et la ct jour le la ct jour le la ct jour le laisant et la ct jour le la c

The ne le sont pas. Qui parice

efferendum? Les cent son

11975? Lears descendant! 1975? Leurs descendant! la serie ? Quelle valeur attache in fait à Tindouf? A un vote luit

Est-ce que le le

Algerie, ne pensant qu'à lem

superieurs, pourraient l'ens

as serait qu'un camoullage de la référence de la réference de

conflits de voisinage e la conflit de la Méditera

de la tension algéro-mano

l'Algérie connaît un sérieur

Feet les effets d'une tension de

Lathafi. Une frontière étable

concert et internationalement res

pu ètre tracée entre l'Algérie el l'Algérie el la principe. Le colonel Kadhafi ne recursité de la principe de l

estoriale et prétend étendre la

the lourd contentieux criste, by

Libye, dans les rapports

Cast un fait également que le le

de de douleur par le raide le

aractienne sur Tunis, même ji

antion visait les Palestiniemes

Maghrébins reserve

si les Maghrébins rem-trad d'eux-mêmes le désir un le Maghreb des peuples, le

er jours devant ent

Kadhafi n'uni pas mangé

es out pris som de précisse

nents de continage on me

sine part, la double beise

petrole et du dollar la pe

D'autre part, le terronnegé

de libyennes dans le mes

ce de la puri des ferces ser

con occidental Sur le planti

mel a réagi ponetuellement de

A FANT d'Husene Habrite

de les infliger une sèrie de dés

Américains disposent - E

es - d'ane base navale come

teres de Gitratar Parelle

the avec Ruba! pour effet

ports de la céte marocame di

mediterraneen, Menni

the pas oublié la leçua de 1971

mont leurs sous-marins melin

for in côte espagnole, à que

del probablement passe de se

estales techniques sur est

The oc coup d'est circulair s'

Miditerrance considere le first

Montgerance considere le les les des dent on ne parle pas set le constituent - yought le constituent - yought le fois une zone de résistant le fois une zone de résistant pour l'Original précisément précisém

mere part un véntable obside

bere au seurage botte

tantot une animosit af

presente une animosit de la cost le co

Mance de plus en plus des Etats-Unis. Ces ist

principale pour laquelle le lendar de l'OTAN i les relient la Grèce, hésite i de l'OTAN i les relient la Grèce, hésite i de l'OTAN i les relient la Grèce, hésite i de l'OTAN i les relient la Grèce.

a theatre sud . de celle de

tous let movens operation delense sans recul. Quality

well se drape dans un spient elle a modernié su porte.

de devenir une vois de president The bien entends, is not the s

Medicerrance est. i cli

Mayor de la turbulence

Le faibleure des pays bulles teriments — c'est le cas de la le

de l'Europe

Maniné, Sur ic plan minum.

subi de severes com:

dens et de non moins severe at the dens se marche ven l'hije dens se marche ven l'hije et paharnenne : Tchad, Sud-Algar

protégé par les diverse m

mente partie de son tréare

met de la Libye sur une parie

time à son ouest, elle subit étale.

que soit organisé un référe

DIVISÉE SUR LES MOYENS D'IMPOSER SA LOI

L'armée philippine défie ouvertement les institutions démocratiques

passible solution diplomatique? It condum? C'est évidenment la silicon croit possible que la silicon minimales en soient than la serre mas. Out maries quelques semaines, la situation s'est considérablement détériorée aux Philippines. Dès la mi-août, en augmentant brutalement le prix des carburants, le gouvernement avait de lui-même provoqué le déclenchement d'une grève massive de protestation. Après quoi, le 28 du même mois, le Mouvement de réforme de l'armée (RAM) se lançait dans une tentative de coup d'Etat militaire particulièrement grave. Profitant de la division de l'armée, la guérilla communiste a multiplié ses opérations. Sous la pression des événements, la présidente Corazon Aquino a dû profondément remanier son gouvernement. Le 19 septembre, Leandro « Lean » Alejandro, dirigeant de Bayan - la nouvelle alliance patriotique, a été assassiné alors qu'il venait d'annoncer une journée d'action contre la militarisation croissante du pays...

Jamais depuis le renversement de la dictature Marcos, en février 1986, la mise en place d'un régime démocratique aux Philippines n'a paru aussi aléatoire.

Par PIERRE ROUSSET

'ANNÉE 1987 avait commencé sous de bons auspices pour le gouvernement philippin. Par deux fois, Mme Corazon Aquino avait transformé une échéance électorale en véritable plébiscite personnel : à l'occasion du vote sur la nouvelle Constitution, en février, et des élections législatives de mai - sa liste sénatoriale emportant vingt-deux des vingt-quatre sièges à pourvoir. En déclarant la guerre totale . à l'insurrection communiste, après plusieurs mois de négociations infructueuses, la présidente donnait à la fois des gages à Washington et satisfaction aux militaires. Les élections municipales de novembre prochain devaient achever le procès d'institutionnalisation du régime issu du soulèvement populaire de 1986. Après quatorze ans de dictature et une année de transition « inconstitutionnelle », les éléments d'un régime civil semblaient

C'est le cours de cette normalisation politique qui est aujourd'hui radicalement remis en cause, si ce n'est dans la forme, du moins dans le fond. Le remaniement gouvernemental de septembre 1987 illustre à quel point la position de Mme Corazon Aquino s'est affaiblie. Elle a dû se défaire de ses plus proches conseillers, MM. Joker Arroyo et Teodoro Locsin. Le vice-président, M. Salvador Laurel, courtise ouvertement les militaires. Désireux de faire cavalier

se mettre rapidement en place. .

seul, il s'est démis de ses fonctions de ministre des affaires étrangères. L'ancien ministre des finances. M. Jaime Ongpin, contesté mais dont les liens avec des organismes comme le Ponds monétaire international sont connus, a lui aussi pris ses distances. L'Eglise elle-même modère son soutien à la présidente. Alors que le pays s'enfonce dans la crise, le nouveau gouvernement apparaît sans personnalité

Les rapports entre l'armée et l'administration civile sont au cœur de l'actuelle crise de régime. Les Philippines furent autrefois l'un des rares pays de la région sans tradition de pouvoir militaire. Les présidents et les membres du Congrès exerçaient un contrôle étroit sur la . grande muette ». Ce n'est qu'en 1972 que tout a change, quand M. Ferdinand Marcos et ses « douze disciples » ont organisé un coup d'Etat « légal » et imposé la loi martiale. En quelques années, les effectifs de l'armée sont passés de 58 000 à plus de 250 000 hommes. Grâce aux tribunaux militaires, elle a conquis un pouvoir judiciaire. Des officiers d'active ont occupé d'importants postes dans la diplomatie, l'économie, l'administration. La promotion s'est opérée selon des critères de moins en moins professionnels : primait la loyauté à l'égard du président Marcos et de son ancien garde du corps et chauffeur, le

Achever le « coup d'Etat interrompu »

'ARMÉE philippine a goûté au pouvoir politique, elle n'entend plus en être exclue. Le renversement de Marcos devait être, aux yeux des colonels du RAM, l'occasion d'imposer une junte civile-militaire avec le ministre de la défense, M. Juan Ponce Enrile. Le complot ayant été éventé, le coup s'est transformé en mutinerie improvisée. Menacés d'écrasement, les soldats rebelles ont été sauvés par l'intervention de l'Eglise et celle - massive - de la population. Mais la « révolution de février » les a aussi frustrés d'un coup d'Etat : c'est Mme Aquino, à la tête d'un gouvernement civil, qui a été portée au pouvoir.

Rapidement il est apparu que le danger principal, pour le nouveau gouvernement, ne venait ni de l'insurrection communiste, ni des nostalgiques restés fidèles à M. Marcos, mais de l'intérieur

même du régime, de ceux qui comptaient bien achever un jour ce « coup d'Etat interrompu » de février 1986. Les menaces se sont, en effet, rapidement succédé. En novembre 1986, Mme Corazon Aquino a dû se séparer de M. Juan Ponce Enrile, encore ministre de la défense, et les officiers du RAM se sont vu retirer leurs principaux commandements. Mais les choses n'ont pas été plus loin : M. Gringo Honasan s'est retrouvé instructeur chef des Forces spéciales. De quoi préparer tranquillement son prochain coup d'Etat. Très vite, donc, les enjeux de la transition vers la démocratie se sont clarifiés: M. Francisco Nemenzo, qui enseigne les sciences politiques à l'Université des Philippines, notait, fin 1986, que « le coup d'Etat, encore une nouveauté aux Philippines, est un mode

usuel d'action politique dans de nombreuses parties du tiers-monde. A moins que des mesures ne soient prises par le gouvernement civil et le mouvement populaire démocratique pour inverser le cours actuel des choses dans l'armée, il peut devenir un trait permanent de la vie politique de notre pays ». Il notait aussi que le gouvernement tardait à prendre de telles mesures et que le charisme de Mme Aquino risquait de s'user rapidement. Un an encore, et . l'enthousiasme populaire va se dissiper, se transformer en un cynisme destructeur. Si un tel scénario se matérialise, un autre despote se présentera, qui prétendra sauver la République et réformer la société (1) ».

C'est bien là le discours empreint de démagogie populiste qu'a tenu le colonel Gringo Honasan, principal auteur de la tentative de coup d'Etat du 28 août dernier. Dénonçant la corruption du régime - malheureusement de plus en plus réelle, - la supposée faiblesse du gouvernement face au communisme et la politique politicienne, il a présenté l'armée comme la conscience de la nation. Or la popularité du colonel parmi les officiers de terrain ne fait aucun doute : - Les objectifs des soldats rebelles, les

causes de l'échec de leur entreprise à Manille et les flottements dans la réaction du pouvoir.1. indiquent qu'il s'agit moins d'un putsch, c'est-à-dire d'une action limitée, que d'une lame de fond de protestation au sein des forces armées. Aujourd'hui, le malaise tend à unis plus qu'à diviser les militaires et à isoler le pouvoir civil (2). »

L'armée hésite encore, elle est divisée sur les moyens : junte imposée par un coup d'Etat (l'option maximale du RAM à la fin août) on renforcement progressif du contrôle militaire « légal » sur la viel politique, dont l'idéal est le régime de la loi martiale (une option que le général Ramos, chef d'état-major, partage avec certains de ses pairs)? Mais elle s'unifie contre l'administration civile. Au cœur du pouvoir politique, elle refuse d'être en marge de ses institutions : le gouvernement, le Sénat et la Chambre des députés. Il faut réduire le poids des organes électifs, quitte à étrangler, ce faisant, les mécanismes démocratiques.

La question, très inquiétante, que soulèvent les derniers événements n'est pas de savoir comment la tentative de coup d'État du 28 août a été possible. après tant d'avertissements, mais pourquoi elle a échoué...

L'immobilisme social du pouvoir

UX Etats-Unis, l'administration de A UX Etats-Unis, l'administration de M. Reagan jugeait probablement que le succès complet des putschistes n'était pas souhaitable. Cependant, certains services américains sont étroitement liés aux officiers du RAM que le Pentagone, « sans approuver » leur action, juge avec « compréhension ». comme le rapporte le journaliste Nayan Chanda (3). Par ailleurs, l'armée reste déchirée par des conflits d'autorité et de promotion. Le noyau dur du RAM, colonels et lieutenants, vient de la classe 1971 de l'Académie militaire des Philippines. Ces officiers n'ont pas fait mystère de leurs critiques à l'encontre de l'état-major. Ils n'ont pas la même histoire que nombre de généraux, plus liés aux grandes familles traditionnelles. Leur ambition dérange celle de leurs aînés, devenus officiers durant les années 60 et qui attendent d'accéder - enfin - au sommet de la hiérarchie militaire.

De surcroît, l'armée est aujourd'hui traversée de chaînes concurrentes de commandement. Mme Aquino tente de placer des généraux fidèles aux postes clefs - mais qui peut savoir jusqu'où ira cette fidélité? Et la structure officielle est doublée de plusieurs structures parallèles, celle des classes d'âge, des corps et clans militaires, celle de · fraternités » élitistes et ouvertement politiques, comme l'aile d'extrême droite du RAM, ou attrape-tout », comme la Guardiana Brotherhood Inc.

Mme Corazon Aquino a tenté de restaurer le vieil équilibre politique des années 1950-1960 en rétablissant les institutions élues traditionnelles. Assurée de pouvoirs très étendus durant toute la période de transition non constitutionnelle, grace notamment à l'appui populaire dont elle bénéficiait, la présidente s'est refusée à purger l'armée (ce que Washington n'aurait pas admis), à réduire drastiquement le poids considérable du service de la dette – celle-ci se monte à 28 milliards de dollars - qui grève les ressources du pays (tout en faisant porter maintenant la responsabilité de la situation à M. Jaime Ongpin) et à engager des réformes socio-économiques substan-

Le secteur des entreprises d'Etat s'ouvre enfin à la syndicalisation, mais la législation sociale continue à n'offrir aux ouvriers qu'une protection dérisoire face à un patronat qui, bien souvent, n'accepte aucune limite à sa capacité d'exploiter. L'échec le plus patent du régime se situe probablement sur le terrain de la réforme agraire. A cet égard, M. Eduardo Tadem, chercheur à l'Université des Philippines, note que « la population rurale se trouve aujourd'hui dans une situation pire qu'il y a vingt ans . En sévrier 1986, « une révolution politique était amorcée avec succès. Mais, pour la majorité des Philippins, un change-

DISPARITION D'UN MILITANT

EANDRO « Lean » Alejandro est tombé victime d'un attentat, le 19 septembre 1987. Nous l'avions rencontré pour la première fois peu 28 août, toujours animé de cette franchise et de cette ouverture d'esprit qui incitaient à respecter son engagement. Ancien étudiant, secrétaire général de la coalition d'organisations de masse Bayan, il était l'une des figures marquantes de sa génération militante. A vingt-sept ans, marié et père d'un enfant de six mois, il se savait menacé.

Rolando Olelia, président de la centrale syndicale KMU, avait été abattu en novembre 1986. Bernabe Buscayno, dirigeant historique de la guérilla communiste, longtemps incarcéré, engagé depuis sa libération dans le Partido ng Bayan - une formation politique légale - avait de justesse échappé au pira en juin 1987. Lean Alejandro était sur la liste noire des e escadrons de la mort » philippine. Il set resté fidèle s ses convictions, jusqu'au bout.

ment politique ne représente qu'un preles millions de familles pauvres, c'est un changement social - que le gouvernement s'attaque aux problèmes socioéconomiques qui sont à la racine de l'agitation sociale et de l'insurrection, et qu'il le fasse sans répéter les erreurs du passé(4). =

Mais la présidente a attendu la dernière minute pour signer le décret sur la réforme agraire, laissant en fait à un Congrès dominé par la propriété foncière le soin de répondre aux questions les plus brillantes, comme le rythme de sa mise en œuvre. L'immobilisme social de la présidence est pour beaucoup dans la désagrégation de sa base populaire, comme en a témoigné le succès impressionnant de la grève des transports qui a paralysé Manille et six autres centres provinciaux le 26 août, après que le gouvernement eut annoncé une hausse du prix des carburants. Le projet initial des conseillers de Mme Aquino – la réforme contre la menace de révolution – n'a jamais véritablement pris substance.

Le parti communiste des Philippines, déséquilibré par l'échec de sa politique de boycottage des élections présidentielles de 1986 (5), a dû faire face à de nombreuses difficultés. Mais l'enlisement du pouvoir nourri chez lui un pouvel optimisme, manifeste dans la déclaration publiée à l'occasion du dixhuitième anniversaire de la Nouvelle armée du peuple : « Dans les prochaines années (...), l'aggravation rapide de la crise va l'emporter sur les efforts du régime pour se consolider et va prosondément l'affaiblir. Les forces révolutionnaires se trouvent aussi dans une situation bien meilleure qu'auparavant pour étendre et renforcer leur force armée et politique... (6). »

Pour avoir refusé d'organiser le ·· pouvoir populaire », tant chanté en février 1986, et d'engager des réformes socio-économiques radicales, le régime . . . Aquino est aujourd'hui prisonnier de dangereux amis : l'administration américaine, qui cherche avant tout à préserver la cohésion de l'armée; les grandes familles provinciales et les clans politiques traditionnels, qui dominent la Chambre des députés ; les généraux, qui se disent constitutionnalistes mais ne veulent ni ne peuvent purger le . corps militaire de ses éléments factieux. Il est à craindre que les derniers événements sonnent le glas des espoirs démocratiques suscités par le soulèvement de février 1986 contre la dictarure.

(1) Francisco Nemenzo, «A Season of Coups, Military Intervention in Philippine Politics», Diliman Review, vol. 34 nº 5 et 6, 1986 pp. 1 et 25.

(2) Kim Gordon-Bates et Philippe Pons, le de, 3 septembre 1987.

(3) Nayan Chanda, A Split Opinion -, Far Eastern Economic Review, 24 septembre 1987, p. 14. En ce qui concerne l'intervention américaine dans la politique philippine sous Marcos, voir le récent livre de Raymond Bonner, Waltzing with a Dictator. Ken incorporated, Quezon-City, 1987.

(4) Eduardo C. Tadem, Handbook on the Reorganization Proposals for the Ministery of Agrarian Reform, Presidential Commission on Government Reorganization, Manille, décembre 1986, pp.24-25. Pour un débat sur la réforme agraire, voir notamment la revue Solidarity, nº 106 et 107, 1986.

(5) Voir le Monde diplomatique de janvier

(6) «Statement of the Communist Party of the Philippines on the 18th Anniversary of the New People's Army», Ang Bayan, numéro spécial, 29 mars 1987, p. 5.

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE ' diplomatique

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT

*				
VOM	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	Prénon	n	
Adresse				
Code postal	Local	ité		
				 . DDi 4/1

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagne de Le Monde diplomatique abonnaments, BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09 Le Monde diplomatique public, chaque mois, des études de fond sur les événements politiques, économiques, sociaux et culturels à l'étranger.

Les responsables politiques, les dirigeants économiques, les personnalités culturelles, les universitaires français et francophones, de même que les journalistes internationaux trouvent dans le Monde diplomatique l'information précise et détaillée qui les aide à mieux comprendre l'environnement international et à anticiper l'événement.

Le Monde diplomatique USPS 763-610 is published monthly for \$ 35 per year by : le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at New-York, NY Postmaster : send address change to le Monde c/o Speedimpex, USA, PNC, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104.

TARIF DES ABONNEMENTS 1 an (12 mméros) - 6 mois (6 numéros) **VOIE NORMALE**

162 F - 90 F

225 F - 125 F **VOIE AÉRIENNE** Enrope, Maghreb 250 F - 138 F

Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Gabou, Mali, Mauritanie, Nigar, Sénégal, Tchad, Togo, République de Djibouti, SP 85000, Saint-Pierre-et-Miquelon, Arabie saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Libye, Égypte. 271 F - 148 F

Comores, Madagascar Amériques, Canada 313 F - 169 F

Asie, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Kampuchéa, Laos, Macao, Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thailande, Vietnam Océanie, autres pays

343 F - 184 F

DE CUBA A TRINITÉ-ET-TOBAGO:

Les Caraïbes,

UNITÉ des Caraïbes - le terme fait référence à une population indigène, les Karibs, rayée de la carte par les conquistadores espagnols - tient d'abord à leur histoire. Violence, pillage, soulèvements : toutes les îles ont subi la domination de diverses métropoles européennes avant de devenir une « chasse gardée » des Etats-Unis. Aujourd'hui encore, la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, possèdent des « miettes d'empire » dans cette zone dont le peuplement fut marqué par l'importation de main-d'œuvre d'Afrique et dont l'organisation sociale reposa sur l'économie de plantation. Si diverses que soient leurs structures économiques, les petits pays de la région ont en commun un sous-développement aggravé. Petites — la plus grande est Cuba, 10 millions d'habitants, mais la Grenade envahie par les « marines » en 1983 n'en a que 111000, - usant de langues différentes, peu ou pas du tout reliées entre elles, fondamentalement dépendantes de l'agriculture et du tourisme, à la fois séparées et unies par leur richesse culturelle, les îles de cet « archipel éclaté » préoccupent la super-puissance américaine. La révolte du peuple haïtien contre le « duvaliérisme sans Duvalier » en est l'exemple le plus saisissant.

Par FRANÇOISE BARTHELEMY

NE « zone sinistrée où tous les bouleversements politiques deviennent possibles = : la formule vient d'un journal modéré, dans un article consacré il y a plus d'un an à la situation économique des pays caralbes et qui a conservé toute son actualité (1). Rien n'est venu depuis donner des couleurs plus riantes au tableau, marqué par de profondes déformations héritées de siècles d'exploitation coloniale, au cours desquels les Espagnols, les Anglais, les Français, les Hollandais puis les Nord-Américains se sont disputé les îles pour s'approprier leurs richesses.

Anjourd'hui, les deux tiers des quelque deux mille entreprises multinationales qui y opèrent ont leur maison-mère aux Etats-Unis, le voisin vigilant dont le souci premier est de réaffirmer la supériorité du capitalisme face au système socialiste construit par les Cubains avec l'aide de l'URSS.

Partager cette philosophie n'empêche pourtant pas certains grands groupes de se retirer ces temps derniers de petits pays où la fermeture de leurs usines ou de leurs domaines représente une catastrophe. Ainsi la société Kaiser

cercles, des anneaux et des clous.

sous-développés se sous-développaient.

Un lac marxiste-léniniste

raffinage du pétrole destiné aux Etats-Unis, se transforme en un lac

marxiste-léniniste... Notre pays ne s'est jamais trouvé dans une situation aussi dangereuse sur le flanc sud. Le temps est venu de prendre une initiative. On ne peut plus repousser l'heure de la prise de décisions.

Le sang se transvasait...

sucre, peuvent être considérées non seulement comme le centre dynamique du

développement des « treize colonies » pour le soutien que la traite des Noirs apporta à l'industrie navale et aux distilleries de la Nouvelle-Angleterre. Elles constituèrent également le marché idéal pour le développement des exportations de vivres, de bois et d'équipements à destination des raffineries. Ce marché insuffia sa prospérité à

construits dans les chantiers des colons du Nord apportaient en grandes quantités

aux Caraïbes du poisson frais et fumé, de l'avoine et du grain, des haricots noirs, de

la farine, du beurre, des fromages, des oignons, des chevaux et des bovins, des bougies et du savon, des tissus, des planches de pin, de chêne et de cèdre pour l'emballage du sucre (Cuba eut la première scie à vapeur importée en Amérique latine, mais elle n'avait pas de bois à couper), et des douelles, des cerceaux, des

» Ainsi donc le sang se transvasait. Les pays développés se développaient ; et les

L'énergie de la mémoire

« Par chance, la réserve décisive de l'Amérique latine et des Caraïbes est une énergie capable de faire bouger le monde : c'est la périlleuse mémoire de nos peuples. Un immense patrimoine culturel antérieur à toute matière première, une matière première de caractère multiple qui toute la vie accompagne chacun de nos pas. Une culture de résistance qui se manifeste dans les ombres du langage, dans les vierges métisses — nos patronnes artisanales, — véritables miracles du peuple contre le pouvoir clérical colonisateur. Une culture de solidarité, qui se manifeste dans les excès criminels de notre nature indomptée ou dans la rébellion des peuples pour l'illustif et la commenciment l'une culture de metastation dans les misages indivènes.

l'identité et la souveraineté. Une culture de protestation dans les visages indigènes des anges artisanaux de nos temples ou dans la musique des neiges éternelles, qui

tûche de conjurer par la nostalgie les sourds pouvoirs de la mort. Une culture de la vie quotidienne qui se manifeste dans l'imagination de la cuisine, du monde d'habillement, de la superstition créatrice, des liturgies intimes de l'amour. Une

culture de fête, de transgression, de mystère, qui brise la camisole de force de la

réalité et réconcilie finalement la raison et l'imagination, la parole et le geste, et montre qu'il n'est pas de concept que tôt ou tard la vie ne dépasse.

Cette force-là tient à notre retard. Une énergie de nouveauté et de beauté qui nous appartient entièrement et avec laquelle nous nous suffisons à nous-mêmes, qui ne pourra être domestiquée ni par la voracité impériale, ni par la brutalité de

l'oppresseur interne, ni même par nos peurs immémoriales de traduire en parole les rêves les plus secrets.

« Les plantations des Caraïbes, condamnées à la monoculture de la canne à

nent des « treize colonies » pour le soutien que la traite des Noirs apporta

ue rurale et précocement manufacturière de l'Atlantique nord. Les navires

« ...Le bassin des Caraïbes, région de communications maritimes et centre de

(A New Inter-American Policy for the Eighties >. commu

sous le nom de « Document de Santa-Fé », élaboré par un

comité spécial de chercheurs, d'hommes politiques et de militaires américains à l'intention de l'administration républicaine, Washington, 1980.)

(Eduardo Galcano, les Veines ouvertes de l'Amérique

(Gabriel Garcia Marquez, Deuxième Rencontre des intellectuels pour la souveraineté des peuples de notre Amérique, La Havane, 29 novembre 1985.)

latine, Terre humaine, Plon, Paris, 1981, pp. 115-116.)

Aluminum et la Reynolds Metal ont quitté la Jamaïque, important produc-teur de bauxite. Exxon a abandonné ses raffineries de pétrole dans les Antilles nécriandaises. La Gulf and Western a bradé - à des exilés cubains de Miami, les frères Fanjul, - l'empire de plantations sucrières, de terrains d'élevage et d'équipements hôteliers qu'elle possé-dait en République dominicaine.

Les raisons de cet exode, auquel participent des institutions financières telles que la Bank America, la Chase Manhattan Bank, la Royal Bank, tiennent à la baisse constante des prix des matières premières d'exportation sucre, bauxite, produits pétroliers, denrées agricoles - jointe à la faible demande des acheteurs.

Les Etats de la région ont subi un effondrement de leurs revenus, alors qu'ils devaient faire face à l'augmenta-tion rapide des prix des produits recours a un terri endettement. La Jamaïque et Trinitéet-Tobago, principaux pays anglo-phones du marché commun de la Caralbe, le CARICOM – qui a joué un rôle notable dans la signature des accords de Lomé entre la Communauté

économique européenne et les pays ACP (2), - ont une dette extérieure par tête d'habitant plus grande que celle de leurs voisins latino-américains les plus accablés.

Comme le Congrès américain n'a pas approuvé une loi accordant des crédits d'impôts aux sociétés qui s'implanteraient dans la région, les autorités locales placent leurs espoirs dans l'arrivée d'autres investisseurs étrangers. De rares Israéliens se lancent dans des cultures « spéculatives » (fruits, légumes, horticulture). Des Japonais apportent leur savoir-faire. Ce sout des cas isolés. La méfiance prédomine chez les hommes d'affaires - Européens notamment, - inquiets devant des situations sociales explosives et l'instabilité politique.

La chute du dictateur Jean-Claude Duvalier, en Harti, n'a pas soulagé de l'effroyable pauvreté une population de 5 millions d'habitants, obligés d'émi-grer en masse vers la Floride au péril de leur vie. Les Haïtiens ont adopté en mars 1987 une Constitution extrêmement avancée, qui garantit le droit de tous à la santé et à l'éducation, et qui crée un institut de réforme agraire. Mais, le 25 juillet dernier, à Jean-Rabel, une centaine de paysans sans terre qui manifestaient pacifiquement ont été massacrés par des « toutons macoutes » an service des grands propriétaires fonciers. Le décalage entre cette réalité tragique et un beau texte constitutionnel se fait de plus en plus insupportable. Des élections libres et démocratiques pourront-elles réelle-ment se tenir à la fin du mois de

C'est justement parce qu'il craignait de forts remous dans cette région, qualifiée d'« artère stratégique et comm ciale de premier ordre pour les Etats-Unis », que le gouvernement de M. Ronald Reagan avait lancé en 1984 l'initiative pour le bassin des Caraïbes (CBI), dont les objectifs étaient d'établir une vaste zone de libre-échange, de donner un coup de fouet aux investissements privés et d'augmenter l'aide financière américaine. A présent, les pays < bénéficiaires > se sentent dupés (3). S'il est vrai que certains produits (fruits de mer, citrons, jouets, articles électroniques, etc.) entrent sans taxes douanières sur le marché américain, des productions essentielles comme les textiles, le cuir. les produits pétroliers ne peuvent franchir des barrières protectionnistes que les lobbies concernés ont tout fait pour sauvegarder.

En outre, durant ces quatre dernières années, les Etats-Unis ont réduit de 41 % leurs quotas d'importation de sucre en provenance des Caraïbes, car ils protègent leurs propres planteurs, déjà atteints par un recul de la consommation intérieure au profit d'édulcorants. Le premier ministre de Saint-Christophe-et-Nevis, M. Kennedy Simonds, a adressé une lettre de protestation à Washington dans laquelle il dénonce le « coup dévastateur » porté à l'économie de son pays (quarantecinq mille habitants) par une décision qui contredit les principes de la CBI. La grogne et l'inquiétude ont poussé les îles de l'Organisation des Etats de l'Est caraïbe (OECS), qui totalisent près d'un demi-million d'habitants et près de 3 000 kilomètres carrés, à engager

des pourparlers afin de former une fédération permettant la libre circulation des personnes et des biens entre

Etats membres. La Grenade est, elle aussi, bien placée pour se sentir flonée. Après que les Etats-Unis curent engrangé les bénéfices politiques qu'ils souhaitaient tirer de leur intervention militaire d'octobre 1983, ils n'ont pas envisagé de porter à bout de bras cette petite île qui, pas plus que ses voisines, ne bénéficie des prêts privilégiés de la Banque mon-diale, alors que sa surface financière ne lui permet pas de recourir à des crédits

Certes, la presse américaine a vanté, à propos des Grenadiens, la « valeur d'une force de travail jeune, anglo-phone, payée à 4,5 dollars par jour, ce qui est encore élevé par rapport aux 3 dollars payés en Hatti, mais ce qui représente tout de même une affaire quand on pense aux prix pratiqués en Amérique centrale, en Extrême-Orient

vices), d'autant que les investissements à l'intérieur du territoire portoricain se saisaient moins attractifs à cause du traitement préférentiel octroyé à d'autres pays de la CBL M. Hernandez Colon tente de desserrer la dépendance de son pays face an marché américain en sollicitant des capitanx japonais et européens et en développant des « entreprises jumelles » avec ses voisins caraibes. Mais cette dépendance est inscrite au cœur même du système politique de Porto-Rico, « Etat libre asso-cié » des Etats-Unis depuis 1952, accueillant des bases militaires et objet d'une entreprise de « dépersonnalisation » culturelle depuis qu'elle a été cédée par l'Espagne au tournant du siè. cle. Tout citoyens américains qu'ils sont, les Porto-Ricains ne peuvent choi-sir le président des Etats-Unis, et leur représentant au Congrès n'a pas le droit de voter au moment d'approuver une loi. Constatant chez ces citoyens, « contents mais humiliés », la sentiment de subir une « émasculation poli-

A STATE OF S un aff A STATE OF THE STA

The same of the same

temple the second

des des

The state of the state of

AND THE RESERVE SA

20 Sept.

A THE STREET STREET SAME

Entraria de la companya de la compan

The second secon

The same of the sa

The second of the second of the second

THE SECOND

State to M. Erakine

THE STATE OF THE CHARGE

A CONTRACTOR OF THE STATE OF

The second second section of the later

THE PROPERTY OF THE PARTY.

graft statement of the gard prints.

Attended to the title

Marie and the second se

Table to the complete

The am de shape of the w

33 films of them have been

Extra tour mundrer russ, the day

Part Result of the got Mean appropriate to

material and the relation

at the confidence of the confi

医医囊切除性切除性 医内脏性髓炎

Tructors of constants

Party to place of the or lettern.

Bentan in the little

Britte das te fin in un die Geffe

ALL POSTS IN THE THEFT AND

Apriliant in man his dipage

The street are the fun in Piles.

Anteren einere eine eine

Time mir Franch von ge gie bell

Berten and bert bereitete de

State of the Property of the B.

Representation of the control of the

AND INCOME THE PERSON

the agency to training a front

Antonia inden im fe dreit

Party Community Con Congress Sec

The per manager of the mature

actique traverse suba. " n'est

ista pour en direveners, de tou-

ting paint cross or domentates.

de de le constituent comme

at part Si es dermet souffee

of or places on emeath, a) &

50 505 \$1.5.00 -7 55.40128c :

the comment of society

an affaire à ses autrefeurs et à

Sales fiet et schappe de

distante de como el Cautres

A SOCIAL SET SET SET SET SET

MRSS of the Street of the fourther

Anthers barne des trems C'eque Sale Constitution of the sale of the sale

a the security of the Countries process

Secretaria de la companya de la comp

glodie are a transmission delaris

The second of supposation

MANGE CONTROL OF STREET

San fail e

35000

1000

all the second of the

- X-1-- 1-1

J-12 - "

State of the state



LA COUPE DE LA CANNE A SUCRE AUX ANTILLES (gravere de 1878)

et dans d'autres centres traditionnels de travail bon marché (4) ». Les investisseurs privés ne se sont pas bousculés pour autant... Auraient-ils d'ailleurs résolu les problèmes structurels de ce « micro-Etat » sous-développé, dépendant du tourisme et de l'exportation de la noix muscade? L'actuel gouvernement du Nouveau Parti national, coalition conduite par M. Herbert Blaize, a abandonné la plupart des programmes sociaux et des réformes entreprises entre 1972 et 1983 par Maurice Bishop avant qu'il ne meure assassiné par un

groupe de sa propre formation. Très populaire, ce dernier avait donné à la microscopique Grenade le sentiment nouveau de la souveraineté nationale, de la dignité recouvrée après la dictature ubuesque d'Eric Gairy. Mais ce que Maurice Bishop avait transmis à son peuple n'est peut-être pas aussi mort qu'on le croit.

Pas plus que ne meurt, dans un autre protectorat américain d'une tout autre dimension, Porto-Rico, l'aspiration à être libre et souverain.

tique et une absence de souveraineté », le reporter Robert Graham estimait récemment, que « sur le plan émotionnel, la plupart des Porto-Ricains sont indépendantistes dans leur cœur (5) ». Favorable à l'annexion, le Nouveau Parti progressiste (PNP) a été battu lors des élections législatives de 1984.

L'hériture de l'économie de plantation.

Quant au Parti démocratique populaire (PPD), actuellement majoritaire, il propose davantage d'autonomie et une interprétation plus souple du statut actuel. C'est sur ces bases qu'il se bat-tra aux élections de 1988. Les propositions du Parti indépendantiste portori-cain (PIP) de M. Ruben Berrios et du Parti socialiste portoricain de M. Carlos Gallisa, partisans de l'indé-pendance complète, continuent de faire peur (6). Dans les écoles, on explique aux enfants, dès les classes primaires, que Porto-Rico est un très petit pays dépourvu de ressources naturelles – il importe 80 % de ses aliments, parmi lesquels le café et la banane, — qu'il doit savoir gré aux Etats-Unis de leur protection et que, si celle-ci lui faisait un jour défaut, il serait une proie idéale

pour Cuba et le communisme. Une partie des élites politiques actives dans les Etats carafbes tiennent en estime la révolution cubaine. C'est ce que l'on sent affleurer dans le chapitre consacré au « castrisme », à la fin de l'œuvre maîtresse écrite par l'ancien premier ministre de Trinité-et-Tobago, Eric Williams, historien décédé en 1985 (7). Bien qu'il fût de pensée conservatrics il s'inclinait devent le conservatrice, il s'inclinait devant la détermination de Cuba à « transformer ses structures économiques et sociales » et à « affirmer son identité nationale », tout en déplorant que, pour ce faire, elle eut recours à des

(1) Marc Durin, «Caraïbes, l'exode des vestisseurs», *le Figaro*, 2 avril 1986.

(2) Les premiers ministres trinitéen, bar-badien, jamalcain et guyanais réunis à Cha-guaramas (Trinité) signèrent, le 4 juillet 1973, l'acte de naissance de la Communauté et du marché commun de la Caralbe (CARI-COM), qui regroupe les anciennes colonies britanniques de la zone.

(3) Ces pays « bénéficiaires » sont :
Antigus-et-Barbuda, les Antilles néerlandaises, la Barbade, Belize, le Costa-Rica, la
Dominique, la République dominicaine, El
Salvador, Grenade, le Guatemala, Hafti, le
Honduras, les Iles Vierges britanniques, la
JamaIque, Montserrat, Panama, SaintChristophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, SaintVincent-et-Grenadines, Trinité-et-Tobago.

(4) New York Times, 6 juillet 1984. (5) Robert Graham, « Pneno-Rico, a Very pecial Relationship », Financial Times. Special Relat 27 mars 1987.

(6) José Luis Mendez, « Vers un statut de « République associée » pour Porto-Rico? », le Monde diplomatique, janvier 1987. (7) Eric Williams, De Christophe Colomb à Fidel Castro. L'histoire des Caraïbes, 1492-1969, Présence africaine, Paris, 1975.

« Indépendantistes dans leur cœur » « PORTO-RICO représente un modèle d'industrialisation rapide et efficace. Au cours des trente dernières années, nous avons évolué d'une société fondée sur l'agriculture vers une autre, hautement industrialisée et utilisant des technologies de pointe », proclamait récemment le gou-verneur de Porto-Rico, M. Rafael Hernandez Colon, dans un supplément du Financial Times où il invitait les chefs d'entreprise du monde entier à se tourner davantage vers cette . place uni-

que (5) ». Porto-Rico a livré une concurrence achamée à plusieurs pays asiatiques (Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hongkong) pour conquérir le marché américain en produisant des articles industriels à un coût très bas. Son principal atout : une clause spéciale - la section 936 du code fédéral des impôts - selon laquelle l'administration des Etats-Unis exonère d'une grande partie des taxes fédérales les compagnies qui effectuent des investissements dans l'île. Encouragés par l'exemption fis-cale, et aussi par le niveau des salaires versés aux Porto-Ricains, les capitaux sont allés surtout, jusqu'au milieu des années 60, vers l'industrie textile et d'autres branches de l'industrie légère. Puis ils se sont tournés vers la pétrochimie et le raffinage du brut, activités que le renchérissement du pétrole a ralenties, non sans qu'elles aient entraîné une forte dégradation de l'environnement.

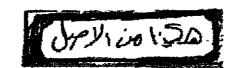
Aujourd'hui, les investissements se concentrent dans les industries pharmaceutiques et électroniques. Les firmes Pfizer, Abott, Bristol Myers, Johnson and Johnson, General Electric travaillent avec de la matière première importée, tout comme la technologie, et mettent au point des produits semimanufacturés que les maisons-mères se chargent d'achever.

Si les sociétés ont enregistré d'importants profits, il n'en a pas été de même pour la population. Certes, le niveau de vie (en moyenne) est élevé, bien que bon nombre des 3,2 millions d'habitants dépendent de programmes d'assistance pour leur nourriture. Le chômage chronique atteint 16 % selon les chiffres officiels, mais son indice réel se situe à un niveau supérieur, avec un facteur aggravant : parmi les jeunes de seize à vingt-cinq ans, il atteint plus de 50 %, ce qui explique l'augmentation de la criminalité et de la délin-quance. L'économie dite souterraine, liée au trafic de drogne, à la prostim-tion, au jeu, se développe sous le contrôle de « parrains » protégés par certains chefs de la police. Tandis que les touristes viennent profiter des beautés coloniales de San-Juan - le tourisme, principale activité économique, rapporte quelque 600 millions de dollars par an, - les chômeurs émi-grent vers les Etats-Unis, où les employeurs de main-d'œuvre à bon marché font toujours la chasse aux « Latinos ».

La décision du président Ronald Reagan de réduire de 20 % l'aide fédérale a eu des conséquences très dures pour l'économie (fermeture d'usines, arrêt de travaux prévus dans les serRépublique dominication deux bombes à m

1 1 T

the territories longue por deux pays de deux pays diene son tous deux piones Solder economistic of les Action Social and de sera de la faction de la constante de la co the prince de réactivation Section and change and the distinct of assemblage, garder spines (granches aguin-Seedly fiscant consomina-



FE-ET-TOBAGO

Fintérieur du territoire paroité de la control de la contr vices), d'autant que les invessi traitement préférentiel à capité de la CBI. M. libre de desserrer la de la CBI. Colon tente de desserrer la dig de son pays face au marché interes sollicitant des capitaux interes et en dévelonment suropéens et en développar la centreprises jumelles - avects Mais cette démande pathes. Mais cette dépend discrite au cœur même du synta tique de Porto-Rico, Etat librade des Etats-Unis depuis acceptillent des bases militaire et d'une entreprise de adéposation de culturelle depuis qu'elle il contaire de depuis qu'els il sociée par l'Espagne au tourant le containe de la containe de seprésentant au Congrès n's R. droit de voter au moment d'app ane los Constatant chez ces con consents mais humilies, ke

mont de subir une · émascula

ANTILLES (graver de 1876)

at une absence de souvering porter Robert Graham etc. **ncas**, que « sur le planées La pluper: des Porto-Ricons dantistes dans leur ceurs. worable & Pannesion, le Note progressiste (PNP) a bit des elections législatives de B en an Parti démocratique pour (PD), actuellement majorian riognee davantage d'autonomes: H. C'est sur des bases qu'il : me and Clections de 1988. La pa mer du Parti independantité parti. (PIP) de M. Ruben Bems: Parti socialiste portantit. M. Carlos Gallisa, parisans dels Charce Complète, conuncenté pener (6). Dans im écoles, or es les confacts, des les clases per ene Parto-Rico est un tris par contra de resentates talings. Importe 80 % de ses alment F tels le cale et la benent det asvoir gre dun Elitabliste noction et que, si celle-il lub portoction et que, si serait une prais pour Cube et le communisme.

setting dans les Etals carefor E en estime la resolution subunt 0 der Lou sent affentet dampe art consecré 2u - astrone THE PIC MAINTENANT COME ME ministre de Tratecha Williams, Essonen des 1985 (7) Bien qu'il für de Franche de Cuba à e maffe HEE STRUCTURES economités seriales - Ct & - uffirmer son Honole . Will en deplatie or faire, elie eut reami

Une partie des chies per

(1) Marc Duran . Carafres | 100 Mars a la Figure 2 orti (th (1) La premier masus mil The premiers ministed to the premiers of systems to the premier of systems to the premiers of the control of th

(3) Cas pays bénéficiant à Barbuda. Its Aculle à Barbuda. Its Aculle à Barbuda. Its Aculle à Cort le Barbude. Beitze, d'Orde de Cort le Républie de Cort le Républie de Cort le Républie de Cort le Barbude. Its Barbude de Cort le Grande. La Barbude de Cort le Grande. La Barbude de Cort le Grande. La New York Times, 6 palled 18 Cobort Graham, Purching Relationship . Finner Mental des Merces per per Rice Williams, De Control

Control L'Austines des Control

M. Pubmane afronier, Park 195

UNE MOSAIQUE ÉCLATÉE

araibe zone sinistrée

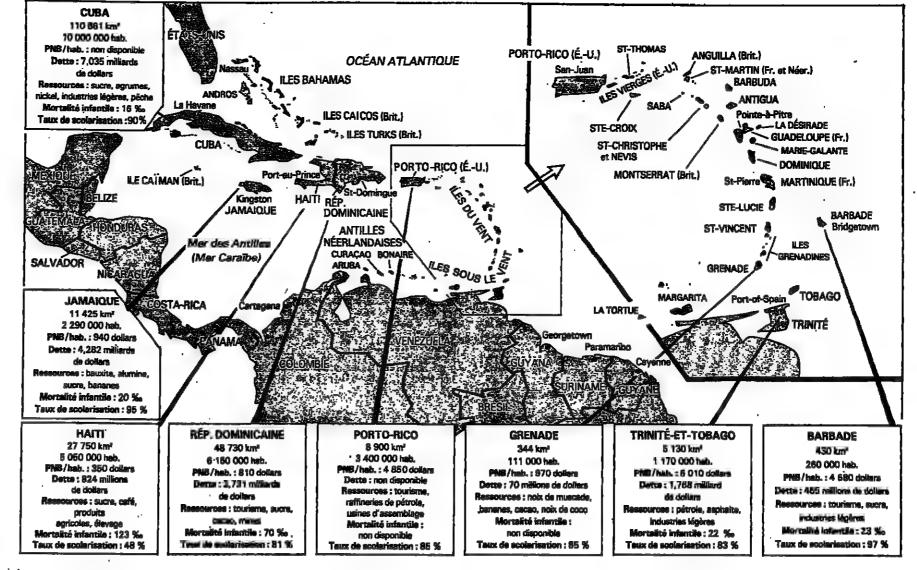
« méthodes totalitaires ». Avec un art très consommé de la nuance, il précisait à ce sujet : « La révolution cubaine a beau être, sans conteste, un régime totalitaire, on ne peut mettre en doute l'enthousiasme et l'engagement populaires. » Enfin, il estimait que la « domination russe » sur l'économie était « moins néfaste que l'ancien contrôle américain, même si l'exemple de Cuba n'en a pas moins mis en lumière la faiblesse fondamentale des pays antiliais, la tendance à rechercher des soutiens à l'extérieur»

Aujourd'hui, plusieurs leaders de la région entretiennent avec le régime cubain des relations amicales : l'ancien président Juan Bosch, et son Parti de libération nationale (PLN), dont l'audience ne cesse de s'étendre en République dominicaine; les dirigeants du Parti travailliste démocratique de la Barbade (DLP, socialiste). fondé par Errol Barrow, Entre son retour au pouvoir aux élections de mai 1986, fort mal vu par Washington, et son décès soudain le 1« juin 1987, il a eu le temps et la volonté de freiner la constitution de la « force armée multinationale des Caraïbes orientales», que les Américains avaient mise sur pied afin d'intervenir en cas de « basculement à gauche » d'un pays de la égion. Son successeur, M. Erskine indiford, est résolu à poursuivre dans la voie d'une politique nationaliste et progressiste. En dépit de ses modestes roportions, la Barbade, qui vit du touisme et de l'industrie sucrière, exerce un indéniable leadership sur ses petits voisins, et même sur la Jamaïque. Là, récisément, les élections municipales de juillet 1986 out donné une victoire écrasante à l'ancien premier ministre Michael Manley (1972-1980), dirigeant du Parti national du peuple (PNP), bou ami de Cuba, et qui a toutes les chances de revenir au pouvoir en 1988.

Ainsi, après deux mandats successifs de M. Ronald Reagan, et malgré ses efforts pour modifier à son avantage le rapport des forces, le bassin caraïbe se trouve devant une situation paradoxale : les deux principaux pays du CARICOM, la Barbade et la Jamaïque, ont ou auront à leur tête les partis qui, dans les années 70, ont adopté une politique de non-alignement, assumé des positions de plus en plus indépendantes en matière de politique extérieure et établi des relations cordiales avec Cuba. Pourquoi, sinon parce que Cube est vue comme un membre à part entière de l'espace caraïbe, sur le plan culturel notamment, et parce qu'elle a adopté face aux Etats-Unis ce qu'un chercheur a appelé la « souveraineté de la résistance (8) » ? Parce qu'elle a réussi également de hautes perfor-mances pour la satisfaction des besoins populaires : le droit au travail, le droit à la santé, le droit à l'éducation, le droit à l'alimentation. Aux yeux des populations voisines démunies, ces acquis ne sont pas minces.

Malgré la très mauvaise conjoncture financière que traverse Cuba, il n'est pas question pour les dirigeants de toucher à ces quatre droits fondamentaux, pas plus qu'au développement économique du pays. Si ce dernier souffre terriblement du blocus américain, il a toutefois sur ses voisins un avantage: appartenant à la communauté socialiste, il a affaire à des acheteurs et à des fournisseurs stables. En échange de certaines quantités de sucre et d'autres produits achetés à de bonnes conditions, PURSS et ses alliés lui fournissont la majeure partie des biens d'équipement et de consommation requis.

C'est une sécurité dont d'autres pays sous-développés ne jouissent pas. Pas plus qu'ils ne reçoivent une side comparable à celle que reçoit Cuba depuis vingt-sept ans, comme le rappelait, dans le Monde diplomatique, l'écrivain Mario Vargas Llosa, dont l'anticommunisme est sans faille (9).



Une grande diversité de statuts politiques

REPUBLIOUES

Cuba; Haiti; République dominicaine; Trinité-at-Tobago; Guyana; Suri-

ÉTATS INDÉPENDANTS **MEMBRES DU COMMONWEALTH**

Antigua-et-Barbuda; Bahamas; Barbade ; Belize ; Dominique ; Grenade dépendances : Carriecou et Petite-Martinique, dans les Grenadines

Lucie ; Saint-Vincent-st-Grenadines ; Saint-Christophe-et-Nevis. DÉPARTEMENTS FRANÇAIS

Guadeloupe (dépendances : Désirade, Marie-Galante, Saint-Barthélemy, Saintes, partie septentrionale de Saint-Martini ; Martinique ; Guyane.

ANTILLES **AMÉRICAINES**

O Territoire extérieur des Etats-Unis : Vierges américaines : SainteCroix, Saint-John, Saint-Thomas. Etat libro associé : Porto-Rico (dépendances : Vieques, Culebra, Mona).

ANTILLES BRITANNIOUES

Colonie de la couronne :

Bermudes Territoires dépendants semi-Anguilla ; iles Calmans ; Montserrat ;

tanniques : Tortola, Virgin Gorda, Anegada.

ANTILLES NĒERLANDAISES

 Statut particulier : Aruba.

 Autonomie interne : Bonaire; Curação; Saba; Saint-Eustache ; partis méridionale de Saint-Martin.

Cuba réalise tout de même 13 % de es avec le monde canitaliste Mais ses revenus en devises convertique sonhaitait le président Reagan. A Genève, en mars dernier, le Costa-Rica a été le seul pays latino-américain à suivre les Etats-Unis, qui tentaient d'asseoir Cuba au banc des accusés pour . violation des droits de

bles ont diminué de 50 % et la réduction des importations payables en devises est du même ordre en 1987. D'où la mise en œuvre de « mesures d'austérité » et surtout, d'une cempeene de « rectification ». Inefficacité et faible productivité des entreprises, place de l'initiative privée, fonctionnement de la « démocratie socialiste », travail des militants communistes, lutte contre la corruption et les privilèges, tels sont les sujets auxquels M. Fidel Castro donne la priorité, tout en continuant à mener une politique extérieure ambiticuse. Jamais La Havane n'avait renoué à la fois autant de liens diplomatiques, économiques, culturels avec les membres de la «famille» latinoaméricaine: Mexique, Bolivie, Uruguay, Brésil, Equateur, Pérou, Argentine, Panama et Nicaragua, sur le continent, et, dans les Caraïbes, Guyana, la Barbade, Trinité-et-Tobago. On est très loin de l'isolement

République dominicaine et Jamaique : deux bombes à retardement

A UTRES revers, à plus longue por-tée ceux-là : les deux pays caraïbes dont Washington voulait faire des « vitrines » du capitalisme prospère et de la liberté sont tous deux plongés dans le marasme économique et les convulsions sociales.

1978-1986 : les huit années de gou-vernement social-démocrate du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), membre de l'Internationale socialiste, ont ouvert une phase de réactivation des formes démocratiques représentatives. Mais elles n'ont rien changé à un modèle de développement qui respecte les impératifs américains : agriculture et élevage d'exportation, industrialisation à base d'usines d'assemblage, situées dans les zones franches, véritables « paradis fiscaux » consomma-

teurs d'une main-d'œuvre à bon marché, essor d'un tourisme de luxe, etc. Les problèmes sociaux ont pris un tour aigu avec « les émeutes de la faim » d'avril 1984, réprimées dans le sang par l'ancien président Jorge Blanco (1982-1986), maintenant sons mandat d'arrêt pour malversations dans des achats effectués par les forces armées. C'est précisément la bataille contre la corruption que l'actuel président, l'octogénaire Joaquim Balaguer entre 1966 et 1978, il gouverna le pays d'une main de fer, en bon disciple qu'il était du dictateur Rafael Trujillo, - a placée au centre de sa fiévreuse activité, caractérisée aussi par le désir d'améliorer le sort des paysans, sa grande base electorale. Se souciant fort peu de consulter son Parti réformiste social-chrétien (droite), ce patriarche aveugle bat les campagnes pour dénoncer les abus des latifundistes ou des militaires, et gagne, auprès des âmes simples, une auréole de sainteté.

Rien ne dit qu'il pourra et voudre remettre en marche la réforme agraire qu'il avait jadis commencée, dans ce pays où 0,07 % des propriétaires ter-riens détiennent 45 % de la surface cultivable, à côté de trois cent mille familles de paysans privées de terres. Mais ses propos subversifs - « Celul qui travaille la terre, celui qui la féconde avec la sueur de son front est, par la volonté de Dieu, le maître de cette terre (10) » — risquent d'alimen-ter de futures révoltes. Le succès de la grève générale organisée le 28 juillet dernier par les syndicats, qui réclament une augmentation de 60 % du salaire minimal (75 dollars, soit 250 pesos), a fortement irrité le président Balaguer. En habile politicien qu'il est, il sait cependant flatter l'opinion publique en déclarant que la dette extérieure est « impossible à payer » et en désapprouvant les prétentions du Fonds monétaire international à « dicter des solutions incompatibles avec la dignité dominicaine ». En revanche, au cours de ses sept

ans de pouvoir, l'actuel premier minis-tre de la Jamaïque, M. Edward Seaga, et son Parti travailliste jamaïcain (JLP, conservateur) ont suivi à la lettre les recettes du FMI, de la Banque mondiale et des conseillers américains. Les résultats sont mauvais : stagnation de l'économie, déjà frappée par la mévente de la bauxite, alourdissement de la dette (42 % du budget sont consacrés an paiement des intérêts), dévaluation catastrophique du dollar jamaïcain, dégradation brutale des conditions de vie de la population. Désavoué lors des dernières élections municipales, M. Edward Seaga s'acharnera certainement - en recon-rant si nécessaire à la violence politique contre ses adversaires, - non seule-ment à tenir jusqu'en décembre 1988, date légale des élections législatives, mais à barrer la route au « socialisme démocratique » de M. Michael Manley. Ce dernier affirme, notamment, vouloir redonner à la politique extérieure de son pays plus d'autonomie, une orientation nationaliste, et travailler à l'instauration d'un nouvel ordre nique mondial.

Res Turks et Calcos ; Res Vierges bri-

Un objectif auquel souscrit le premier ministre de Trinité-et-Tobago, M. Arthur Napoleon Raymond Robinson, dont le triomple, le 16 décembre 1986, a représenté, selon la presse locale, un « tremblement de terre ». La coalition qu'il dirige, l'Alliance nationale pour la reconstruction (NAR), a en effet mis fin au long règne du Mouvement national du peuple (PNM), dont l'influence dépendait surtout du charisme de feu Eric Williams. M. Robinson, animé d'un vif esprit « intégrationniste » et attaché au Mouvement des non-alignés, aspire à diversifier l'économie nationale, rudement atteinte par la chute des prix du pétrole. Il pense que « le protection-nisme, les termes injustes de l'échange commercial et le coût élevé du transfert de technologie des pays déve-loppés ont fait basculer de nombreux Etats en voie de développement dans le cercle vicieux de l'endettement (11). » Quelle nation des Caraïbes, quel que

soit son régime politique, n'appronve-rait ce constat ? L'amertume se double de profondes incertitudes : déclin de l'agro-industrie traditionnelle, énormes difficultés rencontrées par des îles exportatrices de matières premières et productrices de loisirs, transformations

en cours dans les économies de pays industrialisés laissent entrevoir une modification de la «spécialisation» des Caraïbes dans le marché mondial. La région - Cuba mise à part ira-t-elle de plus en plus vers un développement « asiatique », fondé sur une stratégie de promotion des exportations à partir des zones franches, avec tous les déséquilibres que suppose cette accentuation du caractère extraverti et dépendant des économies locales? Réussira-t-elle, au contraire, à favoriser - en particulier par le bisis d'une intégration bien comprise - un développement plus autocentré, répondant aux besoins des populations locales (12) ? Les États-Unis lui en laisseront-ils le choix? Comme pour d'autres puissances occidentales présentes dans l'archipel, tel serait pourtant leur

FRANÇOISE BARTHELEMY.

(8) Pierre-Alain Bléraid, « Les veriations de la souveraineté : de l'intégration à la résis-tance », numéro e spécial Carathes », Revue politique et parlementaire, n° 924, juillet-sofit 1986.

(9) Le Monde diplomatique, mai 1987. (10) José Comas, « La transformacion del mor presidente », *El Pals*, 24 mai 1987. (11) Financial Times, 20 mars 1987. (12) Canute James, «Self-help in the Caribbean», Financial Times, 12 août 1987.

Mémoire du nazisme en RFA et en RDA Sonia Combe, Anne-Marie Roviello, Alfred Grosser Christian Bouchindhomme et Rainer Rochlitz Lumières sur Gorbatchev Agnès Hefler et Paul Thibaud L'attente polonaise Interview d'Adam Michnik

Octobre 1987, 58 F

212 rue Saint-Martin 75003 Paris Tél. 48 04 92 90 CCP Paris 1154-51 w

Le Burundi, au-delà de la « révolution de palais »

UELLES raisons ont poussé, le 3 septembre dernier, le major Pierre Buyoya à s'emparer du pouvoir au Burundi et à renverser M. Jean-Baptiste Bagam? Les mesures adoptées par l'ancien président à l'encontre des catholiques (65 % de la population) et de l'Eglise elle-même comptent sans doute parmi les mobiles des auteurs du coup d'Etat. Mais, plus profondément, subsiste le problème majeur du pays : celui d'un régime s'appuyant sur une minorité tutsi (15 % de la population), et redoutant que des activités échappant à son contrôle ne mobilisent la majorité hutu brimée dans l'exercice de ses droits.

- Par COLETTE BRAECKMAN

LORS qu'il assistait au sommet francophone de Québec, le 3 septembre, le président du Burundi, M. Jean-Baptiste Bagaza, fut soudainement renversé par l'un de ses proches, le major Pierre Buyoya, sans violence aucune. Depuis lors, une impression de soulagement règne à Bujumbura, la capitale : plusieurs cen-taines de détenus ont été libérés, dont trois prêtres et deux catéchistes, ainsi qu'une quarantaine de personnalités appartenant à l'ethnie hutu. Les mesures qui limitaient la liberté d'action de l'Eglise catholique ont été rapportées, et le chef de la Sûreté, un eté limogé. Provisoirement, la Conseil rsonnage craint dans tout le pays, a militaire de salut national assume tous les pouvoirs, le parti unique et l'Assemblée nationale ayant été dissous.

A première vue, il s'agit donc, dans ce petit pays de cinq millions d'habitants, d'une « révolution de palais », d'un règlement de comptes entre militaires. Simple péripétie, en somme? Les dérives du régime du président Bagaza, dans les derniers mois qui précédèrent sa destitution, suffiraient à expliquer sa disgrâce. Orgueilleux, solitaire, le président avait multiplié les inimitiés au sein de sa propre caste, le groupe des Himas, appartenant à l'ethnie des Tutsis, sur lequel il avait assis son pouvoir. Il avait nommé des hommes liges à tous les postes-ciés et considérablement restreint les libertés

individuelles. Le pouvoir avait interdit l'organisation des marchés en semaine et strictement limité la durée des cérémonies de deuil et de mariage : tout se passait comme si, dans ce pays de collines où les paysans vivent dispersés, il fallait à tout prix empêcher les gens de se réunir, de s'organiser.

Mais ce qui finalement précipita la perte du régime Bagaza, c'est l'épreuve de force engagée avec l'Eglise catholique. Au cours des dernières années, les mesures visant à limiter ses activités s'étaient multipliées. Cette année encore, plus de 3 000 catéchistes qui assistaient les 107 prêtres nationaux avaient été démis de leurs fonctions ; le régime avait interdit les messes en semaine et les réunions de prière qui rassemblaient les fidèles sur les collines, au cours desquelles les paysans parlaient aussi de leur vie quotidienne, de leurs problèmes matériels et, à la longue, auraient peut-être entrepris de s'organiser comme, sous d'autres cieux, les « communautés chrétiennes de

base.».

Si l'Eglise officielle choisit de réagir avec une extrême modération, les fidèles, eux, considérèrent qu'il s'agissait là d'une véritable persécution religieuse. Persécution à laquelle d'autres religions n'échappaient d'ailleurs pas : les jours et les heures de prière des musulmans furent réglementés; témoins de Jéhovah et adventistes du

septième jour, ainsi que groupes protestants, durent aussi se soumettre à des règles strictes.

De telles dispositions furent mal accueillies par une population catholique à 65 %. Elles attirèrent, de surcroît, l'attention de la communauté internationale : par exemple, Amnesty International public plusieurs rapports alarmants et les relations avec la Belgique, l'ancienne métropole, se détériorèrent, Bruxelles suspendant certains projets de coopération. Les pressions qui s'exerçaient ainsi sur le pays incitère le major Buyoya à renverser un président qui cependant appartenait au même groupe ethnique et à la même région que lui. L'Eglise du Burundi apporte désormais son soutien sans réserves au nouveau dirigeant. Cependant les causes profondes du conflit demeurent.

Dans ce paya, qui fut administré par la Belgique après l'occupation allemande, l'Eglise accéda, à l'époque coloniale, à d'importantes responsabilités. Répartis dans tout le pays, disposant d'une puissance spirituelle et temporelle considérable, les missionnaires éduquaient, soignaient et, aussi, travaillaient en étroite collaboration avec les administrateurs coloniaux. Par la suite, l'Eglise poursuivit ses tâches sociales et spirituelles et il n'est pas étonnant que, un quart de siècle après l'indépendance, le gouvernement d'un paya souverain ait souhaité assurer lui-même l'éducation primaire :

95000 enfants ayant perdu l'accès aux « petits séminaires » ont déjà été réintégrés dans les écoles de l'Etat. De même, les autorités ont voulu prendre le contrôle du secteur de la santé et des nombreux dispensaires qui, dépendant de l'Eglise, sont tenus par des religieuses. Or, dans ce pays où la croissance démographique est de 2,96 %, le gouvernement prône la planification des naissances, mais aucune information sur ce sujet n'est dispensée dans

les institutions catholiques.

Très axée sur les valeurs spirituelles, soutenne par une population de tradition monothéiste, l'Église du Burundi n'a rien de révolutionnaire et seuls quelques missionnaires, italiens on espagnois, expulsés voilà longtemps, prèchaient naguère la « théologie de la libération ». La Conférence épiscopale, dont cinq évêques sur sept sont intsis, évita le plus longtemps possible

d'entrer en conflit avec le pouvoir.

Au-delà des querelles classiques, sinou anachroniques, entre l'Eglise et l'Etat se profile, en filigrane, le problème majeur du pays : le pouvoir est celui d'un régime minoritaire, s'appuyant sur l'ethnie tutai (15 % de la population) et redoutant que, à l'instar du Rwanda voisin, l'Eglise ne « conscientise », ne « mobilise » la majorité hutu, qui pourrait alors revendiquer ses droits. Tôt ou tard, les démélés avec l'Eglise risquent de se reproduire.

L'impératif de la réconciliation

DEPUIS 1972, en effet, le Burundi est un pays traumatisé. A cette époque, une brève révolte des Hutus, accompagnée de règlements de comptes au sein des groupes tutsis, fit quelque deux mille morts chez ces derniers. Cette révolte et la crainte inspirée par l'exemple du Rwanda (soutenue activement par l'Eglise, la « révolution rwandaise » avait porté les Hutus au pouvoir, des milliers de Tutsis avaient été massacrés et de nombreux autres avaient d'fuir) amenòrent les Tutsis du Burundi à déclencher contre leurs compatriotes hutus ce que l'on appela à l'époque un « génocide sélectif (1) ».

Avec l'accession au pouvoir du président Bagaza, en 1976, le sujet devint tabou au Burundi. Officiellement, on parle de réconciliation, on nie les différences ethniques, on loue la « symbiose » entre deux peuples qui partagent la même langue, la même culture et la même histoire. Mais, fût-îl nié, le problème demeure sous-jacent et, aujourd'hui comme hier, ce sont les Tutsis qui sont majoritaires dans l'armée, au gouvernement, dans l'administration, dans le haut clergé. Dans l'enseignement secondaire, les enfants hutus sont loin d'être représentés en fonction de leur nombre.

En outre, depuis la disparition de la monarchie qui, elle, se situait au dessus des ethnies, le Burundi est dirigé par les membres d'un seul groupe tutsi, celui des Himas, originaire du Sud et parfois considéré avec mépris par les Banyarugus du Nord, qui formaient, eux, l'entourage des souverains d'autrefois, les « mwamis ».

Le major Buyoya, comme son prédécesseur le président Bagaza, ou comme le président Micombero, responsable des massacres de 1972, est un Hima. Le groupe dominant veille simplement à remplacer les dirigeants issus de ses rangs dès lors qu'ils sont discrédirés on usés par le pouvoir.

Rien, dans les événements récents n'a modifié ce schéma. Et persiste le malaise qui hante la société, aux racines duquel se trouve l'aspiration au pouvoir de la majorité hutu, écartée des centres de décision, et qui ne se satisfait pas de la relative stabilité économique qui lui est proposée. Car au-delà de ce malaise ethnique, le Burundi offre l'image d'un pays bien géré : au cours des dernières années, des efforts considérables ont été accomplis pour assurer l'autosuffisance alimentaire améliorer l'état des routes, approvisionner les collines en électricité et en eau potable, développer les coopératives de production et regrouper en villages les paysans trop dispersés afin qu'ils puissent y bénéficier de services de santé on d'un meilleur encadrement agricole. Les cellules du parti sont, certes, des moyens de contrôle de la population, mais aussi des agents de développement, mobilisant les villageois à l'occasion de campagnes de vaccination ou de travaux collectifs comme l'entretien des routes ou la lutte contre l'érosion.

Un tel encadrement entrait en compétition directe avec les structures d'Eglise et, sur ce point, les récentes mesures d'apaisement n'ont pas non plus modifié les données du problème. Aussi longtemps qu'il demeurera entre les mains de la minorité tutal, le pouvoir se sentira vulnérable, menacé par toute forme d'organisation populaire hors des structures du parti ou de l'Etat.

(1) « Burundi since the Genocide », The Minority Rights Group Report, nº 20, Loudres, mai 1987.

wand D

MEWA RAMGOR

dien millions et desse de transmission de la million de betre du remain de Manuel de Manuel de million de moisses en extrait 183. Millions de moisses en extrait 183. Millions aurres a transmiller pour me familier de la million de la million

ga gand remancier place beloadens and pantal democratique pouvais about muste lengues a l'eravre dons son de liberation aussi baride qu'antique de liberation aussi baride qu'antique de Mesa Rampsoini, prett-file par different indier du Natal (NIC) and de siè a l'ANC. Pendant desse aussi l'antique de l'anni a pendant desse aussi de la lance de l'anni a pendant desse aussi de la lance de l'anni a pendant desse aussi de la lance de la la

ini 1985, seize um pennahies de l'Assigni min - meripes de tradusent rioquidant limite de la minue armere. l'errivair im sopules. Commence es 1982, Companies en prison et publis en l'impandere en publis en l'impandere en prison et publis en l'impandere en prison et publis en l'impandere en publis en l'impandere en publis en l'impandere en l'impandere en l'impandere en publis en l'impandere en publis en l'impandere en publis en l'impandere en l'impandere en l'impandere en publis en l'impandere en l'impander

ALERT I

Par European (Palice) (Palice) and Administration of the Control o



de control de la control de la company de la control de la

de la constante de constante de

Marter avan ca nine feet available le marter avan ca nine feet avan contre son charle le marter avan de descendre de descendre de les sen contre la avan le marter a honte et se coltre de la remercia de

VIVRE ET LUTTER EN AFRIQUE DU SUD

Broctre, depuis la disparition de la considéré avec mépris de la considéré de la consi sin des rumas, originaire de sal artois considéré avec mépris let augurugus du Nord, qui font par l'enfourage des souverains d'a cis, ies « mwamis ».

Le major Buyoya, comme managara on the président Micombero, response managers de 1972, en militarie de 1972, en militarie de lingia de la militarie d The proupe dominant veille sim tempheer les dirigeans issu sange dès lors qu'ils sont discribit

Rien, dans les événements Rion, dans us evenement for modifié ce schéma. Et pene processes qui hante la société. moir de la majorité hute de centres de décision, et qui et de la relative stabilité mique qui lui est proposée (le la laice ethnique le laice ethnique Acid de ce malaise ethnique le Bare cours des dernières années, des des considérables ont été accompia p parer l'antosuffisance aline Andiorer l'état des routes, appor ins les collines en électricité a qu sable, développer les coopéraine production et regrouper en villant paysens trop dispersos afin qu'il p est y bénéficier de services de es d'un meilleur encadrement app Tes cellules du parti sont certe moyens de contrôle de la popular moyens des agents de dévelor mobilisant les villageois à la de campagnes de vaccuain. de travata collectifs comme l'em ice soutes ou la lutte contre l'étan Le sei encadrement entrait an ion directe avec les amon Freier et, sur ce point, les res seres d'apaisement n'out pun se modifié les données du proble Annel longtemps qu'il demeuren e mains de la minorité tuta le la reception vuinerable, menoir forme d'organisation pour

> Durunde simes the Genocide, ? Rights Group Report # 1/2

Quand Durban sera libre

Par MEWA RAMGOBIN

Ils sont deux millions et demi de travailleurs noirs, en Afrique du Sad, à être recrutés sur contrat annuel dans l'économie blanche : tel Elias, le héros du roman de Mewa Ramgobin dont nous publicus ce mois-ci un extrait (1). Elles sout huit cent mille femmes noires à travailler pour une famille blanche, telle Lucy, la compagne d'Elias. Quand Durban sera libre nous révèle leur vie quotidienne. Portés par un style sobre, se dévloient les thèmes majeurs de la réalité sud-africaine : la lutte armée du Congrès national africain (ANC), le rôle éminent des femmes, le poids des Eglises et des chefs tribaux, la révolte des jeunes, les dilemmes du tibéralisme blanc... Un sahotage perpétré par l'ANC coûte à Elias une jambe, sou emploi, son logement. Et lorsque les bons maîtres de Lucy quitteront l'Afrique du Sud « pour ne pes avoir à se repentir plus tard », celle-ci, réduite à la prostitution, se forgera une conscience toujours plus aigué des fins et moyens de la latte.

Seul un grand romancier placé lui-même au tout premier rang du combat démocratique pouvait ainsi saisir, saus tabous, les déroutantes logiques à l'œuvre dans son pays; et en nourrir use volonté de libération aussi lucide qu'ardente. Né en 1932 au Natal, Mewa Ramgobin, petit-fils par alliance de Gandhi, dirige le Congrès indien du Natal (NIC) créé par le Mahatma en 1884 et allié à l'ANC. Pendant douze ans, il fut assigné à résidence; et « bonni » pendant dix-sept ans. En 1983, il devint présorier du tout nouveau Front démocratique uni (UDF).

En mai 1985, seize responsables de l'UDF - dont Mewa Ramgobin, - inculpés de trahison, risqualent la peine de mort. Le 9 décembre de la même amée, l'écrivain fut parmi les douze premiers acquittés. Commencé en 1982, Quand Durhau sera libre fut paracheré en prison et publié en 1986 à New-York.

JEAN-PIERRE RICHARD.

(1) Mewa Ramgobin, Quand Durban sera libre (titre original en anglais : Weiting to five. Vintage Books, Random House, New-York, 1986). Traduit de l'anglais sud-africain par Jean-Pierre Richard, à paraître sux éditions L'Harmattan, Paris, en novembre prochais.

AR un vendredi matin glacial, Elias quitta l'hôpital. On lui donna une paire de béquilles. Les techniciens de l'hôpital, avec l'aide des chirurgiens orthopédistes, avaient fait ce qu'il fallait avec la jambe artificielle qu'ils lui avaient fixée à la cuisse.

· A partir du genou, son dismètre se réduisait de plus en plus et elle se terminait par un rond. La partie aplatie qui remplacait la plante du pied n'avait pas plus d'une demi-douzaine de centimètres. On avait dit à Elias qu'avec le temps et l'habitude il arriverait à marcher sans béquilles. Cela lui prit environ trois mois; après quoi, il rendit les béquilles à l'hôpital comme l'exigeait la direction de l'établissement. Il avait appris à marcher avec une simple canne. Il boitait, mais il pouvait se déplacer.

Il se rendit, clopin-clopant, au bureau du contremaître. Il avait repris le travail. La secrétaire le renvoya au bureau des chemins de fer qui s'occupeit des pensions des employés. Elle lui en indique l'adresse, et Élies, avec son pilon, traversa Durban jusqu'à l'endroit indiqué. S'agissant de son travail, il fallait absolument qu'il sache à quoi s'en tenir. (...)

Elias laissa la marque de son pouce aux emplacements indiqués. Les deux témoins signèrent. Une fois les documents paraphés dans les règles, Elias se vit remettre une feuille.

« C'est une lettre qui a trait à la somme qui t'est allouée pour ta retraite.

- Ma retraite!

Elias, sous le coup du choc, lança un regard envieux au retraité blanc.

- Oui, dit l'interprète.

- Mais je ne peux tout de même pas partir en retraite? Je suis jeune encore? Je veux travailler. J'ai une femme et un

- C'est possible, dit l'interprète. Il ouvrit la porte et ordonna à Elias : Tu peux y aller maintenant. »

Elias sortit. La porte se referma derrière lui. Il resta là, à contempler les murs vides et morts du couloir de ce bâtiment administratif. Il n'avait pas encore recouvré ses esprits lorsque la porte se rouvrit dans son dos et le vieux Blanc passa fièrement à côté de lui, sens un mot, sans un regard. (...)

Elias, encore abasourdi, quitta les bureaux sans broncher. Il prit le chemin de la gare, pour rentrer à Kwa-Mashu, chez lui, revoir son file, revoir Lucy.

Quelqu'un l'aida à descendre du train. Ceux qui se trouvaient près de lui, notamment les plus agés, avaient peur de voir le train redémarrer avant qu'ils ne soient tous descendus. Une vicille de la township offrit son épaule à Elias pour qu'il y prenne appui au moment de descendre de wagon. À deux, ils y réussirent très bien, et Elias la remercia chaleureusement. En même temps, il s'en voulait. Il avait houte de son état. Et comme pour aggraver sa honte et sa colère, il était porteur d'un avis de mise à la retraire - à son âge ! Il avait le sentiment de ne plus servir à rien. Il rentra chez lui en boitant et, une fois arrivé, il expliqua à Lucy tout ce qui s'était passé.

« Tu ne crois pas qu'on devrait demander conseil à Peter Evenmore, qu'il nous dise quoi faire au sujet de mon travail ?

- Ce n'est pas une mauvaise idée. Au moins, il pourra lire la lettre et nous dire tout ce qui est écrit là, en petits caractères. Mais attendons lundi matin. De toute façon, il faut que j'aille travailler. On ira ensemble. »

U'EST-CE que c'est encore que cette histoire? demanda Peter Evenmore. - On m'a mis d'office à la retraite, répondit Elias, penaud. - Quoi? En retraite, à l'âge que tu as?

s'exclama Mary. - C'est ce qu'ils disent. »

Pendant que Peter lisait la lettre, Mary sortit sur le perron. Lucy la suivit. A l'écart des hommes, les deux femmes se regardèrent. Mary demanda :

« Lucy, qu'est-ce que vous allez faire, maintenant qu'Elias a perdu son emploi ? Et maintenant qu'il est unijambiste, qui va le prendre?

- Il va falloir réfléchir à la question tous les deux. Nous ne savons pas encore ce qu'Elias va faire. Mais en tout cas, moi, je sais ce que je vais faire. - C'est-à-dire?

- Ne jamais lui donner l'occasion de penser qu'il est désormais un homme diminué en quoi que ce soit,

- Tu as tout à fait raison. Rentrons voir ce que les hommes ont décidé. » Peter et Mary n'avaient pas encore fini d'examiner la notifi-

cation de mise à la retraite. Mary s'approcha de la rable de la salle à manger et lut la lettre par-dessus l'épaule de Peter : « Montant total de l'indemnité correspondant au taux d'invalidité fixé: 483 rands (1) », lutelle à voix haute. Elle relut le

paragraphe concerné. « Et c'est avec ca que ta es censé partir à la retraite?

- C'est ce que dit la lettre », répondit Peter.

Mary s'assit et se prit la tête dans les mains. Exaspérée, elle demanda :

« Elias, à combien se monte ton lover?

 5 rands 35 cents par mois. Et combien vous dépenses en nourriture, vêtements, savon, bougies, charbon - bref, pour tout ce que vous aves à

- On essaye de ne pas dépenser les 15 rands par mois. - Et vos traites pour les menhles?

- Deux rands quarante.

- Et combien tu gagnais? - Ça se montait aux envi-

rons de 9 livres par mois — c'est-à-dire 18 rands, en monnaie actuelle — si j'avais la possibilité de faire des heures supplémentaires.

- Et où trouviez-vous la différence entre ce que tu gagnais et ce que vous dépensiez en réalité?

On prenait sur ce que Lucy gagne chez vous.

- Je ne m'étais jamais rendu compte que...

- En général, nos maîtresses ne sont pas au courant de notre situation, coupe Lucy en reprenant la lettre sur la table.

- Bon. On a là un problème de taille. Essayons de voir comment le résoudre au mieux, intervint Peter Evenmore. Est-ce que tu as lu ce paragraphe-ci? » Il se tourna du côté d'Elias. « Le montant sera versé à un compte postal et un livret vous sera adressé. Une fois que vous serez en possession dudit livret, vous seres en droit de retirer, dans n'importe quel bureau de poste, jusqu'à 6 rands par mois.

- Ouoi ? s'exclama Mary.

- On avait vu, dit Lucy.

- Mais, au nom du Ciel, comment êtes-vous donc censés vous débrouiller? » s'écria Peter.

Il alla allumer sa pipe près de la fenêtre. Lucy dit:

- « Allez ! ce n'est pas la fin du monde. On va se débrouiller. Oui, on va bien trouver le moyen de s'en tirer. »

Elle s'approcha d'Elias. Ils n'étaient pas chez les Evenmore depuis un quart d'heure qu'elle disait déjà :

« Viens, Elias! il faut y aller. On a du pain sur la planche et on aurait intérêt à s'y mettre tout de suits.

- Attends, Lacy! supplia Mary. Vous ne pouvez tout de même pas partir comme ça, comme si rien ne s'était passé.

- Ne t'en va pas tout de suite, Lucy. Elias, s'il te plaît, reste encore un peu la renchérit Peter. Lui aussi, il les suppliait pres-

Ils se rassirent. Mary rompit le silence :

« Je veux que vous sachiez que je hais ce qui vous arrive. Si nous pouvons vous aider en quoi que ce soit, nous le ferons. N'est-ce pas, Peter ?

- Bien entendu. Là-deseus, n'ayez ancune crainte.

- Alors, qu'allons-nous faire ? demanda Mary. Je ne sais pas », répondit Peter.

A radio était restée allumée en sourdine. Peter saisit au passage une information qui attira son attention :

« _annoncent que s'agissant des deux explosions qui se sont produites dans la région de Johanneshourg samedi soir et qui ont entraîné la mort d'un indigène, il est désormais établi qu'un second non-Européen a été grièvement blessé. Son état est jugé critique. La première explosion visait un hureau de poste simé dans un faubourg à l'ouest du centre ville. La deunième a endommagé les hureaux administratifs du conseil municipal des townships indigènes. Dans les deux cas, on soupconne que ces actions sont l'œuvre de saboteurs. On a retrouvé à chaque fois, près du lieu de l'explosion, des tracts revendiquent

la responsabilité de ces attentats au nom d'une organisation dénommée Umkhonto we Sizwe (la Lance de la nation). Ladite organisation est liée au Congrès national africain (ANC) interdit. On n'a pas encore évalué les dégâts matériels occasionnés. La police publiera un nouveau communiqué une fois que l'enquête aura été menée à son terme. »

« C'est abominable ! s'exclama Peter, en éteignant la radio. C'est terrible, dit Elias discrètement, en regardant Lucy.

- Mais pourquoi diable les gens de ce pays sont-ils incapables de régler leurs différends autour d'une table? demanda Mary.

- On ne peut pas obliger les gens à venir s'asseoir à la table de négociation rien qu'avec des mors, lâcha Lucy.

Qu'est-ce que tu veux dire ? demanda Mary.

Quand les Noirs étaient faibles, ils voulaient s'asseoir à la table de négociation; mais les Blancs, qui étaient forts, ont refusé toute discussion. Vous voyez vous-mêmes le type de bâtiments qui sont la cible d'attaques. Les bureaux de poste appartiennent au gouvernement.

» Les bureaux des townships sont hals parce que les fonctionnaires qui y travaillent passent leur temps à nous bousculer et c'est eux qui nous disent où nous pouvons et où nous ne pouvons pas habiter. Vous savez qu'ils jettent nos affaires à la rue et qu'ils nous y jettent nous-mêmes au moindre retard dans le paiement du loyer, ou s'ils ont décidé de donner à quelqu'un d'autre la maison où on est. Leurs inspecteurs nous réveillent en pleine nuit pour vérifier nos pass. Alors, les Noirs protestent, et ils protestent de la seule façon qui leur reste. Ces actions montrent simplement que la coupe est pleine. Si on croit que nous allons oublier nos revendications uniquement perce que certaines organisations out été interdites... De nouvelles organisations vont voir le jour et nous conduire jusqu'à la liberté. Alors, peut-être accepterons-nous de discuter. »

Elias remarqua la vivacité avec laquelle Lucy s'adressait à ses employeurs. Il n'en pensait pas moins : « Une bombe dans un bureau de poste... des organisations secrètes... des actes de sabo-

tage dans les townships. Il doit certainement y avoir de meilleurs moyens d'agir. Les victimes sont noires. Un tué, un blessé – un blessé grave. Peutêtre s'est-il fait estropier; il doit sûrement souffrir. Je suis passé par là... »

« Ça suffit. Maintenant j'ai envie de partir, dit-il tout à

Oh? demanda Peter.

- Je veux retourner chez

- Pourquoi si brusquement?

- Je veux partir pour y voir plus clair dans ma tête.

- Tu ne peux pas le faire ici? Tu ne vas pas en discuter avec nous?

- Non. Ça ne sert à rien maintenant. Je sais ce qu'ils voulaient, les beas qui m'ont fait venir ici. Et je sais com-

ment ils se sont comportés envers moi. A présent, je veux y réfléchir et voir comment je vais me débrouiller pour survivre.

 Qu'est-ce que ta veux dire, Elias? demanda Mary sur le ton de la supplication.

C'est tout, madame. »

ARY se retourna vers son mari. Elle était déconcertée par la fermeté du ton d'Elias. Peter et elle se rappe-laient tous les deux comme Elias avait toujours été dépendant de leurs conseils et de leur aide, et qu'il leur en avait toujours été reconnaissant. L'attitude de Lucy n'était pas nouvelle. Mais Elias était leur chouchou noir, venu d'Umzinyathi avec une seule idée en tête : imiter leur propre mode de vie. Il avait l'air asses bien parti. Et voilà qu'il disait maintenant : « A partir d'aujourd'hui, je me débrouillerai tout

Peter demanda:

« Elies, es-tu bien certain que tu ne veux pas que nous t'aidions dans cette passe difficile ?

- Comment, Peter ? Les choses sont ce qu'elles sont.

- Mais tu ne peux même pas disposer de l'argent qu'ils t'ont

Non. Mais je peux retirer mon allocation hebdomadaire.
 Pour le reste, je me débrouillerai.

Tout le monde se tut pendant quelques instants. Lucy prit Themba dans ses bras et dit :

« Ton père a dit qu'il faut qu'on y aille. »

Elle garda pour elle le fond de sa pensée : « J'ai envie de savoir ce qu'Elias a dans le crâne. Je ne l'ai jamais vu comme ça. Ces nouveaux ennuis semblent susciter chez lui de nouvelles idées. Peut-être qu'aujourd'hui il va me faire une bonne

Pendant que Lucy prenait l'enfant, Elias essaya, avec mille poines, de se lever. Peter se précipita vers lui en disant :

« Attends ! je vais t'aider.

- Non, non, je vais me débrouiller. Je ne veux déranger per-

Mary était abasourdie. Lucy aussi ; elle sourit, de façon à encourager Elias. Elle était impatiente d'en savoir davantage.

« En route !»

Le ton d'Elias était sans appel.

Personne ne rappela à Lucy que, pour elle, c'était jour de travail.

(Copyright éditions L'Harmattan, Paris.)

(1) 1 rand = 3 Feaviron (see 30 juin 1987) (N.D.L.R.).

EPUIS le déploiement des Pershing-2 et des missiles de croisière en Europe occidentale, le public n'entendait plus guère parler de l'« écrasante supériorité des forces soviétiques », et notamment de ses nombreuses divisions blindées. La présence des armes nucléaires à portée moyenne rassurait l'opinion, qu'il était inutile de troubler. Mais la conclusion d'un accord de principe, le 18 septembre, entre MM. Shultz et Chevardnadze, fait resurgir l'argument. M. Caspar W. Weinberger, secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unis, a encore évoqué récemment « l'énorme supériorité des Soviétiques et du pacte de Varsovie en matière d'armements conventionnels. » Déjà au temps de la « guerre froide », voilà plus de trente ans, les Européens s'attendaient à voir déferier le « rouleau compresseur » russe. Qu'en est-il exactement aujourd'hui? Chiffres à l'appui, c'est une question sur laquelle il convient, périodiquement, de faire le point.

Par ANTOINE SANGUINETTI *

ES opinions sont souvent alertées d'une façon excessive sur le poids relatif de la puissance soviétique... Cela fait partie des plaisanteries que l'on répand : l'Europe envahie en quarante-huit heures! Il faudrait tout de même être sérieux. » Čette déclaration conjointe de deux experts peu suspects de sympathies à l'Est (1), dans un article qui fit du bruit en soût 1979, fut très vite oubliée.

Une fois de plus donc, quand M. Gorbatchev jeta sur la piace son acceptation inattendue de l'« option zero », puis sa propre proposition d'« option double zéro », on ressortit en Europe occidentale, et en France en particulier, le sempiternel argument repoussoir de tout raientissement de la course aux armements : ne pas toucher an nucléaire, seule garantie contre l'énorme déséquilibre des forces classiques des deux blocs.

Et pourtant cette assertion ne fait pas l'unanimité des connaisseurs. Dès qu'on l'examine sérieusement, sans se contenter des synthèses intéressées, le dossier apparaît en effet faussé dans plusieurs directions : choix arbitraire. non innocent, de certains matériels pour évaluer les puissances relatives; manipulation opportune des nombres d'autres équipements, d'unités et d'effectifs en présence : omission regrettable de précisions ou de renseignements essentiels à une appréciation correcte des réalités cachées derrière les chiffres.

Quand on yeut montrer la puissance conventionnelle de l'armée rouge, on se garde de toute analyse globale traitant des capacités réelles ou de la philosophie d'emploi des matériels et des choix doctrinaux des deux camps. On met en avant les 53'000 chars soviétiques, dont 32 000 sont en Europe (sans compter les 14 000 des pays satellites de l'Est), chiffres écrasants a priori. Et comme l'Occident n'en possède pas autant, loin de là, on le proclame surpassé à l'évidence sur le plan conven-

- Chars. Il est sûr que le bloc soviétique en aligne un peu plus du double des Occidentaux. Cela dit, les vieux matériels qui, à l'Ouest, auraient été retirés du service de longue date forment le plus gros de l'arsenal du pacte de Varsovie (2). En fait, en juillet 1986, les modèles dépassés (3) représentaient encore 81 % des chars de l'armée ronge, contre seulement 8 500 T-72 et 1 400 T-80 plus récents (4). Quant aux pays satellites, ils n'out recu des T-72 qu'au compte-gouttes et ancun T-80. Au total, ces deux derniers modèles soviétiques sont moins nombreux dans le pacte de Varsovie que leurs équivalents, Leopard allemands (6 600) ou M-1 américains (4 800), dans les armées occidentales (5).

On constate du reste que les Occidentaux ne font pas de gros efforts (*) Vice-amiral d'escadre (C.R.).

ES annuaires à usage d'experts

font état des trois catégories

de divisions soviétiques, mais

sans en permettre un décompte précis, sauf le Soviet Military Power

du Pentagone édité en 1981 (mais

Il y est précisé que, sur ses 180

divisions répertoriées à l'époque,

l'URSS en déployait 46 de catégo-

rie 1 (utilisables sans délais mais qui

n'étaient évidemment pas toutes en

Europe); 37 de catégorie 2; et 97 de

25,5 %, 20,5 % et 54 % du total. Si

Décompte des divisions soviétiques

de diverses catégories

pour rattraper ce retard numérique, qu'ils prétendent déplorer. Aux Etats-Unis, en 1979, le nombre de chars stagnait au même niveau que dix ans auparavant - bien que la production n'ait cessé d'augmenter (6) - et, depuis, n'a progressé que légèrement. En France également, le nombre de chars, longtemps figé à un millier environ de 1974 à la fin 1980, en dépit des fabrications annuelles (7), n'a monté que lentement à 1 300 en 1986 (8). pour être ramené à 1 100 par la loi de programmation 1987-1991. Nul doute qu'il en irait autrement si cela présentait vraiment upe utilité militaire.

En fait, de nombreux officiers occidentaux, connaissant leur métier, tiennent les chars pour le matériel dépassé de la dernière guerre. Son image de marque historique, par ailleurs, est offensive. L'alliance atlantique, parce qu'elle voulait se donner une image défensive, et plus encore parce qu'elle dispose d'une technologie très supérieure, a donc limité le rôle et le nombre de ses chars, et s'est plutôt tournée vers les armes antichars, nées de l'explosion électronique et informatique récente.

- Antichars. Dans ce domaine, les Occidentanz out acquis une panoplie redontable d'« engins guidés de préci-sion » (Precision Guided Missiles, on PGM), los fameux «engins intelligents » qui vont au but avec une probabilité de plus de 95 % et sont très en avance sur ceux de l'antre camp : antinavires comme l'Exocet français, déjà ancien, illustré aux Malouines et dans le Golfe : antiaériens dans une gamme de portée de 5 à 120 km, comme le Stinger américain, très apprécié en Afghanistan, on le Roland francoallemand, adopté par les Etats-Unis; ou, pour le cas qui nous occupe, antichars tirés par fantassins, canons, véhicules lourds ou légers, avions et héli-

La presse lève parfois le voile sur ces armes, dans l'inattention générale : des milliers de chars détruits en quarantehuit heures dans la guerre du Kippour; an Liban, dans la Bekaa, les chars russes n'ont pas fait le poids face aux missiles israéliens; an nord du Tchad, à Ouadi-Doum ou Faya-Largeau, quelques véhicules légers tchadiens, armés d'engins Milan, sont facilement venus à bout des chars lourds (toujours soviétiques) de Kadhafi. De tels missiles, il en existe de nombreux modèles (SS-11 français, Hot on Milan francoallemands, Tow, Dragon, Helifire ou Copperhead américains, etc.), dont les principaux (Hot, Milan ou Tow) se trouvent dans la plupart des armées alliées. Il y en a aujourd'hui plus de dix pour chaque char russe existant, et ce nombre grossit chaque année.

- Antres matériels de l'Est, ils se prêtent moins à dégager la « supériorité soviétique», sauf manipulations. On ne s'en prive pas pour autant : ainsi des avions de combat, inventoriés tous déploiements et missions mêlés, sans distinguer par exemple les milliers d'intercepteurs retenus loin des zones éventuelles d'affrontement par l'immensité de l'espace aérien soviétiarmés, dont un ouvrage, pourtant sérieux, gonfle délibérément dans ses tableaux-synthèses les chiffres donnés par ailleurs dans le texte.

Des chilfres manipulés

UN slogan plus élaboré, pour entretenir la peur, repose sur le nombre des divisions soviétiques. En 1986, les annuaires militaires affichaient pour l'URSS 216 divisions (180 en 1981), ce qui, pour tout autre pays, est terrifiant parce que sans commune mesure avec ses propres forces permanentes. Le chiffre ne résiste cependant pas à la réflexion, même sommaire. 216 divisions de 11 000 hommes chacune - c'est l'effectif le plus bas, celui des divisions blindées - feraient déjà 2 376 000 hommes: c'est-à-dire beaucoup plus que le total de l'armée rouge (1 991 000 hommes en 1986), et cela sans aucun état-major, sans bureaucratie politique, sans infrastructure territoriale, sans soutiens et sans intendance : rien que des combattants. Cela

Le chiffre n'est pourtant pas faux. Mais son explication, soigneusement occultée, tient en ce que le principe du décompte des grandes unités opérationnelles est différent dans les deux camps. En Occident, le nombre de divisions affiché correspond aux unités disponibles en temps de paix. En URSS. il traduit la répartition des matériels existants, en service ou en stock, dans des divisions d'active de réserve. Il existe ainsi trois catégories de divisions en fonction de leur délai d'aptitude au combat. La catégorie 1 (un quart environ du total) est seule opérationnelle en le temps de paix ; la catégorie 2 (un petit quart) demande un délai d'un

ces proportions n'ont pas changé de

facon importante, leur application au

chiffre de 216 divisions de 1986

donne alors 57 divisions de catégo-

rie 1, 44 de catégorie 2, 115 de caté-

gorie 3, avec une faible marge

D'après le Military Balance 1986-1987 (pp. 37, 44 et 45), il y a 45

divisions de catégorie 1 face à

l'Europe, à l'ouest de l'Ourai, y com-

pris la réserve polyvalente : 5 aéro-portées, 31 en RDA, Pologne, Tché-coslovaquie et Hongrie, 7 en URSS

d'erreur probable.

mois; la catégorie 3 (plus de la moitié), un délai de deux mois. Les deux dernières catégories (la grande majorité) exigent la mobilisation de 2 100 000 hommes (9) pour être utili-

Il est difficile de dégager le nombre exact de divisions de chaque catégorie de la seule lecture des documents et annuaires accessibles au grand public, peu prolixes sur le sujet. Du Soviet Military Power, publié en 1981 par le Peutagone, et du Military Balance annuel de Londres (en dépit de certaines omissions), on peut conclure avec une faible marge d'erreur à 57 divisions soviétiques de catégorie 1, dont 45 en Europe, 44 de catégorie 2 et 115 de catégorie 3 (voir encadré). Même avec les 33 divisions de catégorie I des pays satellites (sur un total de 55), cela n'a plus rien de déséquilibré en égard aux 84 divisions de l'OTAN, ou équivalents, disponibles en Europe en temps de paix (10), sans la France.

Il y a d'autant moins déséquilibre en faveur de l'Est que les divisions de l'OTAN, allemandes et américaines en particulier, sont nettement plus étof-fées que celles de l'OTV (16 000 à 17 500 hommes contre 10 500 à 12 500) ; et que les divisions des pays satellites d'Europe de l'Est sont d'une valeur discutable dans une optique de conslit majeur européen (voir enca-

Ce qui permet en général de s'ausser les comptes avec une apparence de bonne foi, c'est que l'OTAN, commandement militaire régional, ne regroupe en temps de paix qu'une partie des forces occidentales réelles. Plusieurs pays de l'alliance, en effet, et non des moindres, ne hui out affecté qu'une fraction de leurs forces - ou même aucune - et out conservé le reste pour leurs besoins « nationaux » indép dants. C'est le cas en particulier des pays avant une tradition affirmée de politique mondiale, ou de repli sur enxmêmes, Etats-Unis, France on Angle-

En éliminant entre autres les sept huitièmes des forces américaines, la totalité des françaises et plus de la moitié des anglaises, on peut donc pré-ter les forces de l'OTAN comme i rieures à celles de l'URSS et de ses alliés, toujours comptées pour leur part dans leur totalité. Dans la réalité, c'est l'Occident qui a l'avantage des effectifs globaux en Europe, terrestres en particulier, en dépit de temps de service plus courts, grace au déséquilibre Et pourtant la presse, en faisant une confiance excessive aux chiffres manipulés que lui présentent divers groupes de pression, continue de faire croire le contraire à un public qui n'en peut

Un journal du matin, certainement de bonne foi, attribuait ainsi en avril 1987, au titre des forces conventionnelles, « 2,7 millions de soldats » an pacts de Varsovie, contre 1,8 à l'OTAN. Il est exact que l'armée soviétique comptait 1 991 000 hommes en 1986, et qu'avec ses six satellites on arrivait bien à 2892000 soldats à l'Est (11); mais cela jusqu'à Vladivos-tok, en face du Japon, à 10 000 kilomètres du front de l'OTAN, en passant par l'Afghanistan et la frontière chinoise. Quand on additionne cependant, dans l'autre camp, les quatorze armées de terre occidentales, on trouve que l'alliance atlantique dispose de 3 200 000 combattants terrestres contre les 2 900 000 du bloc de l'Est. Dans ce total, les alliés européens à eux seuls (Turquie comprise) alignent 2 215 000 hommes dans leurs armées de terre (11) : nettement plus que le total de l'Union soviétique, ou que la

pacte de Varsovie en Europe. Pour le front particulier du Centre-Europe, essentiel puisque le seul où les forces des deux pactes sont au contact direct (à part les frontières turques), le mieux est de se reporter sux chiffres dégagés par les discussions MBFR. (négociations pour la réduction mutuelle et équilibrée des forces) de Vienne, consacrées depuis deux décennies à l'équilibre des forces dans cette zone et rapportées périodiquement par la presse (12). Selon les Occidentanx,

tiques. Les effectifs reconnus pour leur part par les mêmes Occidentaux y sont de 777 000 hommes - inférieurs en principe de 180 000 à ceux de l'adversaire, - mais on n'y compte pas les 400 000 Français de terre et d'aviation - ce qui inverse la différence - sons le prétexte qu'ils ne sont pas dans l'OTAN et ne peuvent donc être pris en compte dans les négociations.

Les principaux arguments généralement mis en avant pour prouver ou affirmet l'« énorme supériorité conventionnelle soviétique » ne sont donc gnère probants. Comme le précise en outre le Military Balance chaque année, « la balance des forces à partir d'un décompte de matériels ou d'unités de combat est déjà extraordinairement complexe et difficile; mais il y a cussi les facteurs de qualité, qui ne peuvent se traduire en chiffres ». Il s'agit là de facteurs subjectifs, mais essentiels, de technologie, fiabilité ou conception des matériels; et aussi. pour les hommes, de connaissances techniques et d'entraînement, de valeur du commandement, d'organisation opérationnelle et logistique. Dans tous ces domaines, les armées soviétiques ne sont pas forcement la machine bien hnilée que l'on nous vante à l'occasion, et l'on peut multiplier les exemples de leurs déficiences. Ceux qui suivent ont été principalement tirés de l'Equilibre militaire des super-puissances, publié par Bordas, préfacé par le général Buis et déjà cité.

Infériorité numérique, supériorité technologique

ES chars soviétiques sont nombreux, mais leurs défauts semblent l'être tout autant. En fait, outre le grand âge de la majorité d'entre eux. déjà évoqué, ils sont mai conçus pour l'efficacité maximale de leurs équicertaine), mais au détriment de l'habitabilité, ce qui, en opérations durables, soumettrait l'équipage à des fatigues extrêmes. Aucun de leurs modèles, même les plus récents, ne présente un progrès technologique spectaculaire. L'infériorité numérique en chars de l'alliance atlantique serait donc compensée par une supériorité technologique flagrante, ce qui a convaincu les chefs militaires occidentaux qu'ils sont en mesure d'arrêter un assaut du pacte de Varsovie malgré le poids du nombre (13).

(1) Le vice-amiral Astoine Sanguinetti ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée, et le général Georges Buis, ancien directeur du CHEM et de la Fondation pour les études de défense nat dans le Nouvel Observateur du 20 noût 1979.

(2) L'Equilibre militaire des superpuissances (EMSP), per quatre experts civils et militaires américains et britannique, en liai-son étroite avec l'OTAN et le Pennagone, traduit de l'anglais par Bordas, 1983, p. 57.

(3) T-54, T-55, T-62 or T-64.

(4) Military Balance (M. B.), de l'Institut ternational d'études stratégiques, Londres,

Le 11 juillet dernier, dans le New York Times, des généraux américains - immédiatement contredits, du reste, par des experts - tentaient de présenter les derniers chars russes T-72 et T-80 comme invulnérables. Ce qui chancelier Helmut Kohl à Jérusalem en janvier 1984, un projet de vente de blindés allemands à l'Arabie saoudite sonlevait l'inquiétude des Israéliens, < en vertu de la très grande supériorité du Léopard allemand sur les blindés soviétiques utilisés par les Arabes (14), ... La Syrie disposait alors de 1 100 de ces fameux T-72 (15).

Ces appréciations réservées sur les chars valent pour d'autres matériels soviétiques du combat aéro-terrestre, engins guidés ou avions, accusant un retard de plusieurs années ou man-

(5) M. R. 1986-1987, p. 22, 56, 61, 63, 67, 69, 71, 73, 74, 78.

(6) M. B. 1979-1980, p. 4.

(7) « Biancs de budget », Assemblée nationale, de 1974 à 1980.

(8) M. B. 1986-1987, p. 64. (9) M. R. 1986-1987, p. 37.

(10) M. B. 1986-1987, p. 28, et 56, 60, 62, 63, 67, 69, 71, 73, 74, 76, 78.

(11) M. R. 1986-1987, divers. -(12) Le Monde 17 décembre 1983 et

(13) EMSP, p. 56 et 61. (14) Le Monde du 25 février 1984.

(15) M. B. 1984-1985, p. 71.

Capacités opérationnelles des armées satellites de l'Est

E pacte de Varsovie est d'abord le garant des conquêtes socielistes, et un instrument de défense contre les velléités de changement et d'émancipation des alliés de l'URSS. La présence permanente ou les manceuvres d'unités militaires constituent un moyen commode d'intervenir dans les orientations politiques de l'Est européen, sous couvert de « décisions communes de l'alliance » (Prague 1968) ou de e réactions purement national (Pologne 1980). Cette fonction sentiellement interne d'intégration et de police ressort clairement d'un examen, même superficiel, des arme-ments des satellites. L'URSS fait preuve, en effet, d'une certaine négligence s'agissent de leurs armées, équipées de manière bien peu moderne par repport à la sierne pro-pre. Il est clair que, dans une hypothétique confrontation avec l'Ouest. l'URSS compte sur ses propres

Avis partagé per nombre d'experts militaires occidentaux : d'après les informations parvanues en Occident.

l'important parc de blindés à roues (5350) des armées satellites, destiné en théorie à contrecarrer des infiltrations aéroportées sur les arrières, semble avoir recu tout autant, smon plus, une mission de police que de combat. Le pacte présente, en effet, des problèmes non négligeables de loyauté de l'Est européen à l'égard du grand allié. La situation en Pologne, malgré la prise du pouvoir par les militaires, comporte un double danger : stratégique, perce que les lignes de communication soviétiques les plus vitales passent par là ; politique, parce que l'instabilité polonaise pourrait toucher la Tchécoslovaquie, la RDA, ou même l'URSS occidentale. Des troubles, ou des menaces de troubles, en Europe de l'Est exigeraient au moins trente divisions soviétiques pour assurer la sécurité des cheminements logistiques vitaux (2).

(1) D'après Hélène Carrère d'Encausse, le Grand Frère, pp. 318, 319

(2) EMSP, Bordas 1983, pp. 53 et 63.

le pacte de Varsovie y disposerait d'un (2) 1. 2 Se 1300. nombre stable de 960 000 hommes, aviateurs compris, dont 530 000 Sovié-

The part RACETORS THE STREET is printed S. Com 2214 THE 1979 331 1 1 Town 10 1 111

The second second second The second of AND STATE OF STREET STATE OF STREET THE RESERVE AND A STREET STREET AND THE PARTY OF THE PARTY. Anthony of the Season & The said of the said of matters with director The state of the s Anna hand to the Comme Total

VESL PÉRIORIT

22-27 Jung 18 The state of the s THE STATE OF THE STATE OF 2002 To oten, a ute 24078. and the second confine para trata de Aussane prominent in a rewit (2011年 1711年 - 1711年 - 1712年 1711年 1711年 - 1711年 -

germant aus un un ein berfiet. The second secon material and the seasons of anti-Better Trees if sepe 2 10 20 m of all all and Land au beginnt in neren, etem de support in a relation de la Australia property of the state of the second second to where en it he were the samo del la la cere de Elementary was a set de

Contract to the second of the second Company of the Park of the Micheller Control STORTERS IN LITTURE THE COLUMN TO SHALL SEE SHE

distincted From the less less Titlet - very en effet, Seine ber im mitte betre-To ampirem to the faible Wager demand of S. A. Grand bie bieter ber ber ber biet. Baffig to ber in f de te Bergen in der frank bing. ein feinerem für en engagete. Section to the second service. The many last the second of th former Errer coment, along

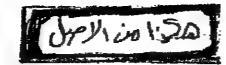
therein condend on desponent there is the capture was served to botto to biss. Bereit et deren ent difficulte. Te e trat mum un inure mate. tana récents : Le manque de of the state of the same auge de ver quiet saphisteten deligiones des sensions ment et de commentation des To personnel dans interment A Karan cours or Commobile

Seem a SAPL or Monde SAIN TACHEST SEE The state of the s Bereard WOLTS Jan Britis A to be a second V-915 -3900 Parties de Comme

de present de present

MONDE DIPLOMATIQUE BENERY SE VENERY Marie Man SELECTION OF THE SEEN S. SELECTION OF THE SEL PEDICTION PEDIACTION OF THE PROPERTY OF The state of the s Section 19 Control of the Control of

a) writing



pacta de Varsovie y dispostrationes stable de 960 000 ha sambre stable de 960 000 hours affectifs recommunitation indeed. Les effectifs reconnus portes mêmes Occidentau les mêmes occidentau le inferie les mêmes — inferie le de 777 000 hommes infensa; seincipe de 180 000 à ceux de l'atprincipe de 100 ook a ceux de l'éte anire, — mais on n'y compte mi acc 000 Français de terre et d'an-le de l'étence la différence de qui inverse la différence de la contraction de c protecte qu'ils ne sont par le compte dans les négociations

Les principaux arguments ging tes peurs en avant pour prome Afficiace ! * énorme supériorité on formelle soviétique ne son priese probants. Comme le price guire procurs.

Military Balance des force des Jun décompte de matériels d'unités de combat est déja extrag mairement complexe et difficile a By a coursi les facieurs de qualité : gagit là de facteurs subjectifs essentiels, de technologie, fabilit conception des matériels; et le pour les hommes, de comisse sechniques et d'entrainement de se de commandement, d'organisme retionacile et logistique. Dans me domaines, les armées soviétique healt pas forcement la machie le limitée que l'on nous vante a l'ons Ton peut multiplier les esemble Jeurs deliciences. Ceux qui suital prescipalement tirés de l'Equis melitaire des super-puissances, pi per Bordas, preface par le générale W del cité.

eriorité technologique

Le 11 juillet Cormer, dans bis Tork Times, des géneraus ne - immédiatement contefa: te: per des exects - terris: ier les decales ches aussit T-10 comme invinérable. Qu der, G'est que, fors du vors: Matteller Heimer Kohl & Jenet der 1954, un projet de vons allemanda i l'Arabie sec Martie l'inquieture des linfe Man maren de la tres granae supen. Liopard allemand sur la le wetetiques utilizes ju b Syrie disposing 1 100 de ces fameux I-72 (15)

Cos appréciations réservés se situes valent pour d'autre mis e eminión de avisos, accisión In sount encerage de present

(5) M. B. 1936-1947, p. 22.56.61.61 (6) 71, 73, 74, 75 (6) M. # (9"9-1510.p 4

(7) . Bienes du tudget i. Amer De. de 1974 à 1440. (8) M. # 1935-194" = 64 (9) M B 1935/9/7/2 F

(11) M R (936-) 17, 4055-(12) Le Monde : decembre (8)

PE 4918 1984.

HISP EMSP. 7 In at 61

(14) La Monde 20 22 forme | 14. 485) M. & 1984 (485. p. *)

perationnelles tellites de l'Est

Finopersons para de bindés à na March des armées balletines des en dissorte à contrecuter des mat More edroportees sur les ande make avor rap. 1341 susan su the magnitude of paids of a des problèmes non negigestes Topmad de l'Est europeen à l'égal general white. Le student et port mainte le prése du pouver par les mainte le prése du pouver par les maintes, comporte un double des minimum, parce que les igras MUNICIPAL SOVICES IS F Manual passent Car IS Form du mirro : URSS occur The tracking Ou des merses MARIE DE TROPE CONSTRUE DE TROPE Series pour assurer la securit Ninemants inguisques visus

D'après Halan pris THE BURE BURES 1983. FF 1762

D'UNE SUPÉRIORITÉ EN EUROPE ?

des deux blocs

quant d'efficacité par rapport aux

Ainsi 140 des 160 bombardiers soviétiques à très long rayon d'action. les Tu-95 Bear, sont encore à hélices et très largement subsoniques. On peut imaginer les sarcasmes s'il s'agissait de notre camp. Quant au fameux Backfire supersonique à géométrie variable. dont on a voulu faire un éponvantail lors de la signature de SALT 2, le général américain Ellis, ancien commandant du SAC (Strategic Air Command), déclarait en novembre 1979 que « s'il fallait échanger le F-111 américain contre lui, l'Amérique ferait une mauvaise affaire ». En fait, « cet avion n'a pas les brillantes perfor-mances que des experts occidentaux Jui ont prêtées (16). »

Alors que l'alliance atlantique a remniacé ses anciens avions par des appareils modernes, plusieurs pays du pacte de Varsovie continuent de mettre en ligne des appareils dépassés. Quant à la force aérienne soviétique qui, en cas de conflit conventionnel, serait directement opposée aux forces atlantiques sur le front central, en dépit d'une modernisation intensive, elle n'a tou-jours pes de matériels capables de concurrencer les plus récents modèles occidentaux (17). En ce qui concerne son actuelle génération de chasseurs. l'alliance a ainsi maintenn, voire accru. sa supériorité technologique sur l'adversaire (18). L'armement, enfin. des avions du pacte de Varsovie (canons et missiles air-air ou air-sol), dans la majorité des cas, est nettement moins performant que celui des appareils de l'alliance atlantique (19).

Quant à l'efficacité des engins antiaériens soviétiques, Time de 12 septembre 1983, dans les jours qui ont snivi l'affaire du Boeing coréen, écrivait que, « depuis janvier, de nombreux avions de reconnaissance américains ont pénétré en zone aérienne interdite près des frontières de l'URSS, déclenchant ainsi le tir de plus de 900 fusées sol-air soviétiques, sans jamais être touchés ».

Une valeur exceptionnelle du personnel pourrait compenser, les déficiences du matériel. Or il semble qu'il n'en est

- Encadrement, Parmi toutes les nations industrialisées, en effet, l'URSS est celle dont les forces aéroterrestres comportent la pius faible proportion de gens de métier : 30 %, à comparer aux 43 % de la France, aux 51 % de la RFA ou aux 100 % de la Grande-Bretagne on des Etats-Unis. Cela ione forcement sur les canacités d'entretien comme de mise en œuvre opérationnelle de l'armée rouge. - Formation. Effectivement, alors

que les armées occidentales disposent de sous-officiers techniciens expérimentés, celles du pacte de Varsovie en sont dépourvues et devraient difficilement tirer le maximum de leurs matériels les plus récents... Le manque de formation des équipages et mécani-ciens chargés de véhicules sophistiqués, joint aux déficiences des services de réparation et de compensation des pertes en personnel dans les premiers échelons, pourrait entraîner l'immobilisation de nombreux chars après quelques jours de bataille (20).

- Entraînement. Les aviateurs occidentaux reçoivent un entraînement plus poussé que ceux du pacte de Var-sovie. Ils volent quelque vingt heures par mois, alors qu'un pilote soviétique de l'aviation de front ne vole le plus souvent qu'un jour sur deux ou trois, et ne totalise en moyenne, sur l'année, que cinq heures de vol par mois. Dans ces conditions, l'entraînement des pilotes soviétiques ne leur donne qu'une faible capacité d'initiative au combat (21).

- Réserves. La presse spécialisée a parfois insisté, en Occident, sur l'absence d'une réserve centrale de l'alliance en Europe. C'était simplement vouloir ignorer l'armée française, nombreuse et bien équipée, dont le déploiement ne laisse aucun doute sur son intention, en cas de conflit, de se porter rapidement à la rencontre de l'ennemi. Une partie des unités fraucaises a du reste été constituée en force de contre-attaque rapide, dont les spécialistes apprécient toute la puissance. Depuis quelques années enfin. l'alliance atlantique améliore continuellement la qualité opérationnelle de ses unités de réservistes, capables nou sculement de protéger les arrières, mais aussi de monter en ligne (22).

- Mobilisation. Tous les exercices de mobilisation ont convaincu les chefs alliés que leurs hommes peuvent être prêts à se battre, avant même que le pacte de Varsovie ait fini d'organiser ses formations d'assaut. Dans la plupart des cas, en effet, le soldat occidental vit à moins de vingt-quatre heures du lieu où il est appelé à combattre. Réincorporer les réservistes, les faire passer à l'intendance, former les convois et effectuer le déploiement définitif exige un certain temps, mais ces mouvements se font sur l'un des meilleurs réseaux routier et ferrovisire du monde (23).

- Déploiement. Plus ou va vers l'est, an contraire, plus les routes et voies ferrées deviennent rares et mauvaises. L'acheminement des divisions du pacte de Varsovie stationnées en Europe orientale ou en Russie représente une tache longue et difficile. D'une part, le déploiement de ces divisions impose un très lourd effort à un système de distribution qui fonctionne déià difficilement en temps de paix. D'autre part, les personnels sont souvent mal préparés à manier la masse d'armements sophistiqués qu'on leur confie, Même à effectifs de guerre, les formations combattantes ont à peine assez d'hommes pour servir les matériels qui leur sont attribués. Des pertes humaines relatioccidentales provoqueraient très vite la désorganisation de systèmes d'armes entiers dans les divisions du pacte de Varsovie (24).

- Organisation. En fait, c'est tout le système logistique soviétique qui se révèle trop sommaire. En Occident, en dépit des disparités apparentes et des égoïsmes nationaux, les quinze Etats de l'alliance sont tous parvenus à un degré surprenant de standardisation, d'« inter-opérabilité » pour parier le jargon des spécialistes, non seulement dans le domaine des procédures, mais



DANS LA PLAINE POLONAISE, FORCES DU PACTE DE VARSOVIE EN MANŒUVRE L'ÉTÉ DERNIER Une mission de police, tout autant que de combat

aussi dans celui des matériels militaires (25). La maintenance des équipements, par ailleurs, repose sur des unités-ateliers de réparation, disposant de stocks importants de pièces de rechange, tandis que les compléments en personnel sont faits par des unitésdépôts, regroupant en attente du personnel instruit. La pratique normale en URSS est au contraire la « cannibalisation » au profit des premiers échelons. Dans ces conditions, la maintenance est aléatoire et demande des délais plus importants, tandis que le nombre de divisions de catégories 2 et 3 apparaissent comme des réserves de matériel et de personnel sans valeur ni destination opérationnelle réelles.

- Commandement. Les Occidentaux ont longtemps ironisé sur l'âge des dirigeants soviétiques, sans jamais s'aviser cependant que les maréchaux de l'armée rouge étaient leurs contemporains: Quand M. Gorbatchev en limoge certains pour les remplacer par des e jeunes », ceux-ci ont parfois largement dépassé l'âge de la retraite dans nos pays. Il y a là un risque de sclérose des méthodes, et d'attachement excessif à des techniques dépassées.

Les officiers européens qui ont vécu d'expérience la manière dont les Soviétiques menaient leurs opérations pendant la guerre doutent qu'ils puissent aujourd'hui maîtriser certains aspectsclés d'un conflit à l'échelle continentale : notamment la guerre aérienne, qui doit être gagnée si l'on veut remporter la victoire terrestre. Ainsi, chez les Occidentaux, il est admis depuis longtemps que tout officier, même d'un grade modeste, puisse demander un soutien aérien; alors qu'à l'Est les demandes d'appui rapproché doivent suivre une filière tellement rigide que, en cas d'approbation, l'opération serait probablement déjà devenue inutile (26). De même, en défense aérienne, les épisodes en vraie grandeur du Boeing coréen ou de l'intrus de la place Rouge ont révélé une lenteur ou une absence de réactions qui laissent mal augurer de l'efficacité du système, et qu'on ne corrigera pas par le simple limogeage de quelque chef.

A mauvaises données, mauvaise politique

ON pourrait continuer cette démys-tification, mais il faut se garder de trimber dans l'excès inverse de celui que nous dénonçons ici. Toutes les armées ont leurs défauts et leurs qualités. L'armée soviétique est en fait une grande armée, ni plus invincible ni meilleure qu'une autre a priori, ni plus mauvaise cependant. Seule une confrontation en vraie grandeur, que personne ne désire, permettrait de trancher ce débat dans un sens on dans

L'alliance atlantique s'est dotée d'un appareil militaire beaucoup plus moderne et efficace qu'on ne le croit généralement (27). Même sans la par-

ticipation conventionnelle actuelle des Etats-Unis (limitée à une centaine de ques de l'Europe occidentale sont globalement plus nombreuses que les forces homologues soviétiques, ou que celles du pacte de Varsovie en Europe ; souvent mieux armées de matériels plus évolués, différents de nature à cause de choix raisonnés ; mieux encadrées enfin, et sans doute mieux entralnées. A tous ces facteurs favorables s'ajoutent au moins deux raisons géographiques d'optimisme supplémentaire : la longueur et la vulnérabilité des frontières de l'URSS et de ses voies

de communication, dispersant l'armée

ronge face à d'autres menaces et limitant ses possibilités de regroupement

Il reste à se demander pourquoi la légende de l'énorme supériorité conventionnelle de l'Est est soigneusement cultivée en Europe, et particulièrement en France. Certes, l'entretien de la peur est un moyen avoué de sauvegarde de la cohésion de l'alliance (28). Mais cela ne suffirait sans doute pas s'il ne s'y ajoutait les intérêts particuliers, financiers et catégoriels, de deux groupes de pression influents à qui la détente n'est jamais profitable : les industriels, dont toutes les branches avancées — mécanique, aéronautique, électronique, informatique, chimie ou nucléaire - touchent à l'armement, et les militaires.

Le revers de la médaille est qu'on ne peut bâtir une bonne politique sur de mauvaises données. Outre le gaspillage d'argent, toujours nuisible, la surévaluation systématique des capacités de PURSS sert politiquement son image de marque dans un tiers-monde fasciné par la puissance. Or c'est sans doute là. et non en Europe, que se jouera l'ave-

ANTOINE SANGUINETTI

(16) Plottes de combat, 1984, p. XXV. (17) EMSP, p. 172.

(18) *EMSP*, p. 187.

(19) EMSP, p. 194. (20) EMSP, p. 56.

(21) EMSP, p. 173. (22) EMSP, p. 53.

(23) EMSP, p. 52 et 53.

(24) EMSP, pp. 52 et 53.

(25) EMSP, p. 52.

(26) BMSP, p. 177. (27) EMSP, p. 52.

(28) Documents fondamentaux de POTAN, résolution du 13 décembre 1956,

Edité par la SARL le Monde Gérant : André FONTAINE, istratour général : Bernard WOUTS



dn - Monde -7, rue des Italien 75009 PARIS

mindon paritaire des icarrans et publications : nº 57 438 ISSN : 0026 - 9395.

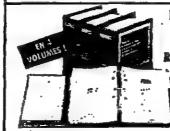
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassors ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY Directeur: Claude JULIEN Rédactrice en chef : Micheline PAUNET Rédaction : Ignacio RAMONET Alain GRESH, Bernard CASSEN, Christian DE BRIE Secrétaire de rédaction : Solange BRAND RÉDACTION 7, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Teles: MONDPAR 650572 F Tel.: 42-47-97-27 Publicité : le Monde Publicité S.A. Esponsable : Antoine Gauv 5, rue de Montressay, 75007 Paris, Tel.: 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 leproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Trois ouvrages pratiques, utiles, actualisés, fiables



MODÈLES DE TABLEAUX DE BORD our gérer et contrôler in . ilité de votre Entreprise. Un ouvrage à femillers

4 070 pages 4 mises à jour par an à 2,50 F ld page 1 450 F franco TTC

En plus de 900 tablesons, complétés par des exemples chiffrés, ce nouvel ouvrage de référence vous donne les moyens d'établir des diagnostics immédiats, et surtout fiables.

Gestion de production, gestion commerciale, comptable, financière ou administrative : vous contrôlez vos coûts, vous analysez vos ratios, vous évaluez la rentabilité de vos clients, vous surveillez votre trésorerie, vos marges... et vos impayés! Nouveau ! De la saisie des informations comptables à la gestion de vos stocks ou de votre personnel, des tableaux spécialement conçus vous aident à exploiter votre informatique à fond.



MODÈLES DE LETTRES à l'asage des collectivités locales. trations et els organismes publics

Plus de 2 000 pages, 2 volumes, format 20 × 23 cm. Présentation : classeur à feuillets n sës par 3 à 4 comp

Renforcez les compétences de votre équipe grâce à des documents et courriers types mis au point par des spécialistes ! Du carton d'invitation le plus délicat, aux Plans d'Occupation des Sols les plus complexes; cet ouvrage vous propose plus de 500 modèles "prêts à recopier". Chaque modèle est inséré dans son contente administratif et juridique, et accompagné d'un "mode d'emploi". Vous êtes ainsi certain de la conformité et de la validaté des documents émis par vos services.

Pour une utilisation encore plus facile vous trouverez : des tableaux synoptiques pour visualiser d'un seul coup d'œil l'ensemble de vos démarches, des index de mots clés pour trouver votre lettre en quelques secondes, des intercalaires pour repérer le bon

Resident brilliamment toutes you busyventions !

et des Personnalités publiques.

Un ouvrage à feuillets mobiles en deux volumes.
1 970 pages
3 à 4 compléments/mises e jour par an à 2,90 F la page 995 F franco TTC

RECUEIL DE DISCOURS

à l'usage des Élus

Ces modèles de discours permenent de prononcer à tout moment l'allocution qu'on attend de vous : • cérémonies officielles • fètes locales et nationales • banquets • manifestations culturelles ou sportives · anniversaires et commémoration · accueils et visites · remerciements · allocutions au sein d'organismes publics professionnels ou privés... Avec, en plus les "trucs" d'orateur qu'un personnage officiel

se doit de connaître et deux index analytique et thématique pour trouver votre texte en quelques secondes. Plus de 400 discours à votre service.

Bon de commande à renvoyer avec votre réglemen	
lies de Tableaux de hord pour alour et contrôler in Reuta-	CONTRACTOR SPECIAL E L'économies 500 E en commen

[] Modèles de Tablesex de herd pour gaver ex com-bilité de votre Entreprise : 1 450 F franco TTC. Mise à jour : 2,50 F franco TTC la page.

Modèles de lettres à l'esage des collectivités boules, des ad nistrations et des organismes publics: 995 F franco TTC. Mise à jour: 2,50 F franco TTC in page.

🗇 Recueil de Discours à l'usage des Étue et des Personnaitée publiques : 995 F franco TTC. Mise à jour : 2,90 F franco TTC la page.

☐ OFFRE SPÉCIALE. J'économise 500 F en commany	dant
les 3 ouvrages au prix spécial de 2 940 F franco TTC	(BU
lieu de 3 440 F).	
Prix au 01.09.87 sancautibles de modifications utdrieures.	

Mes garanties:

7. Ces vois ouvriges seront actualisés <u>punti benerous à lour. Le pour enter-</u>
par un système exchair de complèrement et mess à lour. Le pour enterpar un système exchair de complèrement et message à lour. Le pour enterpar de complete de la complère de la complete de la c Si un ouvrage ne me suisfaisant pas totalement, je n'aurais qu'à vous le renvoyer asse: 15 jouin pour être remboursé enmédiatament et

Tél. (1) 43.07.60.59	0
□ Je joins mon règlement de	S
Nom:	
Société ou organisme :	
	76416
	76
Date : Signature	ĮΞ

Futilités

(Suite de la première page.)

Le président de la République s'est prêté à ce jeu dérisoire, naguère avec M. Mourousi, qui tenait absolument à savoir s'il pratiquait l'art du «verlan» et connaissait le sens du mot «chébran », tout récemment avec M= Ockrent qui ne voulait surtout pas savoir ce que le chef de l'Etat pense de l'accord Reagan-Gorbatchev sur les euromissiles, du rôle assigné à la Royale en mer d'Oman, du fragile destin de l'industrie française dans le marché unique européen d'ici à cinq

Les Etats-Unis et la France ne manquent pas d'excuses. Les mutations économiques ont bouleversé les deux sociétés, brisant les courants électoraux traditionnels, frappant d'obsolescence les grands thèmes d'antan. Autant de changements qui appellent un effort pour renouveler la pensée politique.

INSI, aux Etats-Unis, la grande alliance rooseveltienne (syndi-cats, Noirs, fermiers) ne peut plus offrir aux démocrates la base sociologique qui, si longtemps, sit leur force. Alors que la population active n'a cessé de croître, les salariés syndiqués sont moins nombreux que sous Truman. Si les Noirs ont conquis des droits, ils oscillent toujours autour de 12% de la population totale et sont loin de tous voter démocrate. Quant au poids des exploitants agricoles et des activités qui gravitent autour d'eux, il ne cesse de décliner.

· Pour retrouver une majorité, les démocrates pourraient bien tenter de rallier sous leur bannière toutes les « minorités » qui subissent les plus rudes coups de la crise : au-delà des Noirs, les «pauvres Blancs» qui souvent ambitionnent, sans grandes chances de succès, de s'identifier à la bourgeoisie : la masse en expansion des hispanophones; les femmes, qui ne sont certes pas unanimes à militer pour l'égalité des droits, etc. Ces couches sociales ne seraient attirées que par une nouvelle version de l'Etat-providence aui, si moderniste soit-elle, coûtersit cher aux finances publiques. Satisfaire leurs aspirations supposerait une draconienne diminution des dépenses militaires, un allégement des budgets de fonctionnement (6), une augmentation des impôts sur les revenus les plus élevés, ce qui ne manquerait pas d'enrayer la formidable « pompe à dollars » qui aspire vers les Etats-Unis tant

de capitaux étrangers. A défaut d'une telle politique, il ne reste plus aux démocrates qu'une seule ambition : découvrir le candidat-miracle qui, par sa bonne mine plus que par ses propositions, attirerait en masse les électeurs.

AIS les républicains ne sont pas mieux louis. Eux aussi scrutent anxieusement l'horizon, s'attendant, sans trop oser y croire, à voir surgir le « lone rider » qui saurait gagner des votes. Car que pourraient-ils préconiser? Depuis que s'est ouverte la perspective d'un accord partiel sur les armes nucléaires, ils pronent un nouveau développement des armements classiques : dans leur esprit, pas question de réduire le budget militaire. Tout alourdissement de la ponction fiscale serait pour eux suicidaire. Pour drainer les capitaux étrangers, ils font monter les taux d'intérêt, ce qui rend prohibitifs les investissements dans un pays déjà largement désindus-

Les difficultés internes du Parti républicain sont à peu près aussi anciennes que l'éclarement de la coalition démocrate de type rooseveltien. Depuis la candidature de M. Goldwa-

HUMANITAIRE

ter (1964), et surtout depuis que Nelson Rockefeller s'écarta en 1968 devant M. Richard Nixon, le «big business» a perdu le contrôle du parti. au profit de milieux d'affaires plus axés sur le marché intérieur, moins internationalistes, plus protectionnistes, qui intensifient leur pression au fur et à mesure que la crise se prolonge. Cette évolution avait incité M. David Rockefeller, avec les grands patrons réunis dans la Commission trilatérale, à chercher un candidat hors des rangs républicains : ce fut M. James Carter, dont le bilan ne put satisfaire ni les milieux d'affaires ni les couches populaires.

Ainsi, pour chacun des deux partis. devient-il de plus en plus difficile d'élaborer une « plate-forme » capable d'attirer une majorité de suffrages. Si habile soit-il, un programme n'a de chances d'être ratifié aux urnes qu'à la condition d'être servi par un candidat médiatique. S'il n'a rien de concret à offrir à l'électorat qu'il sollicite, ce candidat doit posséder un véritable charisme. Un acteur de second rang sut accomplir cette prouesse. Après lui, le théâtre et le cinéma ne peuvent plus voir surgir de leurs rangs la vedette de très grand talent qui soulèverait d'enthousiasme les foules en attente. Seule reste disponible la corporation des prestidigitateurs : faire croire qu'un budget déficitaire est équilibré, sortir d'un chapeau, comme un lapin blanc, l'introuvable prospérité.

ES conditions seraient-elles, en France, plus favorables? M. Mitterrand observait récemment (7) que «la France n'a pas réagi assez tôt pour s'adapter à la révolution industrielle» qui a permis à d'autres pays de produire mieux et moins cher. Il paraissait sans grande illusion sur l'efficacité des diverses politiques expérimentées depuis plusieurs années pour lutter contre le chô-mage. En effet, les efforts entrepris pour contenir l'inflation n'ont été couronnés de succès, en France comme dans tous les pays industrialisés, que par une double compression de la demande interne (salaires) et externe (pouvoir d'achat du tiers-monde). Ainsi ont été mis en place les mécanismes d'une déflation, d'une grande la date et les modalités (8).

Si, à l'épreuve du pouvoir, la gauche a perdu des illusions, elle ne peut plus, aujourd'hui, pousser l'ingénuité jusqu'à croire que, spontanément et dans l'allégresse, les entreprises vont procéder aux investissements annonciateurs des « emplois de demain». Maigré ses largesses à l'égard des possédants (9), la droite elle-même n'y compte plus.

Droite et ganche contemplent une gageure : dans des électorats éclatés, rassembler des groupes disparates, euxmêmes traversés par des intérêts et passions souvent contradictoires. L'analyse politique se garde bien de sonder ce terrain mouvant. Elle recule devant la difficulté, trouve quelque confort dans d'inépuisables banalités. Ainsi se complaît-elle, par jeu et sans risque, à gioser sur les éventuelles candidatures, sur les bourdes de telle ou telle vedette, sur les prétendus accrocs à la cohabitation, sur les conflits de personnes, tout cela sur un ton assez superficiel qui trahit l'absence de compréhension, le vide des idées, l'innocuité des concepts, le flou des perspectives. Face à face, des courants fort peu homogènes, soumis aux forces centrifuges qui travaillent le corps social tout entier.

Pour donner quelque cohésion à cette société en miettes, en plein désarroi, il faudrait élever le débat — on l'abaisse ; cerner les difficultés, en discerner les causes - on les évite ; s'interroger sur la modernité qui bouleverse les modes de production et de vie - on se réfugie dans l'incantation lyrique et dans l'invective : esquisser non pas un programme, mais des objectifs prioritaires - on distribue des tranquillisants; appeler à l'effort, annoncer comment il sera réparti - la majorité elle-même en est réduite, joyeuse perversion marxiste, à promettre des « len-demains qui chantent »...

ANS quel environmement inter-national? Seuls M. Raymond Barre (- De la sécurité en Europe » et « La place de la France dans le monde », Faits et arguments, avril et juillet 1987) et M. Jean-Pierre Chevenement (discours de Belfort, 29 août 1987, et entretien accordé au Monde, 24 septembre 1987) out sérieusement examiné le dossier, scruté les voies possibles, défini une ambition. Les tribuns atteints du haut mal médiatique préfèrent s'épuiser à gambader et folâtrer sur le terrain pourtant miné de la compétition entre nations plus ou moins bien armées pour faire face à la crise. Stupéfiante inconscience. Si peu avertis soient-ils, les citoyens sentent bien one quelou'un se moque d'eux tout en les caressant dans le sons du

Lisez bien: « Nous n'avons pas à repenser le monde et à moraliser l'univers d'ici au printemps prochain, mais à choisir entre un président socialiste et un président libéral» (10). C'est en effet beaucoup plus simple. Mais, socialiste ou libéral, que ferait ce président? Certains préfèrent l'ignorer. Pourtant, s'il ne repense pas le monde, alors que celui-ci bouge à grande vitesse, le futur président improvisera au gré des vents contraires et, nécessairement, il échouera. Ouoi qu'il fasse, Car, plus que jamais, ce monde en sine mutation requiert reflexion, intuition, culture pour inspirer l'action (11). Et, avant de « moraliser l'univers », peut-être conviendrait-il, modestement, chacun à sa place, et sans bruit, de moraliser les affaires du pays. Il n'en est pas question...

L'auteur déjà cité considère que la « principale faiblesse» de la droite réside précisément dans le domaine de la pensée. Son personnel, ajoute-t-il, caresseur de sentiments» (12) que la gauche. Juste observation. La droite semble en effet plus apte à «tripoter» sensuellement les noyaux durs des entreprises privatisées, à «caresser» avec volupté les amis et les comptes d'exploitation. C'est en effet plus sûr. Plus lucratif. La haute philosophie du bas de laine, elle, n'a jamais trompé son

ANS projet d'avenir et, avoue-telle, sans idée, la droite est bien Contrainte, non sans répugnance, à ressortir de vieilles affaires, comme celle des Irlandais de Vincennes, tout en libérant celui auquel elle remit un vrai-faux passeport. A défaut de perspectives, la bone. Il faut éclabousser. Affairisme et scandales fleuriront jusqu'au scrutin de mai 1988. Deviendront ainsi superflus tout débat de fond, toute proposition constructive, toute mobilisation des énergies, dont ce pays est pourtant

Mais que peut-on faire? Une pru-dente «Exploration des voies d'ave-nir» (13) ne saurait avoir qu'une ambition : stimuler la réflexion de tous les citoyens qui refusent de s'incliner sous les futilités et l'affligeante médiocrité des discours dominants. Avec les pays qui leur sont liés, la France et l'Europe possèdent des atouts qu'elles doivent jouer avec cette prudence qui, dans les temps difficiles, appelle toujours le courage de la pensée et l'audace dans

CLAUDE JULIEN.

(5) De tels talents justifient évidentment les labuleux salaires auxquels se sont vendues les estars» de la télévision, investies d'une redoutable mission de décervelage généralisé, condition du succès de la politique-spectacle. Les alogans publicitaires de TF I, fort peu à l'image de M. Bouygues, révèlent stupidement l'intention de la chaîne qui se vent « le plus bisou dans le cou», « la plus fraise à la crème»... On peut vouloir s'évader du monde réel, qui n'est ni bisou, ni fraise, ni crème. Il aura ibt fait de nous ratiraper... par le con. Le choc sera rude.

(6) « Aucun effort réel s'a été fait pour réduire les dépenses gouvernementales», avone M. Rengan, ébetlué, qui semble oublier qu'il gouverne depuis plus de six aus et demi. Cf. U.S. News and Warld Report, 21 septembre 1987.

(7) TF 1, 17 septembre 1987.
(8) Voir pages 22 et 23, «La tentation défiationniste», par Jacques Léonard et Gérard de Bernia. (9) Voir Christian de Brie, «Avaluache de bienfaits pour les privilégiés de la crise», le Monde diplomatique, février 1987, et «Le libéralisme autoritaire», par Jean-Paul Jean, pages 1, 16 et 17. (10) Louis Pauwels, le Figuro Magnetine, 5 septembre 1987.

5 septembre 1987.

(11) Voir la série « Des politiques malades de leur culture», le Monde diplomatique, juin, juillet, 2081, septembre, octobre 1987.

(12) Cf. note 10.

(13) Tel est le surtime de l'article de Jean-Paul Jean, (cf-contre), qui sera suivi, jusqu'à l'élection présidentielle, par une série d'articles exammant un par un les grands axes d'une politique constructive.

(Suite de la première page.)

Pourtant écistantes, ces réalités sont ment occultées dans les livres récents sur la théorie du droit ou sur la magistrature, qui alimentent le néces débat sur l'adaptation du système judiciaire français avec comme référence inte le modèle américain (4).

Cette offensive idéologique Ebérale, dont les porte-parole sont essentiellement des avocats d'affaires internationeux, intervient à un moment bien précis. Dans le cadre de l'Acte unique auropéen (1992), il s'agit d'adapter les mentalités puis les institutions françaises, les professions parejudiciaires (avocats, notaires, conseils juricliques, administrateurs...) aux besoins du marché européen qui doit trouver une cohérance de fonctionnement. Le libéralisme, lui, a un modèle cohérent à proposer....

L'Europe économique a bien du mai à trouver une identité réalle face aux multinationales, comme l'Europe culturalle face à l'offensive médiatique anglosaxonne. Les phénomènes d'acculturation s'acciderant dans les modes de vie et de pensée, dans l'évolution des systèmes d'organisation sociale, faute d'un contra-

Les éléments de ce contre-projet existent pourtant, et c'est autour d'eux que devrait s'engager le vrai débat sur la question sociale. Débet engagé au début des années 70, dont il convient de reconsidérer les données après le passage de la gauche au pouvoir, mais qui régresse devant l'offensive idéologique ilbérale.

Tout responsable, même dans le domaine judiciaire, doit asvoir due les anjeux des années à venir tournent autour des risques de décomposition sociale, de la gestion du non-emploi, de la formation et de l'insertion des jeunes, des immigrés et des nouvelles solidarités, de la définition des nouvelles formes de démocratie, et, d'abord au niveau local, de l'enjeu européen et de l'identité française. Une réflexion sur l'organisation judiciaire ne peut qu'intégrar préalablement ces élé-

La montée du libéralisme autoritaire et la gastion à court terme imposée par les échéances électorales occultent ces débats de fond, et certains tentent même de régler des comptes idéologiques detant de mai 1968 et des années qui ont suivi (5).

C'est ainsi que les problèmes de justice, de police, de sécurité sont poeés de manière caricaturale et pauvre, an dehore des enjeux essentiels

Pourtant, la gauche avait réussi, sprès bien des hésitations, à mettre en place une politique cohérente qui commençait à produire ses effets. D'un côté, le retour à l'Etat de droit voulu par MM. François Mitterrand et Robert Badinter, marqué per des réformes essentielles (suppression de la paine de mort, des juridictions d'exception, vie quotidienne en prison...). De l'autre, les patients acquis des conseils communeux de prévention de la délinquance, dus à la démarche pragmatique de M. Gilbert Bonnemaison (6). la mise en place de la commission de développement social des quartiers, présidée par M. Hubert Dubedout (7), l'instauration des zones à éducation prioritaire (ZEP) due à M. Alain Savary, les missions locales pour l'insertion des jaunes à l'injtistive de M. Bertrand Schwartz... S'y ajoutant le développement des paines de substitution à l'emprisonnement, tel le travail d'intérêt général, celui des asso-ciations gérant le contrôle judiciaire à caractère socio-éducatif, les services d'enquête rapide sur les prévenus, l'aide aux victimes, les expériences de conciliation en matière pénale, d'abord expérimontées à Velance.

Apporter des réponses concrètes et originales aux questions que pose la pratique des libertés constitue le grand acquis de la période 1983-86. Les lialsons institutionnelles entre responsables locaux, les réalisations pragmatiques perdelà les clivages politiques, permettent d'espérer le maintien à terme de ces initiativas. Cetta même démarche cohérente a été voulue par M. Pierre Joxe sur les problèmes de police après la gestion catastrophique de ses prédécesseurs (8).

Innocenter des délinquants cossus

E retour de la droite à une politique archeique dans certains domaines est tel que la grille de lecture marxista redevient opérationnelle, ce qui remet à l'ordre du jour les blocages et conserva-tismes de tous bords. Car force est de constater que c'est d'abord une concaption dite libérale de l'économie qui conditionne la mode de gestion du social et la reconstruction d'un certain ordre

En ce qui concerne l'ordre économique, certaines dispositions significatives balisent clairement l'orientation de l'actuel couvernement :

- couverture de comportements délictueux commis par ceux qui possè-dent le pouvoir économique et financier ;

 loi du 1st août 1986 aur la presse qui amnistie M. Robert Hersant des délits commis sous le régime de l'ordonnance de 1944 anticoncentration, il a eu raison d'affirmer cyniquement qu'il était en avance d'une loi ;

- amnistie dès avril 1986 de ceux qui avaient exporté illégalement leurs capitaux, ca qui a pennis à certains de « blanchir » des sommes provenant de divers trafics moyerment une modique taxe de 10 % (à rapprocher de la récuverture de maisons de jeux, dont le casino Ruhl à Nice, dont on sait qu'il n'a nien à voir avec le « milieu » en général et avec M. Jean-Dominique Fratoni en particulier...);

- dans le même tamps, pour cette clientèle, qui par sa presse ou ses finances soutient les campagnes électorales de la majorité, on développe les garanties procédurales en matière fiscale et douanière, on abroge les dispositions des ordonnances de 1945 sur le contrôle économique, M. Giscard d'Estaing fait ramener la prescription fiscale de quatre à trois ans...(10),

Ainsi la délinquance qui coûte le plus cher à la collectivité (11) se voit accorder une protection toute particulière, alors qu'elle bénéficie déjà de procédures spé-cifiques (initiative de l'administration, opportunité du pouvoir, que la récente affaire Chaumet vient d'illustrer, interventions, transactions...). Les enquêteurs sont de plus en plus poussés à renoncer devant cette délinquance lourde et com-plexe, pour, sur incitation de leurs supé-rieurs l'éérarchiques, se contenter de « faire du chiffre et de le statistique » sur les petits dossiers de ceux qui n'ont pas les moyens de contester.

Cas choix sont très graves pour l'avenir, car ils développent chez les citoyens un fort santiment d'injustice qui va dimi-nuer le sens civique : échapper à l'impôt ou au contrôle des règles fisées par la collectivité devenant une valeur domi-

Il ne s'agit pas de se lamenter sur cer-taines dispositions archeliques, mais de proposer, face à la délinquance économique et financière, un projet se rapprochant le plus possible des procédures et sanctions de la délinquance de droit commun, en donnant parallèlement à des agents de l'administration le statut d'officier de police judiciaire et en les faisant travailler en relation directe avec les perquets qui jouerzient un double rôle de coordinateur et de contrôleur.

La logique qui consiste à favoriser aux tous les plans les investisseurs potentiels (alors que c'est le profit purament spéculatif qui prédomine) conduit aussi à renforcer leurs pouvoirs dans is relation commicuelle :

- le volant de chômage permet déjà une embauche très sélective. L'autorisation administrative de licenciement a été supprimée sans contrepartie néuociée réelle, précarisant encore plus le statut des salariés (12). Désormais, ce sont les salariés les moins productifs, les plus âgés, qui sont les victimes des licenciements pour motif économique, sans véri-

- les atteintes au droit de grève se précisent. Dans la fonction publique, avec la retenue minimum d'un jour de salaire (loi du 31 juillet 1987) ; dans le secteur privé, où, en se prononcant sur l'opportunité économique des grèves, le juge fait un cadeau royal aux employeurs. Pour ce motif, la grève des agents d'Air inter est déciarée illicite par le tribunal de Créteil et quatre syndicalistes sont condamnés, par le tribunal du Mans, à payer 880 000 francs de dommages et intérêts à leur entreprise.

(4) Laurent Cohen-Tampi, le Droit sons l'Etos, PUF, Paris, 1985, et Daniel Soulez-Larivière, les Juges dons la balance, Ramay,

(5) Xavier Rauffer, le Cimetière des uto-pies, préface de Robert Pandraud, Sager, Paris, 1985. (6) Gilbert Bonnemaison, la Sécurité en liberté, Syros, Paris, 1987. (7) Auquel out succédé M. Pesce, puis M. Geindre.

(8) La « couverture » de la bavare de la rue Rosaini par Gaston Defferre, ses revirements successifs face à la hiérarchie policière, l'incompétence du secrétaire d'Etat à la sécu-rité, M. Joseph Franceachi, la « légèreté » des décisions touchant aux services secrets, aux renseignements généraux, la création de la cal-lule antiterroriste de l'Elysée..., autant d'erreurs difficilement rattrapables.

(9) G: Claude Julien, «Un nouvel ordre moral», le Monde diplomatique, novembre 1986.

(10) Ordomance da 1= décembre 1986; loi du 30 décembre 1986 portant loi de

ion du 30 décembre 1986 portant loi de finances pour 1986.

(11) Le SNUI (Syndicet national unifié des impôts) estimait, pour 1985, la francé fiscale à 44 milliards pour la TVA, 15 milliards pour l'impôt sur les sociétés, et 58 milliards pour l'impôt sur le rovenu. Voir anssi Christian de Brie, « La criminalité en col blanc ou la continuité des affaires », le Monde diplomatique, mai 1986.

(12) Lei du 2 millet 1996 constitute sus le

(12) Loi du 3 juillet 1986, complétée par la loi du 30 décembre 1986, qui tient largement compte de l'accord interprofessionnel du

ÉDITIONS A. PEDONE 13. rue Soufflot, 75005 PARIS

LA JURIDICTION INTERNATIONALE PERMANENTE LA RESPONSABILITÉ INTERNATIONALE Cours de l'IHEI LES NATIONS UNIES ET LE DROIT INTERNATIONAL ECONOMIQUE LES NATIONS UNIES ET LA FORMATION DU DROIT LES AGENTS INTERNATIONAUX

SFDI - Colloque d'Aix 240 F

LES DIMENSIONS INTERNATIONALES DU DROIT

Coédition Institut Dunant-Unesco 150 F

__ Tél.: 43-54-05-97 _____

JORATION DE Le libéralisme storitaire

10 to THE PROPERTY OF THE PROPERTY O STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

THE RESERVE AND DESCRIPTION AND THE THE PARTY OF THE PARTY IN legique d'enferme

Special or approximately the straightful and The state of the s THE PARTY OF THE PARTY OF Carried Control STATES OF THE PARTY OF THE PART The second second second THE PART OF THE PA THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

THE RESERVE THE PROPERTY. Set 7 Production of the language of the langua THE THE RESERVE OF TOTAL NO. 112 to Committee & In. STATE OF THE S and the state of t the program is successful.

The state of the s TENEDATE OF SERVICE glatte te anne ted antitie SECTION OF THE PROPERTY. Maria View Views Page

americano de la collegament de THE COURSE OF STREET were representative to the of selections. many to territory or was that the gets are new tree in the SPTM. apparence est force is in the enterced. azo Taja en somme genn de endos**e dissest** THE DECIDE A CONSIDER OF ME ATTS INCOLUTE FOR IT IN THE PORT, AND

Right a die reie ist efficient is as as a provenement # The and the first of the second 22.775 6" T. 11 7", 12" (8" (8" (8")) Perm um auf auf me the THE THIS OF IT OF THE PROPERTY. Campaign Er tell e Citaven. Brights St. Southern (colone) had

Assessment the Assessment of the Control of the Con of I proposed to the same The trade of the section of the Beite merbatie und ein bemanfiff. PERSONAL FOR DE DIRECTOR MA Constitution about the bost STORYER STORY IN B DELIGIO LO Ta firmers tige in promont erenten. the design of the factors and Bante des borres metignatique the all there has the subbander STATE OF STATE OF STATE OF STATE OF PARTY TOTAL CO. CO. CO. S. JAN. BANCOLINE. Pares Passua o mncomma de Server current sayons sa pudeus

jatetramen era peuvoira de la the supply occupantly par symmes, otherwise carnet bar in bra-Bogather des onto 3 tes John ma set all services of the service of the Winds to our premaganives The sester to their des nes-John Der Graffen, Couldnet 1888 Sent of the court of the Bone

Services on the second street, and Kar in Jam Cu . Ge Dive. the rate precently ber to trans-Sterios de la reconducte & Se e a service à committee. design the same of the same Ser estrate pour de estra gas pare the result is but See 36 - Sence absoine s. Service des Bas-Statement 2 3 Scient Character Chara A CONTROL OF THE PARTY OF THE P Sell services do the orbest jes. an interior de les recondutes à

Service a Company of code de la District of Course Francisco Some of ics municipalities Services et les unmitted

A DESCRIPTION OF THE PROPERTY. Service in the service of the servic de la borde et en bacher que la contrat de l Congress of the Gangerous Service of the Contractions PALIS CONTRACTOR OF THE PARTY O See 13 101 Company and her The state of the s Constitution to the second And the same and the same Consociation of the supplier o Se legit de l'Etar de n'en e strange & of Notice of Wallow Greets et

ECTORAUXE

La montée du libéralisme automble La montée du libéralisme automble La montée de court terme imposée le La montée du libéralisme automble La montée de la montée du libéralisme automble La montée de la montée du libéralisme automble La montée de de fond, et certains tentent le régler des comptes idéologies des mais 1968 et des annie.

L'aux ainsi que les problèmes de problèmes de sécurité sons de sécurité sons de securité sons de la constant de de police, de sécurité sont par de la caricaturale et pauvre, et de sécurité sont par la caricaturale et pauvre, et de la caricaturale et de la caricatura et

Franciant, is gauche avan reus. des hésitations, à mettre et politique cohérente qui commente proprietre ses effets. D'un côté, le reminente de droit voulu par MM, france et Robert Badinte. Best de cron vous per mon man per des réformes essentielles sans constitues de mort, des principales de la principale de mort, des principales de mort des principales de la principale de la Cascoption, vie quoticienne en pries pa l'autre, les patients acqui è and communaux de preventos à connected communative de prevento à la démarche pro-celle de M. Gilbert Bonnemason de la commission de la commission de constitues de la commission de constitues de constitues de la constitue de constitues de co pement social des quarters pre-Age M. Hubert Dubedout (7), I'm ZEP) due à M. Alain Savary, les m sples pour l'insertion des jeunes III Barrand Schwarz outent is développement des pares historion à l'emprisonnement I d'intérêt général, celui des cusions gérant le contrôle udes custors socio-écucatif, les cathylite rapide su: les prévent le victimes, les expériences de prees à Valence.

Apparter des réponses condita pales sux questions que pos ba des libertés construe le par de la penoce 1983-86. Las ines instructionnelles entre report in constant particular programments of the constant particular programments programment particular hacter le maintien a terme de tals deux. Cette même démarde de ande a de voulue par M. Pierre Jose des problèmes de por ce après la preophique de ses prédécessant

SHEEDS COSSUS

pius pasaicia des procina de la déunquance da érge donnant parallelement le 📤 l'administration le stem 🗗 ende police judiciare et en la la en relation directe aveciss Qui jouera.ent un double des beur et de contrôleur.

Le logique qui consiate à favorari. the plans les investisseurs pour. and predominer conduct auss in

im to votant de chomage permit embarche tros tolectre Lam m minutestrative de licencement de Sans contraparte rigis oricemunt enters plus le E The selection (12) Describes to selection les mounts productits les Marke Sour motif economique, saif made sent/64.

tos attentes ou droit de grei circus, Dans la fonction publique THE PARTY MATERIAL S'UN JOU OF SE 1 de 31 pullet 1987, dars 4 45 grand see are se prononcant sur loss to cadeeu royal 3.4 employers far brand, la grave des 33enis 6 44 mg dictarde secrite par le inbuté de Charles syndicalistic sont control The Pribunal de Mans, a la The entroprise

(a) Laurent Cohen-Tanup, is beit Heat, PUF, Paris, 1985, et Durch in Emiration, les Jupes dans la belong les Paris, 1987. 15) Kavier Rauffer, le Contre les patries le Robert Pantres le

1965 S. Calbert Bennemaisen, le Siede Angeol on: second M. half 1 La . convertere . de la la meti

per Gaster Dellert, se le la lacerel.

per Gaster Dellert, se le la lacerel.

Al Jeseph Francesch, la signé.

Al Jeseph Francesch, la signé.

La sechan: aux serventes.

La calatroriste de l'Elyste d'

dell'elyste de l'Elyste d'

dell'ellerten: satterphie. Afficience: Sittle Cande Julien. La sonie

Ordenmanor da je damin je da 30 decembre 1950 persi b Le SNLI (Syndral condition) calculated pour les National services pour les Nationals et de les Records pour les Nationals et de les Records pour les Nationals et de les Records pour les Nationals et de les Franch ser les souties et al.

Franch ser les souties et al.

Franch ser le resemble et al.

de Bris. La cromatif d'al.

des affaires, le Modifiere 121 Las de 3 juillet 1980. complét 10 décembre 1980. com les de l'accord saterprofesses de l'accord saterprofesses

EXPLORATION DE L'AVENIR

autoritaire

- précarisation du statut du locataire à travers la loi Méhaignerie sur l'« investissement locatif », qui se substitue à la loi Quilliot sur le droit au logement (13). Des solutions de rechange existent pourtant, qui permettent de développer des espaces de négociation, de débat, des contre-pouvoirs s'appuyant sur les asso-ciations et les syndicats. Mais la gauche a pris bien peu d'initiatives déterminantes en ce domaine...

Cet ordre économique accentue lus inégalités de traitement, renforce la

société duale qui engandre de plus en plus de précarités, Dans un premier temps, le contrôle social va permettre de gerer en douceur cette population, dans le cadre de l'Etat-providence. La décentralisation et les budgets considérables d'aide sociale, d'attribution de logements, d'allocations, vont même produire une accélération des phénomènes de clientélisme par des élus locaux libérés de la tutelle administrative et sans contre-

Logique d'enfermement et d'exclusion

Mais la crise - économique, culturelle. - l'impossibilité de construire un projet de vie pour des millions de personnes etées du système productif (chômeurs de longue durée; jeunes qui n'ont jamais travailé, ballottés de stages en TUC et de TUC en TIL), vont entraîner fuites, révoltes, marginalités, violences, besoin d'acquérir par tout moyen ce qu'on perdrait sa vie à gagner. C'est uniquement en développant la répression que la société libérale peut se maintenir, en jouant sur les peurs et insécurités qu'elle-même produit (14).

L'idéologie sécuritaire permet à la société libérale autoritaire de trouver une cohérence et une identité par l'enfermement et l'exclusion de populations-cibles. Dans cette logique s'inscrivent ceux qui augmentent délibérément le nombre de détenus dans les prisons, qui veulent enfermer les toxicomanes, placer les adolescents difficiles dans des centres

Poussée un peu plus loin, cette logique folle rejoint celle de M. Jean-Marie Le Pen et de ses « sidatoriums pour sidaiques ». Sa constante : éliminer des individus socialement repérés et éviter d'aborder les problèmes de fond auxquels nul ne peut apporter une réponse immédiate.

La concurrence est forte sur le marché de la peur. Tous les sondages concordent pour montrer que dans le domaine de la lutte contre l'insécurité, réelle ou non, les Français jugent la droite plus efficace.

il est vrai que le gouvernement a trouvé dime la vague terroriste un prétexte de choix, et-ou'il a purfecilement mettre en place son dispositif de joie sécuritaires, marquant un net renforcement du pouvoir de l'Etat sur le citoyen, la prééminence du pouvoir policier aux

Les lois des 3 et 9 septembre 1986 instaurent la généralisation des contrôles d'identité, développent les procédures de comparution immédiate (ex-flagrants délits) et les possibilités de placement en AI DECYISONE, TH sibilités d'individualisation de la peine. Le décret du 19 mars 1987 portant création d'un système informatisé de fabrication et de gestion des cartes nationales d'identité est passé presque inaperçu, tant les médias étaient occupés ce jour-là à parier des menaces de censure lancées par M. Charles Pasqua à l'encontre de quelques revues qui révulsaient sa pudeus

A ce renforcement des pouvoirs de la police, de surcroît couverte per avance. en cas d'éventuelles bavures, par le premier ministre ka-même, a correspondu aussi l'abrogation des circulaires Joxe sur les polices municipales en l'attente d'une nouvelle définition de leurs prérogatives. On peut noter, parallèlement, la réintégration, à des postes de choix, des policlers factioux qui avaient conduit les manifestations policières contre le gou-vernement socialiste en 1983.

Les premières victimes de ces mesures coercitives sont les immigrés qui, de plus, voient leur statut précarisé par le transfert du contentieux de la reconduite à la frontière du judiciaire à l'administratif, avec diminution concomitante des garanties. Le préfet peut expulser pour de simples raisons d'ordre public, salon la procédure dite d'« urgence absolue », utilisée notamment à l'encontre des Basques remis directement à la police espagnole. Les camps de rétention, créés par a gauche, permettent de regrouper les étrangers en l'attente d'être reconduits à

Le projet de réforme du code de la nationalité déposé à l'Assemblée metio-nale e pour but de trier plus faciliement ceux qui « méritant » d'être Français. Déjà les préfectures et les municips ont à cet égard des pratiques de plus en plus restrictives et tatillonnes.

Quant aux textes sur le terrorisme, ils marquent un renforcement très important des pouvoirs de la police et du parquet de. Paris, directement contrôlé par le gouvernement. Est instauré le très dangereux système des repentis (repris depuis lors dans le texte sur la toxicomanie), est institutionnalisée la pratique de la délation rémunérée. Ces dispositions s'appliquent Bussi à la supposée « mouvance terrorista », aux indépendantistes, aux mouve-ments de libération. La volonté de revenir à une Cour de sûreté de l'Etat qui n'en porterait pas le nom s'est affirmée à l'occasion du procès d'Action directs et

des menaces de Régis Schleicher, suivies de la défection de quelques jurés, par la curieuse précipitation à instaurer une cour d'assises uniquement composée de

Pourtant, face au terrorisme, outre la réponse policière, la réponse civique et la solidarité nationale, que symbolisant aussi les jurés populaires, constituent des armes psychologiques essentielles. En renforçant artificiellement un élément de l'appareil répressif d'Etat, on affaiblit la collectivité tout entière. C'est à un recul du civisme que correspond le transfert de l'ensemble des problèmes de sécurité aux

Mais l'example le plus topique de l'harmonie entre système libéral et sys-tème autoritzire a été celui du débet aur la privatisation des prisons.

M. Chalendon met en œuvre une politique pénale plus répressive. En aval, il entend donc développer le parc péniteritiaire qu'il estime insuffisant, puisque la France possède un taux d'incarcérations inférieur à celui d'autres pays comparables, tels que la RFA (15). Pour une fois que le pays a un indicateur social plus favorable que celui des Allemands...

Le carde des aceeux projetait donc de doubler les capacités carcérales françaises en cinq ans, grâce au financement privé (32 500 places répondant aux

normes minimales européennes sont occupées par 51 972 détenus au 1" juin 1987). En permettant à des investi privés de dégager des profits sur la privation de liberté d'individus de nies en oles nombreux, le système libéral-autoritaire produirait son modèle idéel.

vées américaines qui n'accuei population pénitentiaire totale, essent

Des appeis d'offre sont lancés en direction des entrepreneurs, qui voient là un marché immobilier considérable, et. des municipalités, qui envisagent déjà création d'emplois et texe profession-

Ce projet ne s'est pas brisé sur les problèmes humains et moraux posés, aur les problèmes constitutionnels ou sur ceux touchant au statut des personnels. C'est l'argument financier qui a été décisif : le gouffre qu'aurait représenté pour l'Etat le gestion privée rémunérée au prix de jour-née, et les modelités de financement de l'investissement s'apparentant à une opération de orédit-bail.

La Cour des comptes, dans son repport pour 1986, perient de la privatisa-tion des autoroutes réalisée per M. Albin Chalandon, avait déjà pu mettre en évidence l'absence totale de contrôle per la collectivité du non-respect des cahiers des charges, et les substantiels profits réalisés par quelques entrepreneurs au détriment de l'Etat (17).

Il n'empêche que, si M. Chalandon n'a pu mener à bien cette privatisation, qui aurait marqué une avancée idéologique essentielle pour les « libéraux », il a tout places de prison supplémentaires, ce qui lui donne les moyens de sa politique répressive dominée par la volonté d'enfermer (18).

Faibles réactions de l'opinion « éclairée »

ENFERMER, sociure, cela se traduit. Début janvier, à Fleury-Mérogis, ont été incarcérés trois adolescents de 10 à 12-ens (19).

Le discours dominant, qui conduit à de telles décisions, se fonde sur les valeurs d'autorité, de hiérarchie, d'encadrement, à l'égard de certaines populations, en particulier des jeunes. Pour la drogue, on annongant le chiffre fantaisiste de 800 000 toxicomanes, alors que toutes les évaluations scientifiques intégrant le critère de dépendance (20) situent ce chiffre entre 80 000 et 120 000. Ceta a permis au gouvernement de proposer un projet initial qui préconisait le « choix »

entre incarcération et soins forcés, le recours aux communautés thérapeutiques comme celle du Patriarche utilisant les méthodes comportementalistes directement inspirées des Etate-Unis, le placement à la demende de la famille... Là encore, M. Chalandon a dù reculer sous la pression des professionnels, mais le débat marque les mentalités.

Pour les jeunes délinquants ou marginaux (que d'aucuns nomment prédélinquants tant le déterminisme social est fort), le même ministre a tout de auite proposé des c chantiers de jeunesse » organisés per des bénévoles ou l'armée. Par exemple, à Liancourt, l'armée a créé une association intitulée JET (li faut faire moderne), qui prend en charge seulement les Français et, parmi eux, pas de toxico-

DES MILLIERS DE MINEURS INCARCÉRÉS

1976	1980	1981	1982	.1983	1984	1985
4021	6067	6053	5970	5875	5700	4902
		Popu	lation moy	enne:		
198	2	1983		.1984		1985
786	6	776		824	850	
Durée	moyenne d	e la détenti	on dans les	prisons de	Lyon (en j	iours) :
198	3	1984		1985	1	1986
42		41.50		51.A7		I4.51

Une campagne d'opinion était préala-

blement déclanchée sur les prisons pritant que 2 500 détenus, soit 0,3 % de la lement des jeunes délinquants et des immigrants illégaux (16),

de même obtanu la création de 15 000

manes, Les perspectives : une formation accelérée, un encadrement, le brevet de secouriste, devancer l'appel. Dans le même temps, M. Chalandon veut « rouvrir les centres fermés » pour mineurs auxquels Alain Peyrefitte lui-même avait mis fin en 1979. Il est vrai qu'ils porteraient le nom de « centres éducatifs de

VAZQUEZ DE SOLA

Pendant que le gouvernement se donne les moyens de ces mesures répressives, il réduit les budgets associatifs, supprime des postes d'éducateurs et de mises à disposition des activités paraecolaires, il met fin aux entreprises intermédiaires qui permettaient l'insertion économique et sociale de jeunes en difficulté dens le cadre du dispositif mis en place per M. Bertrand Schwartz.

Vollà les réstités qui se dissimulant derrière les oripeaux de l'ordre moral.

Comment ne pas être frappé par la faiblesse des réactions de l'opinion « éclairée » face à la mise en place d'un tel dispositif visant des populations-cibles rejetées per la société qui les produit ? Les manifestations étudientes de fin 1986 ont bien montré les potentialités de réponse des jeunes. Capandant, la diacours des intellectuels, des relais d'opinion que sont les syndicats et les partis,

(13) Loi du 23 décembre 1986, (14) Voir «La peur et l'ordre», le Monde iplomatique, mai 1986.

(15) La France figure en moyenne position (15) La France figure su moyenne position des pays membres du Conseil de l'Europe en nombre de détenus, avec 84 pour 100 000 habitants, derrière l'Autriche (102,5), la Turquie (102,3), le Royaume-Uni (95,3), la RFA (87,5), et juste devant le Portugal (82), su l'« septembre 1986, selon M. Tournier dans ause recherche pour le Conseil de l'Europe arrêtée au 1= février 1986. Le 27 octobre 1986, M. Chalandon, devant l'Assemblée mationnle, domnit les chiffres suivants : Antriche (109). Portugal (96). Royauma-I hi che (109), Portugal (96), Royatune-Uni (94,2), RFA (92,2), France (80,7). Anx Etats-Unia, modèle de référence, le taux est de 215 déterms pour 100 000 habitants.

16) Rapport de la commission d'enquê parlementaire au retour d'un voyage d'étude aux Etats-Unis en 1986. (17) Rapport 1986 de la Cour des comptes, la Documentation française, Paris.

(18) Loi du 22 juin 1987 relative au service

les fait apparaître comme incapables de s'appuyer sur les préoccupations immédiates et individuelles des gens pour développer une prise de conscience col-

L'absence de projet mobilisateur, la faiblesse actuelle des réseaux de contrepouvoirs, fa camisola médiatique sont autant de causes d'anesthésie de la perisée et de l'action. Ne volt-on pas, pourtant, la logique qui commande l'ensemble (21) ?

Le traitement par l'enfermement de celui qui dérange vise à ressouder artificiellement des individus sens valeurs collectives, qui se repèrent simplement par repport à ceux qu'ils excluent ou auxquels its attribuent un statut social infé-

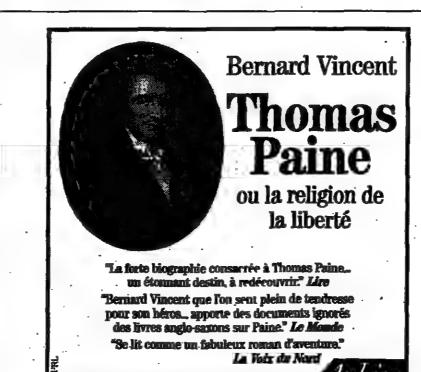
Les réactions aux meeures de contrôle, de fichage, de refoulement ou d'enfermement que préconisent certains à l'encontre des porteurs potentiels du virus du SIDA, d'abord (est-ce un hasard?) aux Etata-Unis de M. Reegan, dans le Land de Bavière de M. Franz-Josef Strauss, ou dans les Alpes-Maritimes de M. Jacques Médecin, seront un test déterminent,

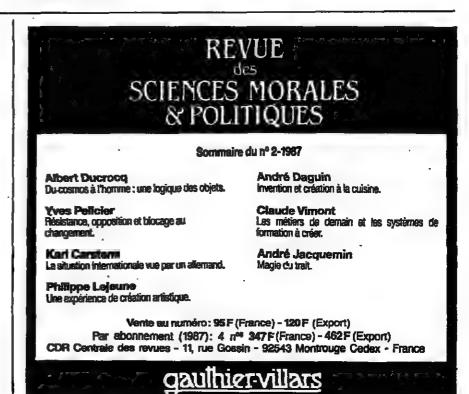
JEAN-PAUL JEAN.

(19) Au 1" avril 1987, il y avait 921 mineurs incarcérés, dont 861 de seize à dix-huit ans, et 60 de troize à seize ans. 80 % de ces mineurs entrent en prison au titre de la senie détention provisoire. Si les statisti mottent ou évidence une diminution du pombre d'entrants ces dernières asnées, grâce aux permanences éducatives auprès des tribunaux qui peuvent offirir des solutions de rechange à l'incarofration, elles cachent le fait que les mineurs qui votit en prison y resteut de plu plus longtemps (voir le tableau ci-contre).

(20) Définition médicale sur laquelle s'accordent l'ensemble des spécialistes; est toxicomene celui ou celle qui consomme dedrogues illicites de façon pathologique (impossibilité d'en maîtriser l'usage) et dont la vie sociale s'en trouve détériorée (diffi-cultés familiales, professionnelles, médioolégales) de l'açon nette et durable.

(21) Claude Julien, « Pensée sans objet, société sans projet ? Des politiques malades de leur culture », le Monde diplomatique, juin







Le poisson pourrit par la tête dit le proverbe. Et dans le désarroi des citoyens, entretenu par le mouvement brownien des médias, les élites au pouvoir n'ont pas une mince responsabilité.

Imbues de leurs privilèges et coupées des réalités, elles ne reculent pas devant la démagogie de l'anti-élitisme pour conforter leur main-

CHRISTIAN DE BRIE UX vertus qu'on exige

dans un domestique, Votre Excellence connaît-elle beaucoup de maîtres qui fussent dignes d'être valots? (1) >

Deux siècles après Beaumarchais, l'insolente réplique du barbier qui galvanisait le peuple du parterre claque dans un théâtre vide. La vérité d'hier n'a pas pris une ride. Elle a perdu son

Compétitif, flexible, performant, dynamique, jeune, expérimenté, créa-tif, discipliné, responsable, mobile... telles sont quelques unes des moindres qualités attendues aujourd'hui de celui qui est conduit à travailler pour se procurer les moyens d'une existence. Qualités préalablement vérifiées par des séries de tests, de justificatifs, d'entretiens et d'enquêtes, graphologiques, de moralité, parfois même astrologiques. Etant entendu que pour le peu, seules seront garanties dans un premier temps la précarité de l'emploi et la modestie de la rémunération. Que l'on sache, les « maîtres » d'anjourd'hui ont, en ce qui les concerns, moins d'exigences et davantage de prétentions.

Alors que les castes dirigeantes sont de moins en moins capables d'assumer des responsabilités qu'elles confisquent abusivement, elles multiplient les contraintes sur tous ceux qui, par leur travail, assurent la production des biens et le fonctionnement des services communs. Le contraste s'amplifie de jour en jour entre les privilèges illégitimes et exorbitants dont jouissent les uns, la rigueur, les efforts, les sacrifices, voire les conditions extrêmes ées aux autres. Dans les démocraties occidentales (mais aussi dans les régimes socialistes et les pays du tiers-monde), les minorités qui, un peu partout, exercent le pouvoir verrouillent son accès, gaspillent les richesses et le bien commun, préservent leur pérennité par la contrainte économique et sociale, le contrôle politique, la manipulation idéologique et culturelle.

Car la crise dont il est question, celle qui se manifeste dans des politiques malades de leur culture, est bien la crise des « élites » en place (2). Dirigeants et administrateurs des grands groupes industriels, financiers ou commerciaux; hauts fonctionnaires des bureaucraties d'Etat, civiles et militaires; dignitaires des appareila institutionnels, judiciaires, culturels ou autres; politiciens professionnels des assemblées, gouvernements et partis; ainsi que la nuée des spécialistes, conseils, experts et « sages » en toutes choses dont ils s'entourent. Au total, dans chaque pays, quelques milliers, au plus quelques dizaines de milliers de personnes. Auxquelles s'ajoute le réseau vassalisé des responsables et notables focusiz.

Parce qu'elles ne sont porteuses d'aucun autre projet que celui de leur propre conservation, ces castes dirigeantes constituent le principal obstacle aux évolutions nécessaires. Celles qu'impose l'interdépendance croissante et irréversible des conditions humaines sous la double poussée de la mondialisation des rapports sociaux et de production d'une part, d'un développement scientifique et technologique accéléré aux effets universels, d'autre part. Incapables de conduire l'une et l'autre, d'en maîtriser les finalités, elles ne savent que reproduire à l'échell mondiale le modèle expérimenté localement à l'aube de la révolution indus-

Certains s'en avisent et dénoncent la corporation. Prudemment, comme M. François Dalle : « Notre crise est une crise de créativité. Il faut savoir si nous avons suffisamment de chefs d'entreprise créatifs. Je crois qu'ils sont trop peu nombreux (3). » Sélectivement, comme M. Albin Chalandon ; « Pour un quart de champions, beaucoup de médiocres et de rin-gards (4) . Sans faire le détail, comme M. Richard Darman, secrétaire adjoint au Trésor de l'administration Reagan, s'en prenant à la « corpocratie timorée, inefficace et sans imagination des entrepreneurs (5) », ou M. Jean-Pierre Chevènement constatant « les inépuisables réserves de médiocrité et cette absence totale d'imagination des classes dirigeantes (6) ».

Un obstacle, mais aussi une menace. Car pour se maintenir en place, les « élites » sont périodiquement tentées de bloquer l'aspiration des peuples à la paix civile, la dignité, l'équité, la démocratie et la recherche du bonheur, en les entraînant dans une nouvelle ère d'obscurantisme séduisant, dont, après des siècles, les hommes tentent à peine de s'affranchir (7).

Dans les démocraties occidentales, comme dans toutes les nations, les citoyens entretiennent à grands frais, à leurs frais, des dirigeants politiques ou d'entreprise chargés, chacun pour ce qui les concerne, de prévoir les évolutions, analyser les problèmes, proposer des solutions en fonction d'objectifs préalablement énoncés, mobiliser les moyens, mettre en œuvre et gérer leur application. Or ces fonctions qu'ils occupent à temps complet, assistés des techniques de prévision, d'évaluation, d'analyse et de simulation les plus sophistiquées, entourés de conscillers réputés les plus compétents dans leur spécialité, ils se révèlent incapables de les remolir.

Habiles à maintenir le statu quo et à conforter l'ordre établi, héritiers d'une iongue tradition de conservatisme, s'étant toujours opposés, souvent avec violence, aux changements qu'ils n'ont jamais acceptés que contraints et forcés, formés à reproduire les schémas et comportements déjà expérimentés, ils sont désarmés devant la nouveauté et témoignent d'une remarquable inantitude à anticiper puis accompagner les profonds bouleversements qui ne manquent pas de se produire. Telle fut la première leçon de la crise inaugurée il y a quinze ans. Le roi est nu; les Français l'ont vu, les autres aussi. Des milieux patronaux aux chefs d'Etat et de gouvernement, majorité et opposition confondues, ils n'ont su ni prévoir, ni analyser, ni trouver des solutions adaptées. Les chocs pétroliers, la concurrence des nouveaux pays industrialisés, les désordres monétaires, la révolution technologique, les déséquilibres Nord-Sud et l'endettement du tiers-monde, la perte de compétitivité et des gains de productivité, le tout-Etat, les égoïsmes et rigidités sociales et syndicales, le déclin des valeurs morales et culturelles, sans oublier les erreurs catastrophiques des gestionnaires précédents, tout un fourre-tout de causes partielles, sans liens ni cohérence, a défilé devant une opinion publique ébahie. Elles sont censées expliquer la fin des glorieuses années d'expansion, l'entrée dans le noir tunnel de la récession et du chômage, dont personne ne prétend plus apercevoir l'issue et encore mains ce qui nous

attend à la sortie. Ce n'est évidemment pas l'intelligence des hommes qui est en cause mais le décalage entre la dimension des événements et la capacité des dirigeants à les maîtriser. A cet égard, ils ont largement atteint leur souil d'incompétence. Es ne peuvent agir que dans un espace-temps restreint qui n'est pas celui, beaucoup plus vaste, des problèmes qui traversent le monde et des solutions qu'ils attendent. Au mieux, les politiques peuvent tenter d'intervenir globalement, sur l'ensemble des secteurs, mais seulement dans les limites territoriales de l'Etat et pour la durée de leur mandat (quatre à cinq ans en moyenne). Les dirigeants des grands groupes multinationaux peuvent développer une stratégie mondiale, mais senlement dans un domaine déterminé et dans les limites des perspoctives du marché (dix à quinze ans au maximum).

Un statut de caste supérieure

PRENDRE effectivement en compte et intégrer dans un programme de gouvernement ou une stra-tégie de groupe un ensemble de para-mètres, de données et de problèmes mondiaux dans une perspective treatenaire, équivalant à une génération, n'a aujourd'hui, pour les uns et pour les antres, rigoureusement aucun sens. Une telle démarche concerne la prospective, non la gestion des affaires, qu'elles soient publiques ou pri-

cripteurs à 500 francs l'action(1)

dépend maintenant de vous.

... et toute l'équipe

POLITIS-Le Citoyen en janvier? Cela

Bernard Langlois

(i) As ray on it rapital de 1 000 000 F ne writi pue attent

Jean-Pierre Beauvais, Jacques Bidou, Claude

Bourdet, Michel Cardoze, Jacques De Bonis,

Remy Calland, Pierre Ganz, Didier Gille, Edouard

Guibert, Bernard Langlois, Evelyne Le Garrer

A cette incompétence fonctionnelle s'ajoutent les processus de sélection et de promotion des élites (9). Dans les énormes et complexes machineries que constituent les centres de ponvoir, l'essentiel des capacités et des énergies de ceux qui visent les sommets est consacré à atteindre à cet objectif par tous les moyens et, une fois la forteresse conquise, à s'y maintenir le plus longtemps possible contre les assauts permanents des concurrents, étendre son emprise ou s'en servir comme tremplin pour d'autres conquêtes. Tout au long de ce parcours dangereux et épuisant, il scrait suicidaire de prendre de la distance, de se mettre en réserve, de retrouver une disponibilité et une ouverture d'esprit indispensables pour remettre en cause son mode d'approche et de compréhension des problèmes. Aussi la plupart des dirigeants viventils dans un système clos d'idées recues. de connaissances fragmentaires et spécialisées, de pratiques de pouvoir rigides et contraignantes. Quant aux motivations profondes et non dites qui attirent certains hommes vers la course au pouvoir, elles sont sans grand rapport avec la noble et séduisante image-rie généralement présentée. Si la question est soigneusement occultée, ce que nous en révèlent la psychanalyse et quelques portraits témoigne qu'elles ne prédisposent pas toujours à promonvoir e mérite (10).

Enfin, l'incompétence des élites diri-geantes est confortée par l'isolement que leur confère un statut de caste supérieure. Que ce statut soit acquis dès le départ par l'origine sociale privilégiée ou en cours de route par la conquête ou la cooptation, qu'il concerne les héritiers ou des parvenus, il rend inapte à comprendre et à partager les préoccupations et les centres d'intérêt du plus grand nombre. Vivant durablement dans des conditions matérielles hors du commun, disposant discrétionnairement de tous les moyens et de toutes les facilités - de communication, d'information, de circulation et de voyages, de réception, d'hébergement et de villégiature - travaillant dans le luxe des palais nationaux et des sièges sociaux feutrés, entourés d'un personnel prévenant et habile à déblayer devant eux toutes les difficultés et tracasseries de la vie quotidienne, ne fréquentant que des gens de leur condition, ils ne rencontrent le peuple des autres citoyens qu'à l'occasion de tournées électorales et de bains de foule, de visites d'ateliers ou d'arbres de Noël de sociétés (11). Comment ces élites, issues principalement de la bourgeoisie aisée, disposant de hauts revenus et jouissant en plus, généralement, de par leurs fonctions, d'un train de vie sans commune mesure avec ces mêmes revenus, pourraient-elles avoir la moindre aptitude à comprendre les problèmes et représenter les aspirations de communantés humaines qui leur sont, dans leur grande majorité, complètement étrangères? Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'analystes et sociologues ont souligné les rigidités et les blocages sociaux qui résultent de la nature de la bourgeoisie et de la classe dirigoante, de leurs croyances, de leurs comportements et de leurs modes de vie, en France comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne (12).

En dépit de toutes ces évidences, les porte-parole des castes dirigeantes discourent et tranchent de tout avec une arrogante assurance. Gonflés de certitudes, ils ont sur toutes choses des connaissances définitives et des jugements péremptoires, distribuant blâmes et satisfecits avant même d'être sollicités, comme si, par nature, le seul fait d'appartenir à ce milieu privilégié leur conférait une culture et un savoir innés, sans égard aux démentis que la réalité se charge de leur apporter. Il est vrai que la petite cour de laudateurs assidus, crédules ou intéressés, dont chacun d'eux s'entoure les conforte en permanence dans l'idée prestigieuse qu'ils ont d'eux-mêmes. Le moindre truisme, la plus plate banalité qui, prononcée par n'importe qui d'autre, signerait son demeuré, devient dans leur bouche réflexion osée, méditation profonde ou fulgurante vision faisant l'objet d'interminables exégèses. Ainsi se creuse l'écart entre les discours des élites dirigeantes et les réalités qu'elles sont censées appréhender. Sournoisement, la langue de bois a franchi le rideau de fer.

A cette incompétence répond une irresponsabilité à peu près générale et permanente (13). Le prix des

agences pour l'emploi ou les sociétés d'intérim, les stages de formation ou de recyclage. Dans la haute administra-tion et l'appareil d'Etat, les seules sanctions sont la promotion dans une sinécure dorée, la « mise au placard » avec traitement plein, et au pire le retour provisoire dans le corps d'origine. Dans tous les cas, l'incompétence n'est

Incompétence et irresponsabilité

erreurs commises est toujours payé par les autres, par ceux qui n'ont eu aucune part à l'élaboration des décisions et à la gestion des affaires. C'est peu dire que les castes dirigeantes ne fréquentent pas les bureaux de placement, les

 Beaumarchais, le Barbier de Séville, acte i, soène 2. – une pluralité d'Etats, de groupes industriels (2) Voir les quatre premiers articles de la

(3) François Dalle et Jean Bounine, « Pour développer l'emploi », rapport au ministre des affaires sociales, mai 1987. (4) Albin Chalandon, Quitte on double, rasset, Paris, 1986, page 22.

(5) Cité par Philippe Messine, in les Satur-lens, La Découverta, Paris, 1987. (6) Conférence de presse du 9 juillet 1983.

(7) Voir en particulier les thèmes développés par la très influente secte Moon on les fondamentalistes chrétiens aux Etats-Unis comme M. Marion « Pat » Robinson, candidat à la présidence (le Monde diplomatique

à la présidence (le Monde dip. février 1985 et septembre 1986). (8) Sauf en de rares occasions, lorsque se nobilisent sur de grands projets — type Ariane et de centres de recherche.

(9) Voir en particulier : C. Wright Mills, l'Elite au pouvoir, Maspero, Paris, 1979; Pierre Birnbaum, la Classe dirigeante française, Le Seuil, Paris, 1976; Esra N. Saleiman, les Elites en France, Le Seuil, Paris, 1979; Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passoron, les Héritiers, Editions de Minuit, Paris, 1984.

1984.

(10) Cf., par exemple, le portrait satirique de l'ancien président des Etats-Unis, Richard Nixon, qu'a proposé Emile de Antonio dans son film Richard Milhouse Nixon, 1971.

(11) Alexandre Whickham et Sophie Coignard, la Nomencleatura française, possoir et privilèges des élites, Belfond, Paris, 1986; Daniel Schneidermann, Tout va très blem monsteur le ministre, Belfond, Paris, 1987.

(12) Voir, par exemple, Stanley Hoffmann,

(12) Voir, par exemple, Stanley Hoffmann, A la recherche de la France, Le Seuil, Paris, 1963; Michael Parenti, Democraty for the Few, Saint Martin's Press, New York, 1974; Arthur Koestler, Suicide d'une nation, la Grande-Bretagne face à son destin, Calmann-Lévy, Paris, 1964. (13) Que sont devenus les responsables des miliards englouis à fonds perdus dans l'infor-matique du « plan calcul », dans la sidérur-gie... ou dans l'affaire dite des « avions reni-fleurs » ?

A CONTRACT OF STREET THE REPORT OF THE PERSON ASSESSMENT OF THE PROPERTY OF THE RESERVE OF THE PARTY OF THE A STATE OF THE PARTY OF THE PAR THE PART OF THE PARTY OF THE PA THE PERSON NAMED IN COLUMN 1978 The second second second The same of the same

State let The state of the s

per a me

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

The state of the s

THE TRUE OF THE PARTY OF THE The same of the same of the same Commence of the Control of the Contr SHOW THE POS The state of the s The street of th TO SEE THE PROPERTY OF THE PERSON OF THE PER The Paris The state of the s The second secon THE PERSON OF THE PERSON OF THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN COLUMN to tempe and to de regular &s SECTION AND ADMINISTRATION OF THE PROPERTY OF Section 1. Section 1. Section 1. Let Manage TEATT IN SOUTH CAN USE PROPER THE PERSON OF TH

SECTION OF THE PROPERTY. The transfer of the second populations. men mante errigtet # ger 2011 und mir it de am e a はいさ (1) Long (中の) 🍇 man with the then have been and the second second and the feet of the state of the state of de fell east, for a garat o sected tion in and union in it in the motife with distante sommer en la complete im americ dier ver Gie gifes.

Du bon usage 🎃

ber auf der mit fing fin der finde

me eite burt bert das a fessen.

one stainment on the article

ements der Filte im eine danne

Barrenter in einer eine die fie fie The remains our date was. The interest over grant the party THE RESERVE OF THE PARTY OF THE PARTY. Americana Prof saffer to Trans. - Company of the late. Admitte devicing new dumble life. am articulta montas el high State Sing of the county to past Markette ander the treatment Breffing is a might e-Sile time to his the extensions. the second appropriate a least THE RESERVE OF SHIET OF PARTY th impage or democration E CRSS E Care, Asia su que impregne tous les Chicago Comme Care Comments State Et an eliter des the ser convent city an description appropriate Marianes amount to to sagnet is que de son Page brutal I. en est d'autros.

tage of comme banadists. Aires de la foure des petits trafamile la confessate. the dister directment, on the contest will contest the contest of the contest Antice pour cos protiques, es Samuel Territoria d'une Polesiannese Bien evident Color der de antagen A'eltre Panice List will act direct Si site endi duer ou dans le at comme mennese poer chiere sincers de a desiratente Com muititude territo d'acrès proviègate à et a territoria de la comenta de la Control of Paristic ben the tentile public, dones the decimines perma-

Completion qu'elles ne le 2 improved parlos the cites on place ionical general et de beignier Sectaculaire. intere de saus en la démocratie Sales on recours à des Section of the section of the the courses you was tagazion sociale di L'apacatanA PARTY

the k discuss dominant, he the concession sont cutations Secure of the sent entered Chief ser ser concern com-Color social come to the companies of the social communities of the social communities of the social communities of the social control of the social contr Coder de som de mande et the least of the se denote es et des comments propriétées ce le comments Se des constants la pins de Chief et des restoutes Chiefuldeline et que techni-

En janvier dans les kiosques... Politis 43 57 71 04

... cela dépend de vous!

Un nouvel hebdomâdâire en Janvier dans les kiosques. Si vous le voulez. Si vous accepla seule façon, pour des journalistes libres, de créer un nouveau journal libre : sans fil à la patte d'aucune nature, ni obédiences partisanes, ni caprices de mécène, ni diktat des modes et

de l'air du temps.
Un journal de conviction: POLITIS-Le Citoven s'adresse à toutes celles et à tous ceux qui ne croient pas que la gauche soit une idée norte, une notion dépassée, un concept ringard; qui ne se reconnaissent ai dans les notions floues d'un modernisme sans contenu, ni dans les crispations dogmatiques d'appareils préoccupés de leur seule survie.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS EN BOURSE n° 87323 du 4 septembre 1967

AVERTISSEMENT DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS EN BOURSE 1 - Les possibilités pratiques de cession sont limitées : il n'est pas envisagé d'organiser un 2-Il n'est pas prévu de distribuer des dividendes au cours des deux premiers exercices.

- Tout actionnaire nouveau doit être agréé par le Conseil de surveillance. 4 - S'agissant d'une constitution de société, les éléments financiers contenus dans la note d'information sont entièrement prévisionnels.

La notice d'information mise à la disposition du public et les statuts sont disposibles à POLITIS, 5 boules ard Vultaire, 75011 Paris, téléphone : 43 57 71 04.

Un journal de journalistes qu'habitent le souci du réel, le refus du secret, le goût de l'enquête et du débat d'idées — et ce fameux devoir d'irrespect, trop souvent invoqué pour

mieux en écarter l'usage... Une équipe rédactionnelle cohérente, dans ses options comme dans sa pratique ionnelle. Pour un projet rédaction cohérent qui veut, à sa place, contribuer à rompre et à reconstruire : rompre avec les consensus honteux, reconstruire les possibles d'une société autre.

Nous avons besoin de vous. Il suffit que vous soyez quelques milliers à y croire, autant que nous. Le projet est raisonnable : nous pourrons paraître dès que nous aurons réuni 8 000 sous-

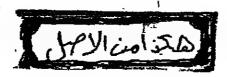
Yves Loiseau, Noël Monier, Michel Naudy, Raja Nasrallah, Gilles Perrault, Sampiero Sanguinetti, Gilles de Staal, Isabelle Stengers, Claude-Marie Vadrot, Patrick Viveret.

MANDAT POUR EFFECTUER UNE SOUSCRIPTION

déciers donner mandet à la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.), 191, avenue Doumesnit, 75012 Paris de pour moi et en mon nom y adhèrer et souscrire (nombre en lettres) ... actions de cinq cents francs chacune de ledes société.

Les châques som à libeller à l'ordre de la B.F.C.C. et à resoumer avec le bon ci-joint à POLITIS, S'boulevard Voltaire, 78011 Paris, siléphone 43 57 71 04.

La signature doit être précédée de la metalon manuscrita « Bon pour pouvoir »



JES MALADE

maître

post avec la noble et séduisant in plantariement presenté. Si la la set soigneusement occulté, de la révèlent la psychantie la psychantie de la postent pas toujours à promette (10).

Charin, l'incompétence des élitets est confortée par l'isolations de l'entre confère un statut de la station de le confère par l'origine sociale pur le cours de route le cours de route le le c Meste ou en cours de route les parties de la cooptation (1) comprendre les héritiers ou des parties à comprendre management de la comprendre m and inapte à comprendre et a partier du plus grand nombre du plus grand nombre de les conditions de les conditions de les conditions des conditions de conditions Apparation de pius grand nomen va Apparationent dans des conditions le Apparation de four la f estionnairement de tous les morales les facilités — de constant expenses les facilités — de comme en, d'information, de circulation que de récention, d'hèbes que de villégiature – travaillam des des palais nationaux et des se palais nationaux et des se palais nationaux et des se palais a des palais à des pala prévenant et habite à des conteries de la vie quotidienne et entant que des gens de leur au is ne rencontrent le peute THE CITOYERS QU'A l'occation de le des electorales et de bains de font siettes d'ateliers ou d'arbres de Note inclines (11). Comment on the ince principalement de la bonne harto, disposant de hauts revon; lordesent en plus, généralemen, és ties fonctions, d'un train de ries REPRESE MESUTE AVEC CES DE mat, pourraient-elles avoir la me aprirade à comprendre la p Thises et représenter les aspusites And hour grande majorité, comé Ce n'en per souligne 'ce regione' en se h boargeuisie et Ge la clare ete, de leurs creyances de la contements et de leurs molec France comme aux Engly Grande-Bretagne (12).

dépit de louies des évidents et transhent de tout met assurunce Gonfie de 2 ont sur toutes chose e The bances definitives at days ste perempterres, distriber these et satisfectis avant mémolit Mobile, comme si, par nature les Teppertenir a de mines pini, er enterait une culture et mat ente ens égard aux déments le chi que la petite cour de liner eréduies ou intéresé c nes d'eux s'entaure les codes mence dam l'idea presupthe cost d'eux-mames Le mes e, la plus plute baralité que par g'importe qui das malt son demeure, denen b ur bouche reflerior ade, min loade on fulgations were in biet d'intermination ereibe ! te esque l'écart entre les escont ster combet upprehender Some maiet, la langue de bois i finale

in expense bilité

Tention, les stages de formains de la militage. Dans la faute administration de la promotion dans me dorée, la « mise au plande de la militage de la mise au plande de la mise de la mise au plande de la mise de la mise de la mise au plande de la mise de la

Marie de France, de grange marie de partentier C. World G. Seroll, Parts, 1976, de Seroll, Parts, 1976

CI. par exemple, le perrui de la privat de la privatent des Estables de Alemandre Milhauste Alemandre Milhauste Alemandre Willed Milhauste Alemandre Willed Milhauste Alemandre Milhauste Milhauste

DE LEUR CULTURE (V)

et serviteurs

iamais le motif invoqué. Dans les grandes entreprises, le management passe allégrement d'un groupe à un autre, quitte une direction générale de branche déficiente pour une présidence de filiale juteuse et a généralement abandonné le navire bien avant qu'il ne soit en perdition. Tout un système de relations et de cooptations fonctionne comme une mutuelle fraternelle, assortie de solides garanties financières négociées en cas de prise de contrôle ou de restructuration. Il est rare que le milieu laisse sur le carreau un membre des états-majors et ne l'aide pas d'une manière ou d'une autre à se remettre en selle. Cela créerait un fâcheux précédent. Au reste, le pays et le monde des affaires peuvent-ils se passer d'élé-ments qui, quels que soient leurs résultats, sont membres de droit de l'élite ?

Ouant aux administrateurs et PDG de sociétés, détenteurs et représentants du capital, ils risquent surtout l'emploi et l'argent des autres et leur responsabilité juridique est toute formelle. Dans les sociétés anonymes, tout le pouvoir appartient aux actionnaires réunis en ssemblée générale; mais ce pouvoir. ils ne l'exercent que quelques heures par an, le temps de le déléguer au conseil d'administration, après lui avoir donné quitus et approuvé son rapport. Tout fonctionne en sorte que les petits porteurs n'y gèrent pas les gros; ceuxci se retrouvent au conseil d'administration où, par le jeu des participations croisées et en cascade, ils dirigent et contrôlent avec une minorité de titres (14).

Restent les élites politiques dont la responsabilité est sanctionnée par les électeurs. L'est-elle vraiment? Les modes de scrutin, les cumuls de mandats, les fiefs électoraux garantissent aux ténors et caciques la pérennité de leurs fonctions, dont témoigne la longévité des carrières électives. De plus, dans la plupart des cas, il suffit de rassembler le vote d'un tiers des citoyens pour être légalement majoritaire; beaucoup moins aux Etats-Unis, dans

toutes les consultations, et en Europe dans les élections locales ou partielles. On est loin du rassemblement de « deux Français sur trois » préconisé par M. Valéry Giscard d'Estaing. Sans doute se réfère-t-il à sa propre élection dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme, en septembre 1984, où il fut élu avec 63,25 % — pratiquement les deux tiers — des suffrages exprimés. Mais ces deux tiers, 25 000 voix, ne représentaient qu'un tiers des 75 000 électeurs inscrits.

Enfin, les conditions dans lesquelles se déroule le débat démocratique diluent les responsabilités. Phénomène de clientélisme et techniques de vente du produit politique se conjuguent pour transformer le citoyen en consommateur submergé par le flot publicitaire plutôt qu'en censeur lucide et exigeant, Les démocraties garantissent à tous le droit de dire ce qu'ils veulent et réservent à quelques-uns le droit de faire ce qu'ils veulent. En toute impunité. Au demeurant, comme le constatait avec un tranquille cynisme Georges Pompidou : « Il ne s'agit pas pour les électeurs de choisir leur avenir. Il s'agit de choisir la personne à qui ils confieront cet avenir pour un certain nombre d'années (15), »

Ces conditions, qui ont considérablement accru les pratiques de corruption des élites, s'étendent à l'ensemble des activités politiques et économiques. De l'affaire Lockeed-Tanaks au Japon à celle du Carrefour du développement en France, en passant par le « Watergate », ie « Koreagate » ou l'« Irangate » aux Etats-Unis, les affaires Flick en Allemagne de l'Ouest, Matesa en Espagne ou de Broglie en France, les scandales pétroliers et bancaires ou celui de la loge P2 en Italie, pour ne prendre que quelques exemples spectaculaires parmi des centaines d'autres, la corruption est une pratique courante dans les rapports permanents qu'entretienneut le pouvoir politique et le monde des affaires.

Du ben usage de la dramatisation

DE la moindre implantation d'une surface commerciale dans une commune urbains aux gigantesques tractations qui se déroulent sur les marchés internationaux pour capter les grands contrats, la corruption est intégrée à la pratique des affaires dont elle est une des composantes tarifée et hié-rarchisée (16). Si elle n'enrichit pas toujours personnellement politiciens et hommes d'affaires qui s'y livrent encore que le cas ne soit pas exceptionnei, - elle concourt largement à leur n'est pas l'apanage des démocraties occidentales et sévit dans le camp socialiste: en URSS, en Chine, en Yougoslavie... où elle imprègne tous les rapports sociaux, comme dans l'ensemble du tiers-monde. Et les élites des pays industrialisés s'en absolvent ellesmêmes en dénonçant la corruption, bien réelle, pratiquée ailleurs.

Encore ne s'agit-di là que de son viage le plus brutal. Il en est d'autres, plus flous et comme banalisés. Ainsi, par exemple, de la foule des petits trafics d'influence. La bourgeoisie, an général, et les castes dirigeantes, en particulier, témoignent d'une prodigieuse aptitude pour ces pratiques, en tirant des avantages personnels d'une fonction professionnelle. Bien évidemment, le niveau des avantages s'élève avec la position. Ils sont utilisés directement à titre individuel ou dans le cadre familial et comme monnaie d'échange pour obtenir ailleurs des avantages équivalents. Une multitude de passe-droits, d'accès privilégiés à des biens et services, gratuitement ou à tarif réduit, de prises en charge par l'entreprise ou le service public, donne lieu à un réseau d'échanges permanents.

Moins compétentes qu'elles ne le prétendent, peu responsables, parfois corrompues, les élites en place tentent de masquer leur faillite et de perdurer par la dramatisation spectaculaire. Sous prétexte de sauver la démocratie et la civilisation, elles ont recours à des procédés de gouvernement qui sont traditionnellement ceux des tyrannies : la guerre, la division sociale et l'obscurantisme.

Suvant le discours dominant, les démocraties occidentales sont engagées depuis quarante ans dans une guerre « froide » contre leur seul ennemi commun : l'Union soviétique, le camp socialiste et le mouvement communiste international. Cette guerre inexpiable, qui doit décider du sort du monde et plus précisément du nôtre, se déroule sur le triple terrain de l'équilibre nucléaire stratégique, de la subversion idéologique et des conflits périphériques. Elle continue d'engioutir la plus grande part des capacités financières d'investissement et des ressources humaines d'intelligence et de recher-

che dans un effort constant et sans précédent (17). Mais, alors même que cette guerre nous est présentée comme redoublant d'intensité, les alliés et amis occidentaux ont engagé entre eux une guerre économique tout aussi inexpiable.

Partout, une intense et permanente mobilisation tente, avec succès, d'accréditer l'idée que, loin d'être une guerre en dentelle, l'enjeu de la compétition économique n'est rien de moins que la survie de chaque nation belligérante en tant que puissance industrielle, le maintien de son niveau de développement économique, social et culturel, voire son identité et sa souveraineté. Malheur aux vaincus, promis au sort peu enviable des pays sous-développés et dépendants du tiers-monde.

Les propos des dirigeants ne sont plus que des communiqués d'étatsmajors rapportant la situation des batailles qui se déronient sur les différents fronts : bataille de l'emploi, de l'investissement, de la modernisation, de l'exportation, de la formation... Tous les problèmes sont envisagés en termes stratégiques de percée et de recul, d'invasion et de reconquête. Sur le terrain de lutte de cette guerre économique — le marché —, l'unité combattante — l'entreprise — est l'objet de toutes les attentions pour lui conférer mobilité et combattivité, la doter d'armes nouvelles, de fers de lance, de forces d'appui... Les meilleurs capitaines font figure de héros nationales.

Au-delà des exhortations périodiques à l'unité nationale face au danger commun, on oppose en permanence le courage et la pugnacité des uns, les risques qu'ils prennent, au manque de combativité, d'effort, de rigueur, de conscience du danger des autres, désignés du doigt comme responsables des retards et reculs constatés sur les champs de bataille. Il y a ceux qui se battent sur le front de la compétition et les « planqués » de l'arrière, tous ceux qui sont protégés dans leur emploi et ne sont pas prêts à en faire le sacrifice pour le seutre parionel

salut national.

On montre en exemple les troupes d'élite des adversaires, en particulier japonais, le dévouement aveugle des combattants à leurs prestigieuses unités qui ont nom Toshiba, IBM ou Siemens. Un effort particulier est fait pour la sélection et l'entraînement des cadres commerciaux au combat, au corps à corps de la compétition sanvage, véritables commandos de choc dont la principale qualité doit être

l'agressivité.

Aucune interrogation sur l'origine, le sens et la finalité de ces combats fratticides dont les effets dévastateurs sont au demeurant bien visibles dans les branches industrielles et les régions entières dites « sinistrées », Aucun



doute sur la cohérence de tels comportements. Aucune réflexion sur les véritables ambitions des seigneurs de la guerre qui contrôlent les opérations. La discours incantatoire vise seulement à l'embrigadement du plus grand nombre dans un effort de guerre auquel tout doit être subordonné. Jamais la société civile n'avait été soumise à une telle pression, m'a'avait fait l'objet, en temps de paix, d'une telle emprise, d'une tentative aussi prégnante de conditionnement des mentalités et des

Le sabre de la guerre a trouvé son goupillon. Presse, cinéma, radio et surtout télévision (à travers les feuilletons, les jeux, les sports...) développent inlassablement les mêmes thèmes; exaltation de l'agressivité, du combat pour la survie individuelle, de la juste violence, de la compétition et de la conquête, de la sélection et de la hiérarchie des meilleurs, de l'argent et de la réussite matérielle des « battants », dévalorisation de la paix, de l'harmonie, des solidarités sociales, des thèmes d'égalité et de justice, de la résistance à l'oppression et de toute interrogation sur les finalités ou les méthodes. Enfermé dans un brouillage ininterrompu d'images, de sons et de mots auquel il a peu de chances d'échapper, le citoyen a de moins en moins de possibilités de comprendre et de réagir (18). Tout un clergé de le communication veille au rituel liturgique, officie dans les grand-messes quotidiennes et les rassemblements en forme de pèlerinage, puissant, courtisé et craint comme aux pires époques d'obscurantisme religieux. Accrochée à ses basques, une nuée de moines soldats.

intellectuels belliqueux, parcourt la campagne, dénonçant le Satan rouge et ses suppôts cachés parmi les fidèles, pourchassant les tièdes, et brûlant quelques sorcières,

A quelles valeurs de civilisation peuvent bien se référer ces litanies? De quelle culture se réclament ces nouveaux dévots et leurs mentors de la politique et des affaires?

Certainement pas à ces « courants de pensée et d'idées qui circulent à travers une grande partie du monde civilisé depuis trois millénaires » qui animaient un Jean Vilar, créateur du Festival d'Avignom dont on a célébré cet été le quarantième anniversaire. « Des banalités : que la paix est bonne pour tout le monde et la guerre pour quelques-uns seulement; ou bien que les castes sont sources de grands ennuis pour qui les côtole; ou encore que rien ne vaut la liberté. Et qu'il peut y avoir plus de bon sens et de sens de l'honneur chez un paysan que sous le bicorne d'un polytechnicien. Des petites choses simples (19). »

Aussi simples, par exemple, que ces femmes et ces hommes qui, un vendredi 22 mai 1987, se retrouvèrent à la barre des témoins de la cour d'assises de Lyon, où se déroulait le procès de Klaus Barbie. Un moment sortis de l'ombre, où notre indifférence les a abandonnés une seconde fois, les melleurs d'une génération étaient venus rappeler l'essentiel; leur résistance; maigré l'ineffable horreur de ce qu'ils avaient subi; pour que ne disparaissent pas dans la nuit et le brouillard ces « petites choses simples ».

· Pour ces moments et ces êtres vrais, au « look » si peu médiatique, il ne restait qu'une poignée de journa-

listes (20). La plupart des hult cents correspondants et techniciens accourus du monde entier étaient repartis en apprenant que le procès se déroulerait en l'absence de l'accusé. Révélant ainsi qu'ils n'avaient pas été envoyés là pour l'essentiel, mais pour faire du spectacle et de l'argent avec les révélations vainement attendues du bourreau nazi. A la recherche de ces pseudo-événements sans cesse renouvelés, de cette information en miettes qui annihile toute compréhension et toute réflexion pour l'immense majorité des citoyens, Mais, tous les sondages des médias le prouvent à l'évidence, ils s'en satisfont. C'est donc très démocratiquement que les élites refusent l'élitisme.

CHINSTIAN DE BRIE.

(14) Ainsi des oligarchies politicofinancières, les « moyaux durs », qui contrôlent les groupes privatisés et se chargent de choisir les représentants des petits porteurs de l'actionnariat populaire.

(15) Conférence de presse du 16 décembre

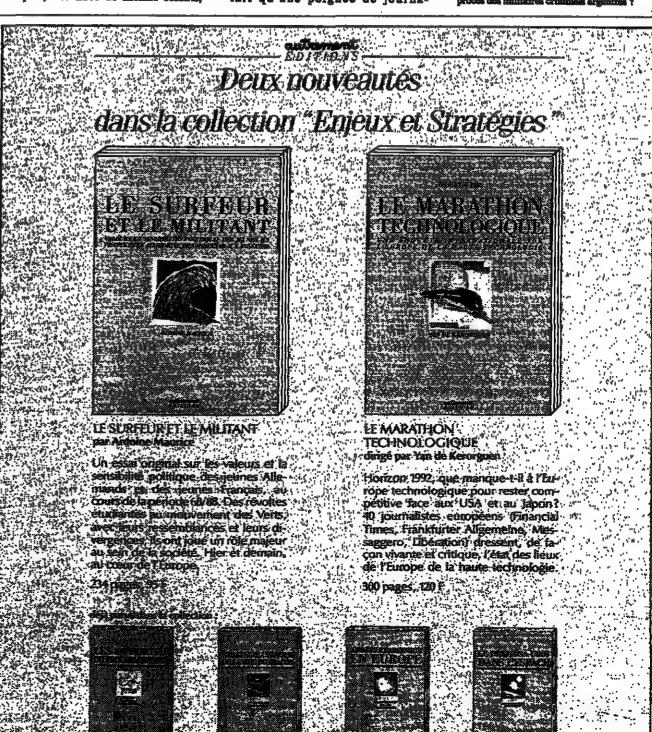
(16) Voir, per exemple Aburish Sald K., Vous avez dit bakchich? Confessions d'un homme d'affaires au Moyen-Orient, Pion, 1987.

(17) Rappelous que les souls stochs d'armes nucléaires représentent 5 000 fois la totalité des bombes utilisées au cours de toute la seconde guerre mondiale, ou encore 3 000 kg de TNT pour chacus des 5 milliards d'hommes.

(18) Voir Thistry Pfister, « La communication et le pouvoir », Revue politique et parlementaire, mai-juin 1987.

(19) Cité par Bornard Thomes dans le Conurd enchaîné du 8 juillet 1987.

(20) En majorité, des correspondants de journaux français, ce qui n'est pas surprenant ; mais combien d'entre eux étaient présents aux procès des militaires criminels arguntins ?



A UN AN DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'Amérique s'interroge sur la meilleure façon de gérer son déclin

Ce n'est pas la signature d'un accord américano-soviétique sur les armements nucléaires à courte et moyenne portée qui empêchera l'enlisement, chaque jour plus patent, du mythe reaganien. Loin que l'Amérique soit « de retour », c'est le déclin économique qui se confirme et la débâcle financière qui guette. Une débâcle qui, au passage, exacerberait encore davantage les tentations déflationnistes qui minent l'économie mondiale (voir pages 22 et 23.) Mala l'écroulement d'un « rêve américain » fondé sur l'ultralibéralisme pourrait bien dégager le terrain pour une nouvelle donne politique prenant mieux en compte les impératifs de la protection sociale et de l'amélioration des conditions de travall. Déjà s'esquissent les conditions d'un nouveau partenariat sans lequel toute velléité de redressement serait illusoire.

Par notre envoyé spécial PIERRE DOMMERGUES

ES Etats-Unia sont aujourd'hui au bord Ce qui n'était qu'une éventualité il y a incore cinq ou six ans, et plus récemment une probabilité, est devenu une quasi-certitude. La question est de sevoir quand cette crise va éclater et comment. » Ainei s'exprime M. Falix Rohatyn, le patron de Lazard Frères, l'une des plus importantes banques d'investissement international, dans un article ntitulé « Au bord du gouffre » (1).

« En 1945, les Etate-Unis contrôlaient 40 % de l'économie mondiale ; aujourd'hui, cette part a diminué de moitié, et, parallèlement, les angagements militaires se sont accrus. Ce déséquilibre, qui suit un aur le plan à la fola militaire et économique. » Telle est la thèse de M. Paul Kennedy, professeur d'histoire à Yale, dans un article consacré au « Déclin (relatif) des Etats-Unis », à la « une » de l'Atlantic

Monthly d'août 1987 (2).

Après avoir démonté les mécanismes inefficaces et coûteux de la « reeganomie », M. Lester Thurow. professeur d'économie et de gestion au MIT (Massachusetts institute of Technology), analyse, dans The Zero-Sum Solution (< la Solution à somme nulle > (3), le déclin structurel de l'économie américaine et suggère les grandes lignes d'une politique fondée à la fois sur la rigueur et sur un partage plus équitable des efforts et des ressources nationales et internationales randiées.

En janvier 1987, l'économiste John K. Galbraith sculione « le peralièle avec la crise de 1929 » (4). Dans le sillage de cet article irrespectueux, plusieurs ouvrages s'emparent du spectre d'une accélération de la crise. Des fictions cataclysmiques reposant sui la réalité incontournable de la dette - telles que The Panic of 89 (« le Panique de 89»), de Paul Erdman (6), le spécialiste du cenre à qui l'on doit *le* Krach de 79, un succès international dans les années 70. Mais aussi des études universitaires telles que The Great Depression of 1990 (« la Grande Dépression de 1990 ») (6); l'un des bestsellers de l'été, où M. Ravi Batra, professeur de commerce international à la Southern Methodist University, inscrit la catastrophe prochaine, inévitable à ses yeux, dans une perspective historique où il établit d'intéressantes corrélations entre les crises cycliques américaines (tous les trente ou soixante ans) et la montée non seulement des déficits budgétaires et commerciaux, mais aussi de la concentration de la richesse dans les mains d'un nombre toujours plus réduit et toujours plus puissant de nantis Ce qui frappe aujourd'hui, dans les médias améri-

cains comme dans les conversations, c'est une prise de conscience inhabituelle non seulement de l'échec personnel du président Reagan, que le Bread and Puppet Theater, par exemple, représente sous la forme d'une marionnette géante bleu acier qui finit par être terrassée par la mort (7), mais aussi et surtout de l'échec d'une politique ultra-libérale fondée sur une théorie mécaniste de l'offre, la réduction univoque de l'impôt, une conception théologique du retrait de l'Etat, une déréglementation à-tout-va autant de choix aux résultats contraires à ceux qui

étalent escomptés.

Si l'on refaisait le célèbre sondage de 1980 qui sonna le glas de l'administration Carter et d'une « philosophie interventionniste », une très large majorité d'Américains déclareraient à nouveau qu'ils « sont, aujourd'hui, plus mal lotis qu'il y a sept ans ». Est-ce à dire qu'il est possible et suffisant de renverser la vapeur, de revenir à une politique de la demande, à l'augmentation de l'impôt, au retour de l'Etat et à une nouvelle ère de la réglementation bref de remettre le cap, après la parenthèse d'une génération, sur les traditionnelles recettes du Parti démocrate, incamées par le président Johnson, le spécialiste de la politique du beurre et des canons ?

La réponse est évidemment négative, même si elle peut tenter certains démocrates, qui, après avoir reconquis le Sénat, sont en principe les mieux placés dans la course à la présidence de novembre 1988. Si aucune personnalité ne se distingue encore avec nettaté, tous les candidats - leurs états-majors et ieurs « sondeurs > - sont à l'écoute des « besoins > de ces catégories d'électeurs qui auront un rôle décisif - à savoir les membres d'une classe moyenne qui ne cesse de s'appauvrir et qui doit chaque jour renoncer à une nouvelle parcelle du rêve américain (un emploi correctement rémunéré, l'éducation des enfants, la maison individuelle, l'achat d'une seconde voiture), à savoir aussi les sous-privilé: toulours plus nombreux à vivre en decs du seuil de pauvraté, qu'ils sient ou non un emploi. Le taux de participation électorale de ces demiers est plus faible, mais leurs voix ne sont pas négligeables, et surtout ils deviennent chaque jour plus visibles et plus

On peut donc s'attendre que, dans les mois qui précèdent l'élection présidentielle, l'accent soit mis sur les difficultés de l'économie américaine et que, sana proposer de véritables réformes structurelle des projets « progressistes », mis au placard depuis Congrès démocrate, avec le soutien de républicains modérés. Si le président Reagan, affaibli, les accepte, tant mieux : les démocrates considérarent qu'ils auront marqué un point. Si le président oppose son vetó, ce n'est pas plus mai, les « décus du reaganiame » seront amenés à trancher lors des

La « folie financière »

DAS un jour de l'été et de l'automne où la presse nationale américaine ne commente la subs-tance du déclin. « Aujourd'hui, précise Leonard Silk dans la page « affaires » de l' International Herald Tribune (8), avec la spéculation sur la Bourse et la croissance de l'économie américaine qui dura dapuis plus de cinq ana, une question tourmente les inveseurs et les PDG : va-t-il y avoir un nouveau krach 7 » M. Horace Brock, président de Strategic Economic Decisions Inc., une firme californienne de consultants, poursuit le questionnement : « Qual facteur ve déclencher la récession ? Quelle en sera la gravité ? Comment le gouvernement va-t-il réa-? Quel impact sur les taux d'intérêt, le dollar et les valeurs ? » Selon ce groupe d'experts californiens, la crise, qui ne devrait pas éclater avant 1989, serait comparable à la moyenne des précédentes récessions dequis 1920 : un fléchissement du PNB de 6 %, soit deux fois plus que la moyenne des récessions de l'après-guerre. En ce qui concerne mblable (40 % de probabilité), une chute des cours de 30 % à 40 % ; le scénario moven (25 % de probabilité), une chute de 40 % à 50 % ; le scénario pessimiste prévoit un affaissement de plus de 50 %

un véritable désastre financier. « L'escalade de la Bourse au cours des cinq dernières années, écrit le Wall Street Journal à la « une » de son édition du 10 août 1987, a réparti sa manne bien inégalement dans l'économie. Les grandes institutions et quelques riches individus ont récoité la masse des profits, pendant que des millions d'autres perdaient leur emploi (9). » Les cours se sont envolés de 200 % alors que la production nationale a augmenté à peine de 40 % en valeur nominale et de moins de 20 % hors inflation. « La P. Kindleberger, professeur d'économie au MIT. ement industriel massif ne suit. C'est Aucun investis une énigme. » Les restructurations et les fusions, qui se sont multipliées de 1984 à 1986, ont entraîné la perte de 600 000 emplois chez les cadres. Bien que taux de chômage soit passé, en cinq ans, de 9,7 % à 5,9 %, la hausse de la Bourse n'a pas provoqué les retombées attendues sur l'économie. Cerres, de nombreux individus se sont enrichis « sur le papier », mais il est difficile d'évaluer l'impect sur la consommation - et la part qui a été consacrée à l'achat de biens importés. L'auteur conclut que « le principal bénéficiaire a été le secteur boursier luimême. Les institutions de Well Street ont ramassé des milliards de dollars d'honoraires en organisent des fusions, des rachats et des restructurations, qui ont, à leur tour, contribué à accélérer le processus. Et elles ont ramassé bien d'autres milliards en vendant des actions, en gérant des portefeuilles et en touchant des commissions ». « Si le marché se maintient jusqu'à décembre 1987, ajoute M. William LeFevre, analyste financier à la Advest Inc., il aura battu le record du siècle en dépassant les

Les causes de la « débâcle » sont parfaitement identifiées (10). En premier lieu, le désordre finan-

sociante-trois mois consécutifs d'envol des valeurs

boursières entre 1924 et 1929.»



cier. Selon le banquier Félix Rohatyn. « les Etats-Unis ont eu, au cours des sept demières années, le comportement financier le plus irresponsable de leur histoire. La folie financière, renforcée par une incapacelle de l'Europe et du Japon, a créé une pyramide mondiale et toujours ascendante de la dette qui ne pourra pas résister à une récession majeure. Les Etata-Unis sont devenus l'emprunteur internationa le plus important du monde, et, dans la mesure où les marchés financiers internationaux sont interconnectée, un revers économique sérieux qui touche l'Amérique provoque automatiquement des réper cussione dans le monde (11). »

connus, et les perspectives vertigineuses. Déficit commercial : il s'est élevé à 160 milliards de dollars en 1986, huit fois plus qu'en 1980 ; même s'il diminuait au cours des prochaines années pour se stabiliser autour de 140 milliards de dollars, en 1995 la dette extérieure atteindrait 1 500 milliards et ses intérêts annuels 120 milliards. Déficit budgéteire : de 73,8 milliards de dollars en 1980, il a atteint 207,8 milliards en 1983 et 220,7 milliards en 1986. Dette publique fédérale : elle est passée de 914,3 milliarda de dollars en 1980 à 1823, 1 milliards en 1985 et elle dépasse aujourd'hul les 2 000 milliards. Quent au service de cette dette (intérêts et remboursement), son coût pour le budget est passé de 52,5 milliards de dollars en 1980 à 129 milliards en 1985. Au rythme d'accroissement des cinq demières années, la dette publique atteindrait 14 000 milliards de dollars en l'an 2 000, et son service annuel 1 500 milliards. Pour mesurer l'énormité des chiffres, il convient de rappeler que le montant de la dette de l'ensemble des pays du tiersmonde est actuellement de l'ordre de 1 000 milliards de dollars.

Le spectre du recul britannique

E second facteur, encore plus fondamental, est la perte de compétitivité. Les indicateurs sont, là aussi, au rouge : la part des Etats-Unis dans l'activité économique mondiale diminue régulièrement (de 26,1 % à 24,4 % en dix ans, de 1973 à 1983) dans les industries traditionnelles (- 20 points dans l'automobile, par exemple) et de haute technologie (- 10 points sur les semi-conducteurs). Malgré la chute du dollar, les exportations plafonnent et les importations se maintiennent ou augmentent dans l'ensemble des secteurs. La productivité industrielle stagne : en 1986, elle ne progresse que de 1 % aux Etats-Unis, contre 1,70 % en France, 3 % au Japon. et 6 % en Corée. L'épargne individuelle (qui devait se développer spontanément avec la baisse des impôts) reste faible (6 % contre 16 % en France et 18 % au Japon en 1986). L'investissement plafonne à 17 % du PNB, contre 20 % en France et 28 % au Japon. En 1985, la Grande-Bretagne est le seul pays industrialisé qui investit moins que les

Le spectre du déclin britannique hante les économistes et les hommes politiques. Dès le début des années 80, M. Lester Thurow évoque le parallé entre les deux pays. Il considère néanmoins que les atouts et la diversité de l'économie américaine sont tels que ces tendances peuvent être enrayées ou retardées en « construisant une économie américaine de classe mondiale ». Cela implique une « mobilisation civile » sans précédent pour améliorer la qualité et la productivité. Et, selon l'économiste du MIT, cette mobilisation n'est possible que dans un contexte de plus grande justice (fairness) sociale. La pressa des affaires se fait l'écho de ces craintes : « De nombreux observateurs, rappelle Alan Murray dans le Wall Street Journal, discernent d'inqui tantes tendances à long terme au-delà des bonnes nouvelles à court terme. Ils perçoivent les signes d'une nation qui s'anfonce das à l'angleise et qui risque de miner le leadership éco-nomique américain dans le monde (12). »

L'Amérique est aujourd'hui traversée par un e sentiment croissant d'inquiétude » qui ressemble à celui cu'a connu la Grande-Bretagne édouardienne. Au tournant du siècle, le malaise avait engendré, le déclin national. Le monde des affaires, l'élite uni-

versiteire et la classe politique s'étalent concerté: pour tenter de retrouver la compétitivité fléchie santa. Soutenues par tous les secteurs politique les campagnes du « Mouvement pour l'efficaci nationale » devalent permettre de « réorga « renouveler » l'économie. Ces appels avaient débouché sur des réformes qui, ironiquement iparable qui se développe aux Etate-Unis depuis la milieu des années 80. Avec un numéro spécial consecré à « La réindustrialisation de l'Amérique » (13), Business Week lance le débat, qui est dominé par deux thèmes : « la nation est en denger a et ∢ créons un nouveau conseneus a len remplacement de la défunte « coalition roosevel-

Capacité militaire menacée

En attendant, l'inquiétude grandit parmi les modérés, démocrates et républicains : les Etats-Unis seront-ile capables de maintenir leurs engagements dans le monde ? Une croissance économique faible est-elle competible avec l'accélération des dépenses militaires ? Là encore, les Américains, que l'« exceptionnalisme » maintenait en marge de l'histoire, découvrent l'évolution des empires. La Grande-Bretagne, la France, l'Espagne, Rome, ont toutes connu une époque où le coût des Querres extérieures et/ou du maintien de l'ordre impérial, même s'il reste constant en termes absolus, devient insupportable parce que la richessa relative de l'empire s'est contractée. Tel est bien le cas des Etats-Unis d'aujourd'hui. S'il est vrai que la part du PNB consacrée à la défense est aujourd'hui de 7 % contre 9 % sous le président Kennedy et 10 % sous l'administration Eisenhower, ce pourcentage est critique pour une nation qui a perdu, pendant cette même période, près de la moitié de ses

(1) Felix Rohatyn, «On the Brink», The New York eview of Books, 11 juin 1987. (2) Paul Kennedy, «The Relative Decime of Ame-ca », The Atlantic Monthly, activ 1987.

(3) Lester Thurow, The Zero-Sum Solution, Basic Books, New-York, 1985, à paraître aux éditions Economica, Paris, 1987. (4) John K. Galbraith, «The 1929 Parallel», The tlantic Monthly, janvier 1987.

(5) Paul Erdman, The Panic of 89, Doubleday, New-(6) Ravi Batra, The Great Depression of 1990, Simon

(7) Installé dans le Vermont, le Bread & Puppet Thea-er s'est rendu célèbre, aux Etats-Unis et en Europe, par ter s'est rendu chièbre, aux Etats-Unis et en Europe, par son théâtre politique populaire. C'est à coup de marion-nettes géantes, trois ou quatre fois plus grandes que neture, que Peter Schuman, son créateur et directeur, révélair, dans les années 60, les horreurs de la guerre au Vietnam, puis les brutalités de la politique américaine en Amérique latine, et tout récemment le scandale de l' frangate». Dans son dernier spectacle, marionnette blen acier, le président Reagan fauche, non sans péripéties, un ballet de résistants - indiens ? nicaraguayens ? - avant une rencontre fatale avec la mort.

(8) Leonard Silk, « Cautious View of Stock achange», The New York Times, 14 soft 1987. (9) Tim Metz, «Bull's Run. Stock's Five-Year Rise las Showed Benefits Unevenly in Economy», Wall Street Journal, 10 actit 1987.

Journal, 10 août 1987.

(10) Claude Julien, « Débàcle. L'éthique balayée par l'esprit de croisade». le Monde diplomatique, janvier 1987. Voir également le dossier « Escalade de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et leurs partenaires», le Monde diplomatique, mars 1987; Michael T. Klare, « Les démocrates plus reaganiens que M. Reagan», le Monde diplomatique, avril 1987.

diplomatique, avril 1987.

(11) Felix Rohatyn, op. cit.

(12) Alan Murray, - US Economic Role May Face
Long Decline >, Wall Street Journal, 17 août 1987.

Rusiness (13) « The Re-industrialization of America », Business Week, 30 juin 1980.

(14) Pierre Dommergues, «Les nouveaux libéraux méricains en quête d'un grand dessein », le Monde diplo-

arthrada par regionare alla **estimat**ion Wig 204 anambie ber selenen ent 125379 ego tu susymmetr ale mellere allege

allaient surtout confirmer le déclir. C'est un débat repris au cours de la campagne électorale de 1984 per M. Gary Hart et les *e néolibéraux en quête d'un* années 90, le discours majoritaire risque d'être : tienne »). Les réformes économiques et sociales qui vont sortir de cette prise de conscience suffiront-

Jachète, donc je suis »

THE ME WINDOWS IN TO TOUR ST BEET

The Steel near to 1 gour recitiber to the

THE PART OF STREET OF THE PARTY OF STREET

STATES AND STATES OF ARMA

March of the property of the p

No. 7 % Care appropriate . • 7 % design

Control of the same has an arranged to the same has a s

THE - 33 to come on survicine. Em top 19

Company to the same . + 57 % d

2765 - 13 % C3-1 4 C378116161 40 48

USTRUCE DESIGN OF OFFICER SOFTWEEN

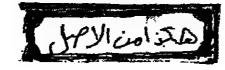
אים או השקרור הי בנני ה שני נשרה

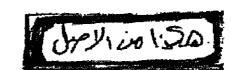
to expressions on our sear day star

Eure lecor que los hommes pales the series of th par pent être pride de countainte let de l'atten Surfoir dans un considération le la matten Surfoir dans un considération le matter de la mattendant le mattendant le matter de la matte aboutes à La seur Après avoir ragges les réels des tro-difieurs américans des Note the destroy of the service of t PART STOR STORES CARE & INC. OFFICER PARTY. Allesses Serie - vesu de ves amédical the des said es poursus l'édicoit de de Sala res posurant l'action de de la serie de de la serie de Serve Lear oras Smericales set Service of the servic

a second or surprenners the second gangers et mêtre les expelts de Tony de scrocioge à l'une des Tope Coe in passe (emps fame) Somes to the evision, to tempo en as curses dans les megesire facilités commende de la les megesires facilités commende de la les meges de la le the st her no mest consumer & cert STATE OF THE CONTROLL MO and the consequent moves a good of quarante movines a good of quarante movines a good of the shopping ear une doorse the consequence of the voice of the consequence Par apparaire des susped is cone if our a ou encourse if one is an out of our if our a ou encourse if our a our out of our o the design of de tous les ages of the par cette épiciamie management par cette épiciamie management par cette épiciamie management à l'approprie la condenne gal at your an erger to anager at a second an erger at a second an erger at a second at a Commence a eller n'avaisse his sort plus faible colds. Bourse, le con Spenderer Mais les ches Security of the second of the

Survey in the transfer in the services and the services and the services and the services are services are services and the services are services





marchés mondiaux et qui doit faire face à des concurrents japonais et allemands nullement astreints aux mêmes obligations. C'est l'inquiétude que manifeste M. Caspar Weinberger, secrétaire à la défense, lorsqu'il admet que « nous ne pouvons pas nous offrir le luxe d'acheter tout ce qui nous permettrait de tenir nos engagements avec 100 % de certi-

Spectre du déclin. Spectre de l'histoire. Spectre de l'indépendance menacée. En 1986, près de la motifé du déficit du budget fédéral est financée par des emprunts étrangers, en particulier japonais. « Pour la première fois dans notre histoire, remarque M. Felix Rohatyn, nous dépendons de capitaux

de notre gouvernement. D'un point de vue financier, nous sommes en train de devenir un pays colonisé (16).» Chaque année, une fraction plus importante de biens de consommation est fabriquée hors du territoire national. Les investissements étrengers - surtout japonais - se substituent ou s'associent aux investissements nationaux, y compris dans des secteurs critiques de haute technologie. Dans le domaine de l'immobilier, les Japonais achètent, hors de prix, des immeubles de bureaux à Boston, New-York, Detroit. Au début des années 80, les Américains craignaient la concurrence d'un Japon exportateur de produits moins coûteux et de meilleure qualité. Ils redoutent aujourd'hui que - grâce aux

usines, toujours plus nombreuses, que les Japonais implantent sur le territoire américain, grâce, aussi, aux joint-ventures, qui généralement profitent d'abord au plus puissant - le Japon ne colonise l'Amérique de l'intérieur. Le traditionnel processus d'« américanisation » est menacé. Hier encore, c'était l'étranger qui s'américanisait. On observe aujourd'hui un début de « nipponisation » de l'Amérique, non pas sur le plan relativement anodin de l'adoption, per exemple, d'habitudes culinaires ou musicales, mais sur celui d'une transformation radicale des modes de gestion (le just in time), des processus de production, ou même des relations commerciales, par exemple entre donneurs d'ordres et

« Petits boulots » et polarisation sociale

U cours des cinq dernières années, plus de 13 millions d'emplois ont été créés. Ce chif-fre est supérieur aux 10,8 millions de postes de travail (le plus souvent industriels) sup-primés à la suite de fermetures d'usines et de restructurations. Le chômage a ainsi fléchi de 3,8 points. Pourtant, le rapport (17) que MM. Barry Ruestone et Bennett Harrison, profes mie, respectivement à l'université de Boston et au MIT, ont établi pour le Congrès, en décembre 1986, confirme les craintes de nombreux experts sur la nature des emplois gagnés et leur impact sur la structure socia

Créés essentiellement dans les services, les noueux emplois sont - à la différence des postes industriels perdus – souvent précaires, fréquem-ment à temps partiel et faiblement rémunérés. Les salariés sont rarement syndiqués. Surtout, ils ne bénéficient pas, pour la plupart, des avantages ciaux (fringe benefits) traditionnellement négociés dans le cadre de conventions collectives, ce qui constitue un sérieux handicap dans un pays qui n'a cas - à ce jour - adopté les systèmes européens n sociale. Ces nouveaux emplois contrint donc à accroître le nombre d'employés à bas esizire (les WORking Doors), à creuser le différentiel de revenus (déjà le plus élevé des pays industriaés) entre riches et peuvres, et à accélérer la tendance à la dégradation du niveau de vie de la clas novenne américaine. Cette prolifération de « petita boulots » engendrée par « la grande machine américaine à fabriquer des emplois » (« the great American job machine ») provoque des effets pervers à moyen et long terme qu'il sera difficile de corriger, Elle renforce la tandance au déclin de la classe moyenne (supérieure ou inférieure) qui est le fondepolarisation sociale provoquée par la reaganomie. Ce ne sont plus seulement les Noirs, les Hispaniques, les femmes, les ieunes et autres « minorités » qui sont frappés per cette « révolution » du marché du travail, mais la majorité des Américains blancs, l'armée des travailleurs modestes qui constituent l'Amérique profonde. Le fragile équilibre social est

es politique s'étaient come

in androuwer la compétitivité les

du e Mouvement pour prince

Es Féconomie. Ces appels and

des reformes qui, l'onquere

arta rémidusti di setian de l'Ass

The Marchael of the electronale de la

cours majoritaire rispe file

e per tous les secteurs pointe

tens permettre de l'écrosière

confirmer le decim C'est ut the

fine développe aux Etats-Uns des

nation 80. A.A. un numéro pla

Were It to le débat, que

erries : f 3 nation est ma

POLITICA SCREENSUS I INTE

Mark economiques et societ.

Contracts a stalition roses

K. Pangwétudo grandit pan e

es mintaires : La encore les les

Canada Brattigna is france. (1997)

בולם או עם פענסכטי פתע מתרכם פעלה

Minimpocriative Large gos la min

Link Cancert ten Se est vate

diametration Edennows, dipos

Tracile prise de conscience site

militaire menack

dese le mande à une crossesses

and the entire of the last

Te exceptionization maintent

Theretorn, Gerausen: l'essigne

eticu de mante mis

and resta curstant so se

Carcal Carcal Control Scient to the control of appet

The Soul of Trusident Kentent

to militare point some nutran qui a perbar to militare periode. Frus de la moni de

The Zen, Sum Scham St. 1985, a paralire aux telesis

Bellevick To 173 Pends

Bridge, The Party 1990 Decision V

The Great Elegentian of 1945

Company of the plant of the parties of the parties

on food recommend to turning the parties of the par

e ? peraraguayan

The state of the s

Work to Confi 'e Bread & Park

Quelques chiffres permettent de mesurer l'ampleur des dégâts. Dans les années 70, sur cinq emplois créés, un seul était rémunéré au-dessous de la berre des 7000 dollars; dans les années 80, etc. emplois nouveaux sur dix entrent dans cette catégorie. Autre clignotant, le déplacement massif des selaires individuels par repport au salaire moyen : entre 1979 et 1984, le nombre des salariés qui touient un salaire égal ou supérieur au salaire moyen a diminué de 1,8 million, et la nombre de salariés gagnant moins que le salaire moyen a augmenté de 9,9 millions. Si rien n'éet fait pour rectifier la qualité des emplois créés, la situation risque d'empirer. En effet, selon les prévisions du bursau des statistiques du travail, ce sont les services qui vont assurer, entre 1984 et 1995, une fraction importante de nouveaux emplois. Une croissance globale de 15 % est prévue : - 7 % dans l'agriculture, + 7 % dans la fonction publique, + 7 % dans les industries tra-ditionnelles, + 30 % dans les services. En ce qui taux prévolent la répartition suivante : + 57 % dans les services d'affaires, + 45 % dans les services professionnels, + 13 % dans le commerce de détail, + 21 % dans la restauration (18).

« J'achète, donc je suis »

S'il. est une leçon que les hommes politiques américains sont en train de méditer, c'est que la création de n'importe quel emploi, dans n'importe quelle condition, peut être lourde de conséquences pour l'avenir de la nation. Surtout dans un contexte qui n'est pas près d'être modifié - où le niveau de vie va continuer à baisser. Après avoir rappelé que les salaires réels des travailleurs américains ont fortement fléchi depuis le début des années 70 (una chute de 14 % en dollars constants entre 1972 et 1986), Kenneth Bacon précise que « les efforts pour téduire le déficit commercial de la nation vont encore accroître la pression sur le niveau de vie américain ». «La réduction des salaires, poursuit l'éditorialiste économique du Wall Street Journal, fait partie du Statemen, o On the Sank o. The held Secondly, a The Relative Declar of Manager Manager, 2011 143 ajustement que doivent mener les Etats-Unis pour améliorer leur compétitivité face aux Japonais et aux pays esiatiques à bas salaires. Ce réajustement est loin d'être terminé. L'économie américaine est en grave déséquilibre : elle consomme plus qu'alle ne produit ; elle investit (improductivement) plus qu'elle n'épargne ; et elle emprunte à l'étranger pour bouther les trous (19).

Cependant, la vente au détail progresse, et l'engouement pour le « shopping » prend des formes quesiment psychotiques qui suprennent les psycho-logues, les sociologues et même les experts en mercatique (20). Une enquête menée par M. John Robinson, professeur de sociologie à l'université du Maryland, montre que le passe-temps favori des Américains est, après la télévision, le temps consacré à faire des courses dans les magasins (boutiques locales, supermarchés, centres commerciaud. Les adultes (fernmes et hommes) consacrent une movenne de six heures hebdomadaires à ca sport. A titre de comparaison, ils consacrent moins de dix minutes au golf et quarante minutes à jouer avec leurs enfants. « Le shopping est une drogue, affirme l'un des hommes interrogés Cela vous fait planer un moment. » On voit apparaître des autocollants tels que « J'achète, donc je suis » ou encore « Né pour faire du shopping ». Les Américains des deux sexes, de toutes les classes et de tous les âges sont touchés, semble-t-il, par cette épidémie nouvelle qui contribue à réduire encore la tendance à l'épargne, à accroître l'endettement des ménages (la moitié des Personnes interrogées considèrent qu'elles n'achète-raient pas aussi facilement si elles n'avaient pas de cartes de crédit) et à creuser le déficit commercial (par leur exotisme et leur plus faible coût, les produits importés sont plus souvent l'objet d'« schats impulsifs »). Comme la Bourse, le commerce de détail continue à prospérer. Mais les observateurs plus lucides s'inquiètant : l'inflation a repris (une moyenne de 5 % sur les six premiers mois de 1987), les salaires poursuivent leur mouvement de contraction et les prévisions de consommation à moyen terme sont moroses (21).

C'est dans des Etats peu développés - comme le Vermont - que les contradictions sont les plus visibles et que la nouvelle polarisation sociale est la plus dramatique. Les rédacteurs du Sunday Times Argus, l'un des quotidiers régionaux, ne s'y trompent pas lorsqu'ils consacrent une série d'articles, à la « une » de leur supplément du dimanche, au thème « Des vaches maigres en période d'abondance » (22). Maigré le faible taux de chômage, de nombreux travailleurs dans le Vermont ne peuvent trouver de logement adéquat, ni se nourrir, ni payer leurs frais médicaux. Dans cette anquête menée sur le terrain, es raisons de l'accroissement du nombre des salariés pauvres sont parfaitement identifiées par les intéressés eux-mêmes : « Le salaire horaire minimum garanti n'a pas suivi le coût de le vie » ; « le nombre des emplois industriels s'est rétrecté »; « les nou-veaux emplois créés dans les services procurent un salaire inférieur à la movenne des salaires de l'Etat ». De plus, l'afflux de nouveaux venus aisés (en provenance de Boston ou de New-York) en quêta d'une résidence principale ou secondaire a provoqué une flambée des prix fonciers et immobiiers. M. Terry Howard a commencé à gagner se vie, dès l'âge de huit ans, en aidant son père à couper du bois. Vingt ans plus tard, il travaille toujours - et il est toujours pauvre. Howard et sa femme Mariene ont quatre enfants. Ils cherchent à se loger. Les appartements sont rares. A 4,5 dollars de l'heure, le mari gagne 750 dollars per mois - alors qu'il faut moyanne 500 dollars pour un logament. Mª Veronica Celani, commissaire local aux services sociaux, constate, elle aussi, que « l'écart entre les très riches et les très pauvres se creuse dans l'Etat. Le risque est grand de voir disparaître la classe

« Vaches maigres en période d'abondance»

ES conditions de vie des travallleurs de Detroit doivent sembler paradisiaques aux Vermontois. Pourtant, c'est un schéma comparable qui se met en piace dans les grands centres industriels. Contraction des emplois, réduction des salaires, taux de chômage supérieur à le moyenne nationale. Dans les négociatione menées entre la direction des trois grande constructeurs et le syndicat de l'automobile au cours de l'été et de l'automne 1987, les propositions patronales sont les suivantes ; à la place d'une augmentation annuelle des salaires. l'octrol de g primes giobales > (lump-sum payments) non Indexées et liées à la productivité et à la qualité ; un taux de prime inférieur pour ceux qui produisent des places détachées par rapport à ceux qui travaillent dens les usines d'assemblage ; un lien plus étroit entre la sécurité d'emploi et une nouvelle organisation du travail : l'offre de la garantie d'emploi pour certains salariés, mais pas pour la totalité, ainsi que le demande le syndicat.

Les structures et les hommes mis en place par le années, per example, pour qu'une agence telle que OSHA (Office of Occupational Safety and Health Administration), chargés d'établir des normes de sécurité dans le travail et surtout de les faire appliquer, retrouve sa vigueur des années 60. Les inspecteurs sont moins nombreux; ils passent plus de temps à étudier les dossiers qu'à enquêter sur le terrain : par aulte. l'amélioration des conditions de travail stagne (23). Mais sur le plan idéologique, les changements sont plus rapides et les modes vont bon train : en son temps, le Wall Street Journal avait fortement contribué à la diffusion de la théorie de l'offre. Aujourd'hui, M. Alan Murray, l'éditoriate de ce même journel, constate non seulement l'échec de ses théories, mais la disgrâce dans lacuelle sont tombés ses fondateurs, même auprès du président, et la défection de leurs plus chaleureux partisans - tel que M. Leffer, l'inventeur de la courbe qui porte son nom, et qui, aujourd'hui, préfère soutenir M. George Bush (hier encore considéré comme un traître à la cause du conservatisme), plu-

tôt que le représentant Robert Kemp (un « pur et dur » de l'ultra-libéralisme). Toujours est-il qu'aucun républicain — parmi les candidats sérieux à la présience - ne veut être associé, même de loin, à l'idéologie ultra-conservatrice, hier encore domi-nante (24).

C'est en 1976 que s'amorce le grand virage conservateur aux Etats-Unis. Onze ans après le début de la « révolution conservatrice », peut-on parler d'un nouveau mouvement de pendule en faveur des forces progressistes ? Certaines conditions sont réunies : les classes moyennes ne vont pas éternellement supporter un mode de répartition chaque jour plus inégal, et une rigueur pourtant e à une reprise durable de l'économie. Par ailleurs, chacun est aujourd'hui convaincu que seule la mobilisation de l'intelligence - au sens large du terme, - accompagnée d'un puissant investi ment en ressources humaines et d'un système socio-organisationnel fondé sur la participation, la coopération et le partenariat, permettra à la société de demain de redevenir compétitive.

C'est dans le cadre de ce nouvel état d'esprit que des réformes risquent d'être adoptées ou au moina largement discutées dans les mois à venir. Deux exes - qui préoccupent particulièrement les Américains - devraient retenir l'attention des législateurs : d'une part, l'amélioration de la protection sociale et de la politique familiale ; d'autre part, les conditions de travail des salariés. Plusieurs indices sent présager une telle évolution progressiste, non dépourvue d'arrière-pensées électorales.

Dans le Massachusetts, dont le gouverneur, M. Dukakis, appartient au Parti démocrate, il est de plus en plus sérieusement question d'adopter un programme de sécurité sociale qui couvrirait 'ensemble des habitants de l'Etat. Aujourd'hui, plus d'un sur neuf (exactement 660 000 sur une popu tion totale de 5,8 millions) n'est pas assuré. Les soins éventuellement reçus à l'hôpital sont financés per une imposition prélevée sur les factures des urés, ce qui π'est ni logique, ni efficace, ni apprécié par les assureurs et les assurés. Les deux tiere des non-assurés sont des salariés ou dépendent de salariés. Les différents projets prévoient que les employeurs devront assurer eux-mêmes leurs saleriés ou payer une taxe spéciale d'un montant égal à l'essurance. L'Etat ne prondrait en charge que l'assurance des non-salariés. « Les travailleurs et leurs families, déclare le sénateur Edward Kennedy, ne devraient pas être contraints de jouer à la roulette russe avec leur santé parce que leurs employeurs ne les assurent pas et qu'ile ne peuvent se peyer une assurance privée. »

Signe d'un pragmetisme poet-resganien, on ne touchera à rien de ce qui fonctionne correctement : les entreprises qui assuraient déjà leurs employés et les individus qui avaient souscrit des assu individuelles privées continueront sur leur lancée. Plusieurs régimes sociaux pourront coexister. Assez curieusement, un vaste consensus s'est constitué en quelques mois autour d'un projet que le gouverneur Dukaide pourrait étendre au pien national s'il était élu à la présidence des Etats-Unis. La plupart des nir ce projet : les professionnels de la santé voient arriver une nouvelle clientèle ; les industriels (assez nombreux dane l'Etat) qui assurant déià leure employés seront désormais plus compétitifs par rapport à leurs confrères qui en falsaient l'économie. Quant à l'État, il a le beau rôle : il fait glisser le plus gros des coûts sur les employeurs à un moment où la frugalité étatique est toujours appréciée. Il espère profiter de son crédit pour oréer un rapport de forces en sa faveur lors des négociations qu'il mènera, avec les professionnels, sur les coûts de santé. L'opération est d'autant plus facile à réaliser que le taux de chômage au Massachusetts est sensiblement inférieur à la moyenne nationale (25).

Washington, l'évolution est al spectaculaire que le New York Times n'hésite pes à écrire : « Les démocrates sentent que la temps des dépenses sociales est enfin arrivé : le Congrès est porté par une vague de projets d'expansion de l'Etat-providence (26). » Il est vrai que le sénateur Kennedy, réputé pour ses idées prograssistes et son

sens politique, a préféré prendre la présidence de la commission sénatoriale du travail et des ressources humaines plutôt que celle, pourtant beaucoup plus prestigieuse, de la commission de la justice. Le séna-teur est un des piliers du projet de sécurité sociale proposé par l'Etat du Massachusetts. Sur le plannational, il rappelle que 37 millions de travailleurs américains n'ont pas de couverture sociale et que leur nombre s'eccroît sous la pression de la fameuse « machine américaine à fabriquer des emplois ». Les milieux d'affaires éclairés sont plutôt favorables à cette évolution, perçue comme un moment dans le nouveau mouvement de pendule qui s'amorce. « ll y a un besoin longtemps refoulé de voter des lois [sociales], déclare M. Frank P. Doyle, vice-président de General Electric. Un flot de lois nouvelles commance à déferier. C'est une étape normale dans le cycle de la pensée sociale per laquelle l'Amérique passe régulièrement (27). »

Les projets qui ont une chance d'être adoptés lors de la prochaine session parlementaire paraîmont désiroires à bien des Européens. Ils constituent néanmoins un tournant dans l'histoire sociale de l'Amérique des années 80 et peut-être aussi dans la remise en question de l'ultralibéralisme qui n'a pas fini de régner en Europe. Quelles sont les principales mesures envisagées ? Obligation d'un préavis d'au moins soixante jours en cas de fermeture d'usine ou de licenciements massifs ; obligation d'informer les travailleurs actuels et anciens des risques pour leur santé pendant leur travail ; accroissement du salaire horaire minimum de 3,35 dollars à 4,65 dollars ; possibilité d'un congé de matemité (ou de patemité) ns salaire d'un maximum de dix-huit semaines en cas de naissance ou d'adoption ; interdiction pour les entreprises de travaux publics où le syndicat est reconnu de créer des succursales où il n'est pas représenté. Autant de projets modestes, mais présentés par leurs adversaires comme des mesures perverses, proposées au moment même où des pays comme la Grande-Bretagne et la France ont enfin choisi les voies de la logique conservatrice. Toutes les précautions sont pourtant prises pour ne pas s'inscrire trop visiblement contre l'ancienne idéologie. Ainsi le congé de maternité est-il présenté comme un maillon d'une politique de protection de la famille. Ainsi encore, les assistants du sénateur Kennedy insistent-ils sur le fait que « la législation ée concerne les droits de l'ensemble des tra-/ailleurs » et qu'il ne s'agit pas d'une ∢ réforme de le lécislation sur les syndicats (28) ».

Sans crier victoire, les syndicats, qui sont au plus bes (environ 15 % de syndiqués, contre 26 % dens les années 50), reprennent courage. N'ont-ils pas, de surcroit, gagné qualquas petites batailles au cours des demiers mois : en septembre 1986, les alguilleurs du ciel reconstituent le syndicat que le président Reagan avait « décertifié » à la suite de la grève de 1981; en juin 1987, le Cour suprême confirme que, à la suite d'un rachet, les nouveaux propriétaires devront négocier avec les syndicuts représentant les anciene employés.

Ces réformes un pau symboliques signifiant, néanmoins, que les pratiques conservatrices qui ont dominé les dernières années ont échoué et que des stratégies mieux adaptées aux réalités nationales et Internationales doivent être réinventées. Deux leçons se dégagent : la première, c'est que le social ne peut pas éternellement être mis à le remorque de l'économique et que ces deux dimensions sont en fait indissociables. La seconde, c'est que les années à venir vont sans doute s'inscrire sous le signe de la coopération, de l'alliance, du partenariat - aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan mondial. Pertenariat social, mais aussi partenariat interentreprises, internations, interrégions. Coopération sur le olan de la recherche, mais aussi de la conception, de la production et de la commercialisation. Un tel sys-tème ne peut fonctionner qu'entre des partenaires (relativement) égaux. Mais l'histoire montre à quel point il est difficile d'obtenir, pour chacun des participants, la réciprocité des droits et des devoirs.

PRETITE DOMMERCHES

(15) Cité dans l'article de Paul Kenn

(16) Felix Robstyn, op. ct. (17) Barry Bluestone et Bennett Harrison, «Rapport Congrès sur l'emploi», décembre 1986. Voir également orr la création d'emplois. Les Etats-Unis: un rapport sur la création d'empl nu une expansion disproportionnés ».

(18) Cité dans Employing Human Capital to Achieve Priority Economic Development Objectives, rapport établi par la National Alliance for Business, Washington DC, décembre 1986.

(19) Kenneth Bacon, «Future Pressures on Living andards», Wall Street Journal, 3 acts 1987. (20) Betsy Morris, « Big Spenders. As a Favored Pas-time, Shopping Ranks High with Most Americans », Well Street Journal, 10 soft 1987. (21) Alfred Malabre Jr., «The Consumer's Role: Large and Worrisome», Wall Street Journal, 10 sout

(22) John Dillon, « Hard Times in a Boom Economy », The Sunday Times Argus, 9, 14 et 21 soût 1987. (23) William Glaberson, « Is OSHA Falling Down on the Job? », New York Times, 2 note 1987. (24) Alan Murray, « Downward Curve. Supply-Siders Suffer a Decline in Demand for their Policy Ideas. Big Burdea: Federal Deficits », Wall Street Journal, 18 août

(25) Mathew Wald, «Mammahusetta Weighs Plans for lealth Insurance for All», New York Times, 21 août (26) Robert Pear, «Congress Awash with Ideas to Expand the Welfare State», New York Times, 2 août

(27) Ann Hughey, «Congress Takes up Labor's Cause», New York Times, 23 acut 1987. (28) Ibid.

– BIBLIOGRAPHIE –

la politique étrangère

Restructurer

An moment où Washington envisage de nou-veaux impôts pour réduire le déficit budgétaire du gouvernement fédéral et de nouvelles lois pro-tectionnistes pour combler la béance du déficit commercial, un rapport publié par le World Policy Institute, un centre de recherche new-yorkais sur les politiques mondiales (1), montre que ces problèmes ne peuvent être résolus sans réinjecter dans l'économie américaine une partie des ressources actuellement mobilisées par le secteur militaire. Selon les rapporteurs, au moins 1 militaire de dollars militaires doivent être transférés, au cours de la prochaîne déces-nie, en direction d'investissements productifs civils si l'Amérique veut enrayer son déclin.

L'Amérique de l'après-reagasisme est à un carrefour historique : va-t-elle réussir à dessiner les contours d'un nouveau rôle mondial compatible avec ses besoins économiques, ou va-t-elle poursulvre une politique d'expansion militaire sux dépens de son niveau de vie et de son influence dans le monde ? Est-elle prête à mettre entre parenthèses quarante aumées de confronta-tion Est-Ouest, ou va-t-elle continuer à mener une politique étrangère principalement centrée sur la menace soviétique ?

(1) Archibald Gillies, Jeff Faux, Jerry Sanders, Sherie Schwenninger et Paul Walker, Post-Reagan America, World Policy Institute, New-York, 1987.

D'un krach à l'autre

Un demi-siècle après le krach de Wall Struct en octobre 1929, le spectre de la Grande Crise est loin d'être exorcisé. Les ressemblances sont est loin d'être exorcisé. Les ressemblances sont plus frappantes que les différences : 1920/1980 : inflation, chômage, intérêts élevés ; 1921/1981 : réduction d'impôts en favour des pins riches ; 1922/1982 : baisse de l'inflation et des taux d'intérêt accompagnée de la flambée de la Bourse ; 1923/1983 : réduction du chômage et poursuite de la montée de la Bourse; 1924/1984: baisse de l'inflation et des taux d'intérêt parallèlement à une Bourse qui persiste dans la hausse; 1925/1985: nouvelle baisse du chômage, nouvelle hansse de la Bourse, non breuses faillites hancaires; 1926/1986: nou veaux records boursiers, ligère baisse du chô-mage, nouvelle baisse des impôts pour les familles et relèvement pour les entreprises, baisse des prix de l'énergie, etc.

L'Amérique en crise. Roosevelt et le New Deal (1) tombe à point nommé. An monsent où les méthodes keynésiemes se font plus recette et où l'ultra-libéralisme resganien a montré sou impuissance, l'étude de Denise Artand est une magistrale mise en perspective d'un moment historique à la fois mique et cyclique. An-delà d'une synthèse étomanment mancée des interprétations souvent contradictoires de la crise de 1929. Fanteur analyse les termes d'un débat out prétations souvent contradictoures de m crave v-1929, l'auteur analyse les termes d'un débat qui préoccupe et divise le monde politique — aujourd'insi comme hier, aux Entre-Unis comme en France, -- à savoir le rôle de l'Etat dans une ie es croissance on es crise.

(1) Deniso Artand, l'Amérique en crise, Roosevelt et le New Deal, Armand Colin, Paris, 1987.

PRODUITS DU TERROIR

VINS FINS D'ALSACE médallés : Ch. SCHLERET, propriétaire-viticulteur à F 68230 TURCKHEIM

STERN= · GRAVEVR · depuis !840 Cartes de visite Invitations Papiers de haute qualité le prestige de la gravure

Atelier: 47, Passage des Panoramas

PARIS 2° Tel. 42.36.94.48-45.08.86.45

the design of Exemple 139 the last the Control of t Michael I Michae

TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS, INVESTISSEMENTS TROP COÛTEUX,

La tentation

en croire certains, les problèmes économiques et financiers internationaux serajent d'une telle complexité que seule la compétence des « experts » permettrait de les maîtriser. Mais les résultats obtenus par ces « experts » ne s'étalent-ils pas déjà largement sous nos yeux avec l'aggravation d'une crise mondiale que les citoyens devraient donc subir comme une fatalité échappant à leur compréhension?

Il n'est nul besoin d'avoir reçu une formation spécialisée pour vérifier que, si les politiques suivies dans la lutte contre l'inflation ont été en grande partie couronnées de succès, elles ont en même temps entraîné un ralentissement de l'activité économique. Les mécanismes mis en place par les autorités économiques et monétaires, tout en facilitant des prises de décision provisoirement favorables à certains acteurs, n'ont fait qu'accumuler les facteurs de récession mondiale. Telle est bien la « tentation déflationniste » analysée ci-dessous.

Per GÉRARD DE BERNIS et JACQUES LÉONARD*

ductives.

N 1929-1930, économistes et responsables politiques se sont laissé surprendre par la défiation. Pourtant, nous savons aujourd'hui que, dès 1925, une apparente expansion masquait de fortes tensions défiationnistes. Ce sont des tensions identiques que l'on voit aujourd'hui se manifester après deux décennies d'obsession de l'inflation. Comment se réjouir des succès de la désinflation face à la récession qui pointe?

La déflation est un phénomène dont l'analyse n'a qu'exceptionnellement retenu l'attention des économistes, et l'idée qu'elle constitue la contrepartie inévitable d'une phase d'expansion sera longtemps admise. Le grand économiste britannique John M. Keynes, s'il redoutait l'inflation, voyait dans la déflation un mai infiniment plus grave : la baisse des prix réduit la production et l'emploi, elle a un caractère cumulatif et appelle donc des actions compen satrices de l'Etat. C'est cette définition du processus que nous retiendrons.

Les forces déflationnistes sont trop de négliger leur interaction. Il s'agit bien là d'un choix : on connaît encore trop mal ces influences réciproques, ainsi que leurs rapports avec les tendances expansionnistes, pour prétendre à un diagnostic général. Quant aux modèles macro-économiques disponi-bles, le décalage entre les prévisions qu'ils permettent et le mouvement du réel incite à la prudence. Situation qui renvoie à l'incapacité des instituts de conjoncture des années 20 à annoncer et comprendre la crise de 1929, parce qu'ils n'étaient pas arrivés à prendre en compte les changements structurels et les incertitudes caractérisant toute période de crise. Ainsi, soutenir que le profit d'aujourd'hui fait l'investissement de demain et l'emploi d'aprèsdemain - confine à l'absurde si le profit se place sur les marchés financiers et si les mutations technologiques canalisont les capitaux vers la rationalisation et le réduction des capacités pro-

Poser ces difficultés de méthode conduit à se défier de tout raisonnement mécaniste. Par exemple, si l'affaiblissement des facteurs d'expansion donne indéniablement plus de poids aux tendances déflationnistes, ceis ne signifie pas pour autant que celles-ci se manifestent immédiatement. Pas question non plus d'extrapoler à partir de la conjoncture d'une année donnée : la décélération des prix des produits de base remonte à 1980 et ne s'accentue pas en 1986, interdisant toute interprétation en dehors d'un contexte plus global. De leur côté, les facteurs influent les débats sur la désindustrialisation, puis sur le « hollow corporation » (1) aux Etats-Unis, les polémiques sur le déclin en France, les nouvelles pratiques des banques américaines dans la gestion de la dette du tiers-monde... reflètent, à leur manière, les tensions déflationnistes qu'il convient de repérer. Leur inventaire se situera à trois niveaux, seulement isolés pour les besoins de l'analyse : national, à l'articulation du national et de l'international, et enfin mondial.

nistes résultent largement du mode de formation des prix. Si les firmes utilisent leur degré de liberté pour augmenter leurs marges bénéficiaires, le taux d'inflation sera élevé. Si, an Japon on en RFA, par exemple, elles jugent plus rentable d'élargir leurs parts de mar-ché plutôt que leurs profits immédiats, ce taux, toutes choses égales par ail-leurs, sera plus faible et le rythme de croissance plus élevé. Reconnaître cette véritable nature de l'inflation et donc agir au niveau de la formation des prix doit permettre de conduire une désinflation stabilisante, voire expan-

> En revanche, s'en tenir aux thèses traditionnelles - on éventuellement ne ponvoir faire autrement – signifie que l'efficacité de l'arsonal anti-inflation se mesurera à la puissance des tensions déflationnistes qui finiront effectivement par occulter des poussées infla-tionnistes guère maîtrisées pour autant. Ces tensions sont d'ailleurs en partie transférées à l'extérieur (réduction de la demande de produits primaires, pression sur les prix des produits exportés par le tiers-monde, etc.) et reviennent sous forme de « désinflation importée » dont il serait dangereux de se féliciter. Simultanément, la poursuite des tendances inflationnistes contribue à laminer encore davantage la véritable compétitivité des entreprises : invoquer la contrainte extérieure pour réduire les importations ne peut alors que renforcer la spirale déflationniste

Les stratégies suivies portent

d'abord la marque d'un monétarisme

vulgaire : le niveau général des prix procéderait de la quantité de moyens de paiement en circulation, quantité

que les « autorités monétaires »

auraient les moyens de fixer. La théo-

rie dite « de l'offre » - contradictoire

avec la précédente - ajoute une expli-

cation de l'inflation par les coûts... dont

il sera implicitement convenu qu'ils se

limitent, pour l'essentiel, aux salaires.

Enfin, pour compléter le tout, on

« démontrera » que l'inflation résulte

de la demande, ce qui permet de justi-

fier la réduction des salaires et - pour

ceux qui en ont les moyens - l'incita-

tion à l'épargne en créant des condi-

tions favorables anx placements finan-

En réalité les mécanismes inflation-

Qu'il s'agisse des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) par leur initiative propre, ou des pays du tiers-monde soumis aux mesures d'ajustement du FMI, on retrouve partout les mêmes pratiques monétaires restrictives : diminution des dépenses publiques, contrôle des salaires, incitstion à l'épargne... On ne saurait concevoir cocktail plus éclectique et plus déflationniste, dont chacun des ingrédients est à l'origine de processus

De telles politiques monétaires ne relèvent pas d'une stratégie qualitative visant à accompagner d'authentiques paris sur la production. Le contrôle a priori des passifs bancaires (encadrement des agrégats) on des actifs (encadrement du crédit) procède d'un quantitativisme récessif, aveugle comme toute politique globale. Avec des moyens différents, la généralisation récente de la régulation par des taux d'intérêt à la hausse vise les mêmes objectifs.

La politique budgétaire n'est pas moins paradoxale. Au début des années 80, « l'économie de l'offre » de l'administration Reagan devait, après des déficits initiaux, induire des excédents futurs. Mais le poids du budget mili-taire a empêché l'application de ce

* Respectivement attaché de Recherches au CNRS, président de l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées; maître de conférence de l'université Paris-Nord.

beau programme et entraîné trois types de conséquences négatives. D'abord, la compression des dépenses collectives pour l'essentiel de caractère social véritable retournement du sens et du rôle de l'action publique. Ensuite, la réduction des engagements de l'État dans les autres secteurs d'activité, qui a contrebalancé le caractère traditionnellement expansionniste de l'accroissement des crédits de la défense - ainsi, la réforme profonde du financement de l'agriculture américaine a engendré une forte diminution de sa demande en produits industriels. Enfin, la nécessité de financer les déficits publics par les capitaux nationaux ou étrangers a contribué su maimien de taux d'intérêt élevés.

La politique des revenus est marquée par une forte distorsion. Alors que a progression du pouvoir d'achat avait ioué un rôle déterminant dans le sou tien de l'activité économique pendant la période d'expansion de l'aprèsguerre - et même durant la première phase de la crise actuelle, - la volonté de réduire les coûts salariaux l'emporte depuis la seconde partie des années 70, et avec une efficacité d'autant plus redoutable que le chômage croît rapidement. L'indexation généralisée s'est transformée en désindexation généralisée. La volonté de stimuler l'épargne constitue un facteur supplémentaire de hausse des tonx d'intérêt et des revenus financiers et elle vise deux objectifs : réduire la demande et financer l'investissement. Mais le premier, en soi dépressif, décourage les investisseurs; quant au second, il relève, une fois de plus, de cette conception purement exogène de la monnaie que nous avons déjà signalée.

An com de toutes ces recettes, une constante : des taux d'intérêt élevés. Dès le Tract (1923), dans une période de turbulence monétaire, Keynes mettait le doigt sur la contradiction entre le taux d'intérêt requis pour assurer « l'équilibre interne » et celui compatible avec l'équilibre de la balance extérieure. Aujourd'hui, la politique monétaire entraîne des taux d'intérêt élevés, le financement des déficits public et externs les requiert. l'incitation à l'épargne les exige. Dans un contexte. de réduction de la demande, cette stratégie pèse doublement sur l'activité productive.

Elle gêne l'investissement productif à l'extérieur des frontières et incite à sa délocalisation accélérée. Par la combinaison de taux nominaux élevés et de la désinflation, les taux réels à long terme, qui étaient négatifs (de l'ordre de -2 % pour la France, le Japon ou les Etats-Unis en 1975), sont devenus positifs (+ 4,5 % en moyenne) au milieu de la décennie suivante, c'est-àdire nettement supérieurs à leur niveau de la période d'expansion des années 60. Les charges financières qui en résultent réduisent les profits et les marges d'autofinancement des entreprises. Le coût de l'investissement croît encore plus vite et pousse à comprimer les autres dépenses, celles-là mêmes qui entretiennent le marché intérieur.

Cette stratégie encourage des comportements de rentiers préférant le a placement » financier à l'investissement productif (2). Au moment où la conjoncture, marquée par la récession et l'incertitude, suscite déjà chez les industriels une puissante aversion à l'égard du risque, la perspective de ponvoir réaliser à court terme des profits financiers accentue cette tendance. Suicidaire d'un point de vue global, elle n'est que le résultat normal des politiques macro-économiques.

L'abondance des disponibilités conduit alors à rechercher des couvertures et des occasions nouvelles de placements grâce à l'ouverture de nouveaux marchés financiers et au recours à de prétendues « innovations » qui ne sont, en fait, que des resucées de for-mules déjà utilisées, sous une forme ou sous une antre, entre 1925 et 1929. Pour les établissements qui les réinventent, en particulier les banques, cette panoplie de mesures surdéveloppant les quasi-monnaies rémunérées n'est qu'une réaction d'autodéfense permettant de préserver une relative liberté à

(1) L'expression « hollow corporation», popularisée par un dousier de *Business Wesk* du 3 mars 1986, désigne des firmes qui se sont progressivement vidées de leurs propres actifs industriels en leurs mandation du de leurs propres actifs industriels en leurs mandation de leurs propres actifs industriels en leurs propres actification de leurs propres actifica dustriels en leur substituent de pures partici-

(2) Voir notamment sur co anjet: Claude Julian «L'argent», le Monde diplomatique, mars 1987—sur la Grando-Bretagne, Bernard Cassen, «Chômeurs et rentiers au pays du néolibéralisme réel», le Monde diplomatique, jula 1987; sur l'Argentine, Bernard Cass «Le fardeau d'une culture de renie», Moises Ikonicoff, «Un pays transformé es diplomatique, jaillet 1987.

Particulation du national 21:22 F23 723 9 # 25 M2" 272 ... , 62 Tale (#32 2200 E2

12 Table 1010 E

CHARLES OF RECEIPT, M

THE PROPERTY OF THE PARTY IN

STATE OF STATE SAN State of the second

San Jan 12 . To Might Ide

The state of the s

Plant a describer on course

The state of the second section

State the see depend

CHE STITUTE PROGRAMME!

THE RESERVE OF THE PROPERTY OF

:=:17 - - -25 50 50% .g 3::::::: 3000000 20 8250 25 N 200-12:0 - The State of the ig stanges. a 4,530 c. <u>en 10 325 -</u> giner de 201700000

235 2000

----- O-

geria k

BILL BUT

152 1987

1272

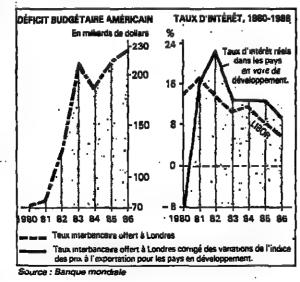
miers 25

species has true the charges ung unt reveiles immeren nichten. the first years tondanders kills Militarye is religionersal. ವಾದಿ ನಿರ್ದೇಶ ಆ ಗಾರಕಚಾಗಿ ಈ ಹೆ mit - que dans leurs Plantais-Hall terms Et, progress/seitaginges économiques matte in seco toute automorphie mitte that has be completely an entire parameter product som effi-

Camminde sur les cours des Commence de Cour maniferen, Ca Malanantes D'abord, Titales is an impations des Alden mus, is any majurate. amentionic previous concerands, ele mote denc à pla-Tomas ser les marchés finan-Mi pari, dejà risqué, de there products design L'a morrair avec l'entrée en garries praveries et recountetiels, uns doute, les industries die sens strict - qui An a simportent - se trosin de ces aleas monétaires. comme prue par la rationali-

Lutte contre l'inflation et déficits publics

MISES en œuvre puux pays industrialisés et par le Fonds monétaire international (FMI), les politiques de lutte contre l'inflation ont été « absolument » déflationnistes et elles ont exercé leurs effets bien au-delà des frontières nationales. Justifiées par des constructions intellectuelles permettant la coexistence de propositions qui, en toute logique, devraient s'exclure, elles ont vu leurs aspects négatifs renforcés par le jeu des intérêts en place qui opèrent un choix sélectif dans les enseignements de la théorie.



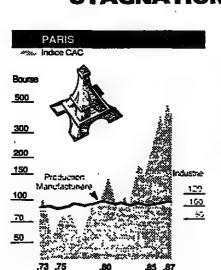
Le système de Bretton-Woods

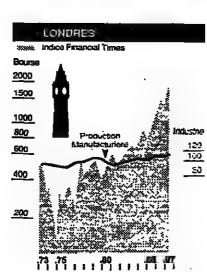
nal né, en 1944, de la conférence de Bretton-Woods (New-Jersey, Etats-Unia) consacre la prédominance, alors absolue, des États-Unis sur le monde occidental. L'objectif du système est la stabilisation des taux de change des monnaies et l'organisation de l'équilibre des ements internationaux. Les monnaies participantes sont toutes définies par un poids d'or, et convertibles à taux fixe en dollars. Le dollar étant quant à lui défini et convertible à taux fixe en or. Les pays signataires de l'accord défendent leur monnaie par rapport au dollar, les Etats-Unis s'engageant à servir de l'or contre des dollars à taux fixe.

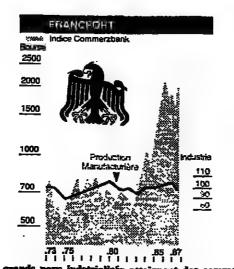
Le billet vert devient ainsi le moyen de règlement international privilégié, et ce pour deux raisons: d'abord parce que les banques centrales (à l'exception de la France, résolument attachée à l'or) ont choisi les réserves en dollars comme moyen essentiel de défense de leurs monnaies; ensuite parce que l'émission de dollars par le système bancaire américain, tant au plan interne qu'à destination du reste du monde (au titre des règlements et des investissements), n'est acumise à aucune forme de contrôle quantitatif. Emetteurs de leur propre monnais comme moyen de règlement internetional, les États-Unis pratiquent dès lors le « déficit sans pleurs » : ils allmentent ainsi l'économie mondiale en une forme de liquidités dont ils ont tout fait pour que le monde en ait un'

Toutefois, le détérioration des conditions du fonctionnement de l'aconomia américaine des la fin des années 60, et son affaiblissement relatif ont pour contrepartie un mouvement irréversible de défiance envers le dollar, qui conduit progressivement à l'éclatement final du système en 1973. Les deux institutions créées pour gérer la système de Bretton-Woods, à savoir le Fonds monétaire international (garant du système des changes fixes par le jeu de financements temporaires des déficits de balances de paiements) et la Banque mondiale (mettant à la disposition des pays, pauvres des ressources financières collectées auprès des pays riches) ont capendant survacu au sys-

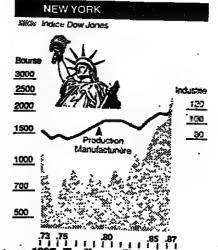
STAGNATION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE, ESSOR DES ACTIVITÉS BOURSIÈRES

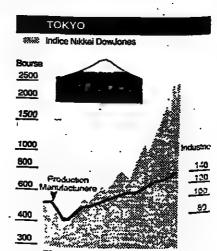






sauf an Japon et, dans une moindre mesure, aux Etats-Unis (représentation semi-logarithmique)





Militis et acatatés Un ouvrage Ynthèse les réussites difficultés Weloppement !

MOMICA - 48. r. Hericast

délocalisation accelérée. Par la maison de taux nominaux éleva pation les laux récht Actini lation, les laux rech l'actine, qui étaient négatifs (d.).

de 2 % pour la France, le Japan.

Brand-Unix en 1975), lont de positifs (+ 4,5 % en moyen mifica de la décennie suivant, dire nettement supérieurs à les années 60. Les charges financia en résultent réduisent les profi anages d'autofinancement de prises. Le coût de l'investige ancore plus vite et poussé à cui qui entretiennent le marché in

Cette stratégie encourage de portements de rentiers priles posterior > financier à l'inc ment productif (2). Au mone conjoneture, marquée par la les et l'incertitude, suscite del del adustriels une puissame no Pégard du risque, la perspen poevoir réaliser à court terne de la financiers accentue cene les Saicidaire d'un point de vie le elle n'est que le résultat ser solitiques macro-économique

L'abondance des disponit conduit alors à rechercher de to tures et des occasions nouvella coments grace à l'ouverture à resuz marchés financiers et au de prétendues « innovation » maios déjà utilisées, sous une for and autre, entre 1925 a g particulier les banque panophe de mesures surdéveloppe ansi-monnaies rémunéréu an une réaction d'autodéfeus pa tion de préserver une relative la

(1) L'expression hollow come de financia d conent vidées de leurs proper contide de les substituen de jone

Weir countries our or special "L'argent ., le Monde deler 1987 : sur la Grande-Breige, b. Chémeurs et rennes a pa farme réci », le Monde diplan 1987 ; ser l'Argentine, Bernet L can d'one culture de con as Ikomooff, «Us pays make **in 200**0 francise fina eligue, juillet 1987.

Bretton-Woods

arme de contrôle quantil settature de leur propre monte me moyen de règlement instiand les Etats-Unis prabquet à ters la « déficit sons pleurs : it é MONTH BIRTH I ECCNOMIS MORORE tese forme de liquidirés dont it s Sport fleet growr cause la monde et MF MIN STACTURE!

Toursfois, la déténoration à **cinario d**a fonctionnimità l'éconorme américaine dès le fir à gondes 80, et son effablisses with post pour contrepants of the Mant stéversible de défante est To dollar, qui conduit progressitati & Federament final du system! 1973. Les deux institutions mil Pour garer le système de Bras bads, à sevoir le Fonds model erentumai (garant du système) ngen fixes per le jeu de fran hence temporaires des déficis s smore de parements) et la lies conclude (marrant à la disposition pales payeres des ressource le M collections aupres de M Ethesi ont capendant survice of

BOURSIÈRES



SPÉCULATIONS FINANCIÈRES, RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE

tentation déflationniste

l'égard des politiques restrictives des autorités monétaires de tutelle.

La montée des cours en Bourse, si elle permet la constitution de fortunes individuelles à caractère purement spéculatif, n'a aucun rapport avec un ament de la richesse collective. L'écart croissant entre la « prospérité » financière et le retard de l'investissement productif, la déconnexion entre l'évaluation financière des actifs et leur valeur économique réelle (qui dépend des résultats de l'activité productive)

accroissent les risques d'une crise financière globale dont il ne sera peutêtre pes possible de différer indéfinimoindres variations des taux d'intérêt. fragilité limite à son tour la capacité l'épargne financière implique le maintion de taux réels positifs, et cela malgré leur caractère ouvertement défia-

A l'articulation du national et de l'international

M ISES en œuvre
par la plupart
des grands pays industriels, ces politiques développent de nouveaux effets à l'articulation du national et de l'international, en particulier à travers les paux de change. Pour pallier les difficultés du sys-

tème de Bretton-Woods (voir l'encadré page 22) à la fin des années 60, beaucoup d'économistes préconisèrent un système de changes flexibles, favorable. selon cux, à la stabilité des taux de change et à l'autonomisation des politiques nationales. Or, une fois de plus, la théorie a dû recon-

naître son échec. Les taux de change, volatiles, se sont révélés imprévisibles aussi bien dans leurs tendances longues - qui a anticipé le retournement des cours du dollar et le moment où il s'est produit - que dans leurs fluctuations à court terme. Et, progressivement, les politiques économiques nationales ont perdu toute autonomie sans pour autant que la coopération entre les grandes puissances prouve son effi-

Cette incertitude sur les cours des monnaies accentue, de deux manières, es tendances déflationnistes. D'abord, elle rend aléatoires les anticipations des entreprises sur leurs prix et leurs coûts. et elle interdit toute prévision concernant les profits ; elle incite donc à placer les capitaux sur les marchés financiers. Le pari, déjà risqué, de l'investissement productif devient encore plus incertain avec l'entrée en lice de variables nouvelles et incontrôlables. Scules, sans doute, les industries domestiques an sens strict - qui. n'exportent ni n'importent - se trouvent à l'abri de ces aléas monétaires. La part croissante prise par la rationali-

CONTROYERSES ET RÉALITÉS

Enfin, un ouvrage

sur les réussites

et les difficultés

du développement !

de synthèse

STUTE BLACK

ФТСБИФЯ16А

ment les échéances (3). En témoigne la sensibilité du marché des titres aux voire à leur anticipation. Mais cette des autorités monétaires à abaisser ou à relever ces mêmes taux : la stabilité de



rx étrangers sux Etats-Unie

sation dans l'investissement productif, si elle s'explique par l'exacerbation de la concurrence - ouverture des frontières - au moment précis où la technologie connaît de profonds bouleversements, tient aussi à ces incertitudes. La rationalisation constitue un moyen privilégié de réduire les risques en diminuant non seulement les coûts mais aussi les capacités de production. Ce qui limite d'autant les effets d'expansion découlant normalement d'un investissement productif, surtout ai l'équipement nouveau est importé.

RECTS ÉTRANGES

D'autre part, les fluctuations à court ou très court terme des taux de change. même si elles ne sont pas incompatibles avec des tendances longues - par exemple, l'appréciation du mark par rapport au franc, - ne dépendent pas toujours de l'évolution des structures toires. Le dollar représente un cas extrême mais particulièrement dancereux. Surtout lorsqu'elles sont antici-pées comme durables, les tendances longues engendrent des phénomènes structurels de protection ou d'adaptation; et leur rupture inopinée provoque des déséquilibres qui se répercutent d'un bout à l'autre de la planète.

Jusqu'en janvier 1985, le déficit cain, grâce à une politique monétaire relativement restrictive, assurant des taux d'intérêt plus élevés que dans le reste du monde, était comolé par un afflux de capitaux étrangera. L'appréciation du billet vert par rap-port aux autres monnaies était à la sois la conséquence de cette situation et la condition de sa pérennité. Un niveau élevé de la demande et d'importantes difficultés pour l'industrie américaine carrectorisalism co contente.

Le déficit extérieur, c'est-à-dire l'excédent de la demande sur l'offre intérieure, se répercutait de manière différenciée sur le reste du monde :

- il autorisait un excédent commercial des pays du tiers-monde, dont certains (pour l'essentiel huit des seize les plus endettés) se transformaient en exportateurs nets de capitaux. Ce système garantissait le nonprovisionnement des profits réalisés par les banques américaines sur leurs débiteurs des pays en voie de développe-

- il permettait au Japon un développement hypertrophié de ses branches d'activité exportatrices, son excédent compensant le déficit américain :

- eafin, l'Europe, qui - à l'exception de la RFA - n'a pas profité de la redistribution des parts du marché américain, fournissait aux Etats-Unis les capitaux dont ils avaient besoin. Les entreprises s'implantaient outre-Atlantique et multipliaient les investissements de délocalisation, accentuant le processus déflationniste sur le Vieux Continent. Dans le cas français, une telle stratégie des entreprises, privées et publiques, fut expressément encouragée par les pouvoirs publics.

A partir de février 1985, l'inversion de tendance et la baisse du dollar par rapport aux autres monnaies, et particulièrement au yen, vise à relancer l'activité industrielle américaine. Mais la dépréciation du billet vert accroît automatiquement le déficit des Etats-Unis sans aucune perspective d'amélioration, au moins à court terme ; le pays devient, pour la première fois depuis 1914, débiteur net sur le plan

DANS l'espace

chute des cours des

matières premières,

la suprématie du

dollar et la dette du

tiers-monde ont.

chacun à sa ma-

nière, contribué à la

Depuis 1980, les

prix des produits pri-

maires ont baissé de

30 %. Quels que

soient les indices

choisis, tous les cal-

culs confirment un

affaibhissement sen-

sible du pouvoir

d'achat des pays en voie de développe-

ment, de l'ordre de 20 % entre 1980 et

1985. En 1986, la

baisse aurait été de

tionner les pays riches.

de stocks régulateurs ;

3,5 % exprimée en dollars (indice

nouvelle dégradation, en particulier pour les produits agricoles, amènerait à

vendre très en dessous du prix de revient, ce qui équivaudrait à... subven-

Différents éléments convergents sont

- la chute de l'activité manufactu-

rière dam les pays développés, qui a en

des répercussions immédiates sur les marchés de produits primaires,

d'autant que la baisse des cours n'a entraîné aucune reprise industrielle;

sements technologiques en Occident;

- les mutations liées aux boulever-

- le niveau élevé des taux d'intérêt

qui read très coûteuse la constitution

- la rigidité de l'offre. L'absence de

à l'origine de cette catastrophe :

mondial, la

international. L'allégement du fardeau de la dette exigera, tôt ou tard, des mesures drastiques.

La réévaluation du yen face au dollar et la remontée du courant protechomnine a Washington mettent en difficulté le Japon qui ne maintient son excédent commercial que grâce à une réorientation de ses exportations, notamment des biens de cons durables, vers la CEE. Ces nouveaux flux de marchandises font concurrence aux entreprises européennes sur leur propre marché et ravivent là aussi les tendances protectionnistes, telles que la multiplication des contingentements et des accords d'autolimitation.

Cette tendance à la fermeture, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, et la relative imperméabilité du marché japonais provoquent une récession du commerce mondial et un fractionnement de l'activité, créant en particulier aux firmes transnationales, des problèmes d'une ampleur sans précédent.

A l'exception des tenents de scénarios-catastrophes qui prédisent une aggravation inéluctable de la crise, la quasi-totalité des spécialistes s'accordent sur la nécessité d'une coordination des politiques nationales, seule susceptible de faire face aux contradictio engendrées par le système des changes flexibles. Mais à quel niveau situer cette « coordination » ? Un fossé sépare, en effet, un simple engagement à suivre des « indicateurs fondamentaux » d'un accord politique international impliquant la mise en œuvre des mesures nationales interdéper Un tel engagement global reviendrait, en dernière instance, à faire peser sur les partenaires de Washington la charge de l'ajustement américain : relance su Japon et en Europe, avec réduction simultanée du déficit budgé taire des Etats-Unis assortie d'une nouvelle baisse du dollar, ouvrant la voie à une stabilisation des taux de change. On comprend dès lors que, sur le Vieux Continent et à Tokyo, on présère s'en tenir à une coordination minimale qui, pourtant, entretient des incertitudes de nature à empoisonner les relations

relation privilégiée dollar-mark, et créent sur le Vieux Continent des remous dont l'origine et l'amplitude n'ont rien à voir avec les rapports intereuropéens. Face à toute variation du dollar par rapport au mark, les règles de fonctionnement du SME amènent les partenaires de l'Allemagne fédérale à assurer la stabilité des changes par la manipulation des taux d'intérêt. Ainsi la dépréciation du billet vert, s'ajoutant à l'ampleur des déficits américains, renforce les pressions sur le mark - en raison du report des capitaux sur cette devise - et interdit aux pays de la Communauté européenne, s'ils veulent maîtriser les mouvements de capitaux et garantir la stabilité de leurs monnaies, une quelconque baisse des taux d'intérêt. Le maintien de taux élevés à Washington, s'il soulage le mark, favorisc la volatilité des capitaux et limite les capacités des autorités monétaires de Bonn à conduire une politique autonome, Relais forcé entre les Etats-Unis et le reste de l'Europe, l'Allemagne fédérale répercute ainsi sur ses partenaires les contraintes qui lui sont impo-

sées outre-Atlantique.

Troisième origine des enchaînements déflationnistes : la dette du tiers-monde et sa gestion par l'ensemble des créanciers. L'effritement des recettes d'exportation des pays en voie de dévoloppement, qui bloque toute possibilité de remboursement, se conjugue avec un effondrement des nouveaux crédits consentis depuis 1982. En son temps, le rapport Brandt (4) avait mis en évidence le caractère interdépendant des éléments de la crise, et démontré la nécessité d'une relance concertée et mondiale, scule solution pour faire échec à la récession. En dépit des mises en garde répétées de la CNUCED et, plus récemment, de la Banque des règlements internationaux (BRI), les recommandations du rapport Brandt sont restées lettre morte. Comble du paradoxe, c'est le tiers-monde qui est devenu exportateur net de capitaux. non seulement à l'égard de ses créanciers publics et privés nationaux, mais

Au cours de la décennie 70, la concurrence entre les banques s'était traduite par un accroissement vertigineux des engagements sur le tiersmonde, et donc par l'envolée des bilans bancaires. Les années 80 sont marquées par la stabilisation puis par le nettoyage > des bilans (donc le recul des engagements nets cumulés), par la course au provisionnement des bénéfices réalisés ailleurs, et par la revente des créances les moins douteuses. Cette nouvelle stratégie assèche les crédits nouveaux et accentue le recul des débouchés commerciaux des pays industrialisés dans le reste du monde. Elle affaiblit la position financière des pays en voie de développement et leur capacité économique à l'assainir.

Identifier les tensions et les forces déflationnistes, analyser leur enchaînement récessif, ne revient pas à dire que la déflation est déjà dominante. Des forces contraires existent, même si certains observateurs soulignent que la simultanéité du gonflement des marchés financiers et de l'effondrement des prix des matières premières rappelle étrangement la situation qui a précédé la grande panique de 1929. Pour contre-balancer un tel comportement autodestructeur à l'échelle mondiale, il faudrait utiliser toutes les capacités de régulation, et en premier lieu la puissance publique. Y viendra-t-on, alors que la tentation déflationniste, alimentée par les déséquilibres de la croissance, paraît irrésis-tible ?

et JACQUES LÉONARD. (3) Voir Frédéric F. Clairmonte, «Frénésie spéculative... jusqu'au point de rupture ? » le Monde diplomatique, mars 1987. (4) Willy Brandt (sous la direction de), North-South: A Program for Survival, MIT Press, Cambridge (Massachusetts), 1980,

GÉRARD DE BERNIS

Fête nationale.

Fête nationale

Fête nationale

Fête nationale. Fête de la révolu

Procl. de la Rép

Cours des matières premières et dette du tiers-monde

nor les pays riche

Moody's), de 6,6 % en livres sterling **AUTRES LECTURES** (indice Reuter), de 12,5 % en droits de tirages spéciaux (DTS) (indice Economist), de 13,8 % en francs français (indice INSEE). La «stabilisation» constatée depuis la fin 1986 traduit le fait que ces prix ont pratiquement épuisé leur potentiel de baisse. Toute

L'Afrique face à ses prio-

ment, W.C. Baum/S.M.

Tiers-monde islamique/Tiers du monde?
Georges de Bouteiller 95 F

mentaire, Peter Timmer .. 98 F

vie Brunel 75 F

Guide pratique d'analyse de projets, 4º éd., Manuel Bridier/Serge Michailof . . 98 F

ECONOMICA = 48. r. Hericart, 75015 PARIS - T. 45-78-12-92

SUR LE TIERS-MONDE

rités, Bertrand Schneider . 65 F Investir dans le développe-

Tolbert 150 F

Analyse de la politique ali-

Asic-Afrique: greniers vides, greniers pleins, Syl-

Marketing et développement du tiers-monde, Georges M. Hénault 145 F

toute autre possibilité de rentrées peut même conduire certains producteurs, en particulier les plus endettés, à comenser l'effondrement des cours par l'anementation des quantités mises sur le marché. Ainsi, entre 1979-1980 et 1983-1984, la production agricole s'est accrue de 11 %, alors que l'indice des prix chutsit de près de 15 %. Pour le pétrole, la mise en exploitation des gisements de la mer du Nord et la volonté occidentale de déstabiliser l'Organisation des pays exportateurs de

pétrole (OPEP) out pesé lourd. Toute-

fois, lorsque l'effondrement du prix du baril a menacé l'économie américaine (en juillet 1986, le prix mondial de l'or noir était de 40 % inférieur au prix intérieur américain), Washington a utilisé son influence et ses relations avec Londres et Ryad pour rétablir des cours compatibles avec ses propres

La chute des recettes d'exportation des pays en voie de développement a en des conséquences très négatives sur l'activité du monde industrialisé, la dette du tiers-monde interdisant de relancer le commerce par l'octroi de nouveaux crédits. La dynamique des grands contrats d'équipement qui, pour de nombreux pays industralisés (dont la France), contribuait aux bonnes performances à l'exportation, s'est progressivement épuisée, aggravant les difficultés des balances commerciales.

Deuxième facteur de récession : la suprématie du dollar qui joue à la fois le rôle de moyen de règlement et d'actif international, et qui assujettit les politiques monétaires des pays industrialisés à la stratégie de Washington. Le maintien obligé, par les Etats-Unis, de taux d'intérêt attrayants hypothèque fortement tout assouplissement monétaire chez leurs partenaires. Et la non-résorption des excédents et des déficits internationaux contribue à transmettre à l'ensemble du monde les tensions monétaires

Le système monétaire européen (SME) offre un aspect révélateur de ces anchaînements. Les effets de la politique de la Maison Blanche s'exercent, pour l'essentiel, par le binis de la

Calendrier des lêtes nationales 1<-31 octobre 1-CRINE Proci, de la Rés. pas. 1-CHYPRE Pite national Fête de l'indépe 1-NIGERIA

3 REP. DE COREE 4 LESOTHO 7 REP. DEM. ALLEMANDE

9 OUGANDA

12 ESPACNE 14 REP. DEM. POP. YEMEN 21 SOMALIE 24 ZAMBER

Pête sationale. Fête de l'Indéper 26 AUTRICHE Fête nationale. 29 TURQUIE Preci. de la Rép.

Loin du matraquage médiatique

E plus en plus nombreux sont les lectrices et lecteurs qui nous écrivent pour nous faire part de leurs réflexions, suggestions, critiques. Qu'ils veuillent bien nous excuser si notre petite équipe ne parvient pas toujours à leur répondre dans un délai raisonnable. Nous le regrettons d'autant plus que ces lettres, même lorsqu'elles marquent un désaccord sur un point particulier, expriment avec force et simplicité les raisons d'un attachement qui semble se renforcer au fil des ans.

C'est un exploitant agricole qui voit dans le Monde diplomatique un instrument « indispensable pour comprendre le monde moderne ». « Précieux outil de réflexion sur les grandes mutations en cours », ajoute un étudiant en sciences. Un inspecteur des finances utilise une formule lapidaire: « Je me régale chaque mois en vous lisant ». « Ce que j'apprécie le plus, c'est l'abondance des références vérifiables qui accompagnent vos articles », précise un ingénieur. « Je ne partage que rarement vos opinions, dit courtoisement un diplomate, et pourtant je vous lis toujours avec plaisir ». Grace à vous, écrivent tant d'autres, nous situons mieux la France dans son environnement international, qui pèse d'un tel poids sur nos destinées.

Que nos lecteurs d'âge plus avancé n'en prennent pas ombrage : les lettres les plus touchantes proviennent de très jeunes lycéens, comme celui-ci qui commence sa lettre par ces mots: « Fidèle lecteur du Monde diplomatique depuis trois ans... » Puis, se rendant compte que trois ans constituent un bien court laps de temps, il précise : « J'ai dix-huit

Les graphiques publiés dans cette page montrent bien que nos lecteurs sont jeunes (pour 59 % d'entre eux, ils ont moins de trente-quatre ans) et très jeune aussi est le ton de ces lettres qui, à l'appui de certains commentaires, évoquent

okus de 50 ans

13,5 %

de 35 à 49 ans

27,5 %

de 25 à 34 ans

de 15 à 24 ans

27,9 %

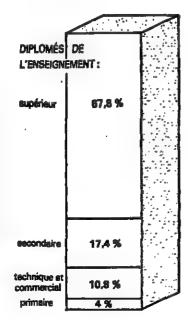
31,1 %

Des lecteurs jeunes et fidèles... La plupart des lectrices à lire le Monde

et lecteurs commencent diplomatique à la fin secondaires ou lorsqu'ils entrent dans l'enseignement supérieur ; ils lui restent fidèles lorsqu'ils s'engagent dans la vie professionnelle.

... qui refusent la facilité...

Des articles sérieux, bien documentés, souvent très techniques, sont plus facilement accessibles aux diplômés de l'enseignement supérieur (67,8 % du total). Mais des esprits curieux, avides de comprendre, formés dans l'action militante, y trouvent les informations et analyses dont ils ont besoin.



...et sont présents dans tous les domaines d'activité 6,3 % Employé 14,5 % Cadres supérieurs, 21,2 % ouvriers, petits patrons, exploitants agricoles, etc., puisent dans le Monde diplomatique les éléments de réflexion **Affaires** 36.7 % indispensables à leur vie professionnelle ou à leurs activités dans les mouvements Petits patrons associatifs.

des souvenirs vécus bien avant la seconde guerre mondiale. L'élargissement de l'audience du Monde diplomatique ne comporte ainsi aucun mystère : chaque année, des moins de vingt ans découvrent ce journal qui ne veut se permettre aucune concession à la facilité ou à la mode, et ces nouveaux lecteurs continuent de nous suivre après avoir affronté les difficultés de la vie professionnelle. Tel est bien le plus bel hommage qu'ils puissent rendre à nos efforts d'enquête, de recherche, de réflexion.

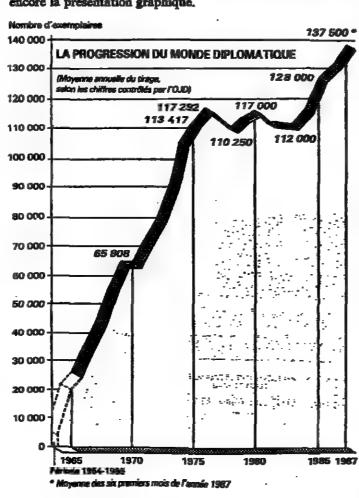
Pourquoi cette fidélité? Sans doute parce que, comme le disait en mai 1984 un titre qui marquait le trentième anniversaire du Monde diplomatique, l'équipe responsable de ce journal s'efforce sans cesse de rendre plus pénétrante une certaine « manière de voir » le monde : écarter l'accessoire pour se concentrer sur l'essentiel, négliger l'éphémère pour accorder toute l'attention requise aux évolutions durables, refuser les modes orchestrées à grand fraças médiatique et déceler ce qui fermiente sous la surface. Certains lecteurs nous disent parfois que nous devançons l'événement. Qu'ils se détrompent : nous nous attachons simplement à en détecter les signes précurseurs afin d'analyser le problème avant qu'il ne soit envenimé au point d'exclure toute solution raisonnable. Tâche ambitieuse. dont nous voudrions nous acquitter avec plus de rigueur et de lucidité.

Parce que nos lecteurs sont devenus plus nombreux, nous avons pu étoffer un peu notre petite équipe et ainsi améliorer la qualité du journal. Voilà deux ans, l'enquête SOFRES 30 000 nous attribuait 557 000 lecteurs en France métropolitaine (soit une progression de 25 % en trois ans). Ce chiffre révèle un nombre exceptionnellement élevé de lecteurs pour chaque exemplaire vendu. A cette progression très satisfaisante s'ajoute un fait capital: 42 % de la diffusion totale va à l'étranger. Nous disposerons prochainement de la nouvelle enquête SOFRES 30 000, et nous en diffuserons, bien entendu, les

Au cours de ces dernières années, la formule du Monde diplomatique a sensiblement évolué. Nous continuons de consacrer des articles importants à tel ou tel pays particulier que secouent des crises représentatives des grands bouleversements en cours. Mais, de plus en plus souvent, nous abordons aussi des problèmes communs à un groupe de pays (endettement de l'ensemble de l'Afrique noire, difficultés de développement dans la mosaïque très diversifiée que constituent les Caraïbes, etc.), ou des problèmes qui affectent des pays géographiquement dispersés (guerre du bié, rôle du capital financier, compétition technologique, etc.). Les « grandes manœuvres » stratégiques ou monétaires ont été suivies avec un soin particulier. Mais nous avons aussi porté une plus grande attention à tout ce qui surgit dans la vie culturelle : dossiers sur la concentration des moyens de communication, extraits de grands romans étrangers contemporains, série intitulée « Des politiques malades de leur culture », etc.

Tout cela, autant que possible, dans une approche pluridisciplinaire, seule voie permettant de comprendre ce qui se passe en ces temps où une spécialisation très poussée voile le regard et stérilise ou fourvoie la pensée. Par la même démarche, nous voulons notamment rompre la dimension étroitement hexagonale, situer la société française dans son contexte mondial, comparer ses difficultés et expériences à ce qui se passe en d'autres pays.

Nous devons l'avouer : de telles tentatives nous laissent encore insatisfaits. A l'expérience, nous percevons plus concrètement la nécessité d'approfondir les investigations et les recherches, de présenter davantage de réalisations de terrain qui illustrent et affinent nos analyses plus globales, d'intensifier le croisement des compétences, d'améliorer encore la présentation graphique.



diplomatique Realise en langue française et à Paris, ce journal est pourtant très international : par sa diffusion à l'étranger (rappelons-le, 42 %), par ses collaborateurs apparte-

LEMONDE

nant aux pays les plus divers. En quelque langue que ce soit, il n'existe au monde aucune publication comparable, un mensuel consacré aux problèmes mondiaux et atteignant un tel tirage. C'est notre fierté, c'est aussi une grande responsabilité à l'égard de tous ceux qui, dans les pays industrialisés comme dans le tiers-monde, refusent l'idéologie dominante, les shémas simplificateurs, le confort des concepts à la mode, le matraquage médiatique des groupes les plus puis-

Nous souhaitons améliorer ce journal et étendre son rayonnement. Nous ne pouvons le faire qu'avec votre aide. Etes-vous disposé à nous l'accorder ?

Si oui, nous vous proposons trois moyens simples : d'abord, si vous achetez chaque mois le Monde diplomatique chez votre marchand de journaux, vous pouvez accroître nos recettes en vous abonnant (voir le bulletin d'abonnement page 9). Ensuite, vous avez deux possibilités d'élargir l'audience de ce journal que vous appréciez :

I. FAIRE CONNAITRE LE MONDE DIPLOMATIQUE : EN FRANCE

	M. on Man	****
	F	********
1	à Code pastal	
	D abouté D lecte	T SI DINDÉTO
2 Ce bul	Vous suggère d'envoyer le Monde diplomats mois consécutifs à : — M. on M**	•
	2 Code postal	**********
	à Code postal	

II. FAIRE CONNAITRE LE MONDE DIPLOMATIQUE : A L'ETRANGER

Dans det pays qui interdisent ou limitent strictement les sorties de desises, ou dont la Louis des pays qui internation de imparent strictement les sorties de devises, ou nou en lanx de charge est très défavorable, il est pratiquement bispossible de s'abonner aut Monde diplomatique. Nous pourons l'envoyer gratiquement de le bibliothèques, contres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc., si, grâce à votre contribution, nous pouvons constituer un fonds qui sera giré nous par haut-suèmes mais par un condité de normanitaire formaties et étomolèges constitues et étomolèges constitues et étomolèges constitues. nous mêmes mais par un con bien les réalités internation laries

idarité, remplissez le bulletin	d-demogr:
M. on M=	
E	
brian de . Mart. Mar	Code postal
	Omnatique » depuis
la semme de 🛭 250 F	FORT EN abcomement on African on an
	Proche-Orient. pour un aboumment en Amérique Intime.
ende 🗆 50 F	□ 100 F □ 286 F.
	destines an fonds commun. The THIRS.
	SOLIDAIRES» pour un abonnement attri- bué par le consité chargé de gérer le fonds.
(Chôques Ébellés à l'ordre de ,	Monde diplomatique et adreuse au Monde diplome-
_i	Tile the Holison 76 407 Pt. 1 Oct.

osition de ce comité chargé de choisir les destinataires sera annon

BELIOGRAPHIE oblemes d'actualité 계 es organications

TE - S. THE P. L. P. R. P. L.

(国内学) 10年 日 10月 17月1日

d bigetember, beba emmitten.

to la l'excessionatativa d'adequaters.

departer a Die Geleichen gei be-

fatt fittates greenanicuse for fatt rate gendertt földan

American de la PRACT Management de la Proposition American de la Companya de la Proposition del Proposition de la Proposition de la Proposition de la Proposition de la Propos

THE POST OF A P.

Almeditorial and anticombre

magnetical in several 3.36

情報を記されている。 マーナー・ 中国 (株)

AND AND THE PROPERTY OF THE PR

The West of Marianters, and

All angion. It has come an arm

Street of the Co.

I INTERAMERICAINE DE as economicae et social es Spin 135004 106- of the 10 Charles and the Contract of th the regions of the same Marie San Control Control RATERIATION WE POUR

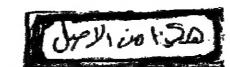
CONSTRUCTION ET LE ten amos) 100- 12m den The state of the s 10 to THE THE PARTY OF T A Street, AW. Section 12 Colors The Court of the C of lecential Reform . (La to General Sections in

A B B B D TO THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH American Services Ser AMONETAIRE INTERNATIO tended 194" es olution telegrature es 1950 el 22 Dans une de tieme par-My Mary grow DC

MIR L'EDI CATIONS RETLICITURE Steps de l'iducation. Pers-

12.CC AUICUS lette ber traiter de traiter de économie 11 Faces . 160 F. 1 demothilice, par Helen See de self - Const. 2 1.0000in modernes.

"Fred Tep!



Dans les revues...

n Pendant que Bertrand Land analyse, dans STRATEGIQUE, le « discours soviétidans STRATEGIQUE, « unscours sovieur-que sur la guerre ». Alain Joze présente dans le même numéro la première partie d'une étude sur « la nouvelle grande stratégic autér-caine et l'Europe ». (N° 3, 1987, trimestriel, 35 F. — Fondation pour les études de défence nationale, Hêtel des Invalides, 75007 Parla.)

B Dans DÉFENSE NATIONALE, mérig Dans DEFENSE NATIONALE, méri-tent particulièrement de retenir l'attention les articles de Paul Chardin sur la guerre Iran-Irak, de Martial Dansé sur la crise économique aux Philippines, de Yves Boyer, intitulé «Heurs et malheurs d'une grande idée : la décolonisation». (Mensuel, octobre, 38 F.— 1, place Joffre, 75007 Paris.)

B Dam le REVUE FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE, Denis Segrestin esquisse une « introduction à une problématiesquisse une « introduction a une problémati-que de la modernisation des rapports sociaux », Jean-Claude Thoenig suggère « une approche analytique de la modernisation administrative », et Jean-Luc Bodiguel et Luc Rouhan snalysent « la dysfonction publique ou la crise du corporatisme ». (Binsestriel, soid, 85 F. — 27, van Saint-Gulllaume, 75007

Saw engly

14.5 % said

the task who is a said

water were william

ALKa l'etranger

S Paccorder ?

C'CH SUSS Une grande rope

dans les pays industrie de refusent l'écologie domis le confort des concept)

indiatique des groupes les plus.

Morer ce journal et étendre

devous le faire qu'avec some

proposous trois moyens single the stage trois le Mande diplos

and de journaux, vous pouvez aux

Ger Pous approdict

the state of the second of the

abonnent sour le builetin date were avez deux ressibilités de

ECONNAITRE

ATIQUE EN FRAN

A MARIE OF A MARIE SAN COME OF THE PERSON OF

Code postsi

E CONNAITRE

MATIQUE " A L'ETRANG

the driver in Louis is been all

the attocsaling organia

C RECORD M. CO.

Mande distanciação primi

SI Dans la REVUE FRANÇAISE D'ÉCO-NOMIE, Michel Aglietta plaide en faveur d'une stratégie d'unification monétaire euro-

d'une stratégie d'unification monétaire euro-péenne, « réponse adéquate an défi de la glo-hafisation financière ». (Volume II., 3, été, tri-mestriel, 75 F. — RFE/Payard, 23, me Danielle-Casanova, 75001 Paris.)

H. ATLASÉCO public sa mise à jour ammelle concernant deux cent trois pays et territoires (plus cinq « entités », dont le Vati-cent). A la saine d'un sommaire développé, c'est en somme sa conclusion générale qu'il présente pour commencer : « L'économie mon-diale se notice-t-elle hien sur longue période.) Making who attend présente pour commencer : « L'économie mon-diale se parte-t-elle bien sur longue période ? Réposse : Oui. » Mais pour qui ? (1987, amusel, 75 F. — SGB, 9, rue d'Aboukir, 75002 Paris.)

El Es réponse à l'optimisme d' ATLA-SECO, FRANCE FORUM tomberait à pic, rien qu'avec deux titres d'articles : « Droits de rien qu'avet deux intres d'articles : « Drorts de l'hemme et grande patrireté» (J. Wresinski) et : « La deute : comment s'en débarrasser ? » (Ch. Delamare). (Juillet-septambre, trimes-triel, 25 F. — 6, rue P.-L.-Coarier,

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES aborde, dans une série d'articles, différents aspects de la politique des Etats-Unis : com-merce agricole, réforme fiscale, entreprises noires existention des « busines schools ».

(N° 2839, 9 septembre, hebdomadaire, 7,50 F. — La Documentation rançaise, Paris.)

E La REVUE D'ALLEMAGNE public ranalyse d'une année d'élections en République fédérale. « Oscillations profondes », « Stabilité et changement ». Bref, cela bouge en hésitant. Une étude comparée du statut respectif des partis politiques en France et en RFA (Centre d'études germaniques, 8, rue des Ecrimins, 67081 Stranbourg, codex.)

El La dernière fivraison de LA REVUE NOUVELLE est consacrée à une analyse cri-tique de l'Etat belge et de sa fonction de médiateur. (N° 9, septembre, mensuel, 40 F. – 26, me Putaghra, 1030 Brucelles.)

- 26, me Petaghre, 1039 Brazelles.)

El Dans l'un de ses deraiers numéros, PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX pose la question « Québec : fin de l'indépendantisme ? » (N° 556, 4 septembre). Le périodique apporte sumi des éléments de réponse sux questions que soulève la « perestrolle» (reconstruction) en URSS, notamment quant aux capacités des endres d'entreprise à faire preuve de dynamisme et d'esprit de responsabilité. (N° 567, 18 septembre, un La que que la gue que es publication comparable publication comparable de la gue publication de la gue para la gue publication de la gue para la gue

BIBLIOGRAPHIE

Les problemes d'actualité vus par les organisations internationales

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

 Progrès économique et social en Amérique latine, rapport 1987 : les traits dominants de l'évolution en 1986, qui, selon la banque régionale, viennent com-promettre l'avenir économique et politique de bien des pays. (BID, 1300 New-York Ave, NW, Washington DC 20577. 1987, 500 pages.)

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

• Rapport amusel 1987 : bilan des opérations de crédit, faisant apparaître une augmentation des prêts destinés à soutenir l'ajustement structurel (23 % du total) et insistant sur la gravité du problème de la dette pour les pays les plus pauvres. (BIRD, 1818 H Street, NW, Washington DC 20433, 1987, 226 pages. Disponible au bureau européen : 65, avenue d'Iéna, 75116 Paris.)

• China's Industrial Reform - (La réforme industrielle en Chine) » sous la direction de Genn Tidrick et Chen Jiyuan : œnvre collective, associant experts de la BIRD et économistes chinois. Oxford University Press, New-York, Londres, 1987, 378 pages., 280 P.) FONDS MONETAIRE INTERNATIO-NAL :

• Rapport annuel 1987 : l'évolution défavorable de la croissance en 1966 et au début de 1987. Dans une deuxième partie : bilan habituel des politiques et acti-vités du Fonds. (FMI, Washington DC, 1987, 187 pages.)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

 Les contenus de l'éducation. Persectives mondiales d'ici à l'an 2000, par S. Rassekh et G. Vaideann : les auteurs commencent à juste titre par traiter de l'évolution démographique et économique, qui pèse sur tout projet de réforme. esco, Paris, 1987. 311 pages., 160 F.)

• La drogue démythifiée, par Helen Nowlis : réédition d'un ouvrage de référence sur les problèmes que pose la toxicomanie dans les sociétés modernes. (Unesco, Paris, 1987; 99 pages., 74 F.)

vendretă sur deux, 16 F. - La Documenta-tion française, Paris.)

B La FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW analyse les progrès du Japon dans le secteur de l'aviation militaire et leurs conséquences sur les relations entre Tokyo et Washington. Dans le même numéro, une étude des tensions entre groupes d'intérêts rivaux au sein de l'économie indonésienne. (N° 37, 10 septembre, hebdomadaire, 17 dallars HK. - GPO Box 160, Hongkong.)

El Som le titre « Les mécompres d'un socialisme assetique », LE COURRIER DES PAYS DE L'EST présente un tableau très sombre de l'économie vietnamienne. La nouvelle équipe au pouvoir a adopté des mesures d'urgence » pour carayer la débâcle ». Est-ce l'esquisse d'une politique plus réaliste? (Nº 320, juillet-noût, messuel, 41 F. — Le Documentation française, Paria.)

El Dans GRIP INFORMATION : «Afghanistan : l'occupation soviérique ».

Alghanistan: l'occupation soviétique.
Tous les éléments du conflit sont présentés en un dossier qui, pour finir, hisse la parole à des Afghans (N° 12, été, trimestriel, 120 francs leiges. — GRIP, 33, rue Van Heerde, B-1630 Bruzcelles.)

El Paul-Marie de la Gorce présente, dans ARABIES, la stratégie des puissances étran-gères dans la guerre du Golle : selon lui, « le conflit aurait été réglé depuis longtemps... s'il n'avait mis en jeu que la rivalité des deux Etats ». (N° 9, aeptembre, mensuel, 30 F. — 78, rue Jouffrey, 75017 Paris.)

El L'intellectuel américano-palestinien Edward W. Sald s'interroge, dans le JOURNAL OF PALESTINE STUDIES, sur les leçons à tirer du scan-SI UDIES, sur les léçons à tirer du scan-dale de l'« Irangate» et sur le rôle que jouent les médias américains, alliant ignorance et hostilité lorsqu'il s'agit pour eux de présenter les problèmes du Procès-Orient. La revue publia sussi les documents de la dernière conférence de l'American lessel Publis Affaire ComrAmerican Israel Public Affairs Committee (AIPAC), puissant lobby pro-israélien. (N° 64, été, trimentriel, 4,95 dollara. – 3501 M Street, NW, Washington DC 20007.)

A propos du conflit du Golfe, la dernière livraison de MIDDLE EAST REPORT, traite de la politique soviétique, des hésitations iraniennes et du rôle du Pakistan. (N° 148, septembre-octobre, bimestriel, 3,50 dollars. – MERIP, reom 518, 475 Riverside Drive, New-York, NY 10115.)

M Un entretien avec le premier m Ozal et un article sur les ran Ozal et un article sur les rapports entre la Turquie et la CEE, dans TURKISH REVIEW.
(Vol. 2, nº 8, été, trimestriel. – The Directorate General of Press and Information, 203, boulevard Ataturk, 06688 Ankara.)

B. LA REVUE CANADIENNE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT ana-

lyse l'impact des dépenses militaires sur la dette du tiers-monde et fait le point sur les activités informelles urbaines en Afrique.
(Nº 1, deux numéron par an, abonnement :
25 dollars. — Pièce 208-B, 58, ruelle College,
Ottawa, Outario KIN 6N5, Canada.)

B L'industrialisation du Brésil et ses conséquences sur les équilibres régionaux, l'urbanisme et l'habitat sont les thèmes d'un dossier des CAHIERS DES AMERIQUES LATINES. (Nº 5, septembre, trimestriel, 79 F. - 28, rue Seint-Guillaume, 75007

E FAIM-DEVELOPPEMENT dresse le bilan de l'activité du CCFD su Burkina-Faso et analyse les résultats de la dernière CNU-CED. (N° 41, août-septembre, messuel, 3 F. -- CCFD, 4, rue Jean-Lautier, 75001 Paris.)

B La REVUE TIERS-MONDE, sous le titre « Transfert des technologies de communi-cation et développement », publie un impor-tant dossier sur ce « gigantesque puzzle qui se jone à l'échelle de la planète entière » avec la contribution de chercheurs de quinze nationa-lités différentes. (N° 111, juillet-septembre, trimestriel. – Presses universitaires de

18 A signaler au sommaire d'ACTUA-LITES, revue de la Banque française du com-merce extérieur, une étude sur « L'évaluation du prix d'un transfert de technologie et ses modalités de paisment ». (N° 224, août – der-mier reçu – dix sinnéros par au, abonnequent annuel : 530 F. – 21, bontevard Hausennum, 75427 Paris Cedex (9.)

M Vingt-cinq ans après la mort du secré-taire général de l'ONU, DÉVELOPPE-MENT DIALOGUE rend hommage à Dag Hammarskjöld. Dans le même numéro, des études sur « une stratégie alternative de dévo-loppement » en Afrique du Sud et en Amérigue du Sud. (1987 : 1, semestriel. - Dag Hammarakjöld Foundation, Ovre Sictinga-tun 2, S-752 20 Uppenla, Suble.) B MIGRATIONS INTERNATIO-

MIGRATIONS INTERNATIONALES présente le statut et les droits des étrangers qui se trouvent sans papiers légaux aux Etats-Unis, un problème qui concerne tout particulièrement les Mexicains. (Vol. XXV, s.º 2, jain, trimestriel, abounement annuel : 29 dollars. - Comité intergouvernemental pour les migrations, CP 71, 1211 Genève 19.)

5 Le BULLETIN DU CEDRI (Commiseuropéen pour la défeuse des réfugiés et immigrés) artire l'attention sur les difficultés des Kardes immigrés en Europe. (N° 29, septembre, abonnement answel : 30 F. - BP 42, 04300 Forcalquier.)

El Une nouvelle révolution ? La question se pose à la lecture des CAHIERS MAR-

E Le récent sommet de Québec a sus-

E Le récent sommet de Québec a suscité la publication de nombreux articles on dessiers consacrés à la francophonie. A noter particulièrement un point de vue polémique de Louis Buxeuil, « Micmac canadien autour de la francophonie », para dans ROYALISTE. (Nº 476, 16-29 septembra, himensael, 11 F. – 17, rue des Petits-Champs, 75001 Parist.) Pour sa part, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) publie la première livraison de son nouveau périodique, UNIVERS FRANCO-PHONE. On y trouvers notamment des écudes sur le bilinguisme en Algérie et en Belgique. (N° 1, septembre, périodicié non indiquiée, 25 F. – 13, quai André-Citreèn, 75015 Paris.) LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS 2, de son côté, réuni en un numéro hors séries. son côté, réuni en un numéro hors série un ensemble très complet d'articles du Monde et du Monde diplomatique, accompagné d'un substantiel appareil documentaire. (Septembre, 10 F. - 7, rue des Italieus, 75427 Paris, Coder 69.7 Quant au quotidien libanais L'ORIENT-LE JOUR, il a publié sur le thème un ouvrage luxueusement pré-senté: FRANCOPHONIE, QUEL

XISTES qui consacre un numéro spécial au rôle de l'opinion publique et des médies. (N° 153, septembre 1987, arenned, 120 FR.—20, arenne de Stafingrad, 1000 Bruxelles.) Et un superbe numéro du COURRIER de L'UNESCO sur le baroque, considéré non comme un style, mais comme une culture. (Septembre, mensuel, 9 F. — 7, place de Foutenay, 75700 Paris.) ay, 75700 Paris.)

19 Les images de synthèse sont-elles un art? Évolution, tochniques et perspectives sont étudiées dans la dernière livraison des DOSSIERS DE L'AUDIOVISUEL de l'INA. (N° 15, septambre-octobre, himestriel, 49,58 F. – INA, Tour Gamma A, 193-197 rue de Bercy, 75582 Paris codex 12.)

E POLITIQUE INDUSTRIELLE propose quatre contributions sur le thême « L'industrie face à la révolution financière », et fait le point sur l'évolution des professions de conseil. (N° 8, été, trimestriet, 90 F. — 23, rue Langier, 75017 Paris.)

rue Langier, 75017 Paris.)

B Au sommaire de SCIENCES ET TECHNIQUES, une analyse sur la munière dont se diffusent les innovations et un article sur les objets de la maison du futur à l'horizon 1995. (N° 48, septembre, mensuel, 29 F. — 2, rue Béranger, 75003 Paris.)

E Dans la REVUE POLITIQUE ET PARI EMENTATRE une série de contribu-

PARLEMENTAIRE, une série de contribu-PARLEMENTARRE, une sene de contribu-tions d'historiens sur les controverses et les enjeux autour du bicentenaire de la Révolu-tion française. A noter également l'analyse prospective de Jean-Clande Chemais sur le retournement démographique entre la France et l'Allemagne. (N° 930, juillet-noût, bimes-triel, 65 F. — 17, avenue Gourgand, 75017 Paris.)

B HISTORIENS ET GEOGRAPHES consacre un important donier à 1917, année chamière de la première guerre mondiale, enrichi de très nombreuses illustrations. (N° 315 juillet-août, bimestriel, 58 F. – BP 49, 75060 Paris cadex 02.»

B A l'occasion du synode, L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE DANS LE MONDE conserve un dossier à « la cause des femmes» qui « sont aussi l'Eglise» et « venlent aller au hout de leur voestion ». Mais l'entend-on ainsi au Vati-can ? (N° 48, 15 apptambre, messud, 25 F. — 163, houlevard Malesherhes, 75017 Paris.)

B Une nouvelle publication: LES CAHIERS DU DOUTE, qui se présente comme « anti-autoritaire ». Le premier numéro traite des mouvements de grèves de l'hiver 1986-1987. (N° 1, mait, périodicié non précisée, 25 F. – Thirion, BP 117, 75961, Paris cedex 26.)

PROCHAINS COLLOQUES

• Pendant le quatrième trimestre de 1987, le Forum international de politique propose des séminaires de relations interna-tionales et de stratégie : les Etats africains ; l'Afghanistan : Afrique du Sud et Afrique anstrale. (Forum international de politique, 71, boulevard Richard-Lessolv, 75011 Paris — Tél. (1) 42.32.321

australe. (Forum international de politique, 71, houlevard Richard-Lenoir, 75011 Paris — Tél.: (1) 43-38-24-87).

• Le quatrizme Festival international des francophonies se déroule à Limoges et dans le Limosan, du 3 au 16 octobre, et propose une riche gamma de spectacles et d'activités enituralles (8, place des Carmes, 87000 Limoges. — Tél.: 55-34-20-20).

• Un séminalre sur « Les stratigles et techniques d'accès aux programmes financés par la commission des communautés européennes », organisé par l'Association nationale de la recherche technique (ANRT), aura lies à Saciay du 6 au 8 octobre. (ANRT-Europe, 16 avenue Bugeaud, 75116 Paris. — Tél. (1) 47-04-47-57).

• Du 6 au 11 octobre, à Rouse, se déroulera le Festival international de cinéms et de rélévision. (Via Bettolo 34, 00195 Rouse. — Tél.: 39-6-382951.)

• « L'espace sudiovissel européen » sera le thème d'un colloque organisé le 7 octobre à la Cité des sciences et de l'industrie à Paris par l'Association de recherches d'informations et d'échanges européens (ARIES) et le club Victor-Rugo pour les Etats-Unis d'Europe. (M. Laurette, Club Victor-Rugo pour les Etats-Unis d'Europe, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. — Tél.: (1) 43-38-08-47).

• « Ving ans après : Ernesto Che Gue-

43-38-08-47).

• « Ving ans après : Ernesto Che Guewara », tel est le thème d'un colloque organisé à Paris, les 9 et 10 octobre, par la Maison de l'Amérique latine. (Maison de l'Amérique latine, 217 bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél.: 42-22-97-60; répondeur : 42-22-68-00).

42-22-68-00).

• La Ligne internationale de l'enerignement, de l'éducation et de la culture populaire organise à Paria, au Centre de conférences du Panthéon (16 rue de l'Estrapade, Paris 5'), du 9 au 11 octobre un symposium sur l'éducation à la paix (avec la participation de notre collaborateur Ignacio Ramonet). (BP 313, 75989 Paris Cedex 20. Tél.: 42-58-07-02)

43-58-97-02).

• Le buitième Festival international chémia et monde rural aura licu du 13 su 20 octobre dans le Cantal. (18, place de la Paix, 15012 Aurillac Cadex. — Tél.: 71-64-

A l'occasion du vingtième anniversaire de sa fondation, le Consell latino-américale des sciences sociales (CLACSO) organise à Buenos-Aires (Argentine), du 14 au 16 octo-bre, un colloque international sur le thème

· Identité latino-américaine, modernité el post-modernité» (avec la participation de notre collaborateur Bernard Cassen). (CLACSO, Callao 875, piso 3°, 1023 Buenos-Aires. – Tél.: 44-84-39 qu 41-65-

Buenas-Aires. — 1el.: 44-54-37 qu 41-05-88).

• Le Centre de formation aux réalités internationales (CÉFRI) organise, le 15 octobre, à l'ampinitéaire Poincaré du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur, un colloque sur le thème: «la montée des protectionnismes ». (CEFRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. — Tél.: 45-65-75-03)

25-00).

• Le service culturel de la ville Amiens, en liaison avec la commission extra-municipale des immigrés, organise deux colloques : « Israel-Palestine, quel avenir ? », le 20 octobre, et « les enjeux du conflit Iran-Irak », le 23 octobre. (Service culturel de la ville d'Amiens. » Tél. : 22-97-40-29!

40-38).

Une conférence de Paul Kessier sous l'égide de nombrenses associations, sur la aituation de l'université de Bir-Zeit, le 24 octobre à Thionville (salle Vertaine).

L'association française d'amitté et de solidarité avec les peuples d'Afrique rémira, les 24 et 25 octobre un colloque sur le thème « Religions, colonisation et décolonisation ».

(21. rue Marceau, 93100 Montreud. — Tél.: 48-38-71-20.)

Tél.: 48-58-71-20.)

• Comment assurer immédiatement et durablement la survie et le développement des populations les plus menacées du tieramonde? A l'initiative de Survie 87 et de Food and Disarmament International, un colloque se tiendra le 27 octobre, selle Médicis, au Sénat. (Survie, 25, rue Jonquey, 75014 Paris. – Tél.; (1) 45-39-08-62.)

• La revue marconine 41 Asse commine. Tél.: 48-58-71-20.)

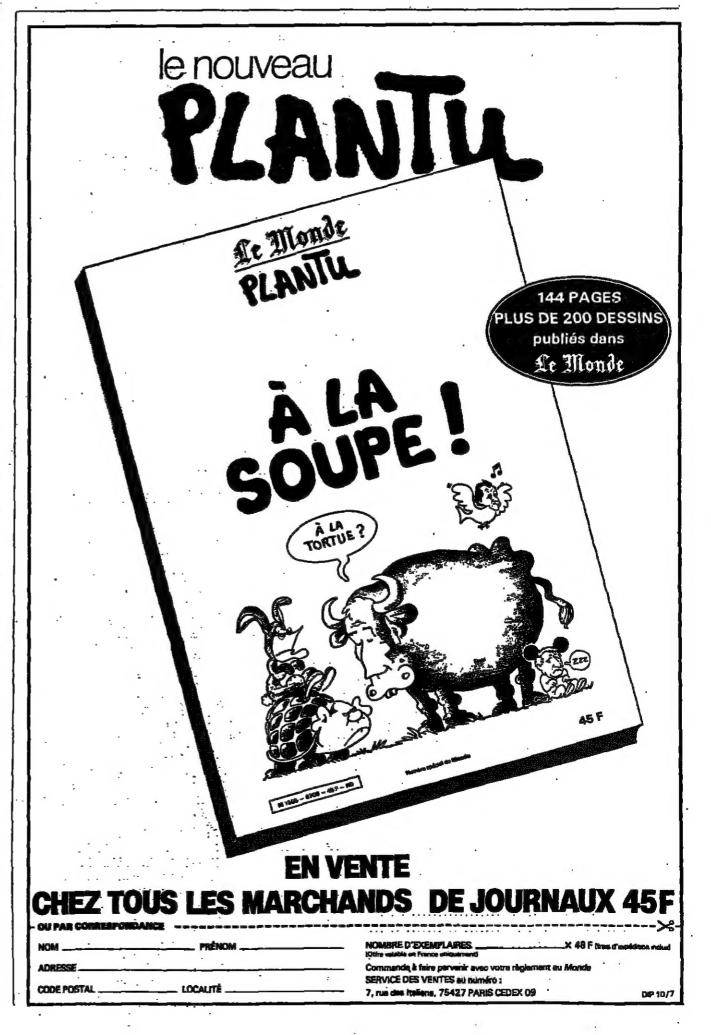
• La revue marcenine Al Asor organise à Rabat, les 11 et 12 novembre 1987, un col-loque sur le thème : « Où va l'Union soviéti-que ? (avec la participation de notre colla-borateur Ignacio Ramonet). (Al Asos, 746, Secteur 4, RP 1623, Hay Assalam, Salé, Marce).

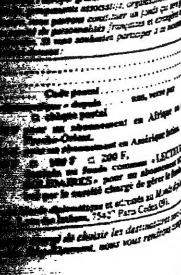
Maroc).

a La Brooking Institution et le Cesére d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) organisent, les 20 et 21 novembre, an Palais du Luxembourg, à Paris, un colloque international sur « les obstacles à la croissance enropéenne vus d'Outre-Atlantique ». (CEPII, 9, rue Georges-Pitard, 75015 Paris. – Tél.: (1) 45-31-42-41).

a Le cembre de Sturckensolm organise le

Le centre de Storckensolm organise le
 Tovembre à Mulhouse (Société indus-trielle, 10 place de la Bourse) une confé-rence de Claude Julien sur le thème : « La puissance des Etats-Unis anjourd'hui ».





Un peuple dans l'attente d'une explosion

SOUFRIÈRES, de Daniel Maximin, Le Seuil, Paris, 1987, 279 pages, 82 F.

ANIEL MAXIMIN est un romancier fort poétique. La poésie occupe, dans cette fiction romanesque, une place si grande que le lecteur est entraîné dans un univers où les frontières du réel et de l'irréel se brouillent bien souvent. Un univers cependant toujours vrai. Un univers grave aussi, de la gravité d'êtres qui savent rester de chair et d'os, de rires et de pleurs, de joies et de peines, de vie et de mort. Soufrières, qui est une suite de l'Isolé Soleil (1), son premier roman, est fait de cette sève et de cette fibre.

Un peuple, le peuple de Guadeloupe, est suspendu à l'attente de l'explosion de la Soufrière, le volcan de l'île. Mais chacun ici a sa Soufrière à lui. Chacun a ses angoisses et ses espoirs, que vient assouvir ou raviver « la vieille dame crachant sa bave sur notre paradis » ou – c'est selon, – la « jeune femme qui nous fera mourir des excès de son amour fou .. L'auteur nous met sur les pas de jeunes amis pleins d'idéal qui conjuguent chacun la Soufrière à son propre temps et nous livrent des parts de l'âme de ce peuple.

Leur vie est soudain rythmée par l'atmosphère qu'envahit « l'air soufré » par le souffle du volcan. Il y a les « profs », Antoine et Inès, qui ont monté, et répètent avec leurs élèves, la Danse de la femme-volcan, une pièce adaptée de La Danse de la forêt, de Wole Soyinka. Et voilà que la Soufrière, l'invitée inattendue, se mêle comme un symbole à l'ensemble « pour nourrir de fatum la tragédie, et de réalisme notre comédie humaine ». Or l'héroine de la pièce n'est autre que la « femme-volcan ».

« C'est la jeune reine de l'île-Karukéra, la Soufrière, en habit de terre, d'air et de feu. » Et puis, elle ne manque pas d'ambition, même révolutionnaire : « Je veux un peu-ple debout – s'exclame-t-elle. – Je veux une île qui bouge, qui bouge, qui bouge.../et je feroi bourgeonner des mamelles /sur la poitrine immense de la terre... »

Il y a Toussaint, la tête brûlée, adepte du Black Label, le bon whisky. Celui pour qui le volcan devrait être rempli de bombes politiques. Celui qui « se sacule à la santé des enfants de Souveto », lesquels, quelques heures plus tôt, ont été fusillés par la police de Vorster. Toussaint qui boirait « cinq cents bouteilles jour après jour chocune à la santé de chacun d'eux ».

Il y a Rosan le polémiste, et l'agriculteur qui s'échine « à savoir si... le fait d'aller à des réunions pour négocier les subventions de sa coopérative renforçait l'« aliénation », la « mentalité d'assisté »... » ou si « l'argent de la France était un prétexte pour les fonctionnaires à cocagner l'héritage moral des ancêtres esclaves, ou un dû historique pour le développement, même après l'indépendance ».

Et Adrien, le Parisien qui a écrit l'adaptation de la pièce et doit arriver par le dernier vol avant l'éruption. Il est fou de jazz. Il vibre de l'énergie sereine des accords des Noirs américains et des Sud-Africains. Il est ému - pensant à son île - par ces mots d'un air xhosa (2) chantant colère et révolte : « Le voloun a en réserve assez de flamme pour

réduire en cendres les faiseurs de ghettos... 🔊 Et puis tous les autres amis. Et bien évidemment, plus présente que tous, la montagne elle-même, la Soufrière. Qui nous parle et parle à chacun des autres. Et qui nous parle d'elle : « Je suis une bouche de chair en feu. Pourtant je ne me suis jamais sentie aussi seule que ce matin avec ma blessure au flanc....» Pourtant elle « n'est pas une bombe au service des avancées d'histoire... Elle n'est pas une héroine ».

On chercherait en vain une histoire linéaire. Maximin nous livre plutôt des tableaux, O des séquences, des morceaux de poésie, des dialogues riches d'humour ou de gra-vité. Avec un fil d'Ariane : ces « Soufrières ». Les rencontres et les échanges intenses des jeunes amis, la fratcheur des limonades, la douceur des sorbets-coco, la juteuse saveur des litchis, les effluves du « Black Label », la sublime folie des amoureux, sont autant de choses que l'on déguste à travers une écriture et un style pleins de préciosité. On pourrait même parler de dandysme intellectuel. Et cependant on reste intensément pénétré par la force du message des Soufrières.

Un message où le naturel rencontre le surnaturel et où la dimension individuelle et collective est politique comme par effraction. Nous sommes à la Guadeloupe. La mémoire historique de cette île frondeuse et turbulente est bien sûr présente. Les clins d'œil de l'auteur à cette histoire ; la conscience souvent meurtrie des personnages (la révolte de 1967) ; les évocations de « la mémoire de l'Afrique et de l'avenir » ; le jeu du chassé croisé des symboles, où même les mots qui font peur ou vibrer, comme indépen-dance ou liberté (« il faut être libre pour vouloir l'indépendance »), se bousculent ; tout cela fait de ce livre une inéquisable source d'inspiration et de réflexion.

MICHEL LOBÉ-EWANÉ.

(1) Le Senil, Paris, 1981. (2) Langue sud-africaine.

les éditions de candide BP 6 - Lavilledieu - 07170 VILLENEUVE-DE-BERG - France

En réédition, un document introuvable, de portée internationale :

EPHEMERIDES DE QUATRE ANNEES TRAGIQUES 1940-44

par Pierre LIMAGNE Préface de Noël COPIN

en 3 tomes, brochés, 2194 pages, format 16 × 24 - avec le répertoire de toutes les directives de la censure vichyssoise et 50 pages d'index de personnes citées - Livraison

« L'œuvre de Pierre LIMAGNE constitue une importante contribution à l'Histoire.

Elle est indispensable à tous les historiens ».

« Ces carnets tenus au jour le jour par un journaliste lucide et résistant (...) sont irremplaçables. Ce n'est pas par hasard que j'ai cité LIMAGNE à trente-trois reprises dans mon « Histoire de la Résistance en France » C'est parce que j'y ai trouvé des informations, des notations que je n'avais lues nulle part ailleurs, et c'est aussi parce que je savais, pour avoir pu apprécier Pierre LIMAGNE lorsque nous étions, lui et moi, journalistes, la sûreté de son jugement et l'horméteté

scrupuleuse et exemplaire de ce témoin de notre temps. * Heuri NOGUERES bulletin de souscription (valable jusqu'au 10 novembre 1987)

Ephémérides de quetre années tragiques 1940-1944 Réécition, les 3 tomes, 2194 pp. 16 × 21 cm (prix public à perution 335 FF)		Nombre	Prix TTC franco 295 FF	TOTAL
Réglement ci-joint par Urement postal Chèque bancaine	Pour envoi	recommandè, a	ajouter 15 F	
☐ Mandat	5		TOTAL	
Nom et Prénom				
Adresse			•	
Code postal Ville				

Signature: ADRESSER À : EDITIONS DE CANDIDE - BP 6 - LAVILLEDIEU 07170 VILLENEUVE-DE-BERG - FRANCE **AFRIQUE**

LES IKS. Survivre par la cruanté. Nord Ouganda. — Colin Tumbull

★ Pion, coll. « Tarys humains », Paris, 1987, 366 pages.

Dans les années 50, l'anthropologue britan-nique Colin Tornbull étudie les Pygmées de l'Itari, an nord-est du Congo belge. Les trou-bles qui accompagnent l'indépendance l'empê-chent de continuer ses recherches. Il tente alors de se rendre chez les negritos de la Petite. Andaman dans le golfe du Bengale. Le gouver-nement indien hai refuse son visa : des condamnés politiques sont exilés dans cet archipel. Au contraire, en 1964, les autorités de l'Ouganda l'autorisent à séjourner chez les lks. Ces deux mille chasseurs semi-nomades ont été contraints de quitter leur territoire devenu parc national. « The Mountain Peomance, publié à New-York en 1972; la tra-duction française le sera l'année suivante, sous an titre plus dramatique : « Un peuple de fauves ».

Poursuivant sans relâche la défense des rités, Jean Malaurie en présente une nouvelle édition, avec, en outre, le texte de son adaptation à la scène par Peter Brook et Jean-Clande Carrière et le témoignage d'un autre chercheur américain, Joseph A. Towies, de l'université de Buffalo. Le mérite du directeur de « Terre Humaine » est d'avoir retrouvé le compagnon de terrain de Turnbull pour l'invi-ter à présenter son point de vue sur les Iks. Ce témoignage porte un autre éclairage sur la situation de cette ethnie déplacée depuis vingt ans déjà : sans avoir l'ampleur des famines que subissent les habitants du Sahel et de l'Ethio pie, elle demeure liée à l'exil d'une population comme au dénuement physique et moral qu'il entraîne. Que des Africains dénoncent une telle situation témoigne d'une prise de conscience des problèmes qu'ils se posent rente ans après l'indépendance - le temps

NOEL BALLIF.

AMÉRIQUES

AT WAR IN NICARAGUA. The Reagan Doctrine and the Politics of Nostalgia. -

* Harper and Row, New-York, 1987. 212 pages, 6,95 dollars

L'auteur est l'un des meilleurs connais eméricains de la crise d'Amérique centrale : il enseigne à l'université de Californie à Los Angeles (UCLA) et fut accusé, en mars 1985, par M. Rouald Reagan, de pratiquer la «désinformation» à propos du Nicaragua san-diniste. Il retrace les origines historiques de l'engagement des Etats-Unis en Amérique rengagement des Esta-Unis en Amerque centrale, et su Nicaragua en particulier; il analyse les enjeux politiques, économiques et militaires, et montre que l'attitude de Washington dans la région a toujours été caractérisée par une hostilité systématique contre le régime sandiniste. Cels muit aux intérêts à long terme des Américains.

Même si cette guerre n'a nullement les imensions militaires de celle du Vietnam, l'auteur estime qu'elle a déjà provoqué un

IGNACIO RAMONET.

EUROPE

LE SYSTÈME POLITIQUE DE L'URSS. - Michel

★ PUF, coll. « Thémie », Peris, 1987, 504 pages, 185 F.

Un manuel utile pour se repérer, au moment où tout est en train de bouger, dans la pyramide institutionnelle du système de pouvoir en URSS. L'ouvrage, conformément à la tradition de la collection «Thémis», bien comme des étudiants en droit et en sciences politiques, livre une description détaillée de l'organisation politique de ce pays. As cœur de celle-ci, le parti, suquel deux chapitres importants sont consacrés. L'un traite de l'idéologie, du rôle et du fonctionnement du PCUS; l'autre de sa composition et des modalités de recrutement, qui font de lui ce que wher appelait un «groupe fermé». Entre ces deux volets sont étudiés la place du citoyen, le fédéralisme et l'institution qui a ces deux voiets sont etudies la place du citoyen, le fédéralisme et l'institution qui a donné son nom au pays : les soviets. L'intro-duction historique, notamment sur les origines profundes du système bareaucratique, laisse un peu le lecteur sur sa faim. Il est dommage que Michel Lesage préfère, sur ce point, se réfèrer à A. Leroy-Beaulieu, plutôt qu'à la tra-dition de l'école historique russe. MARCEL DRACH

LES SOURCES DE L'HISTOIRE OUVRIÈRE ET SOCIALE INDUSTRIELLE EN FRANCE XIX -- XX siècle, - Michel Dreyfus ★ Les Éditions ouvrières, Paris, 1867,

304 pages, 420 F. Ce guide documentaire présente un millier de centres très variés — archives départementales, ou communales, bibliothèques municipales ou universitaire, fonds privés des partis politiques ou des entreprises... – où sont concentrés les sources les plus diverses de l'histoire ouvrière et sociale. Tous les départements français, y compris les DOM-TOM, sont présents dans cet ouvrage dont l'introduc-tion retrace l'historique des archives sociales

PROCHE-ORIENT

REDEMPTION SONG. The Story of Operation Moses. - Louis Rapoport

★ Hercourt, Bruce, Jovenovich, Sen-New-York, Londres, 1986, 234 pages.

Journaliste au quotidien de langue anglaise Jerusalem Post, l'auteur est suns doute le neilleur expert de la presse israélienne à sui-vre le problème des immigrés juits d'Ethiopie : les falachas. Ayant publié son livre aux Etats-Unis, à l'abri des restrictions de la censure igraffienne, il nous livre un document détaillé, et en grande partie inédit, sur les conditions de et en grande partie medit, ser les continues de leur transfert en Israël de 1979 à 1986, notam-ment lors de l'« opération Moise». An total, quelque quinze mille personnes furent sinsi acheminées vers l'Etat hébreu. Parmi les itinéraires emprantés, il mentionne la traversée de la mer Rouge à bord de vedettes israéliennes (et môme, dans un cas, dans un sous-marin) venues les chercher sur la côte soudanaise près de Port-Soudan, et celui de Gedaref où des avions Hercule israéliens se posuient sur une piste d'atterrisange en plein territoire souds-

Louis Rapoport passe en revue tous les intermédiaires impliqués dans l'organisation de cette immigration, du gouvernement israélien et du Mossad jusqu'aux divernes agences américaines, CIA en tête, en passant par des organismes juifs américaines, dont certains activistes étaient déjà intervenus dans la campagne pour l'émigration des juifs d'URSS. pagne pour l'émigration des juifs d'URSS. L'auteur évite de trancher dans la polémique sur le point de savoir à qui revient la palme de « sauveur des juifs éthiopieus ». Toutelois, à la per les Américains, notamment dans le lanc ment et l'exécution de l'« opération Moise ».

Le livre se termine par un chapitre sur les difficultés de l'intégration en Israel, où les falachas sont tiraillés entre les exigences du

OLGA KAPELIOUK

ASIE

AS CHINA SEES THE WORLD. - Sous in direction de Harish Kapur

Frances Pinter, Londres, 1387,

Professeur à Genève, auteur de plusieurs ouvrages sur la Chine, Harish Kapur a demandé à vingt-neuf chercheurs chinois spé-cialistes des questions internationales de pré-senter leurs-voes sur un certain aconère de pro-blèmes étrangers. Une mitative originale qui rermet de comprendre un neu mieux la facon permet de comprendre un peu n dont « la Chine voit le monde ». dre un peu mieux la façon

Ce livre n'a pas pour objet d'apporter des informations nouvelles. Son intérêt réside dans le choix des sujets et dans la manière de les né cour des supers et dans la mainere de ses présenter (le rôle des super-puissances et l'importance des questions économiques sont à chaque page soulignés). Les omissions sont à cet égard révélatrices : impasse sur l'évolution interne de l'URSS, « oubli », parmi les cra-quements emegistrés à l'Est depuis 1945 de la discidence » temperature et motisme su mier dissidence > yougoslave, et muisme su sujet de l'Albanie. Et si l'Amérique du Sad est pré-sente à travers la présentation du pacte andin, un pays aussi important que le Bréail est rayé de la carte. Quant à l'analyse de l'Amérique centrale, elle est fort mesurée; si, à Pétin, on commit bien les causes des soulèvements locaux, on démonce aussi la stratégie « soviéto-cubaine » en des termes familiers aux Etats-Unis. En revanche, un autre auteur estime que, contrairement à ce qui se passe en Afgha-nistan, Moscon « soutient une juste course » en

PARADIS TCHÉCOSLOVAQUE

Nostalgies étroitement surveillées

LA CHEVELURE SACRIFIÉE, de Bohumil Hrabal, traduit du tchèque par Claudia Ancelot, Gallimard, Paris, 1987, 142 pages, 79 F.

'AME de Bohumil Hrabal cavale... Cavale, cascade échevelée de chevaux emballés : « Ils accrochaient leurs pattes de derrière dans leurs queues et les pattes de devant avaient l'air de jaillir tout droit de leurs cornes... » Et à la même allure se dénoue la Chevelure sacrifiée, rouleau d'images parfois incongrues d'une petite ville au bord de l'Elbe dans le début des années 20, dont l'écrivain tourne la manivelle à travers la tête flamboyante de Maryaka, la nerretrice - la mère de Hrabal, de plus en plus vite, jusqu'à ce que les images forment un film, vision immobile du bonheur, cet oiseau-mouche qui butine l'âge d'or en des milliers de battements d'ailes, jusqu'à ce que le Progrès (la TSF, entre autres) et surtout l'idée souvent aberrante que l'on s'en fait, vienne reccourcir les distances, la durée, les jupes, les pieds de table, éventuellement la queue d'un chien et surtout, comble de l'audace ou du vandalisme, la chevelure extraordinaire, unique, que Maryska viendra sacrifier de bon cœur sur l'autel des « temps pouveaux » afin de ressembler à Joséphine Baker.

En quoi l'âme de Bohumil Hrabal se faufilant dans un passé familial a-t-elle pu gêner les censeurs qui ont interdit la parution de ce livre, écrit en 1970, jusqu'en 1976 ? On « comprendrait » davantage pourquoi la suite de cette chronique, la Petite Ville où le temps s'arrêta (1) ne put paraître qu'en version expur-gée : l'écrivain y saisissait ce moment de l'histoire où la botte russe remplaçait celle des officiers allemands...

Très populaire en Tchécoslovaquie – Jiri Menzel (2) a notamment tiré en 1967 un film de son livre, Trains étroitement surveillés (3), – Bohumil Hrabal est un des rares (grands) auteurs tchèques publiés à la fois en samizdat et ches des éditeurs légaux. De plus, il vient d'être admis à nouveau à l'Union des écrivains, après en avoir été exclu pendant dix ans, alors que c'est justement au cours de cette période-là que ses livres avaient recommence à paraître, si ce n'est qu'en version a édulcorée », après la période d'interdiction totale et de mise au pilon qui suivit l'invasion soviétique.

Au vu de ces fluctuations du sort fait à un écrivain, et si le sujet n'était pes si pénible, on pourrait se répandre en conjectures sur la « surveillance » des œuvres d'art. Cela n'aiderait toujours pas à expliquer le danger que pouvait représenter la Chevelurs sacrifiée pour le pouvoir en place. Quoi de plus innocent (en apparence, bien sûr) que ce texte dépourva d'allusions directement politiques ? Quoi de plus sensuel (justement), de plus onirique (crime de liberté) que ces personnages fré-nétiques et goulus qui planent dans une Tchécoslovaquie fraîchement consti-tuée ? Ce paradis appartient, selon les mots de l'écrivain, aux « temps anciens », et seul l'auteur en a la « clef ». Or cette clef est indispensable à la compréhension des « temps nouveaux ».

UCUN pouvoir n'aime que l'on détienne des clefs, que l'on comprenne. Le A locun pouvoir nature que 1 ou dessente des cares, que la valeur de témoignage et nostalgie est dangereuse car elle est mémoire, elle a valeur de témoignage et grippe les mécanismes de la déculturation accélérée de l'Europe centrale. La moire est résistance, et avant tout refus de perdre son identité. Laquelle ? Pas sculement celle de l'« âme tchèque » mais celle de la bohème Bohème, qui, on le sait, appartient à « l'Occident » en partie « kidnappé » par l'Est (4) (comme la chevelure est happée par le progrès).

Lorsque le coiffeur Bod'a, mis en demeure de sacrifier la chevelure, s'exclame : « Couper ce qui reste de l'ancien empire d'Antriche ? Moi jamais ! », la boucle est bouclée, ou presque, et l'on comprend. En deux temps et deux ques-tions : que faut-il sacrifier pour acquérir la liberté ? Ensuite, sous la folie enthousiaste de Maryska, sous l'humour du récit qui se cache derrière la folie, une angoisse secrète s'installe tandis qu'elle effleure Maryaka : « Je voyais Bod'a cosper les mains de Francia [son mari] ... » Quelle sera l'amputation suivante ? « Suivez mon regard », semble dire Bohumil Hrabal, sans y toucher. De quoi faire frémir les censeurs qui justifieront ainsi la surveillance étroite de nostalgies

MARIE-FRANÇOISE ALLAIN.

 Robert Laffont, Paris, 1985 (Voir le Monde diplomatique, octobre 1985). Du même auteur, chez le mêmo éditeur: Moi qui ai servi le roi d'Angletarre (1981) et Une trop bruyante solitude (1983). (2) Dont le film, Mon cher petit village (1987), est actuellement diffusé en France.

(3) Gallimard, Paris, 1969, et aussi en collection « Polio ».

(4) Milan Kundera, « Un Occident kidnappé », le Débot ; Paris, novembre 1983.

STAR SECTION SE SE

Spr. A.M. Maria

100 - 5.31m.

121 = 121 - 12

WATER TO T

IN THESE

STREET IN THESE

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Committee of the Commit

Salar Salar

THE PARTY OF THE PERSON OF

STATE STATE OF THE SAME AND BE

to the second of Game in

2 × 2 × 2 × 2 × 2 × 2 × 2

国联系统以13.4%。C**对**T

per in marin acousting .

IN (Assertances Farm, 1986)

after three courses from the time.

STEP STATE OF THE PERSON OF THE

and the same for the same go

HEREN THE STATE OF THE PARTY

SERVICE THE STATES

simple land there are the

TOTAL SALANING TO PERSON.

mana a a morate la

Ref men min biener la

CASTAL . PUR

Server estrait M

Service series

THE THE STATE OF 239 pages, 25 livres.

L'auvrage est divisé en trois sections : macro-analyse du système international ; présentation de certaines des crises du tiensmonde ; évocation de quelques exemples d'e inségration régionale » su sain de ce même tiers-monde. Comme le souligne Harish Kener le sou est plus libre lorsome les auteurs meme ners-monde. Comme le sontigne Harish Kapur, le ton est plus libre lorsque les auteurs traitent des affaires ou des pays dans lesquels la Chine n'est pas directement impliquée ou au sujet desquels elle n'a pas exprimé un point de vue bien défini.

JACQUES DECORNOY.

name file as Common dam at saffice a thomas of the statement 2.7721.7 :- panite um am am angewer die mente des l'est de la les maistres de la Maistre Street and the contract the second second alangitusemen i suud milita (**priegee** anaufater gereinig in france Man an merat Trees . 5 million distinguished between the control of the national effection of granger adjusting to the second of the Committee of the resistant de and Appropriate to the state of the ರಾಜ್ಯ ಪ್ರಸ್ತಿಷ್ಟರ

MANAGE STRACK

RELIGIONS

TERESONS DAYS LE MONDE. -Name Water Desirate Transporter, Paris, 1967, 840 pagest.

The to Charles and the same de three er e. . . . mpose Statement of the Land France France A martine and the makes of The day or ferrall prairies, was ATTE COMMENTS ATTE STREET THE TO STREET STREET ! the Pariste street of in done al a target section on monde Page the Let care derates Service of the Court General Service of the Court of the te therete i he blescom, ien monde description de Velo-Sales com the man and consensus

BERNARDICASSEN.

BRÈVES

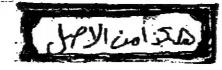
Charles POLITION E — Claude

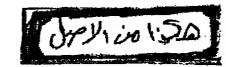
SESSOLRCES GENETIQUES
SILS ATOLTS DL DEVELOR
RUL ORSTOM PORIS, 1987. Excepter w CONTENSO Come Zergenne PUF. mil.

POLITIQUES INDUS. A STATE OF THE PARTY POPEN. PO

MAGHRES CONTEMPORATION OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE POST OF THE POST

THE REFUGIES - Um Corner House its ridentia





ASIE

AS CHEKA SEES THE WORLD. - See

Frances Pinter, Londres, In

Professour à Genève, auteur le couvrages sur la Chine, Harish le demandé à vingt-neuf cherchem de character leurs vues sur un certainnée de comprender un per monte de comprender un per mention des character le Chine voir le monde.

L'ouvrage est divisé

L'ouvrage est divisé en tres es Accordant de système intensant estation de certaines des crites i succession de quelques e Espan, le ton est plus libre lorsqu'in le Chine n'est pas directement des affaires ou des pays inte la Chine n'est pas directement mais de san sejet desqueis elle n'a pas exprais a de vec bien défini.

Ce ivre n'a pas pour objet d'apper la faction de la passe de la relación de la relac sensia à travers la présentation du passe les pays aussi important que le Bésa si de la curse. Quant à l'analyse de l'Au-contrale, elle est fort mesuré et à l'éand then les causes des males began, on de conce anni la stratge su principal de conce anni la stratge su principal de conce anni la suite sur Sinta. En revanche, un autre surre Ante mare de Sud.

JACQUES DECORNO

LOVACI

SACRIFIÉE, de Bohumi la e par Claudia Anceloi, Gal 2 pages, 79 F.

Coule, cascade échevelée de des de derrière dans leurs pens tons droit de leurs corten à rouleau d'images parfos an te début des années D, dont les A de defaut des années OU, dont les les des des Maryska, la nuren des la ce que les images forment and with a que surve l'age d'orsis the Progres (is TSF, entre same) ne exercureir les Martine La queue d'un chieses in cherelure entracedante me er ster l'Autei des « temps mirent

Carlinat dans un pare lamilia sec paramon de ce livre, cent es la age proceques la suite de sette che (1) se pet persitre qu'en versus qu moire où la bate ruse remple

- Jari Mennel (2) a actamment mit int pursuilles (3., - Bohumi Hab die de la foi en sumide se the same along the c'est justement une The mane & paratre, sice per per

The A see Service, et 1: roujet reur to denger que jouvan reprise Quei de plus innocent ses spire de liberté que ce personne Traconiovanus fraichement de l'écrivain, aux e temp some

Charge des chefs, que con compres mentere, elle a valeur de tempe sa sactifire de l'Europe centile perder son ideatité. Lapare calle de la boheme Soheme par Bidesppe . par ! Est (4) (05)

demane de sacrifier la dest En deux temps et ben Ensuite, sous la faire de es cache derrière la foto Godle sera l'amputation de Hrabal, sans y touche. Hrabal, sans y tourist de MARKE-FRANÇOISE NUMB

Address to rea & Angleserre 19511518

Andrea of the a. a Palic . Paris, more me

CULTURE

ALITOBIOGRAPHIE. Naissance de l'évolutionnisme libéral. - Herbert Spencer

☆ Presses universitaires de France, collec-tion « Philosophie d'aujourd'hui », Paris, 1957, 600 pages, 220 F.

Du monde transformé qui naît de la révolu-tion industrielle anglaise, Spencer extrait le système philosophique le plus puissant de l'Occident moderne: l'évolutionnisme, d'où portira le dogme inégalitaire du « darwin soria le dogme inégalitaire du « darwinisme sorial ». Les contradictions théoriques de cette doctrine — à laquelle Darwin lui-même n'adhéra jamais — recouvrent exactement celles qui traversent l'idéologie libérale soucieuse de prouver se conformité avec l'acquis — indéfiniment réinterprêté — des sciences biologiques. L'Autobiographie, écrite durant le dernier quart du dix-neuvième niècle — Spencer s'éteint en 1903, — retrace la genèse de cette immense hypothèse totalisante sur le devenii.

Dans une préface impitoyable, Patrick Tort, Dans une pressee impunyante, l'atriek l'ort, poinsuite l'entreprise commencée dans la Pensée hiérarchique (Aubier) et Misère de la sociobiologie (PUF), met en évidence les contradictions du libéralisme au sein de la

GEORGE GUILLE-ESCURET.

LUKACS 1955 - Étre marxiste aujourd'hui. --Henri Lefebvre et Patrick Tort * AUBIER, «Résonances», Park, 1988, 152 pages, 75 traces.

Il s'agit d'un montage plaçant deux textes en regard. Le premier est une conférence pro-noncée par le philosophe Henri Lefebvre en 1955; il y défend contre les attaques des partis communistes hongrois et français le théoricien hongrois Georges Lukacs revendiquant pour l'activité intellectuelle la liberté de l'erreur, indissociable de celle de la recherche. Le second est une série de variations dues au jeune philosophe Patrick Tort, membre réne-

rateur du PCF sur le thème : être marxiste

Certe composition en ablme, où l'écrit du second se reflète dans la lumière orageuse du premier, plaide une fois de plus pour l'autono-mie de l'intellectuel communiste; pour son rôle spécifique dans la déconstruction des dispositife d'assujettissement qui font du pemple positis d'assigensissanaix qui tont du peuple – telle est la définition qu'en propose Patrick Tort – un objet de pouvoir. Travail d'édifica-tion de la conscience populaire que le mar-sisme doit de nouveau effectuer, dit succre celui-c. Regretions, toutefois, que le mar-nisme sinsi remobilisé aille un peu trop de soi. Car se refoute n'est pas moins d'actualité que la reprise de ses fonctions critiques.

MARCEL DRACEL

RELIGIONS 1 4 1

L'ETAT DES RELIGIONS DANS LE MONDE. -Sous la direction de Michel Clévenot 🖈 La Découverte, Paris, 1987, 640 pages,

La remontée de l'intégrisme, qu'il soit musulman, chrétien ou juif, impose anjourd'hui aux citoyens et aux dirigeants une attention particulière aux phénomènes reli-gieux. L'ouvrage coordonné per Michel Clèvegieux. L'ouvrage coordonné per Michel Cléve-not apporte, dans un format pratique, une immense somme d'informations. Après un examen de quelques questions stratégiques (le choc iranien, l'effet Pologne, Israèl et la diss-pora, etc.), les grandes religions du monde sont passées en revue. Viennent ensuite une série d'entrées, non plus par religion, mais par pays ou régions du monde. Les deux dernières sections de cet tuvrage sont consacrées auv pays ou regions du monde. Les deux dermeres sections de cet ouvrage sont consacrées aux problématiques religieuses (par exemple : niam et rationalité, les rituels laïques des pays socialistes, etc.) et aux interactions avec la société (le pèlerinage à La Mecque, les nouvelles sectes, le stratégie multimédia du Vatican etc.). Plus de cent quarante essais, concis mants, sont offerts aux locteurs

BERNARD CASSEN.

BRÈVES

- ÉCONOMIE POLITIQUE. Claude Alquier (Economica, Paris, 1987, 601 pages, 145 F): traité sur l'économie contemporaine. qui lie analyse et observation.
- LES RESSOURCES GÉNÉTIQUES VEGETALES, ATOUTS DU DEVELOP-PEMENT? (ORSTOM, Paris, 1987, 199 pages, 35 F); comment senvegarder un Valutionis inscriptoris
- GROPOLITIQUE CONTEMPO-BAINE. Charles Zorgbibe (PUF, coll. « Que sais-je? », Paris, 1986, 128 pages, 25 F): les conflits, de la Méditerranée su Golfe, en passant par l'Afrique australe.
- LES POLITIQUES INDUS-TRIBLIES. - Anne Davie (Hatter, Paris, 1987, 128 pages, 28 F): analyse de cinq cas: les Etats-Unia, le Japon, la RFA, la Grande-Bretagne et la France.
- · SOCIÉTÉS URBAINES CONTEM-PORAINES DU MACHREB ET DU MOYEN-ORIENT. — (Institut du monde arabe, Paris, 1987, 209 pages): dix ans de recherches en langue anglaise (1975-1985), un essai de bibliographie critique.
- LE TEMPS DES RÉFUGIÉS. Un Cieller (6d.) (Rditions de l'Aire, Lousanne, 1987, 149 pages) : comprend une longue contribution de Jean-Pierre Hocké, haut comibution de Jean-Pierre Hocké, haut con ûre des Nations unies pour les réfugiés.

2.

ON NOUS A CHANGÉ LA TÉLÉ. Les télévisions dans les pays de la CEE : histoire, programmes, produits et publics. - Frédéric

★ Bureau européen des Unions de conson-mateurs et Confédération des Organisations famillales de la Communeuté (17, rue de Londres, B.1050 Bruxelles), mai 1987, 108 pages, 500 francs beiges,

La « nouvelle télévision » est généralement décrite, du moins dans la majorité des dis-cours, à partir de technologies, de stratégies industrielles, de groupes multimédia, d'opéra-tions financières, voire de transferts d'animateurs. L'étude de Frédéric Antoine, au contraire, a le grand mérite de rendre au télé-spectateur la place qui doit être la sienne.

Car malgré un titre passéiste, ce travail est avant tout une analyse du développement actuel d'un monde de la télévision trop exchusivement attentif aux sirènes de l'économisme. Replacer au centre le téléspectateur, ses prati-ques et ses attentes, oblige à regarder d'un autre œil les promesses des nouvelles chaînes. Un regard lucide sur le fonctionnement du sys-tème de la télévision permet de bien montres les limites des développements en cours. En particulier, il est nécessaire de se rappeler que « plus » est souvent le contraire de « mieux ». L'important n'est pas de développer la diffiesion de programmes à tout prix, mais bien d'essayer de déterminer quelles missions une « bonne » télévision doit aujourd'hui remplir. Si Frédéric Antoine n'a pas de réponse à cette question, il nous met en garde et nous invite à la prudence : est-il nécessaire, au nom du retour à un certain libéralisme, de risquer de figer le lutur de la télévision ? « Demain on rasera gratia -: c'est en quelque sorte ca que nous promettent les chantres de la multiplica-tion des chaînes. Souhaitons que ce ne sont pas la télévision qui en vienne à raser le specta-

ÉRICK LAMBERT.

HISTOIRE

ARMENIE 1915. - Heinrich Vierbücher * Gessarentz, Montélimar, 1987.

Parmi la demi-douzaine de réimpressions ou rééditions d'archives, de documents et de témoignages sur le génocide arménien des amées 1915-1916, l'ouvrage d'Heinrich Vierbücher est sans conteste l'un des plus intéressants. Son auteur, pacifiste allemand, fut pendant trois ans l'interprête du maréchal Liman des missères conseillers des maréchals conseillers. von Sanders, un des principaux conseillers militaires prussiens de l'armée ottomane durant la première guerre mondiale.

L'auteur n'est ni un membre de l'Entente, ni un de ces religieux allemanda philoarméniens uniquement par pure bouté chré-tienne. Il livre un témoignage irréfutable et sans complaisance des réafités du génocide. Ne cherchant à dédouaner ni l'Empire ottoman, ni même le Reich et ses représentants, pas plus que l'Entente ou les congrégations protestantes de toutes origines (allemandes, suisses et américaines pour la plupart), l'offi-cier patifiste Heinrich Vierbücher raconte sans fanx-fuyants les événements dont il fut le témoin oculaire. Certes, Guillaume II et son gouvernement ne sont pas responsables des massacres, mais ses concitoyens, sur place ou en métropole, se sont volontairement voilé les

Cet ouvrage, publié une première fois en 1930 sous la République de Weimar, fut inter-dit dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933. Deux réimpressions sont disponibles aujourd'hni en RFA (1985 et 1986). Grace su travail des époux Gessarentz, c'est la première fois qu'une édition de ce témoignage primordial est disponible en langue française.

CHRISTOPHE CHICLET.

DROIT

VOCABULAIRE JURIDIQUE. - Sous la direction de Gérard Cornu

★ Presses universitaires de France, Paris, 1967, 830 pages, 490 F.

Des générations de juristes out fait du Vocsbulgire juridique d'Henri Capitant leur viati-que. Mais l'ouvrage, publié en 1936, avait subi-les assants du temps. Il devenait indispensable de le réactualiser et d'en moderniser la présen-

C'est à ce travail de bénédictin que s'est attelée il y a une quinzaine d'armées une équipe prestigieuse animée par Gérard Corns. equipe prescipeuse animee par Gerard Corns.

Le résultat, proprement monumental; est à
hauteur des atteutes. En 830 pages présentées
avec soin, les auteurs de ce lexique inventorient la langue juridique de toutes les grandes
disciplines, du droit civil au droit administratif, en passant par le droit international et le droit du travail.

Un instrument indispensable non seulement pour les juristes mais également pour les « profance » en quête d'une définition précise on tout simplement en mal d'exotisme...

JACOUES LE GOFF.

RECTIFICATIF. - Un membre de phrase RECTIFICATIF. — Un membre de phrase a malescontreusement sauté dans le computerendu par Claude Wauthier du livre d'Eric Makédonsky, le Sénégai, la Sénégambie (p. 27 du numéro de septembre). Il fallait lire ainsi la seconde phrase du premier paragraphe: « Son livre reflète sa connaissance approfondie du pays et de ses habitants, qu'il inne more n'est par une flatterie — a nastruities en ce n'est par une flatterie — a nastruit juge - ce n'est pas une flatterie - « particu-lièrement ingénieux ».

« Les Hommes partis de rien », de René Cassin

Par YVES FLORENNE

PARTIS de rien » : on ne saurait mieux dire. Mais... pour réussir aussitôt quelque chose d'assez remarquable, et aboutir, quatre ans après, à ce que tout le monde sait. Un résultat assez pen m. Et, pour ces hommes-là, une façon plutôt rare

Le 19 juin 1940, sans avoir entendu l'appel, simplement sur ce qu'on lui en a dit, le professeur René Cassin prépare dans l'heure son départ pour Londres. Voyage alors incom-mode et risqué : il lui faudra dix jours pour se présenter au général de Gaulle, dont les premiers mots seront : « Vous mbez à pic! » La veille au soir, Churchill avait déclaré au nier des Français libres : « Vons êtes seul. Eh bien! je rous reconnais tout seul. » Au-delà de ce mot romantique et d'un humour généreux, restait à établir, sur des bases juri-diques solides, le projet d'accord politique tel que de Gaulle le concevait. Il lui manqualt un homme : il arrivait. Mais celui-là était non seulement un juriste éminent, mais encore cesus de cur non senement un juriste emment, mais encore il avait des principes inflexibles, et il entendait s'assurer qu'il pouvait être lui-même d'accord sur l'esprit dudit pro-jet : « Nous sommes bien, non une légion, mais des alliés, reconstituant l'armée française et visant à maintenir l'unité de la France ? -

- Nous sommes la France.

« Telle fut, écrit Cassin, la réponse du général, décisive dans sa simplicité, et avec laquelle je me acutals en commu-aiou. » Aujourd'hui, une telle réponse paraîtrait emphati-que, « matamoresque », ou dérisoire. Aux yeux d'un sage professeur pleir de raison mais animé d'une exigence et d'une certitude pareilles, et pareillement passionnées, elle était la simplicité même.

A INSI commence l'histoire. Une histoire qui, certes, a déjà été beaucoup écrite. Mais, outre qu'elle l'est ici dans une vue qui en éclaire, parfois en renouvelle, plus d'un aspect et certaines perspectives, et toujours avec le plus grand souci d'impartialité à l'égard des faits et des pernnes, elle renforce, complète – ou rectifie – par un témoignage direct d'un accent particulier ceux qui en si grand nombre l'ont précédé... ou suivi... Celui-ci est accablant d'abord quant à une comivence « objective » avec l'eunemi en picine guerre, « drôle » ou pas, et des plus répandues dans maints milieux, chez les personnalités u'on n'ose dire les plus responsables, et plus criante qu'all-eurs, an sein même du Commissariat général à l'information, créé pour répondre à la propagai doux, qui en avait reçu la charge, n'est bien entendu pes en cause dans ce que Cassin peut écrire : « J'y étais quasiment seul avec Joxe à lutter contre une marée de défaiti

Son tableau de la décomposition générale à Bordeaux est isissant. C'est une nouvelle « marée », celle-là de joie « hilare », que provoqua un peu partont la consécration du désastre ; ce fut la forme la plus ébontée de la « divine sur-prise ». Face aux professionnels du nationalisme intégral, ce militant de l'universalisme humain se trouve être un chantillon scandaleux du patriotisme intègre. S'il écrit en ringt lignes, se bornant aux faits, sans violence, mais conclut par deux mots implacables, l'acte d'accessation de celui qui a « livré la France », s'il confond trop dans un sême mépris indigné, sans assez les nommer, les véritables us tout et qui le bouleverse, c'est l'inconcevable abdication d'un Pariement républicain dont quatre-vingts membres seulement s'opposent à cette dernière « marée » de trahison et de lâcheté. Le juriste se s'emploiera que plus efficacement à fonder en droit, sur une forfaiture saus

exemple, l'illégitimité du « gouvernement de fait

On ne peut même énumérer les sujets sur lesquels ces Mémoires apportent d'irremplaçables témoignages. Ainsi de la réduction et de la signature des accords avec le Royaume-Uni, consacrant à la fois le caractère d'une alliance et la « sommission aux lois de la République ». Un un après : sur la fondation du Comité national français, véritable gouvernement et base de sa future reconnaiss comme tel ; sur le raffiement des territoires de l'Empire, et la loyanté spontanée, l'acceptation des sacrifices dans des populations qui avaient conscience d'un choix, pour ellespopulations qui avaient conscience u mêmes, entre un avenir de liberté et le pire des esclavages.

On ne vent pas omettre ce qui, dans ce contexte, pourrait sembler secondaire ou inactuel : le plein appui à de Ganile pour sa décision d'apporter aux femmes, dans une France renouvelée, l'égalité sociale et politique avec les hor Et l'on ne peut se retenir non plus de noter le salut à la Pologne quand on se souvient que des Polomais, pour qui l'insurrection nationale et la résistance sont une tradition et une pratique deux fois séculaires, y ont initié, dès les premiers jours, une poignée de Français. Enfin, en dépit d'une fière modestie et de son almégation, le mémorialiste ne pou-vait que retracer, dans l'organisation et la conduite de la France libre, son propre rôle, qui fut des plus importants. Ce qu'on ne sait pas assez.

Car René Cassin fut une de ces grandes figures d'hier qui pouvaient se permettre d'ignorer les tréteaux, les projec-teurs, les caméras. Il fallat son prix Nobel de la paix pour faire de lui la vedette d'un instant. Au moment où il est pour fa première fois de sa vie, par son entrée au Panthéon, le héros d'une cérémonie nationale solemelle, trouvera-t-on mauvais que pous citions un trait de lui, le plus simple, mais qui le peint? Quittant Paris pour rejoindre le gouverne-ment dans ses paulques successives, il prend pour tont bagage un suc de matelot, avec ses cours de droit enveloppés dans un papier goudronné, et sa robe de professeur; puis il court acquitter ses impôts, d'ailleurs encore non exi-gibles, pour « le plus grand étoumement du percepteur ».

Revenous sur les hauteurs. Sa foi en l'homme et une rigneur morale aussi irréductible que sans étalage le faisaient déjà passer pour « démodé ». Ce fut d'ailleurs le qua-lificatif que des autorités politiques plus affranchies appli-quèrent au projet, dont l'avait chargé l'ONU, de Déclaration universelle des droits de l'homme, inspirée de celle de 1789. Il répondit doucement, rappelle dans sa préface M. Ghislaine René Cassin, que « l'homme n'est pus une mode », que « la mode est du côté des actualisations provisoires, des ajustements circonstanciels, des compromis, et non du côté des exigences permanentes ».

A USSI, quand ces Mémoires paraissent pour la pre-mière fois en 1975 (1), l'auteur justifie-t-il cette date tardive par l'inopportunité qu'aurait eue, au cours d'années marquées par « diversés élections présidentielles », la publication d'un livre qui « se rattache à un ensemble de luttes, beaucoup plus vastes et permanentes, pour la liberté des peuples et les droits fondamentaux de l'homme » et qui, à ce titre, « n'offre délibérément aucuse actualité électo-

Bien malgré hi, le voltà qui, de nouveau, tombe à pic rent les « hommes partis de rien ».

(1) Repé Cassin, *les Hommes partis de rien*, Plon, Paris, 1987, 496 pages, 135 F (réédition illustrée de l'ouvrage paru en 1975, augmentée de la préface de Ghislaine René Cassin).

ÉCONOMIE

RAPPORT CYCLOPE : LES MARCHÉS MON-DIAUX EN 1986-1987. - Sous la direction de Philippe Chalmin et Jean-Louis Gombeaud

* Economica, Parie, 1987, 248 pague,

Comment out évolué en 1986 les grands marchés des produits agricoles, énergétiques, des minerais et métaux et du fret maritime. ces minerais et meraux et du tret mariume.

Pour chaque produit ou groupe de produits —
me cinquantaine — le rapport analyse l'évolution des prix, de la production et des échanges,
présente les grandes orientations et fournit susistiques et graphiques. S'y ajoute une étude des tendances géa6

concernant les marchés, les opérations, les négociations et accords. Un remarquabl travail du Centre de recherches sur les mar-chés des matières premières (CREMMAP). CHRISTIAN DE BRIE.

SOCIÉTÉ

LA GALÈRE : JEUNES EN SURVIE. - François Dubet

★ Fayard, « Mouvements 4 », Paris, 1987, 503 peges, 140 F.

François Dubet, auteur de nombreux ouvrages sur la société française, s'est livré à une enquête sur les « jeunes gulériens ». La « galère », c'est d'abord la précarité dans le travail, un flottement dans les buts, une cisi-veté dans les actes.

Les voies traditionnelles d'intégration ne fonctionnant plus, les jeunes réagnsent solon une logique d'exclus.

Ce n'est pas le moindre intérêt de ce livre que de les situer dans leurs relations avec les adultes, et, surtout, dans l'évolution des mou-

vements sociatix de jeunes en France ou à MICHEL RAFFOUL.

REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL ET ESPACE DE TRAVAIL. - Sous la direction de Denies

★ Centre d'étude des systèmes et des technologies avancées (CESTA), Paris, technologies avancées 1967, 136 pages, 200 F.

Quelle est la place dévoiue au «travail» en termes de localisation géographique, quel rôle reste-t-il aux salariés lors des redéploiements industriels à l'échelle mondiale? Les auteurs de cet ouvrage collectif soulignent que, jusqu'à ce jour, le problème de la participation jusqu'à ce jour, le proceene de la participation aux décisions d'implantation géographique ne s'était pas réellement posé an mouvement ouvrier français alors que, de leur côté, les directions d'entreprise ont toujours été atten-tives au «climat social» lorsqu'elles devalent choisir leurs sites de production. L'intérêt de ce livre est de montrer que l'espace est antant un effet des rapports sociaux qu'un détermi-

PIERRE DOMMERGUES.



LA CULTURE FRANÇAISE... **PARTOUT DANS LE MONDE**

- DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres
- REMISE de 10 % sur les disques et cossett ● Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).



VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

14, Place de Rungis - 75013 PARIS

Téléphone: 45-88-44-45

LE MONDE DIPLOMATIQUE

NOUVELLE TÉLÉVISION, VIEUX IMMORALISMES

Misère de l'audiovisuel

Par IGNACIO RAMONET

TUL ne peut désormais en douter: les jours de la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) sont comptés. Si, à la suite de la prochaine élection présidentielle de mai 1988, la gauche revenait aux affaires, elle balaierait cette commission qui, selon M. François Mitterrand, «n'a rien fait jusqu'ici qui puisse mériter ce sentiment qu'on appelle le res-

En se débarrassant après mars 1986 de la Haute Antorité de l'audiovisuel, la droite a créé un redoutable précédent. Tout nouveau changement de majorité risque maintenant d'entraîner la création d'un nouveau conseil suprême de l'audiovisuel.

Telle est la grande misère de la télévision française: ses liens maladifs avec le pouvoir politique. Celui-ci se résigne mal à ne pas contrôler, directement ou indirectement, la fascinante machine à fabriquer des images, à tatouer les esprits.

La télévision est devenue l'objet d'un débat permanent qui traverse toute la société; elle déclenche des passions, des colères et des rages semblables à celles que déchaînent les débats sur l'enseignement.

Nulle part ailleurs, la télévision n'est au cœur de si vives polémiques. Dans les Etats le plus souvent cités en exemple - le Royaume-Uni et les Etats-Unis, - les commissions chargées de veiller à l'éthique de la communication sont fort anciennes et ont été créées avant même l'âge de la télévision. Celle-ci, dès sa naissance, a donc été accompagnée, structurée, corrigée par un organisme autonome. Et les citoyens ont appris, pen à peu, au cours de décennies, à débattre des problèmes de la télévision dans un cadre juridique indépendant du pouvoir exécutif.

Au Royaume-Uni, il existe deux commissions. L'une chargée de la télévision du secteur public, la British Broadcasting Corporation (BBC), instituée en 1926, et l'autre du secteur privé, l'Independent Broadcasting Authority (IBA), créée en 1954. Chacune d'elles est composée de douze membres nommés pour cinq ans. Ceux de la BBC sont désignés par la membres de l'IBA sont nommés par le ministre de l'intérieur. Ces deux institutions jouissent d'une totale indépendance dans l'organisa-

tion de leur gestion (2). Aux Etats-Unis, la Federal Communication Commission (FCC), créée en 1934, est directement responsable devant le Congrès. Elle est dirigée par cinq membres nommés par le président des Etats-Unis et confirmés par le Sénat pour un mandat de sept ans (le mandat du président est de quatre ans) (3). Depuis le président Rocsevelt (1933), de nombreuses com-missions ont été créées qui régissent et arbitrent d'autres aspects de la vie collective.

Bien que ces instances britanniques et américaine passent pour des modèles, chacun comprend qu'il serait impossible, en France, d'imiter le mode de désignation de ses membres. Les gouvernements y sont trop directement impliqués. C'est pourquoi, lors de la création, en 1982, de la Haute Autorité, la gauche hésita longuement. Me Michèle Cotta a raconté comment le modèle du Conseil constitutionnel (4) fut finalement choisi par le chef de l'Etat (5).

Malgré cela, la droite mit en cause la Haute Autorité et la condamna à disparaître des son

retour aux affaires après mars 1986. Certes, la Haute Autorité commit des fautes : elle manqua de fermeté devant des initiatives du pouvoir (création de Canal Plus, attribution de la cinquième puis de la sixième chaîne à des favoris) et ne sut résister à toutes les pressions du pouvoir (nomination de M. Jean-Claude Héberlé à la présidence d'Antenne 2 par décision de M. Laurent Fabius) (6).

L'indispensable besoin de durée

FALLAIT-IL pour autant supprimer la Haute Autorité? A en juger par les errements actuels de la CNCL, il semble clair que non. Sans doute convenzit-il de la doter de plus amples moyens et de plus vastes prérogatives, mais elle avait surtout un besoin vital de temps. C'est en effet la durée qui peaufine et assagit les instances d'arbitrage, c'est elle qui en fait d'indiscutables institutions. Le Conseil d'Etat a dû attendre un bon siècle avant d'être unanimement respecté; le Conseil constitutionnel n'a vu sa fonction et son rôle acceptés par tous que vingt-cinq ans après sa création.

Le gouvernement de M. Chirac a balayé de telles considérations et, sous le fort louable prétexte de « couper la télévision du pouvoir politique », a mis sur pied l'actuelle CNCL. La tartuferie d'une telle procédure saute aux your. Et cela scandalise d'autant plus que, moins d'un an après sa création, la CNCL se meurt précisément d'une trop grande servilité à l'égard du gouvernement. Comme le reconnaît l'un de ses propres membres, M. Bertrand Labrusse, la CNCL est « malade de nonpluralisme (7) ».

Les exemples de « non-pluralisme » fourmillent. On n'en rappellera, pour mémoire, que les plus grossiers. A commencer par la fort pittoresque désignation de ses treize membres (8), qui permet au gouvernement de compter en son sein une majorité d'alliés. Ceux-ci ont destitué, des décembre 1986, tous les présidents des sociétés de radio et de télévision et les ont remplacés par des proches du RPR. Une mesure tellement partisane que M. François d'Aubert, pourtant député UDF, devait se vision : le choix des présidents de chaîne est maladroit et décrédibilise d'emblée la CNCL (9) >.

Sa crédibilité n'a cessé, depuis, de s'éroder, en particulier après l'attribution gratuite de la Cinq à M. Robert Hersant et de M 6 à la CLT et à La Lyonnaise des caux, que préside M. Jérôme Monod, ancien secrétaire général du RPR et ami de M. Jacques Chirac...

Quant à la désignation de M. Francis Bouygues pour la reprise de TF1 privatisée, au détriment d'Hachette, elle est surtout apparue comme une façon d'écarter M. Jean-Luc Lagardère, grand rival de M. Hersant. Celui-ci se retrouve anjourd'hui, par la grâce de la CNCL, à la tête d'un groupe de médias sans équivalent en France, possédant une chaîne de télévision — de diffusion bientôt nationale, — 38 % des quotidiens nationaux, 20 % des quotidiens régionaux et, ce que l'on ignore souvent, un des principaux réseaux (quatre-vingt-sept stations) de radio FM (10). Une telle concentration, pourtant préoccupante, est au contraire applaudie des deux mains par M. Léotard, ministre de la culture, qui souhaite la constitution de gigantesques groupes d'envergure internationale.

Comme si tout cela n'avait pes suffi à compromettre la neutralité de la CNCL, deux graves affaires éclatent début septembre. D'abord, l'accusation lancée par Radio-Larsen - qui a vu son autorisation d'émettre

annulée - contre Radio-Courtoisie, fondée par journaliste du Figaro-Magazine. Selon Radio-Larsen, ce journaliste se serait rendu conpable de « corruption active et passive, forfaiture et trafic d'influence dans l'obtention de sa propre autorisation (11) » anprès de membres de la CNCL.

Ces graves accusations seront répétées par l'avocat de Radio-Larsen, M. Jean-Louis Bessis, au cours de l'émission de Michel Polac, Droit de réponse», sur TF1 le samedi 12 sep-

L'antre affaire concerne Radio-Rythme bleu, station proche du RPCR, en Nouvelle-Calédonie, qui a fait installer à la mi-août sans l'antorisation de la CNCL - un puissant réémetteur de 500 watts, « sous la protection des parachutistes (12) » et « sur ordre du président de TDF, M. Gouyou-Beauchamp, à la demande de M. Bernard Pons (13) ». Radio-Rythme bleu a également installé en brousse trois radios sœurs dont les fréquences n'ont pas été attribuées par la CNCL. Malgré la dénonciation de ces irrégularités - d'autant plus graves qu'elles se produisaient en pleine campagne pour le référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, – la CNCL n'a demandé l'arrêt des émissions pirates que le 22 septem-bre. Neuf jours après la victoire an référendum des thèses du RPCR.

Cette affaire a entraîné la démission de Mª Catherine Tasca de la commission information de la CNCL et a sans doute poussé M. Mitterrand à critiquer directement la CNCL dans l'entretien publié par le Point le 21 septembre.

Une liberté d'expression limitée

ENTRE-TEMPS, une autre querelle oppo-sait la CNCL au patron de TF1, M. Francis Bouygues. Celui-ci a comparu, le 8 septembre, devant la commission, qui lui a reproché de ne pas diffuser assez de créations françaises et de pratiquer une forme agressive et grossière de publicité indirecte au cours de certaines émissions comme «Intervilles». M. Bouygues devait répliquer en accusant la CNCL de complaisance à l'égard de la Cinq, la chaîne de M. Hersant, et de favoriser les efforts de ce dernier pour atteindre une audience nationale.

Michel Polac, dans son émission du 12 septembre, formulera des reproches identiques à l'encontre de la CNCL. Ce qui a fortement irrité la commission. Dans une lettre du 14 septembre adressée à M. Bouygues, elle se plaindra des propos de Michel Polac, qui « reproduisaient, jusque dans les termes, des thèses qui sont les vôtres, ainsi qu'en témoigne votre mémoire remis à la CNCL».

Dans sa réponse du 17 septembre, le patron de TF 1, en quête sans doute de conciliation, se désolidarise soudain de Michel Polac et convient avec la CNCL qu'- il est bien évident que la liberté d'expression a des limites ». Et

ces « limites évidentes », il va bientôt les fixer lui-même, pour la plus grande satisfaction de la CNCL, lorsque Michel Polac précisément, dans son émission du 19 septembre, évoquera la pratique du financement des partis politiques par la concession de grands travaux comme celui du pont de Ré que construit actuellement l'entreprise Bouygues.

Le licenciement de Michel Polac est la première grande manifestation de censure dans une chaîne privatisée. C'est une bien néfaste inauguration ; elle souligne la naïveté de ceux qui, gagnés par la propagande néolibérale, pensaient comme M= Michèle Cotta (directrice de l'information à TF 1) que : « La privatisation, c'est non seulement plus de liberté, mais surtout une nouvelle liberté (14). -

Certains découvrent aujourd'hui la signification profonde de la vente de TF 1 (60 % de l'audiovisuel français) à un patron privé. A la grande satisfaction de M. Léotard, M. Bouygues ne croit qu'en la culture d'entreprise, c'est-à-dire celle du profit. Sa profession de foi tient en deux fières formules : « Le béton c'est. la matière grise (15) » et « Il y a des choses que nous ne souhaitons pas faire, par exemple du culturel, par exemple du politique, des émissions éducatives... (16) » Impressionnée sans doute par une telle philosophie, la CNCL lui concéda la première chaîne. Au nom du prétendu « mieux disant culturel »...

(1) La Point, 21 septembre 1987. (2) Cf. Nicholas Garnham, Structures of Televi-

British Film Institute, Londres, 1980.

(3) Cf. «Aspects de la télévision américaine», Problèmes politiques et sociaex. La Documentation française, Paris, 25 mai 1973,

(4) Les membres de la Haute Autorité étaient désiprésident du Sénat et le président de l'Assemblée autio-nale, qui nommaient chacun trois membres. Coux-ci étant renouvelables, par tiers, tous les trois ans, l'actuelle majorité aurait pu, avec le temps, contrôler se elle le souhaitait la Haute Autorité. (5) Michèle Cotta, les Miroirs de Jupiter, Fayard,

Paris, 1987, p. 82.

· (6) Sur les maladresse de la ganche en matière d'audiovisuel, lire absolument : Jean-Michel Quarre-point, Histoire secrète des dossiers noirs de la gaucke, Ed. Alain Moceau, Paris, 1986. (7) Déclarations sur Europe 1, 23 septembre 1987.

(8) Le président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale désignent chacun deux membres ; la Cour de cassation, la Cour des comptes, le Conseil d'Etat et l'Académie française désignent chacun un membre ; ces dix membres en élisent trois autres représentant la création audiorisuelle, la presse écrite et les télécommunications

(9) Le Monde, 23 décembre 1986.

(10) Le Monde, 5 septembre 1987. (11) Libération, 23 septembre 1987.

(12) Le Monde, 27 septembre 1987. (13) Le Figuro, 23 septembre 1987.

(14) Le Matin, 18 août 1987. (15) Déclaration sur TF 1, émission «7 sur 7», 28 juin 1987.

(16) Déclaration sur Europe 1, citée dans le Canard enchaîné, 1" juillet 1987.

(Selçuk)

ELLATIONS EN

CO MUNICIPALITY 1. 15 HT 198 421 2007 - 12 E · an alter 22 25 274 2 4 2 7 1 1 7 APPA T# 117 recordingly by a more frame, affere Para inter in bei bie Rieffe feren gren mann un finemenpflieff There were a ser or the first state. Statut mill am pro die regelant wie Therefore the strains of the strains The bed of amile so I say the TER STORY OF THE PROPERTY PARK Martin for the contract of the STREET OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE P TE 4" 1 1 1 1 1 1

With the same of the same been Siller anter A Str 166 fie er feine in er nebe beiffet, Stringer or our de Site of the sea to be bed species. The state of the same, Sa a creat ... imation, le State of the large Reagant of the programme finace, cemin tentions de forte eminer in moves he bearen

The arter of the contractive regime.

Dans ce numéro :-

PAGE 2:

Dans les coulisses des palais ministériels : « Le Travail gouvernemental », de Jacques Fournier, par Thierry Pfister.



Nº83 L'AUDIOVISUEL A L'HEURE DE LA PRIVATISATION (Communication, pouvoir, audience et financement Th. Pfister, G. Théry, Th. Le Roy, M.L. Antoni, S. Bachmann, J. Clément, M. Grandjean, M. Sauvage, J.J. Maurial, C. Neuschwander, J.M. Rausch,

11-925 LE RETOUR DU RELIGIEUX EN POLITIQUE (Les intégrismes dans le monde) M. Modinson, N. Savy, J.P. Filiu, H. Bulawko, N. Bernheim, C. Champollion, J.Y. Carrius, M. Telo, S. Neir, R. Frégosi, P. Joxe, A. Chenal, L. Le Pensec, E. Eyuboglu, F. Demitry, G. Legrand, L. Jospin, J.P. Chevènement, C. Audry. WY SPECIAL EUROPE (Les institutions et les

politiques communautaires) J. Delors, M. Torrelli, J.L. Burban, G. Germain, F. Clerc, R. Tiersky, F.G. Dreyfus; G. Le Febwe, G. Martinet, P. Buffotot, J.F. Mary, J. Filboud. IF SA SPECIAL CARABE - LES TENSIONS DANS LA MEDITERRANEE AMERICANE >

P.A. Blératd, G. Hazaél-Massieux, H. Gourdon et J. Crusol. RÉVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE 17, av. Gourgaud - 75017 Paris - Tél. : 42,67.05.43 (Prix du numéro : 65 F - Abonnement promotionnel : 230 F)

PAGES 3 à 8 :

LES ENCHÈRES DE LA GUERRE DU GOLFE : Périlleux dilemmes pour la politique soviétique, par Alain Gresh. — Comment Israël tire parti d'une guerre prolongée, par Ammon Kapeliouk. — L'Arabic saoudite, gardienne d'un ordre menacé, par Olivier Da Lage et Alain Gresh. — Diplomatie et contraintes intérieures, par Francis Beaujeu. — Nouvelles menaces en Méditer-ranée, par le général Georges Buis.

PAGE 9:

L'armée philippine défie ouvertement les institutions démocratiques, par Pierre Romset.

PAGES 10 et 11:

Les Caralbes, zone sinistrée, par Françoise Barthélémy.

Le Burundi, au-delà de la « révolution de palais », par Colette Bracckman. **PAGE 13:**

QUAND DURBAN SERA LIBRE », par Mewa

PAGES 14 et 15:

L'équilibre militaire conventionnel des deux blocs, par

PAGES 16 et 17:

Futilités, suite de l'article de Clande Julien. - Le libéralisme autoritaire, suite de l'article de Jean-Paul Jean.

PAGES 18 et 19:

AUX CIMES DU POUVOIR : MAITRES ET SERVI-TEURS, par Christian de Brie.

PAGES 20 et 21 :

L'Amérique s'interroge sur la meilleure façon de gérer son déclin, par Pierre Dommergues.

PAGES 22 et 23 :

LA TENTATION DÉFLATIONNISTE, par Gérard de Bernis et Jacques Léonard.

PAGE 24:

LOIN DU MATRAQUAGE MÉDIATIQUE... **PAGE 25:**

Dans les revues... Prochains colloques. PAGES 26 et 27 :

> LES LIVRES DU MOIS : « Les Hommes pertis de rien », de René Cassin, par Yves Florenne. — « Sou-frières », de Daniel Maximin, par Michel Lobé Ewané. — « La Chevelure sacrifiée », de Bohumil Hrabal, par Marie-Françoise Allais.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1987 a été tiré à 135 000 examplaires.

Octobre 1987

